

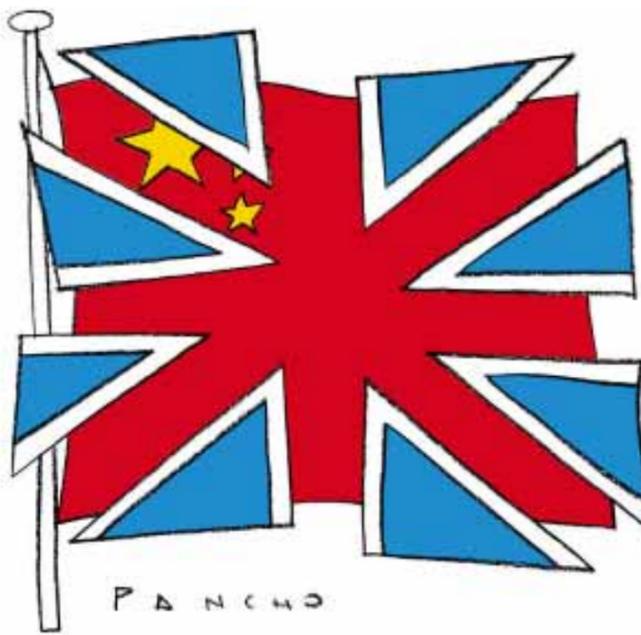


L'entrée de troupes chinoises dans Hongkong met fin à la colonisation britannique en Asie

Pékin s'engage à organiser des élections locales « démocratiques » en mai 1998

À QUELQUES HEURES de la rétrocession de Hongkong à la Chine, lundi 30 juin à minuit (18 heures, heure de Paris), Pékin a continué de souffler le chaud et le froid, mettant un point d'honneur à créer la surprise jusqu'au bout : le président Jiang Zheming a ordonné à 4 000 soldats d'entrer en ville dès le transfert de souveraineté effectué. Cette annonce met un point final à la controverse sino-britannique concernant les modalités de la prise de possession militaire des lieux. Mais le chef de l'Etat a promis que la Chine respectera « les droits et les libertés » des habitants de ce qui fut l'une des « perles » de la couronne britannique.

Tung Chee-hwa, nouvel administrateur de ce qui deviendra, mardi, une « région administrative spéciale » (RAS) a, pour sa part, promis que la Chine tiendrait ses engagements en organisant des élections à Hongkong, en mai 1998, afin de renouveler le « Parle-



ment » du territoire. Alors que de nombreux Britanniques ont bruyamment fêté l'événement dans les pubs de Hongkong, la population chinoise semblait accueillir la rétrocession avec une sorte de placide indifférence. La plupart d'entre eux ne sont en effet pas concernés par le faste des cérémonies, réservées à une élite triée sur le volet.

Après une dernière réception, Chris Patten, le « dernier des gouverneurs », devait embarquer, lundi dans la nuit, sur le *Britannia* à destination de Manille en compagnie du prince Charles et du secrétaire d'Etat américain, Madeleine Albright. Ainsi, 156 ans et quelques mois après la cession « à perpétuité » de Hongkong à la Couronne britannique par l'empereur de Chine, une page définitive se tourne donc sur l'histoire de la colonisation britannique en Asie.

Lire pages 2 et 14 et « Le Monde Économie »

La fin de Vilvorde

■ La décision de Renault met en difficulté Lionel Jospin

■ Les syndicats lui reprochent de n'avoir pas tenu ses promesses

■ En France, 32 400 chômeurs de plus en mai, la plus forte hausse depuis octobre 1993

Lire pages 6 et 7, notre éditorial page 18 et la chronique d'Alain Rollat page 30

Rhin-Rhône sur rails

LE MAIRE de Belfort, Jean-Pierre Chevènement, se bat depuis des années pour la réalisation d'un TGV « Rhin-Rhône », qui servirait de carrefour ferroviaire nord-sud et est-ouest, avec Dijon pour plate-forme principale. Il pourrait obtenir gain de cause : sa capacité d'intervention est plus forte depuis qu'il est redevenu ministre. Mais, surtout, l'abandon du projet de canal Rhin-Rhône renforce l'intérêt de cette ligne. Outre le raccourcissement des temps de trajet entre Mulhouse et Paris ou Lyon, voire, à terme, entre l'Allemagne et la Méditerranée, cette infrastructure libérerait une ligne classique pour les marchandises : elle permettrait ainsi une première mise en œuvre à grande échelle du ferroutage en France.

Lire page 13

Le triomphe des Ferrari



JEAN TODT

IL A RÉUSSI à remettre l'équipe Ferrari sur la voie du succès. Après huit des dix-sept épreuves du championnat du monde 1997 de formule 1, la Scuderia occupe la tête des classements. La victoire de l'Allemand Michael Schumacher, dimanche 29 juin, sur le circuit de Magny-Cours, est aussi celle du Français Jean Todt, patron de l'écurie des voitures rouges.

Lire page 22

International	2	Aujourd'hui	22
France	6	Jeux	25
Société	10	Météorologie	25
Carnet	12	Culture	26
Annonces classées	12	Guide culturel	28
Régions	13	Communication	29
Horizons	14	Abonnements	30
Entreprises	19	Radio-Télévision	30
Finances/marchés	21	Kiosque	31

Lire la suite page 18

L'été des festivals

JUSQU'AU 15 AOÛT, *Le Monde* propose à ses lecteurs un panorama des rendez-vous artistiques de l'été en France et à l'étranger. De Paris à Avignon, de Rennes à Montpellier, de Genève à New York, d'Edimbourg à Tangelwood, chaque jour, deux pages seront consacrées aux festivals de théâtre, de musique, de danse, de cinéma, de photographie et aux grandes expositions d'arts plastiques. Une photographie de Gérard Rondeau, un guide des principaux événements et les échos consacrés aux engagements présents et futurs des figures de la scène complètent cette invitation à découvrir le meilleur de la création.

Lire pages 26 et 27

Les dîners de M. Le Pen

Le président du Front national confirme sa rencontre avec Robert Pandraud. M. Giscard d'Estaing dément avoir dîné avec lui. p. 8

Mini-crise en Israël

Une rencontre secrète entre un dirigeant de l'Autorité palestinienne et le « faucon » Ariel Sharon provoque de vives réactions des ministres des affaires étrangères et de la défense. p. 3

Un entretien avec M. Le Roy Ladurie

Dans un entretien accordé au *Monde*, l'historien Emmanuel Le Roy Ladurie explique pourquoi, selon lui, la distinction droite-gauche date de l'apparition du protestantisme en France. p. 16

La hausse du SMIC

Près de la moitié des salariés du secteur privé sont concernés directement ou indirectement par la revalorisation du salaire minimum. p. 20

Les législatives albanaises

Alors que les résultats définitifs des élections ne seront pas publiés avant jeudi, le Parti socialiste albanais annonce déjà sa victoire. p. 4

La mauvaise santé des jeunes

Un rapport officiel s'alarme du taux élevé de mortalité par accidents et par suicides dans la classe d'âge des 15-24 ans. p. 11

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 400 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KR ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 731 7,50 F



Une seconde atomique pour équilibrer le temps

LE FORFAIT aura lieu lundi 30 juin à minuit en temps universel. Pour le Français (métropolitain), il sera donc 2 heures du matin le 1^{er} juillet, et il vieillira d'une seconde supplémentaire. Par la volonté des astronomes détenteurs du Temps, qui, à cet instant précis, ajouteront une seconde sur leurs « ardoises ».

Le temps est une notion relative. Les philosophes s'en sont vite doutés, mais, dès l'Antiquité, les évêques et les « scientifiques » en ont fait l'expérience pratique quand ils se sont aperçus qu'il leur fallait « trafiquer » leurs calendriers s'ils voulaient éviter que les dates de Pâques et de Noël ne dérivent trop par rapport aux saisons. C'est que les mouvements de notre planète ne se laissent pas facilement mettre en équations, et il est impossible de diviser rigoureusement en jours les cycles solaires ou lunaires.

Ce premier problème réglé de manière plus ou moins boiteuse (à coups d'années bissextiles pour notre calendrier), les gardiens du Temps n'étaient pas au bout de leurs peines. La durée d'une rotation de la Terre autour de son axe nord-sud - définition de la durée du jour - varie, elle aussi, au cours de l'année, en

raison de la forme elliptique de l'orbite de notre globe autour du Soleil. C'est ce qui a conduit les astronomes à prendre en considération le « temps moyen », durée moyenne du jour calculée sur une année. Les Français de l'Observatoire de Paris furent les premiers à le faire, à partir de 1667, suivis par leurs confrères britanniques de Greenwich, huit ans plus tard.

Pendant longtemps, ces préoccupations n'ont touché que les astronomes, soucieux d'avoir une base solide sur laquelle fonder leurs éphémérides. Hors des observatoires, on vivait à l'heure solaire, variable avec les saisons et les lieux. Les déplacements par bateau, cheval ou diligence étaient suffisamment lents pour que personne ne soit gêné du fait qu'il existe près d'une heure de décalage entre Strasbourg et Brest. Même après l'apparition des chemins de fer, l'heure solaire continuera, pour le paysan français, à coexister pacifiquement avec « l'heure des gares », loin des polémiques modernes autour des heures d'été et d'hiver...

Tout cela a volé en éclats avec l'apparition des transports aériens. A l'heure du multimédia, le temps se devait de devenir universel.

C'est alors qu'est apparue une nouvelle difficulté. Mesurée avec les ressources de l'ère spatiale, à coups de rayons laser tirés sur des réflecteurs posés sur la Lune, la rotation terrestre a révélé toute son irrégularité. Pour des raisons qui n'ont pas toutes été élucidées, elle ralentit peu à peu, mais de manière irrégulière.

Depuis 1970, il existe donc deux manières de compter le temps. Celle de M. Tout-le-Monde, c'est le « temps universel coordonné », ou UTC, et celle des scientifiques, c'est le « temps atomique intégré », ou TAI. Totalemment déconnecté de la rotation terrestre, le TAI est défini à partir de la durée des périodes d'une radiation de l'atome de césium 133 comptées par les horloges atomiques avec une précision diabolique.

Hélas ! la Terre se fiche des pulsations de l'atome de césium. Il faut donc accorder plus ou moins périodiquement l'UTC au TAI. On le fait depuis 1972, de préférence les 30 juin ou 31 décembre, au gré des caprices de notre globe. Le dernier de ces ajustements avait eu lieu le 31 décembre 1995.

Jean-Paul Dufour

Grands travaux : des emplois bons à prendre

LES GRANDS TRAVAUX constituent-ils des gisements d'emplois considérables ? Peuvent-ils au contraire être abandonnés, au nom de préoccupations écologiques, sans grand dommage pour la situation du marché du travail ? Les membres du gouvernement Jospin n'apportent pas, semble-t-il, une réponse unique

à ces questions. A Bruxelles et à Amsterdam, certains plaident en faveur de la réalisation de grandes infrastructures européennes pour stimuler la croissance et l'emploi. A Paris, ils décident l'arrêt de grands projets. Qui croire et que comprendre ?

En annonçant la suspension de

projets faramineux tels que l'autoroute A 51 Gap-Sisteron ou le canal Rhin-Rhône, Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, s'est voulue péremptoire. « Dans les grands travaux, on voit beaucoup de terre retournée, beaucoup d'engins de chantier, peu de personnel, alors que,

dans le logement, dans bien des équipements d'utilité sociale et écologique, on peut créer beaucoup plus d'emplois par million investi », expliquait-elle le 18 juin.

Quelques jours auparavant, à Poitiers, à l'occasion du sommet franco-allemand pour la préparation de la rencontre d'Amsterdam, le gouvernement français avait pourtant voulu discuter d'un mémorandum (*Le Monde* du 21 juin) qui, en faveur de l'emploi, préconisait de renforcer les aides aux grands réseaux, donc aux grands travaux dans la terminologie de la Commission. « Il faut des grands travaux, bien sûr, et (...) à Amsterdam, nous avons souhaité relancer les grands travaux en Europe, pour la croissance et pour l'emploi », affirmait, le 20 juin à Montbéliard, le ministre délégué aux affaires européennes, Pierre Moscovici, en précisant qu'il avait pour sa part l'intention de s'« investir à fond pour le TGV Rhin-Rhône ». Une nuance, encore ? Profitant de l'inauguration de l'autoroute A 16, le 27 juin, Jean-Claude Gayssot, ministre des transports, apportait sa contribution pour proclamer : « Nous n'avons arrêté aucun chantier et nous ne le ferons pas », précisant toutefois que, à ses yeux, « entretien, gestion du patrimoine et réhabilitation génèrent plus d'emplois que les grands chantiers ».

Alain Lebaube

Lire cet été...

Le quatrième roman de la série mythique de Patrick O'Brian

« Patrick O'Brian a inventé un nouveau genre romanesque : le thriller maritime. ... un solide sens de l'humour ... une plume, digne de Dumas. »

Bernard Génies - *Le Nouvel Observateur*

« Une épopée maritime dont l'exotisme enchante... »

André Clavel - *L'Express*

PRESSES DE LA CITÉ

RÉTROCESSION Le président chinois, Jiang Zheming, et le nouvel administrateur de l'ancienne colonie britannique, Tung Chee-hwa, se sont engagés, dimanche 29 juin, à respec-

ter les « droits et les libertés » des Hongkongais et ont déclaré que des élections démocratiques, auraient lieu, en mai 1998, pour renouveler le « Parlement » local. ● LA CHINE a or-

donné à 4 000 hommes de son Armée populaire de faire son entrée dans la ville, mardi 2 juillet à 00 heures, soit six heures plutôt que prévu dans le programme initiale-

ment annoncé. ● LA POPULATION, en ce dernier dimanche sous tutelle de la Grande-Bretagne, ne paraissait pas s'intéresser outre mesure aux cérémonies marquant la rétrocession

et réservées à l'élite de l'ancienne colonie dont le dernier gouverneur aura été Chris Patten, cinquante-trois ans, devenu ces dernières années la « bête noire » de Pékin.

Le nouveau chef de Hongkong promet des élections en mai 1998

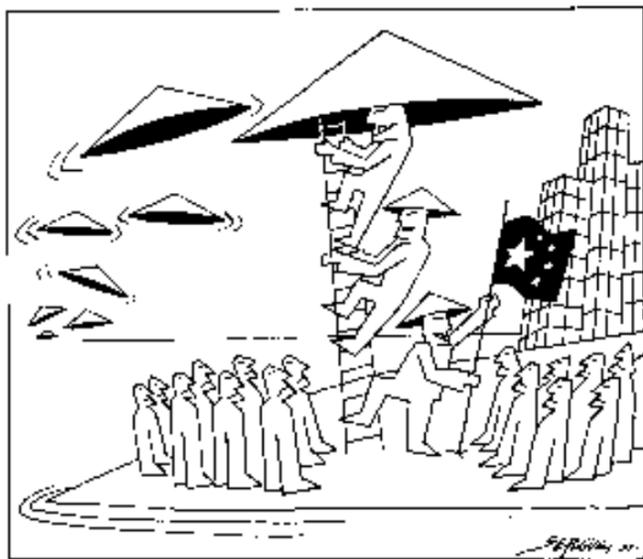
Le président chinois Jiang Zheming s'est engagé à respecter « les droits et les libertés » des Hongkongais après le départ du territoire des autorités britanniques, lundi 30 juin à minuit. Mais il a ordonné à 4 000 soldats de Pékin de prendre possession des lieux six heures plus tôt que prévu

HONGKONG

de nos envoyés spéciaux

Jusqu'au dernier moment, la Chine aura mis son point d'honneur à surprendre et à provoquer : elle a décidé d'avancer l'entrée de ses troupes dans l'ex-colonie de six heures par rapport à l'horaire prévu par les autorités de la nouvelle « région administrative spéciale ». Par décret, le chef du régime chinois, Jiang Zemin, a ordonné à 4 000 soldats de l'armée continentale de prendre possession des lieux, d'y faire leur entrée à minuit dans la nuit de lundi à mardi, et non pas à 6 heures, comme il avait été initialement annoncé dans le programme mis au point par les services du nouveau chef de l'exécutif, Tung Chee-hwa.

C'est une nouvelle manière pour Pékin de faire sentir aux autorités locales qu'elles ne sont que marginalement maîtresses du jeu. Au cours du week-end, M. Tung s'est efforcé de calmer les esprits en déclarant à plusieurs reprises qu'il s'agissait d'un « symbole de la souveraineté », que l'armée n'était pas là pour réprimer des troubles intérieurs. Dans le même souci, il a dissipé les doutes sur la tenue d'élections législatives rendues nécessaires par le démantèlement



par Pékin des institutions coloniales. Le scrutin se tiendra en mai 1998, a-t-il assuré, sans toutefois préciser les modalités du scrutin, une question qui fera l'objet de la vigilance des pays occidentaux, des Etats-Unis en tête.

Avant de quitter Pékin pour Hongkong, le numéro un chinois

s'est, lui aussi, voulu rassurant : il a solennellement rappelé l'engagement de la Chine à respecter le « haut degré d'autonomie » promis au territoire et les « droits et libertés » de sa population. M. Jiang n'a visiblement pas dissipé toutes les interrogations à ce sujet, si l'on en juge par la réaction réservée de

Margaret Thatcher, qui signa avec Pékin, en 1984, lorsqu'elle était premier ministre, l'accord de rétrocession. Invitée de marque très en vue, elle a prudemment estimé que, « si la Chine n'honore pas ce traité, il n'y a plus aucune raison de signer un traité avec la Chine ».

Cette montée de fièvre diplomatique à quelques heures des cérémonies tranchait avec une certaine placidité régnant sur le territoire. Les Hongkongais ont mis à profit ces jours de congé pour se retrouver en famille ou fréquenter les centres commerciaux. On les a vus nombreux se photographier entre amis devant les monuments historiques marquant la mémoire coloniale. A Sha Tin, ville satellite des Nouveaux Territoires, l'ambiance était aux mariages plus qu'aux célébrations officielles. Au cœur du parc municipal, l'orchestre de musique classique chinoise drapé de banderoles patriotiques éveillait moins de curiosité que les jeunes couples de mariés posant devant les bassins de poissons et de tortues. Sur la péninsule de Kowloon, comme sur l'île de Victoria, ce sont les domestiques philippines qui étaient présentes dans les jardins publics pour leur pique-nique et leurs ba-

vardages du dimanche. Au sein de la communauté britannique, l'envie de faire la fête l'emportait nettement sur les nostalgies de fin d'empire. On a certes entendu,

hongkongaises et chinoises, étaient bondés de joyeux lurons affublés de chapeaux hauts-de-forme et munis de serpents. Cette atmosphère d'excitation

Un lobby très « british » et pro-chinois

Des personnalités britanniques, appartenant à un lobby pro-chinois se seront employées à torpiller les initiatives de Chris Patten, prises en accord avec Londres. Notamment au sujet de la libéralisation des institutions de Hongkong avant la rétrocession. Sir Percy Craddock, un diplomate qui avait été le conseiller particulier de Margaret Thatcher lors de la négociation de l'accord de rétrocession de 1984, n'a cessé d'intervenir en public contre le dernier gouverneur du territoire. Sir David Wilson, le prédécesseur de Chris Patten, avait, lui, couvert de son autorité une manipulation d'opinion tendant à démontrer, en 1987-88, que les Hongkongais n'étaient pas intéressés par plus de responsabilités dans la vie publique. La palme revient cependant à Sir David Aker-Jones, ancien gouverneur par intérim, qui se mit, en 1993, au service direct de la Chine en tant que membre du comité qui choisit, pour le compte de Pékin, le nouveau responsable de l'administration « décolonisée ». — (Corresp.)

pour la dernière fois en Asie, les cornemuses jouer pour le prince Charles, arrivé samedi, l'air rituel impérial *Beating the Retreat* (« Battré la retraite »), symbole obligé de toute décolonisation. Mais non loin de là les pubs de Lan Kwai Fong et de Wanchai, pavés aux couleurs britanniques,

n'est pas sans inquiéter une police sur les dents. Les rues de Victoria étaient quadrillées par des agents rendus nerveux par les rumeurs, fondées ou non, de mouvements de foule ou d'alertes terroristes.

Frédéric Bobin et Francis Deron

Des guerres de l'Opium à l'accord Thatcher-Zhao Zyang

- 1839 : première guerre de l'Opium entre la Grande-Bretagne et la Chine.
- 1840 : envoi d'un corps expéditionnaire britannique.
- 1841 : la Chine accepte de céder Hongkong aux Britanniques après la signature de la « convention de Chuenpi ».
- 1842 : le traité de Nankin décrète l'ouverture de cinq ports stratégiques au commerce international. L'une des clauses est la cessation « à perpétuité » de Hongkong à la couronne britannique.
- 1856 : début de la deuxième guerre de l'Opium et pillage de Pékin par un corps expéditionnaire franco-britannique. Elle se termine en 1860 avec la signature du traité de Pékin. Les Chinois cèdent aux Anglais la péninsule de Kowloon.
- 1941 : les Japonais s'emparent de Hongkong, qui sera occupée jusqu'en 1945.
- 1984 : le premier ministre britannique, Margaret Thatcher, signe, le 19 décembre, avec les dirigeants chinois une « déclaration conjointe » qui prévoit de rétrocéder Hongkong à Pékin le 30 juin 1997.
- 1992 : Chris Patten est nommé gouverneur de Hongkong.

Chris Patten, « le dernier gouverneur » que les maîtres de Pékin se plaisaient à haïr

HONGKONG

de notre envoyé spécial

Chris Patten, l'homme chargé de baisser le rideau sur l'histoire coloniale occidentale en Asie, est

PORTRAIT

Politicien conservateur, cet ancien d'Oxford avait tenté de protéger les défavorisés

une étrange « bête de pouvoir ». Au douzième coup de minuit, entre lundi 30 juin et mardi 1^{er} juillet, il aura engrangé un ensemble de particularités dont l'addition est plutôt rare sur la scène politique dirigeante internationale.

Ayant perdu, en Grande-Bretagne, une élection démocratique dans sa circonscription (Bath) alors que l'homme pour lequel il faisait campagne, John Major, parvenait lui au pouvoir, il ne s'en est pas moins retrouvé maître quasi-absolu de la dernière parcelle de terrain possédée à l'étranger par ce qui fut le plus vaste empire colonial des XIX^e et XX^e siècles. Vingt-huitième gouverneur de la colonie (terme auquel Londres préférerait, depuis vingt ans, celui

de « territoire »), il y fut la première personnalité réellement politique dans cette fonction. Ses prédécesseurs immédiats étaient en effet des fonctionnaires de cabinet plutôt versés dans la diplomatie.

Conservateur endurci dans son pays, il a commis, à Hongkong, l'impardonnable sacrilège de vouloir donner à la population dont il avait la responsabilité — pour des raisons pas forcément innocentes — un début de maîtrise sur sa propre destinée. Il a réussi à se faire haïr du monde local des affaires, un paradoxe pour un dirigeant politique conservateur. Il s'est fait couvrir d'insultes par un gouvernement de Pékin oublieux de toute courtoisie diplomatique à un point exceptionnel, même si l'on sait qu'en règle générale celui-ci préfère, chez les politiciens occidentaux, la variante de droite à celle de gauche. La Chine l'a traité de « prostituée en fin de carrière qui se met à prêcher la vertu », par allusion au fait que les employeurs de M. Patten n'avaient jamais, jusqu'alors, songé à démocratiser les institutions de Hongkong.

Orateur talentueux, cet ancien d'Oxford âgé de cinquante-trois ans, a toujours répliqué aux in-

juries continentales sur un ton très britannique. A une question portant sur le fait qu'il est le seul gouverneur à ne pas avoir l'espoir de voir son nom donné à une rue de sa ville, il répondit qu'il ne verrait pas d'obstacle à le donner à une station d'épuration des eaux d'égout...

Rejeté par beaucoup, il a pourtant été plutôt populaire dans les milieux humbles de la colonie, ce qui n'était pas précisément le cas de ses prédécesseurs, totalement absorbés par les aspects protocolaires surannés de leur fonction. C'est ainsi que ce politicien conservateur se fit un devoir d'abolir le port du chapeau à plumes et de l'uniforme blanc à sabre, de coupe très victorienne, qu'affectionnaient particulièrement les hommes qui l'avaient précédé. M. Patten aura notamment commencé à faire réfléchir une population entièrement tournée vers la performance économique sur les scandales de l'exclusion sociale, en tentant d'introduire des réformes budgétaires axées autour de la protection des défavorisés.

Il se méfiait, dans ses fonctions, des explications simplistes faisant de la Chine un pays à part. Jusqu'au dernier moment, il s'est défendu d'avoir introduit le loup démocratique dans la bergerie chinoise : il n'a fait, a-t-il insisté, que répondre à une exigence née de la maturité acquise par la population locale.

Son parcours politique est donc inhabituel. Ce qui explique que M. Patten, francophone et francophile, cherche maintenant à prendre un peu de champ en se retirant, pour quelques mois, dans sa propriété dans le sud de la France. S'il venait à retrouver un destin national, les relations sino-britanniques risqueraient de prendre un tour plus épicé.

Mais que restera-t-il donc du passage en terre chinoise du « dernier gouverneur » ? La Chine officielle se plaisait en quelque sorte à le haïr. La Chine du *vulgarum*, qu'il préférait à l'autre, ne l'a connu qu'à travers les vociférations de Pékin. Certes, son passage évoque l'ultime gesticulation morale du colonisateur pressé de plier bagages sans avoir l'air de perdre contenance. L'Histoire dira s'il y avait plus.

Un jour presque « comme les autres » dans le quartier de Western...

HONGKONG

de notre envoyé spécial

Elle est presque surprise, la caissière du supermarché, qu'on lui demande ce qu'elle éprouve à l'idée de changer de maître dans quelques heures. « Pour moi, c'est un dimanche comme un autre », répond-elle entre deux produits passés au lecteur de « code barres » (à Hongkong, les supermarchés sont ouverts le dimanche). Que comptait-elle faire lundi soir ? « Regarder la télévision avec mon mari et mon fils, et profiter de ce que le gamin est en vacances pour lui faire réviser ses cours ». « Pour célébrer ou déplorer quoi que ce soit, il faudrait avoir eu son mot à dire », ajoute-t-elle quand même, petite pique aux deux gouvernements de Londres et de Pékin. La laverie chinoise avait, elle aussi, ouvert ses portes. La pâtisseries, elle, était plus terre-à-terre encore : « Je ne vois pas d'augmentation sensible de mes ventes alors qu'il y a cinq jours de congé, et donc des repas familiaux ! »

De fait, pour les habitants de Western, là où les Britanniques ont débarqué en 1841, district de l'île bordant aujourd'hui la « City » financière de Central, la vie ne semblait pas devoir être bouleversée par les cérémonies officielles, tenues entre gens du beau monde dans la partie huppée de la ville. Du moins ne voyait-on, ici, aucun signe précurseur d'un grand enthousiasme populaire à l'arrivée au pouvoir des gens de Pékin, ou à la perspective de voir les Britanniques plier bagage.

Sauf chez les activistes ou ceux qui veulent se faire bien voir. A l'entrée de Tai Ping Shan Street, c'est dès samedi matin qu'une des boutiques arborait un drapeau de Chine communiste et un autre frappé de la bauhinia blanche sur fond rouge, un arbre ou arbuste tropical qui est nouvel emblème de Hongkong. Peut-être parce que son propriétaire a l'habitude de chercher à se concilier les puissances supérieures : son commerce est celui des baguettes d'encens et autres billets de fausse monnaie destinés à être brûlés devant les dieux taoïstes, lorsqu'on supplie ceux-ci d'intervenir pour remédier à quelque maladie, revers de fortune ou autre mauvais coup du sort.

La rue, qui surplombe de quelques mètres le point précis où fut hissé l'Union Jack voici 156 ans et moins de six mois, porte bien son nom de « Montagne de la Grande

Paix ». En dépit des marteaux-piqueurs en action même le dimanche et les livraisons de conteneurs du négociant en ameublement, c'est un havre de tranquillité relative comparé à la frénésie du centre de la ville, grâce à la présence de ces temples qui ont vécu les dernières heures du règne colonial dans la placidité la plus complète. On y vit, en ce dernier week-end colonial, successivement un M. Lee et une M^{me} Wong interpellés comme d'habitude les divinités en se prosternant, agenouillés, au rythme des coups de gong, avant de placer devant l'icône leurs offrandes de produits comestibles... puis se relever pour s'adresser immédiatement, à l'aide d'un téléphone cellulaire, à quelque connaissance — vraisemblablement bien terrestre — tandis que le tenancier de la boutique, mi-prêtre mi-gérant, retapait les cousins pour le prochain fidèle et rajoutait des tortillons d'encens aux poutres de fer du local.

« Pour célébrer ou déplorer quoi que ce soit, il faudrait avoir eu son mot à dire »

Quartier plus villageois qu'urbain, comme est encore constituée une grande partie de Hongkong derrière les façades de la cité ultra-moderne. Mais quartier qui montrait aussi, dès le week-end précédant la rétrocession, les signes d'une altération de l'organisation sociale : « Tous les milieux sociaux du quartier Central-Western se réjouissent de la réunification », proclament des banderoles accrochées aux becs-de-gaz dans la nuit de vendredi à samedi, sous la signature d'un « comité de célébration du quartier », au titre de très communiste inspiration.

Plus loin, les drapeaux d'allégeance à la Chine fleurissaient surtout aux devantures d'organismes sociaux comme l'Association d'assistance aux femmes, ou encore aux vitrines de commerçants visiblement en cheville avec le continent. Les élèves du lycée Bonham, eux, auraient des raisons de se demander si le nom de cet ancien gouverneur britannique sera longtemps l'enseigne de leur établissement.

CALVITIE

Parce que l'Esthétique doit être une discipline sans faille...



Repousse définitive

Entièrement naturelle, la technique des micro-greffes permet de retrouver la densité de cheveux souhaitée sans véritable

CRPCE
01 53 77 25 88

indisponibilité sociale et professionnelle. La réimplantation au laser et avec un cheveu prélevé vous garantit une repousse parfaite et définitive.

Prenez rendez-vous pour un Conseil Gratuit avec un spécialiste

Clinique du Rond-Point des Champs-Élysées

agencée par le ministère de la Santé

61, avenue Franklin D. Roosevelt, 75008 Paris - 01 53 77 25 88

Ironie contre M. Chirac

Chris Patten a décoché une méchante banderille pour Jacques Chirac dans une tribune du *Financial Times*. Alors que la rétrocession de Hongkong nourrit force commentaires sur l'héritage colonial britannique, le dernier gouverneur s'est en virement pris à une petite phrase prononcée par le président français au cours de sa visite en Chine à la mi-mai. Il avait alors déclaré, lors de son étape de Shanghai, que la rétrocession de la colonie britannique allait clore un des épisodes les plus sombres de l'humiliation naguère infligée à la Chine par les puissances occidentales. Ironisant sur cette « visite commerciale » de M. Chirac, Chris Patten a estimé qu'une telle remarque avait « dû combler de joie l'assistance [les officiels chinois] ». Et le gouverneur de se demander si l'on devait user du même « langage diplomatique » pour juger de l'action française « au Vietnam, au Cambodge et en Algérie ».

L'identité du « décapiteur » d'enfant de Kobe horrifie les Japonais

Un adolescent de quatorze ans a reconnu le crime

KOBE

de notre envoyé spécial

Après la découverte, le 27 mai, de la tête décapitée d'un écolier devant la porte d'un lycée du quartier de Suma, dans la banlieue de Kobe, le sentiment d'horreur s'est encore accru avec la révélation de l'identité du meurtrier présumé : un lycéen de quatorze ans, arrêté samedi 28 juin. Celui-ci a confessé le crime, et la police a trouvé à son domicile l'instrument avec lequel il l'aurait commis. Elève du lycée où fut découverte la tête du petit Jun Hase, le suspect est de trois ans plus âgé que la victime. « *A la suite de ce drame, je disais à ma fille de faire attention aux adultes. Or, ce n'est pas des adultes qu'elle doit se méfier, mais des enfants de son âge. C'est horrible* », dit une mère de Suma. Un policier portant une gerbe de fleurs est venu annoncer, dimanche, à la famille de la victime que l'assassin de leur fils avait été arrêté.

Depuis le 27 juin, Suma vivait dans la peur. Quadrillage policier, patrouilles d'habitants et hordes de journalistes harcelant les habitants de questions donnaient au quartier une atmosphère d'état de siège. Les enfants portaient des appareils d'alarme et ne se déplaçaient qu'en groupe, les parcs étaient désertés. Ce climat pesant était encore alourdi par les rumeurs alimentant les 3 000 dénonciations envoyées à la police.

C'est la lettre adressée par le meurtrier au quotidien *Kobe Shim-bun* le 4 juin qui a constitué le principal indice. Alors que le message retrouvé dans la bouche de la victime était un défi lancé à la police, la lettre de trois pages reçue par le quotidien avait permis de cerner davantage la personnalité du meurtrier, qui disait ne « pouvoir

soulager sa propre souffrance qu'en faisant souffrir un autre ». Menaçant de nouveaux meurtres (« *en détruisant trois légumes par semaine* »), il disait vouloir se venger du « *système éducatif dont il est le produit* ».

« MÉLANGE D'INFLUENCES »

Convoqué par la police samedi matin, le lycéen a confessé le meurtre quelques heures plus tard. On sait peu de chose sur lui, sinon qu'il connaissait la victime et que leurs deux familles se voyaient. Après avoir été réprimandé par un professeur pour des violences contre un de ses camarades, il fréquentait le lycée par intermittence. Il aurait déclaré que « *la victime aurait pu être n'importe qui* », mais, selon les enquêteurs, il a prémédité son crime.

Après avoir étranglé le petit Jun sur une hauteur boisée non loin de son domicile, il revint le lendemain pour le décapiter et rapporta la tête chez lui avant de la placer, douze heures plus tard, devant l'entrée de son lycée. Le suspect aurait également reconnu avoir agressé en mars, à coups de couteau, deux écolières du quartier, dont l'une est décédée.

Les mobiles du crime sont peu clairs. Les messages du suspect et ses premiers interrogatoires indiquent, selon la police, un « *mélange d'influences* » où domine celle des films et bandes dessinées d'horreur, en particulier de la série américaine « *Zodiac Killer* », qui connaît un grand succès depuis deux ans. Une fois de plus est mise en cause la violence que véhiculent bandes dessinées et vidéo, et la confusion qu'elles entraînent dans certains esprits entre les univers réel et virtuel.

Philippe Pons

Mini-crise en Israël après la rencontre entre M. Sharon et le bras droit de M. Arafat

Le ministre des affaires étrangères, David Lévy, menace de démissionner

Le remaniement du gouvernement israélien, prévu pour lundi 30 juin, sera retardé en raison d'une nouvelle tension entre le premier ministre

et le ministre des affaires étrangères, David Lévy. M. Lévy est mécontent d'avoir été tenu dans l'ignorance d'une récente rencontre entre le

« faucon des faucons » de la droite israélienne, Ariel Sharon, et le bras droit de Yasser Arafat, Mahmoud Abbas.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Opération politicienne ponctuelle destinée, avant son imminente promotion gouvernementale, à modérer l'image « *va-t-en-guerre* » d'Ariel Sharon, ou dernière volte-face d'un homme politique de la « *droite dure* » notoirement imprévisible ? Tandis que la presse israélienne débat sur la portée de l'événement, une seule chose était sûre lundi 30 juin : « *l'échange informel de vues* » entre le « *faucon des faucons* » et Mahmoud Abbas, l'homme-lige de Yasser Arafat, a provoqué la stupeur générale, en Israël comme dans les colonies juives et les villes palestiniennes.

Champion de la colonisation tous azimuts des territoires conquis en 1967, adversaire patenté des accords d'Oslo censés « *brader la terre d'Israël* », l'ancien ministre de la défense, contraint à la démission en 1983 pour sa « *responsabilité indirecte* » dans le massacre de réfugiés palestiniens à Sabra et Chatila, au Liban, a toujours refusé de rencontrer les dirigeants de l'OLP et considérerait, il y a encore quelques semaines, Yasser Arafat comme « *un criminel de guerre* ».

Si elle devait se confirmer, la volte-face d'un homme qui poursuit, à la tête du ministère des infrastructures, la colonisation des territoires palestiniens et qui demeure l'un des plus populaires hommes politiques de droite en Israël constituerait un événement de première importance.

« *Encourageante* » pour ceux des commentateurs locaux qui veulent y voir « *une petite victoire pour le processus de paix* », l'annonce de l'entrevue, secrètement organisée à la mi-juin avec l'ac-

cord du premier ministre, a provoqué une nouvelle mini-crise au gouvernement. Les titulaires des portefeuilles de la défense, Itzhak Mordechai, et des affaires étrangères, David Lévy, sont furieux d'avoir appris la nouvelle par la presse. Il est vrai que les deux hommes forment avec M. Netanyahu le très restreint « *cabinet de sécurité* » dans lequel, en tant qu'imminent ministre des fi-

Révéle vendredi par la chaîne publique de télévision grâce à des fuites en provenance de l'entourage même de M. Sharon – ce qui confirme la thèse de ceux qui ne voient dans cette affaire qu'une manipulation politique à usage international –, le rendez-vous du principal architecte palestinien des accords d'Oslo avec l'idole des tenants du Grand Israël a eu lieu le 16 juin dans la ferme de ce der-

de Tel-Aviv et des cris d'alarme dans toutes les grandes capitales internationales intéressées à la reprise du processus de paix. Dans un livre publié l'an dernier, James Baker, ancien secrétaire d'Etat américain, expliquait à quel point « *la rhétorique inflammatoire et le zèle expansionniste d'Ariel Sharon* » avaient contrecarré les derniers efforts américains pour la paix. L'architecte de la sanglante invasion du Liban en 1982, qui intitula sa propre autobiographie (publiée en 1989) « *Ariel Sharon, le guerrier* », serait-il devenu un homme de paix ?

Mahmoud Abbas, alias Abou Mazen, l'homme des contacts secrets, qui avait tenté sans succès de rencontrer M. Sharon en pleine guerre du Liban, il y a quinze ans, ne dit rien à ce sujet.

A ceux qui se demandent pourquoi M. Arafat, qui a donné son feu vert au rendez-vous du 16 juin, se serait prêté à une opération « *changement d'image* » au bénéfice d'Ariel Sharon, les conseillers du chef de l'OLP répondent : « *Il ne s'agissait pas de négociations mais d'un contact, nous sommes prêts à rencontrer le diable en personne pour ressusciter le processus de paix.* »

A défaut, si l'irruption du « *bulldozer du Néguev* » dans la fragile coalition au pouvoir peut contribuer à la réduire en miettes et à provoquer des élections anticipées, personne, à Gaza, ne s'en désolera...

Patrice Claude

Entre Brazzaville et Kinshasa, « la traversée de tous les dangers » du fleuve Congo

BRAZZAVILLE et KINSHASA

de notre envoyée spéciale

Sortir de l'ambassade de France à Brazzaville, où sont encore retranchées quelques dizaines de personnes, diplomates et gendarmes, est une en-

REPORTAGE

Les « pirates » de la Main-Bleue à peine quittés, il faut affronter les « rançonneurs » au ventre creux de la rive kinoise

treprise périlleuse. Samedi 28 juin, aux « *check-points* » du centre-ville, des miliciens « *Zoulous* » dépenaillés braquent leurs kalachnikovs sur tout véhicule pressé de sortir de la ville, où retentissent nuit et jour les tirs d'artillerie lourde des belligérants. A proximité de l'ambassade de France, le « *cessez-le-feu* » décrété depuis dix jours ne fait plus illusion. Les rares acclamies se raccourcissent, et l'autonomie des gardiens de « *check-points* » tourne à l'anarchie. Aucun avion ne s'est risqué depuis des jours à se poser sur l'aéroport de Maya-Maya, dont les deux camps se disputent le contrôle. Reste la sortie par le fleuve Congo, « *la traversée de tous les dangers jusqu'à Kinshasa* », sur la rive opposée, où l'on reçoit quelques obus tirés d'en face. Il faut faire vite, arriver à la rive kinoise avant 18 heures, avant que les douaniers ne condamnent *manu militari* tout

abordage. Grâce à l'aide de gendarmes congolais, dans la neutralité affichée ne pèse pas lourd, la jeep qui transporte trois journalistes français réussit à s'échapper du centre-ville pour atteindre, par de tortueux méandres, la rive de la Main-Bleue. Ce petit port, situé à la lisière du quartier de Baongo, le fief du maire de Brazzaville, Bernard Kolelas, vibre au rythme d'une intense contrebande. M. Kolelas, médiateur dans la guerre civile, sait se faire obéir de ses milices « *Ninjas* », armées jusqu'aux dents, qui savent faire respecter l'ordre public, y compris chez les « *pirates* » de la Main-Bleue.

Il faut dévaler le chemin pentu et poussiéreux pour atteindre le bord de l'eau et la pirogue soigneusement choisie par un commandant « *Ninja* ». Le prix du voyage est fixé, nettement en-dessous des tarifs prohibitifs imposés habituellement aux voyageurs « *pour compenser les risques et périls* ». En quelques minutes, le vieil esquif, où ont également pris place avec leurs ballots un Kinnois et ses trois petits enfants, s'éloigne du quai. Un ciel lourd et gris pèse sur le large fleuve aux rapides menaçants. Les deux piroguiers, torse nu, battent les flots en cadence, longeant d'abord la rive pour ne pas être emportés dans le courant. Du bord, quelques énergumènes armés tentent de les intimider pour rançonner les passagers. Mais le commandant « *Ninja* », vigilant, sait les neutraliser.

Bientôt la pirogue navigue vers le large, visant la rive kinoise, au son du clapotis de l'eau et du

croassement des corbeaux. Le grondement des obus sur Brazzaville retentit plus sourdement. Bientôt, on arrive à proximité du rivage convoité, dans les feuillages denses des marais. Le plaisir d'atteindre enfin son but est de courte durée. Sur cette rive kinoise, qu'il faut longer pendant près d'une heure, se tiennent des soldats perdus, le regard fiévreux, la faim au ventre, qui menacent de tirer après la première sommation si les piroguiers n'arrêtent pas leur embarcation. Ces trois Blancs « *portent sur eux leur richesse* ». A ces haltes forcées, sont concédés cigarettes, biscuits et bonnes paroles. Très vite, on se rend à l'évidence. Mieux vaut s'éloigner du bord, quitte à rallonger le parcours, et même si l'heure-limite se rapproche. Mieux vaut affronter les douaniers de Kinshasa que les « *rançonneurs* » au ventre creux.

La pirogue accoste finalement à l'embarcadere de Ngobila, sous les yeux de gardes pressés d'en finir et de rentrer chez eux. On prend cependant le temps de remplir les paperasses et d'encaisser les taxes. On presse de questions sur Brazzaville les voyageurs soulagés d'être arrivés à bon port. De l'autre côté du fleuve, les tirs d'obus de mortier redoublent d'intensité. Et, pour la première fois, des soldats de Kinshasa ripostent à des tirs venus de Brazzaville. Dans la nuit de dimanche à lundi, ils ont ainsi tiré plusieurs obus de mortier vers l'autre rive du fleuve.

Danielle Rouard

La presse algérienne fait état de nouveaux massacres

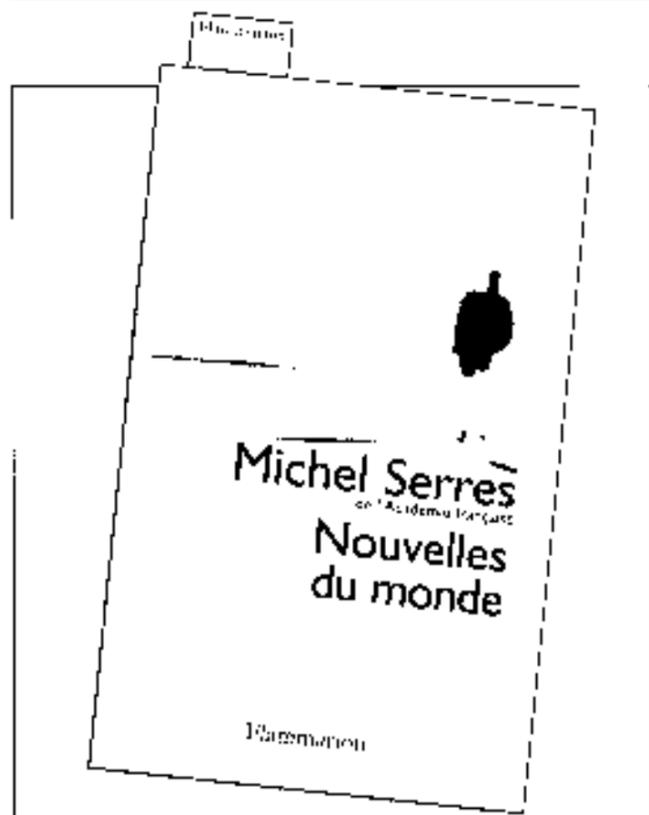
LES FORCES de sécurité algériennes ont tué vingt rebelles islamistes après l'attaque d'un convoi de médicaments dans l'ouest du pays, a rapporté le quotidien algérien francophone *El Watan* dans son édition de dimanche 29 juin. Le quotidien précise que l'armée a abattu les insurgés dans la région de Saïda, la semaine dernière, après une embuscade au cours de laquelle quatre civils auraient été tués. Le journal n'indique pas si les forces de sécurité ont subi des pertes. De son côté, le journal *Le Matin* a annoncé l'assassinat dans le centre d'Alger d'une journaliste de la télévision, Louisa Aït Adda, en milieu de semaine dernière, tandis que l'explosion d'une bombe artisanale dans un train de banlieue, samedi, aurait entraîné la mort d'une à cinq personnes, et fait plusieurs blessés, selon la

presse algérienne. Vingt-huit personnes, parmi lesquelles des femmes et des enfants, ont été massacrées, dans la nuit du 26 au vendredi 27 juin, par des islamistes présumés au cours de deux opérations dans le nord de l'Algérie, selon la presse.

Au cours de la première opération, vingt-deux habitants du hameau de Seghouane, à 70 kilomètres au sud-ouest d'Alger, ont été tués par des rebelles armés de haches et d'armes à feu. Dans le village de Bourouss, non loin de Tipaza, ce sont six paysans qui ont été égorgés. Ces massacres, qui n'ont pu être confirmés de source indépendante, ont coïncidé avec deux attentats à l'explosif perpétrés à Alger en début de semaine, qui ont fait huit morts et une dizaine de blessés.

C'est dans ce contexte que le gé-

néral Betchine, le plus proche conseiller du chef de l'Etat, Liamine Zeroual, a reçu samedi 22 partis politiques, non représentés à l'Assemblée, dans le cadre des consultations pour la préparation des élections municipales et départementales prévues avant la fin de l'année. Trois jours auparavant, une démarche identique avait été faite par le président Zeroual en directin des formations politiques représentées à l'Assemblée. Le Front des forces socialistes (FFS), le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) et l'Alliance nationale républicaine (ANR) – non représentée à l'Assemblée – avaient décliné l'invitation. Selon certains responsables de partis reçus jeudi, le président Zeroual aurait proposé la date du 2 octobre pour la tenue de ces élections. – (AFP, Reuter.)



« *Une livre Michel Serres, on se convainc que le tourisme n'a pas tué les états corrigés du corps et de l'âme. L'événement des rencontres, la force des complicités secrètes entre les humains et les lieux de la Terre. Il reste à tous les cartographes des aventures possibles et des citations nécessaires...* »

Le Monde

Michel Serres

Flammarion

Le chef de l'Autorité palestinienne en visite à Paris

PARIS. Le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, était attendu, lundi 30 juin à Paris, pour une visite de quelques heures. Il devait s'entretenir avec le président Jacques Chirac, dont il devait être l'hôte à déjeuner, avant de rencontrer le premier ministre, Lionel Jospin, avec lequel il devait signer un protocole financier pour 1997. M. Arafat, qui devait aussi s'entretenir avec le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, et le président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, devait informer ses interlocuteurs de l'impasse totale des négociations israélo-palestiniennes. Ces pourparlers sont en panne depuis la mise en chantier par le gouvernement israélien de la colonie de Har Homa, près de Jérusalem. Les Palestiniens réclament l'arrêt total de la politique d'extension des colonies juives dans les territoires occupés contraire aux accords d'Oslo.

Le premier ministre turc forme son cabinet

ANKARA. Le premier ministre désigné, Mesut Yilmaz, chef du Parti de la mère patrie (ANAP, droite), devait présenter son cabinet lundi 30 juin au président Suleyman Demirel. MM. Yilmaz et Demirel se sont consultés, dimanche, sur la formation d'un nouveau gouvernement pro-laïc. M. Yilmaz et les chefs de deux autres partis politiques, Bulent Ecevit, du Parti de la gauche démocratique (DSP, gauche de la tendance nationaliste), et Husamettin Cindoruk, de la Turquie démocrate (DTP, droite), qui doivent former le nouveau gouvernement de coalition avec M. Yilmaz, se sont entretenus dimanche pour finaliser la liste des ministres. Les défections se sont poursuivies au parti de la Juste Voie (DYP, droite), ce qui permet dorénavant à la coalition au pouvoir de disposer de la majorité absolue, avec 279 députés sur les 550 que compte le Parlement. — (AFP)

Eclatement de la coalition de l'opposition en Serbie

BELGRADE. Vuk Draskovic, le chef du Mouvement serbe de nouveau (SPO), a annoncé, samedi 28 juin à Belgrade, sa décision de faire cavalier seul aux élections présidentielle et législatives prévues d'ici à la fin de l'année. Sa décision consacre l'éclatement de la coalition d'opposition Ensemble. Cette rupture survient quatre mois après que la coalition eut contraint le régime du président Slobodan Milosevic à lui « restituer » ses victoires aux municipales. Le SPO participera aux scrutins sans les deux autres membres de la coalition, le Parti démocrate (DS), de Zoran Djindjic, le maire de Belgrade, et l'Alliance civique (GSS), de Vesna Pestic, a déclaré M. Draskovic. « Le SPO peut gagner tout seul » les élections, a-t-il dit. — (AFP)

AFRIQUE

■ **CENTRAFRIQUE : les habitants de Bangui** regagnent peu à peu leurs foyers après une première journée, dimanche 29 juin, totalement calme depuis le début des affrontements entre les soldats mutins et la force africaine d'interposition. Une trêve de quatre jours avait été conclue samedi. — (AFP)

■ **MAURITANIE : l'opposition a décidé de boycotter** l'élection présidentielle prévue le 12 décembre. Président de l'Union des forces démocratiques (UFD), Ahmed ould Daddah, a expliqué, samedi 28 juin, que la coordination des cinq partis de l'opposition entendait ainsi protester contre l'absence de transparence et dénoncer la gestion de l'organisation des élections par le régime du président Maouiya Sid'Ahmed ould Taya. — (AFP, Reuter)

■ **RWANDA : un ingénieur chinois et trois Rwandais** ont été tués le 24 juin, par des soldats des ex-Forces armées rwandaises (FAR), selon la version officielle, sur une route du sud-ouest de Kigali. — (AFP)

■ **SIERRA LEONE : un blocus aérien et maritime**, imposé par l'armée nigérienne, est effectif depuis deux semaines. Aucun avion commercial ne s'est posé depuis le coup d'Etat du 25 mai et au moins six navires commerciaux ont été refoulés. L'embargo pour tenter d'obtenir la restauration du régime démocratiquement élu en 1996 est une recommandation de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao). — (AFP)

ASIE

■ **PAKISTAN : une explosion** apparemment provoquée par une bombe s'est produite, lundi 30 juin, dans un bus près de Sialkot (Pendjab, Est), faisant au moins six morts et neuf blessés parmi les passagers, selon la police. — (AFP)

EUROPE

■ **RUSSIE : l'explosion d'une bombe** dans un train express reliant Moscou et Saint-Petersbourg, vendredi 27 juin, a fait au moins cinq morts et une dizaine de blessés. — (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ **CISJORDANIE : l'Autorité palestinienne** a accusé, dimanche 29 juin, le gouvernement israélien d'avoir encouragé les colons à afficher des dessins injurieux pour le prophète Mahomet, placardés la veille dans la ville d'Hébron, en Cisjordanie. Dans un entretien téléphonique avec le maire palestinien d'Hébron, le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, a condamné ces affiches représentant Mahomet sous les traits d'un porc en train de rédiger le Coran. — (AFP/Reuter)

Le Parti socialiste albanais annonce sa victoire aux élections législatives

Les partisans du président Sali Berisha estiment cette affirmation « prématurée »

Dès le soir des élections qui se sont déroulées dans un calme relatif, dimanche 29 juin, le Parti socialiste a affirmé qu'il avait remporté la victoire

et que « le régime totalitaire de Sali Berisha » appartenait désormais au « passé », ajoutant que le président ne pouvait que « tenir ses promesses »,

soit quitter ses fonctions. Cette annonce a été qualifiée de « prématurée » par les dirigeants du parti démocrate au pouvoir depuis cinq ans.

TIRANA

de notre envoyé spécial

A peine cinq heures après la fermeture des bureaux de vote à dix-huit heures, Fatos Nano, secrétaire du Parti socialiste albanais (PSA), a indiqué, au cours d'une conférence de presse, que la coalition de centre gauche formée par le PSA et deux autres petites formations, le Parti social-démocrate (PSD) et l'Alliance démocratique (AD), avait obtenu soixante des cent quinze sièges disputés au scrutin majoritaire et que la proportionnelle lui permettrait d'en obtenir une vingtaine supplémentaire sur les quarante autres attribués de cette manière. De ce fait, M. Nano a affirmé que la coalition qu'il dirige aurait la majorité absolue dans le nouveau Parlement et que le président Sali Berisha ne pouvait que « tenir ses promesses », c'est-à-dire quitter ses fonctions dans lesquelles il a été réélu pour cinq ans le 3 mars, soit au lendemain de la déclaration d'état d'urgence.

« L'Etat identifié à un parti et à un homme est définitivement terminé », a assuré M. Nano. Le chef de file socialiste, qui a été incarcéré pendant quatre ans sous l'inculpation de détournement d'argent au profit d'un tiers — un procès politique selon les organisations de défense des droits de l'homme —, est sorti de prison le 11 mars, à la faveur du soulèvement populaire. Si ces résultats sont confirmés par les observateurs internationaux et la commission électorale albanaise, il s'agira d'une revanche pour cet économiste, qui rejette énergiquement le reproche que lui font ses adversaires d'être un produit du marxisme et qui affirme avoir toujours été un libéral. Ce n'était pas pour autant l'exubérance au siège du PSA dimanche soir. Les cadres du parti ont demandé aux militants venus nombreux de se disperser afin d'éviter les provocations. Tirana était déserte au soir des élections, et des blindés sont depuis plusieurs

jours postés aux entrées de la capitale ainsi qu'à proximité des ministères.

Contrairement à son habitude, le président Sali Berisha n'est pas venu au siège du Parti démocratique (PDA) et il n'y a eu ni communiqué officiel, ni apparition publique d'aucun responsable. Vers 21 heures, Vili Minarolli, secrétaire du PDA, « espérait toujours en la victoire » ; trois heures plus tard il déclarait : « on verra les résultats. On ne les connaît pas encore. La seule chose que je peux vous dire c'est que nous sommes entrés dans ces élections avec vingt-cinq députés de moins » (le sud du pays hostile au président Berisha et contrôlé par les bandes armées). Il est donc fort probable que le PDA contestera la validité de ces élections.

La totalité des résultats ne devait être communiquée à la commission centrale électorale que lundi après-midi et les premières données officielles ne seront connues que mardi. Les résultats définitifs ne seront pas publiés avant jeudi. Un état de tous les incidents survenus le jour du scrutin sera dressé. Deux présidents de bureaux de vote ont été tués dans des circonstances non encore élucidées à Fier et à Lushnja et de nombreux autres incidents de toute nature ont émaillé cette consultation : listes électorales incomplètes, urnes non distribuées, conflit dans la composition des commissions. Dans une circonscription du nord, le vote n'a pas eu lieu. Il a manqué entre 200 000 et 300 000 bulletins de vote pour le référendum pour ou contre la restauration de la monarchie qui a eu lieu le même jour. Des irrégularités se sont produites un peu partout. A la périphérie de Tirana, dans un quartier d'émigration récente, les listes électorales recensaient des votants inconnus, alors que les habitants de la zone n'y figuraient pas. Certains d'entre eux, proches du PSA, ont clairement accusé la municipalité démocrate de

Paskuquan Fushe d'avoir voulu les écarter des urnes.

Il semble que les 1 800 000 Albanais appelés à voter se soient massivement rendus aux urnes. Autant que faire se peut, il a été procédé au scrutin dans le calme en dépit de la situation encore précaire et notamment encore très instable dans le sud où le parti démocratique de Sali Berisha n'a pas pu faire campagne.

Les résultats définitifs ne seront pas publiés avant jeudi

Le président a d'ailleurs été, à deux reprises, directement pris à partie par des opposants. Au cours d'un échange de coups de feu, deux membres de sa garde présidentielle ont été tués à Lushnja. Une autre fois, un engin explosif a été lancé dans sa direction à Durrës. Jamais il ne s'est aventuré à Vlora ou dans sa région, bastion de la rébellion, par crainte pour sa sécurité. De même, dans le nord, Fatos Nano n'a pas pu se rendre à Shkodër, deuxième ville du pays. De part et d'autre, des hommes politiques ont été malmenés, voire brutalisés, ce qui a contribué à dresser un camp contre l'autre et à rendre cette campagne particulièrement tendue.

Les conditions étaient donc loin d'être parfaites pour que les vingt-trois partis en présence puissent faire valoir leurs arguments. Et l'affrontement entre les deux principales formations fut tel que Arben Puto, professeur de droit international et directeur du comité d'Hel-sinki sur les droits de l'homme en Albanie, l'a qualifié de « discours de la haine ». Fallait-il procéder à ces élections dans un tel climat ? Franz Vranitzky, chargé de mission de l'OSCE en Albanie (Organisation

pour la sécurité et la coopération en Europe), estime que oui. « Si nous voulons aider l'Albanie », a déclaré l'ancien chancelier autrichien au quotidien italien *La Repubblica*, « nous avons besoin de gouvernants qui soient choisis par le peuple et qui, de ce fait, puissent être des interlocuteurs solides pour les institutions financières et pour les pays qui voudront intervenir dans la reconstruction de l'Albanie ». Selon M. Vranitzky « le problème est politique » et donc seules des élections peuvent le résoudre même si celles-ci se déroulent dans des circonstances anormales.

Le scrutin lui-même reflétera-t-il véritablement la volonté du peuple ? Il est encore trop tôt pour évaluer le degré d'imperfection de la consultation. Etant donné qu'il était impossible que ce scrutin soit « libre et honnête » pourra-t-il néanmoins être considéré comme valable et permettre ainsi à l'Albanie de prendre un nouveau départ ? Il s'agissait avant tout d'un référendum pour ou contre Sali Berisha dont le Sud rebelle réclame le départ depuis l'explosion du mois de mars. Les Albanais ont donc apparemment voté contre l'homme qui, il y a cinq ans, avait été l'artisan de la chute du régime communiste et le père de la transition, avant de sombrer dans une dérive autoritaire.

La seconde transition, le passage d'une situation anarchique au rétablissement d'un Etat de droit, peut commencer selon Fatos Nano. Ce dernier s'est déclaré confiant dans la possibilité de rétablir l'ordre, de récupérer les sept cent mille armes en circulation, de relancer l'économie, et de « construire l'avenir du pays sans Berisha ». Mais le président acceptera-t-il sa défaite et renoncera-t-il au pouvoir ? Telle est l'inconnue des prochains jours si la victoire des socialistes est officiellement confirmée.

Michel Bôle-Richard

Moscou tente d'imposer une « pax russica » au Tadjikistan

MOSCOU

de notre correspondante

La paix signée au Kremlin, vendredi 27 juin, par le pouvoir tadjik soutenu par Moscou d'une part, et une opposition tadjike aidée par diverses forces islamiques de l'autre, met fin à cinq ans de guerre dans la plus pauvre des anciennes Républiques soviétiques.

La Russie s'attribue ainsi des lauriers de pacificateur dans un conflit, essentiellement inter-clanique, qu'elle a longtemps entretenu. Mais cette paix, ardemment espérée dans ce pays de 6,3 millions d'habitants qui a eu des dizaines de milliers de morts et un million de réfugiés et personnes déplacées, reste fragile. Elle suppose non seulement le retour de l'opposition armée de son exil afghan et une difficile réconciliation nationale dans un pays ruiné, mais aussi la permanence des bonnes dispositions de la Russie.

Juste-là, Moscou camouflait en opération de paix son intervention aux côtés d'une des parties au conflit, pour justifier sa présence militaire — environ 20 000 hommes, notamment à la frontière afghane. Mais un revirement de sa politique a permis, en décembre 1996, une première avancée réelle dans des négociations inter-tadjikes qui se tenaient depuis près de trois ans, tour à tour à Moscou, Islamabad, Téhéran, Achkhabad (Turkménistan) ou Bichkek (Kirghizstan), sous l'égide de l'ONU.

Le Kremlin a en effet décidé de faire réellement pression sur son protégé, le président tadjik, Emomali Rakhmonov, ex-directeur de sovkhosze de la région de Kouliab, qui a pris, avec son clan, le pouvoir dans la capitale, Douchanbé, en décembre 1992. Mais son incapacité à s'imposer au reste du pays est vite apparue. L'opposition, formée d'habitants du Pamir et de ses piémonts, avait pris partiellement le pouvoir aux communistes à la faveur des remous liés à la fin de



l'URSS, brandissant les bannières de l'islam, de la démocratie et du nationalisme tadjik (c'est-à-dire persanophone et anti-turc). Mais cette première expérience de gouvernement de coalition a dégénéré en massacres et fuite des vaincus, femmes et enfants compris, en Afghanistan et dans le Pamir.

L'armée russe, qui a laissé faire cet exode, tentait ensuite d'empêcher le retour des combattants exilés, dirigés par un ancien dissident religieux, Saïd Abdallah Nouri. Mais cette opposition s'est renforcée au fil des ans et a réussi, en 1996, à reprendre le pouvoir dans la plupart de ses fiefs d'origine, à l'est du pays. Le pouvoir koulabi perdait ses propres alliés, l'insécurité persistait jusque dans la ca-

pitale, où les Russes, militaires et civils, étaient de plus en plus souvent la cible d'attentats. Au même moment, la poussée vers le nord des talibans en Afghanistan a fait craindre un afflux de réfugiés au Tadjikistan, voire la chute même du régime de Douchanbé, porté à bout de bras par Moscou.

AMBITIONS OUZBÈQUES

Autre facteur du revirement russe : les ambitions régionales de plus en plus marquées de l'Ouzbékistan voisin, qui s'appuie sur les minorités ouzbèkes de toute l'Asie centrale, notamment celles de l'Afghanistan et du Tadjikistan. Après avoir contribué militairement à la défaite des islamistes tadjiks, le président ouzbek, Islam Karimov, a été le premier à leur faire des ouvertures, critiquant ouvertement la position intransigeante de Douchanbé et de Moscou. En même temps, il se rapprochait des Etats-Unis, parlait en faveur de l'extension de l'OTAN et participait activement à son « partenariat ».

En réaction, et par crainte d'être à terme totalement expulsés de la région, les Russes ont mis sur le nationalisme anti-ouzbek des Tadjiks. En obligeant Emomali Rakhmonov à céder aux principales exigences de l'opposition, Moscou peut espérer garder son point

Les troupes russes resteront

En vertu de l'accord de paix signé vendredi 27 juin, une commission de réconciliation nationale, présidée par Abdallah Nouri, le chef de l'opposition tadjike, doit tenir une première réunion à Moscou avant le 7 juillet, pour préparer les échanges de prisonniers, l'entrée d'un premier contingent de 400 combattants de l'opposition à Douchanbé et le retour des derniers réfugiés d'Afghanistan (22 400 personnes, selon le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies). Emomali Rakhmonov conserve son poste de président du Tadjikistan. L'opposition doit obtenir 30 % des portefeuilles ministériels, et des élections législatives sous contrôle international sont prévues dans un an. Les combattants de l'opposition devront déposer les armes ou intégrer les forces armées tadjikes. L'opposition n'exige pas le départ de l'armée russe ni la dénonciation d'autres accords conclus avec Moscou.

d'appui tadjik, conforté aussi par une alliance avec le chef afghan Ahmad Chah Massoud, lui aussi tadjik. Depuis des années, ce dernier fut discrètement armé par les Russes dans ses combats contre les alliés afghans du Pakistan. En 1996, il a même reçu l'usage de l'aéroport de Kouliab, au Tadjikistan, en échange d'un arrêt de son soutien à l'opposition tadjike réfugiée en Afghanistan.

Parallèlement, l'Iran, allié de Moscou sur la plupart des questions internationales et surtout en Asie centrale, menait la même politique : très inquiet de l'avancée taliban, il faisait lui aussi pression sur l'opposition tadjike, dont plusieurs chefs résident à Téhéran.

Cette alliance russo-iranienne aurait aussi permis l'aventure qui a mené au renversement du général afghan Dostom, allié de l'Ouzbékistan, et son remplacement par Abdelmalik, plus proche des Russes. Tout était ainsi en place pour le succès de la nouvelle politique de Moscou dans la région, symbolisé par la signature solennelle au Kremlin d'un accord de paix par MM. Rakhmonov et Abdallah Nouri, en présence de Boris Eltsine. L'ONU, l'OSCE et les ministres des affaires étrangères des autres pays d'Asie centrale étaient présents, mais ce sont les chefs de la diplomatie russe et iranienne qui ont mené les ultimes tractations.

Pour la première fois depuis cinq ans, des meetings ont été autorisés à Douchanbé et dans les autres grandes villes pour célébrer la paix. Il reste à tenter de l'appliquer, dans un pays dévasté au milieu d'une zone instable. Un pays touché par les épidémies, qui a besoin de programmes d'aide alimentaire et où sévissent de nombreux petits chefs locaux autonomes, parfois impliqués (comme l'armée russe) dans la production ou le trafic de drogue.

Sophie Shihab

ESG
Les concours de droit, de sciences économiques, de lettres et de langues
CONCOURS PARALLELE
d'entrée en 1ère année
ouvert aux étudiants de niveau
BAC + 2 ;
2 SESSIONS
21 et 22 juillet 1997
8 et 9 septembre 1997
Épreuves de : DROIT-SCS ECO-GESTION
LITTÉRATURES
SCIENTIFIQUES
École Supérieure de Gestion
Reconnue par l'Etat
DIPLOME HOMOLOGUÉ PAR L'ETAT
25, RUE ST-AMBRHOISE
75011 PARIS
Renseignements : 01 43 55 44 44

RÉSULTATS GRANDES ÉCOLES

ENSAE

Concours d'élèves statisticiens, Option Economie
Concours externe d'élèves administrateurs de l'INSEE

Admissibilité : 1^{er} juillet

3615 LEMONDE

Le malaise des Eglises orthodoxes a assombri le rassemblement œcuménique de Graz

Le patriarcat de Constantinople a annulé sa visite annuelle à Rome

Le patriarcat orthodoxe de Constantinople a boycotté, dimanche 29 juin, la célébration annuelle des fêtes de Saint-Pierre et de Saint-Paul au Vatican. Cet évène-

ment est à rapprocher du malaise ressenti au cours du rassemblement de 10 000 chrétiens qui s'est tenu à Graz (Autriche) du 23 au 29 juin.

GRAZ

de notre envoyé spécial

Longtemps partagé entre Genève, Cantorbéry, Constantinople et Rome, le mouvement œcuménique devra de plus en plus compter, pour le meilleur et pour le pire, avec Moscou et Bucarest. Au rassemblement de toutes les Eglises européennes à Graz, les Roumains sont venus plus nombreux (un millier) que les Allemands et la délégation russe était double de celle des Français (250). Les orthodoxes de l'Est et des Balkans ont ainsi fait une entrée en force sur une scène œcuménique, dont cette assemblée internationale a démontré à la fois la vitalité et la fragilité.

Le thème choisi frisait la provocation. Comment croire, en effet, que dans un continent traversé par des tensions ethniques et confessionnelles, anciennes ou nouvelles (Irlande, ex-Yougoslavie, Albanie, etc), le christianisme, héritier de siècles d'anathèmes et de persécutions, puisse parler, d'une même voix, de « réconciliation » en Europe ? Ce fut pourtant un étonnant spectacle de voir ensemble à Graz des évêques orthodoxes de Belgrade et catholiques de Croatie et de Bosnie. Ou des Grecs orthodoxes et catholiques, qui ne se rencontrent jamais dans leur pays. Ou des Roumains orthodoxes et gréco-catholiques (de rite grec, mais rattachés à Rome), séparés par des querelles séculaires sur la propriété de leurs églises. La délégation russe elle-même était animée par le métropolitain orthodoxe Kyrill, par l'administrateur catholique du diocèse de Moscou et par un pasteur baptiste.

Le mouvement œcuménique ne se réduit plus à des conciliabules de diplomates et de théologiens. Un œcuménisme de terrain progresse, souvent étranger aux querelles doctrinales et hiérarchiques, perçues comme archaïques à une époque d'abaissement des frontières. A Graz, on a entendu des délégués irlandais, catholiques et protestants, confesser le même « cynisme » des jeunes à l'égard de leurs Eglises après plus de vingt ans de conflit. Et M^{re} Franjo Komarica, évêque bosnien de Banja Luka, avouer que sa « plus grande honte », pendant la guerre, avait été la division des Eglises et les maigres efforts des chrétiens occidentaux. Le mérite de

ce rassemblement aura donc été l'échange des idées et des expériences et la mobilisation des communautés sur des tâches nouvelles.

Dans le même temps, est apparu à Graz un « rideau » de peur et de méfiance. Le malaise des Eglises orthodoxes a dominé cette assemblée. Outre la défection du patriarche de Constantinople (*Le Monde* du 25 juin) et le récent retrait du Conseil Œcuménique (Ge-

Gays, Verts et féministes

dans la nouvelle Babel

Graz, nouvelle Babel. Le rassemblement œcuménique fut éclaté en une multitude de débats, forums, spectacles, expositions, célébrations liturgiques et études bibliques. Sans censure ni tabou. On discuta des droits des minorités sexuelles dans les Eglises comme des modèles d'économie ou d'énergie alternatifs. Mgr Ruiz est venu du Mexique parler des Indiens du Chiapas, le grand rabbin Sirat des rapports judéo-chrétiens, Solange Ferneix des Enfants de Tchernobyl et Frère Roger, de Taizé, de la « réconciliation ». Les associations de chrétiens homosexuels cohabitaient avec les groupes de défense des animaux ou des droits des femmes. Et l'Académie orthodoxe de Crète avec le Réarmement moral, avec les associations allemandes de catholiques critiques et l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT).

nève) de l'Eglise de Géorgie, tous les « témoins » présents – les patriarches Alexis de Russie et Karekin d'Arménie, M^{re} Anastasios, chef de l'Eglise d'Albanie – ont exprimé le même désarroi de communautés encore affaiblies par la persécution communiste, repliées sur leur identité nationale et orthodoxe et dénonçant comme autant d'agressions, dans un curieux amalgame, la renaissance des Eglises gréco-catholiques, le « déferlement » des sectes, des « missions » protestantes, des idées et habitudes occidentales.

Ce procès n'est pas nouveau, mais il a pris de l'ampleur. « *Le supermarché du religieux détruit l'unité spirituelle du monde orthodoxe* », s'est écrite une théologienne russe, Elena Speranskaya. « *Le prosélytisme, renchérit le patriarche d'Arménie, est une insulte pour un pays comme le mien, dont chaque pierre, chaque livre, chaque objet d'art et toute la culture expriment la foi chrétienne* ». L'archevêque de Tirana en fait un facteur aggravant des tensions ethniques en Albanie et du « *désespoir devenu notre principal ennemi* ». Le métropolitain Daniel a enfin confirmé l'opposition de l'Eglise orthodoxe de Roumanie à la visite à Bucarest de Jean Paul II, déjà interdit de séjour à Moscou. Elle lutte contre une loi rétrocedant à l'Eglise gréco-catholique des biens confisqués en 1948.

Malgré des mouvements d'humour aussi liés à des célébrations jugées trop occidentales, il n'y a pas eu de « clash » orthodoxe à Graz, mais la sérénité fut loin d'être totale. Archevêque de Prague, le cardinal Miloslav Vlk, président du Conseil des conférences épiscopales d'Europe (CCEE) et l'anglican John Arnold, président du Conseil des Eglises chrétiennes (KEK), à l'initiative de ce rassemblement, ont admis que « *l'œcuménisme avançait désormais à deux vitesses* ».

Et peut-être aussi à coups de compromis qui deviendront vite insupportables aux partenaires de l'Est. La platitude des documents adoptés à Graz traduit une volonté de ne choquer personne. Le vœu exprimé par exemple sur l'égalité des femmes dissimulait mal le fossé profond qui existe sur la question de l'ordination féminine entre Eglises protestantes et anglicane d'un côté, Eglises orthodoxes et catholique de l'autre. L'idéologie féministe, écologique et pacifiste qui domine l'œcuménisme occidental (notamment allemand), semble de plus en plus éloignée de celle des orthodoxes, davantage attachés au respect de leur riche tradition théologique ou liturgique. Le rassemblement de Graz fut exceptionnel par l'ampleur et la diversité des délégations, mais un œcuménisme appauvri risque de succéder demain à cet œcuménisme élargi.

Henri Tincq

A Genève, le pillage des biens des victimes du nazisme donne lieu à un difficile examen de conscience collectif

Un colloque international dresse le bilan des recherches

GENÈVE

de notre envoyé spécial

Organisé à Genève à l'initiative du Centre Simon-Wiesenthal (CSW) de Los Angeles, le colloque « *Propriété et restitution : responsabilité morale face à l'Histoire* » aura permis à la fois d'élargir le débat sur l'or nazi au-delà de la Suisse et de mettre en lumière la complexité des questions qui jalonnent cet examen de conscience collectif. Un demi-siècle après la fin de la guerre, il n'est pas toujours facile de faire la part des choses, mais « *il n'est plus possible d'éviter les responsabilités dans le pillage des biens des victimes du nazisme* », comme l'a indiqué Simon Wiesenthal dans un message adressé à l'assemblée.

En présence d'un public nombreux et attentif, les participants aux tables rondes qui se sont déroulées les 24 et 25 juin, sur les bords du Léman, ont tour à tour fait le point des recherches en cours dans divers pays, de la Suède à l'Argentine en passant par la Norvège, la Pologne, le Portugal, l'Espagne et la France. Du coup, la Suisse s'est sentie un peu moins seule face aux attaques en règle dont elle a été l'objet depuis maintenant plus d'un an. La virulente offensive lancée par le sénateur républicain Alfonso D'Amato, de New York, contre les banques helvétiques accusées de « *recel et de mauvaise foi* » dans la gestion des fonds en déshérence avait pris de court les autorités suisses. Initialement prévu parmi les orateurs, M. D'Amato s'est abstenu de venir à Genève. Et les banquiers suisses ont laissé aux représentants officiels du gouvernement de Berne le soin de répondre à la charge de l'avocat new-yorkais Michael Hausfeld, qui a dénoncé une

nouvelle fois la complicité de la place financière suisse avec le régime hitlérien. Se référant à la jurisprudence du procès de Nuremberg, l'avocat américain n'a pas hésité à qualifier cette attitude de « *crime contre l'humanité* » et donc « *imprescriptible aux yeux de l'Histoire* ».

Egalement présents, trois parlementaires russes et un avocat polonais se sont montrés d'autant plus attentifs aux discussions que le CSW a entrepris des démarches pour obtenir l'ouverture des archives à Moscou et à Varsovie. Des chercheurs ont évoqué les transactions d'or entre l'Espagne, le Portugal et la Reichsbank, ainsi que la collaboration que les dictatures de la péninsule Ibérique avaient poursuivie avec les nazis, même après la guerre. Un journaliste argentin a parlé de ses investigations sur la protection accordée par Peron à des criminels nazis en échange d'importantes sommes d'argent que sa femme Eva aurait personnellement placées dans des coffres helvétiques.

OUVRIR LES ARCHIVES

Des communications ont aussi été faites sur l'avancement des travaux des commissions d'enquête mises en place en Norvège et en Suède, pour retrouver des biens des victimes de la Shoah. Réitérant sa volonté de transparence, la Suisse a pour sa part annoncé la publication, le 23 juillet, d'une première liste d'avoirs en déshérence de victimes des persécutions nazies. Des participants au colloque se sont cependant étonnés de la mansuétude dont ont bénéficié jusqu'à présent l'Autriche et l'Italie, pourtant parties intégrantes de l'Axe. A ce propos, le fondateur du CSW, le rabbin

Marvin Hier, s'est indigné que les Alliés aient alloué, à titre de compensation, 45 tonnes d'or à l'Autriche, alors que ce pays avait plébiscité l'Anschluss et combattu aux côtés de Hitler. Vienne a été invitée à faire un geste en faveur des rescapés de la Shoah, mais se montrerait peu pressé de coopérer.

Le CSW estime qu'il est temps d'ouvrir les archives de la commission tripartite constituée au lendemain de la guerre pour redistribuer l'or monétaire volé par les nazis aux banques centrales des pays occupés et récupéré par les Alliés. Administrée par les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, cette commission a déjà restitué 336,4 tonnes d'or depuis sa mise en place, en 1946. Aujourd'hui, il lui reste encore un reliquat de 5,6 tonnes à répartir, a précisé son secrétaire Emrys Davies. Au reproche adressé à la commission d'ignorer les demandes des personnes spoliées, M. Davies a répondu que la question des dédommagements individuels incombaux aux gouvernements.

L'ampleur de la tâche a encore été soulignée par les exposés des experts sur les œuvres d'art et le patrimoine pillé et sur les mécanismes imaginés pour les vérifications nécessaires avant de les restituer éventuellement à leur propriétaire. Un juridisme étroit et la diversité des législations nationales ont souvent été invoqués pour tenter de justifier la mollesse des efforts accomplis afin de retrouver héritiers ou ayants droit, reflétant d'ailleurs les tribulations politiques d'après-guerre et peut-être aussi un certain manque officiel de diligence.

Jean-Claude Buhner

« Promouvoir la tolérance et la coopération »

« Nous avons offert au monde le spectacle navrant d'une chrétienté déchirée par ses divisions, souligne le document final adopté à Graz. Ceci a souvent mené à de mutuelles accusations, condamnations et persécutions (...). Les chrétiens ont contribué, en particulier, à la persécution des juifs parce qu'ils ont nié que Dieu reste fidèle à ses promesses. Nos Eglises n'ont pas eu assez de clairvoyance et de force pour endiguer la destruction de cultures étrangères ou éviter les génocides. Nous avons bâti des empires et établi des structures de pouvoir que nous



VERBATIM

avons cherché à légitimer à partir de la religion.

» Nous confessons aussi qu'une attitude indigne envers les femmes subsiste encore dans nos Eglises et dans nos sociétés. Il ne s'y trouve pas l'espace suffisant pour qu'elles puissent exprimer la richesse de leurs charismes et de leurs vocations (...).

» Les oppositions religieuses courent le danger de servir d'alibi aux conflits politiques. Aussi, la respon-

sabilité échoit à nos Eglises de s'engager pour l'éradication des fantasmes et la création de systèmes d'alliance viables. Nous ne devons pas permettre que des convictions religieuses soient utilisées pour justifier des conflits armés. Cela implique de notre part d'évacuer les malentendus et les rivalités à propos des autres religions (...), de promouvoir la tolérance et la coopération. Une tâche urgente nous revient vis-à-vis de l'islam (...). Nous ne pouvons accepter, en tant que croyants, le fait que la richesse soit concentrée entre les mains d'une minorité privilégiée. Les nouveaux horizons appellent une réglementation planétaire, et le commerce mondial un réseau mondial de solidarité. »

Les délégués de Graz ont enfin adopté des « recommandations » aux Eglises aussi diverses que la célébration commune de la fête de Pâques, la distinction entre « prosélytisme » et « témoignage chrétien », la défense plus active des réfugiés, des demandeurs d'asile et immigrés sans-papiers, ainsi que « la promotion, dans l'esprit du jubilé de l'an 2000, d'un mouvement de remise générale de la dette des pays pauvres ».

L'Elysée se félicite des progrès de la réforme de l'OTAN

LA PRÉSIDENTE de la République a rappelé, samedi 28 juin, la position de la France concernant son éventuel retour dans la structure militaire de l'OTAN, après les informations parues sur la décision du gouvernement français d'interrompre le mouvement lancé par Jacques Chirac en décembre 1995 (*Le Monde* daté 29-30 juin). Le porte-parole du ministère des affaires étrangères avait déclaré, vendredi, que, « *sans préjuger de l'appréciation présidentielle, il semble que les conditions posées à la poursuite d'un tel processus ne soient pas remplies* ».

Interrogé par l'AFP, l'Elysée a tenu à faire savoir que « *le président de la République avait estimé début*

mai, suite aux derniers échanges franco-américains, que les conditions posées par notre pays pour un réexamen de ses relations avec l'organisation n'étaient pas réunies ». Cette position n'avait cependant pas été rendue publique à l'époque, et l'on estimait généralement à Paris que les conversations avec les Américains, notamment sur le commandement Sud de l'OTAN, qui constituait la principale pomme de discorde, auraient dû reprendre après les élections législatives, au cas où l'ancienne majorité aurait été reconduite.

La présidence de la République déclare que le sommet atlantique de Madrid, les 8 et 9 juillet, mettra d'approuver des « progrès

importants » concernant un meilleur partage des responsabilités entre Américains et Européens au sein de l'Alliance. Ces progrès « *marquent d'ores et déjà la plus importante réforme de l'OTAN depuis sa création* », dit-on, mais « *l'objectif de la France reste d'obtenir de nouveaux progrès vers un meilleur partage des responsabilités entre Européens et Américains dans l'OTAN* ».

Le sommet de Madrid ne constitue qu'une étape qui devrait permettre d'enranger les résultats obtenus à ce jour. La réflexion sur le rôle respectif des Européens et des Américains dans l'organisation n'est pas achevée, ajoute-t-on à l'Elysée.



Des téléviseurs français, des récepteurs satellite français, des décodeurs pour TV numérique français, de haute technologie à des prix compétitifs ?

Par Toutatis !

Toute la gamme audiovisuelle Sagem est conçue, développée et fabriquée en France, pour innover et réagir plus vite. C'est notre esprit de compétition.



SAGEM Nos concurrents ne peuvent pas penser à tout.



EMPLOI La confirmation de la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde, en Belgique, a provoqué de vives critiques contre le gouvernement et contre Lionel Jospin, au sein

de la majorité et dans les rangs de l'opposition. Le PCF juge cette décision « *inacceptable* », et Henri Emmanuelli, président (PS) de la Commission des finances de l'Assemblée nationale,

l'a qualifiée de « *très mauvaise nouvelle* ». ● LE PREMIER MINISTRE pourrait être interrogé, le 3 juillet, au journal du soir de France 2, sur les premières décisions de son gouverne-

ment et sur la confirmation par Renault de la fermeture de l'usine de Vilvorde. ● LES CHIFFRES DU CHÔMAGE du mois de mai, rendus publics lundi 30 juin par le ministère de l'em-

ploi et de la solidarité, révèlent une augmentation de 32 400 du nombre des demandeurs d'emploi, soit 1,1 % par rapport à avril. (Lire aussi notre *éditorial page 18*.)

La fermeture de l'usine Renault à Vilvorde trouble la majorité

François Hollande, premier secrétaire délégué du Parti socialiste, « regrette » le choix du groupe automobile et demande au gouvernement de « faire pression très fortement » pour l'adoption d'un plan social « exemplaire ». Le PCF parle de décision « inacceptable »

LA CONFIRMATION de la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde en Belgique provoque des remous dans la majorité de Lionel Jospin et risque de faire des vagues au sein du Parti socialiste. Le premier ministre, qui pourrait intervenir jeudi sur France 2, sera sans doute interpellé, mardi 1^{er} juillet, lorsqu'il se rendra devant le groupe socialiste de l'Assemblée nationale, comme le 5 juillet lors du conseil national du PS. Dans son entourage, on indique que M. Jospin confirme son analyse sur le caractère « brutal » de la décision de Renault et qu'il comprend que les conclusions de l'expert aient pu faire naître un sentiment de déception. Lundi 30 juin, François Hollande, premier secrétaire délégué du PS, « regrette qu'il n'y ait pas de solution industrielle qui permette de préserver l'activité de montage de voitures à Vilvorde ». Il incrimine principalement le groupe Renault dont « la responsabilité est engagée dans la gestion de cette affaire ».

« UN GOÛT AMER »

Dans une déclaration au Monde, M. Hollande estime que « le gouvernement a tenu ses engagements car il a permis de réexaminer le dossier ». « Nous demandons au gouvernement, souligne-t-il, de faire pression très fortement sur Renault pour l'adoption d'un plan social exemplaire qui exclut tout licenciement sec. » Pour M. Hollande, « l'Etat actionnaire n'avait pas joué son rôle pendant plusieurs mois. Ce

que l'on attend de lui c'est qu'il oblige à la réindustrialisation du site de façon à ce qu'il y ait toujours à Vilvorde une activité Renault et qu'il prépare assez tôt les adaptations nécessaires pour éviter tout Vilvorde à l'avenir ». Il demande que la réduction du temps de travail soit « un élément essentiel » de la négociation dans le groupe Renault.

Président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Henri Emmanuelli a qualifié la décision de Renault, samedi 28 juin, de « très mauvaise nouvelle », notamment « pour toutes celles et tous ceux qui attendent de la nouvelle majorité une vision et une action différentes ». L'ancien premier secrétaire du PS, qui avait déjà jugé insuffisant le recours à un expert, se dit « triste mais résolu » et continuera « à se battre ». Pour Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, les conclusions de l'expert « laissent comme un goût amer ». Mais, ajoute-t-il, « ce combat contre l'injustice et la précarité du social (...).ne fait que commencer ».

D'autres dirigeants du PS ont volé au secours du gouvernement. Au Grand jury RTL-Le Monde, Jack Lang a affirmé que « le seul engagement qui avait été pris par le premier secrétaire du Parti socialiste de l'époque était de réouvrir le dossier si nous l'emportions aux élections. Ce dossier a été réouvert ». Pour le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, « la politique nouvelle a permis de créer une nouvelle donne,

d'engager un dialogue, de remettre à plat le dossier et de conduire Renault à réviser sa copie. Naturellement, cela ne répond pas entièrement au souhait des salariés (...) mais le gouvernement fait preuve d'un esprit d'équité et de responsabilité ».

SATISFECIT

Secrétaire d'Etat à l'industrie, le fabiusien Christian Pierret a donné un satisfecit au premier ministre dans le Journal du Dimanche du 29 juin : « Le dossier était bouclé sous le gouvernement précédent (...). Comme Lionel Jospin l'a promis, il a été rouvert. Pendant la campagne, c'est l'engagement fort

que nous avons pris. Il est respecté. » M. Pierret a mis en relief l'adoption d'un plan social « beaucoup plus complet » et « une réindustrialisation du site, significative en nombre d'emplois et qui commencera sans délai ». Tout en soulignant que le gouvernement avait obtenu un traitement du dossier différent de celui de son prédécesseur, Claude Allègre, ministre de l'éducation, a indiqué sur TF 1 dimanche que « Jospin ce n'est pas Merlin, ce n'est pas un enchanteur, il ne peut pas transformer une situation dont il a hérité, une situation terrible en une situation positive ».

Pour autant, ces propos n'ont

De l'« émotion » à l'absence d'« emprise »

● **4 mars** : Lionel Jospin demande au gouvernement d'intervenir auprès de Renault pour que la fermeture de l'usine de Vilvorde comme le plan social qui l'accompagne « soient reconsidérés ». M. Jospin juge cette décision « financièrement, industriellement et socialement aberrante, alors que le groupe Renault a récemment investi 1,4 milliard de francs dans la modernisation ».

● **16 mars** : M. Jospin participe à Bruxelles à une manifestation européenne contre la fermeture de Vilvorde. Le premier secrétaire du PS fait part de « son émotion face à la décision brutale et symbolique » de Renault et insiste

sur la nécessité de donner « plus de place à l'Europe sociale ».

● **29 mai** : à la sortie du dernier meeting de sa campagne électorale, à Lille, le premier secrétaire du PS reçoit une délégation de salariés de Renault Vilvorde. « En tant qu'actionnaire de Renault, leur déclare M. Jospin, dans l'hypothèse d'une victoire de la gauche aux élections, les représentants de l'Etat au conseil d'administration exigeraient que d'autres mesures soient envisagées, étudiées et préparées pour résoudre les difficultés qui peuvent exister en matière de coûts de production de l'usine de Vilvorde. »

● **6 juin** : M. Jospin affirme à Malmö, en Suède : « C'est une

question dont je suis amené à me saisir. J'ai une sensibilité et une opinion en tant que responsable politique, mais je ne peux pas apporter une réponse à une question industrielle. »

● **7 juin** : le premier ministre reçoit Jean-Luc Dehaene, son homologue belge, auquel il déclare que, « sur le dossier Vilvorde, ce n'est pas le gouvernement français qui décide et qu'« il n'a pas, non plus, une emprise directe sur l'entreprise Renault ».

● **10 juin** : à la demande du gouvernement, Louis Schweitzer, PDG de Renault, confie à un consultant extérieur la mission d'étudier toutes les solutions alternatives à la fermeture de Vilvorde.

l'entreprise de Vilvorde ». « C'est essentiellement sur sa capacité à résoudre progressivement la question de l'emploi que la gauche sera jugée », prévient M. Bocquet.

Plus sévère encore, Paul Lespagnol, membre du secrétariat national du PCF, estime que l'Etat pouvait obtenir le maintien de Vilvorde sur lequel M. Jospin s'était « engagé durant la campagne électorale ». Il s'interroge sur la question de savoir pourquoi cet « engagement » n'a pas été respecté et demande à la fois un « moratoire suspensif de cette décision » et le blocage des plans de suppressions d'emplois.

« LES DÉÇUS DU JOSPINISME »

De son côté, l'opposition surfe sur le thème du non-respect des engagements de campagne. André Rossinot, président du Parti radical, parle des « premiers déçus du jospinisme ». Sur France 2 dimanche, François Bayrou, président de Force démocrate, affirme que « pour beaucoup d'entre elles, [ces promesses] ne pourront pas être respectées ». Jean-Marie Le Pen dénonce « le mensonge de Lionel Jospin ». Quant à Philippe Séguin, il manie l'ironie : « Il n'aura pas fallu un mois pour que M. Jospin perde le droit de donner des leçons de morale à la terre entière, (...) pour que se dissipe à jamais la légende de ce premier ministre qui disait ce qu'il faisait et qui faisait ce qu'il disait ».

Michel Noblecourt

L'expert demande « un plan social exceptionnel »

LOUIS SCHWEITZER, PDG de Renault, a annoncé au conseil d'administration du groupe automobile, réuni samedi 28 juin, que « la procédure en vue de la fermeture de l'usine de Vilvorde en 1997 sera poursuivie » (Le Monde daté 29 et 30 juin). M. Schweitzer, qui avait annoncé la fermeture de l'usine belge le 27 février, avait décidé, au lendemain de l'alternance politique en France, de confier une étude à un expert indépendant pour étudier les solutions alternatives à la fermeture du site.

Danielle Kaisergruber, consultante au cabinet Bernard Brunhes, a procédé à l'examen de l'ensemble des capacités industrielles du groupe automobile. Constatant que l'appareil industriel de Renault est surcapacitaire et dispersé, alors même que le constructeur cherche à abaisser ses coûts, l'expert estime « nécessaire de réorganiser les sites, et d'en fermer un ».

L'usine de Vilvorde est l'une des plus petites du groupe, son architecture et son implantation urbaine rendent difficile son extension, et les coûts salariaux y sont plus élevés qu'ailleurs, souligne le rapport. Autant de « caractéristiques structurelles » qui ont rendu Vilvorde « particulièrement vulnérable », explique l'expert. Le conseil d'administration de Renault, réuni samedi, en tire la conclusion que le problème de l'usine belge est « de nature structurelle » et que « la réduction de la durée du travail sur le site et les autres sites de montage de Renault ne représente pas une alternative ».

pour autant Renault de ses responsabilités sociales. Elle plaide pour « un compromis social nouveau » au sein du groupe, articulés « réduction de la durée du travail, flexibilité et rémunérations ». Elle déplore que jusqu'à présent, en ce domaine, « rien [n'ait] été fait, cependant que la réponse aux variations de charge se fait par les heures supplémentaires et le recours à des intérimaires ».

« UN DEVOIR PARTICULIER »

Elle estime que « la réduction de la durée du travail peut permettre à Renault, dans les années qui viennent, d'éviter des suppressions d'emplois ». Ainsi, « le plan social 1997 en France et le programme de réduction d'emplois à venir (3 000 par an pendant 5 ans) doivent prendre place dans une politique d'ensemble », plus ouverte sur « l'embauche de jeunes et sur la réduction du temps de travail, qui

Les engagements de Renault

Louis Schweitzer a expliqué au conseil d'administration de Renault que la négociation du plan social déjà engagée avec les partenaires sociaux belges sera poursuivie « sans délai ». Ce plan comportera, outre des indemnités, la mise en place d'une cellule de conversion dans la zone et des offres d'emplois dans les usines françaises du groupe aux salariés belges qui le désirent. En avril, la direction de Renault avait indiqué que 200 à 300 salariés de Vilvorde pourraient intégrer les usines françaises, et notamment Douai et Maubeuge.

Le constructeur français promet, en plus, de maintenir une activité « par des filiales ou des partenaires » sur le site susceptible d'offrir du travail à 400 des 3 100 salariés de Vilvorde. Renault poursuit également ses recherches « pour trouver un acquéreur prêt à reprendre le site et à assurer une activité automobile ». Les syndicats du groupe estiment toutefois que la situation de reclassement s'avère particulièrement difficile pour environ 600 salariés de l'usine.

doit s'accompagner de souplesse dans les horaires et d'une meilleure utilisation des équipements », estime-t-elle.

Pour Vilvorde, elle explique combien « la brutalité de la décision » de fermer Vilvorde et « l'émotion qu'elle a suscitée » donnent au constructeur « un devoir particulier ». « Aucun salarié ne doit se trouver sans solution », souligne-t-elle, en ajoutant que « dans tous les cas, ils devront percevoir les sommes correspondant à un dédommagement légitime ». Elle demande « un plan social exceptionnel et des engagements de réindustrialisation du site ».

Outre les mesures de reclassement interne et externe déjà promis par Renault, l'expert suggère au groupe automobile la mise en place d'un mécanisme de pré-pensions « pour le plus grand nombre possible ». M^{me} Kaisergruber estime qu'environ 700 ouvriers et

employés pourraient être concernés. Dès le lundi 30 juin, les syndicats belges devaient rencontrer la direction de l'entreprise sous l'égide du médiateur du ministre du travail belge.

L'expert rappelle que lors des précédentes fermetures de sites Renault (Billancourt, Creil et Sétubal), les actions de reclassement, reconversion et formation s'étaient déroulées pendant deux ans au moins. Pour cette raison, l'expert estime « nécessaire que la date d'arrêt des fabrications (prévue fin juillet) fasse l'objet d'un report, pouvant aller jusqu'à fin 1997 ». Mais l'expert ne se fait guère d'illusions. Alors que les départs d'ouvriers et de techniciens se multiplient, elle reconnaît qu'il conviendra de « voir comment, en septembre 1997, la production pourra reprendre après les congés d'été en fonction du nombre de salariés présents ».

COMMENTAIRE

LOGIQUE INDUSTRIELLE

Tant pis pour les discours, la présence aux manifestations pour « l'Europe sociale » à Bruxelles et les « faux espoirs » : la logique politique cède à la logique industrielle. Le rapport d'expertise de Danielle Kaisergruber est sans appel : la fermeture de l'usine est inévitable. La solution de la réduction du temps de travail, solution miracle que les socialistes voudraient généraliser avec le passage à 35 heures pour tous, cette solution, ici, ne marche pas.

Renault va mal. Il lui faut dans l'urgence réduire ses coûts et le nombre de ses usines en Europe pour les spécialiser par modèle. Dans ce cadre, le site de Vilvorde n'est pas compétitif. M^{me} Kaisergruber confirme en tous points le diagnostic industriel de M. Schweitzer.

La politique aurait pu s'imposer contre cette logique. Le gouvernement français aurait pu faire pression sur Renault pour maintenir ouvert le site. Les 46 % des actions

encore détenues par l'Etat sont en l'occurrence un bras de levier bien moins efficace que les aides diverses et les commandes publiques de véhicules. Mais contraindre Renault à aller contre son intérêt industriel aurait provoqué, outre la démission du PDG, un véritable séisme. Le message eût été celui d'une rupture avec l'économie ouverte, que, certes, la partie la plus à gauche de la majorité revendique, mais que M. Jospin n'a jamais imaginée.

Reste donc à enrichir le plan social. Le gouvernement affirme l'avoir obtenu : il n'y aura aucun licenciement, a dit M. Allègre sur TF 1. Tout indique qu'il a raison mais il est trop tôt pour savoir dans quelle proportion le plan initial a été amélioré. L'usine de sous-traitance de 400 emplois créée sur place est une avancée. Mais que vaudront, pour des ouvriers flamands, les propositions de reclassement dans les usines françaises en sur-effectif ? Un bon plan social se mesure moins au montant du chèque offert qu'à la disponibilité et au temps passé avec chacun. Renault, là-dessus, est obligé.

Eric Le Boucher

Les syndicats français estiment que Matignon ne tient pas ses promesses

SITÔT connue, la décision de confirmer la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde a provoqué, dès samedi 28 juin, la colère des syndicats français, à l'instar de leurs homologues belges. Les critiques ont porté sur la direction de Renault, qui, selon eux, a fait preuve d'une rare intransigeance pendant toute la durée du conflit, mais elles ont aussi atteint le gouvernement socialiste et son chef de file, Lionel Jospin, dont certains propos pendant la campagne électorale, tout comme sa présence le 16 mars, à Bruxelles, aux côtés des « Vilvorde », avait nourri l'espoir d'un ultime recours.

Ainsi, pour la CGT, « Lionel Jospin n'a pas tenu ses promesses », et la fermeture de Vilvorde « augure mal de la conférence nationale sur l'emploi et la réduction du temps de travail », prévue en septembre. La centrale de Louis Viannet a déclaré, dimanche, qu'elle n'entendait pas « baisser les bras » et qu'elle allait poursuivre l'action pour « mettre en échec cette décision intolérable ». Elle va « s'efforcer, dans une démarche large et unitaire, de rechercher tous les moyens pour que les salariés de l'automobile se fassent entendre ».

La fermeture de Vilvorde « est un non-sens tant au plan économique qu'au plan social », selon la CGT, qui déplore que l'expertise de M^{me} Kaisergruber s'appuie « sur la même logique qui prévaut dans les décisions des différents constructeurs : celle de la rentabilité financière au détriment des hommes ». « Privilégier une politique de relance du pouvoir d'achat et une réduction massive du temps de travail aurait permis sans aucun doute une autre issue », ajoute la confédération.

La CFDT a regretté que « l'expertise ait servi d'alibi aux pouvoirs publics pour ne pas prendre leurs responsabilités, alors que d'autres engagements avaient été pris ». Seul, parmi les grands dirigeants syndicaux, à avoir réagi publiquement dimanche, Marc Blondel, secrétaire général de FO, a jugé que cette affaire démontrait « l'insuffisance de la prise en compte des problèmes sociaux au niveau européen », mais té-

moignait aussi du fait qu'« il faut toujours se garder des illusions électorales ».

Bien que peu surpris par cette décision, qui était à la fois redoutée et attendue, les syndicalistes du constructeur automobile français Renault ont exprimé le sentiment d'avoir assisté à la seconde mise à mort de l'usine belge de Renault-Vilvorde. Ils oscillaient entre « amertume » et « déception ». Alors que les syndicats CFDT, CGT et CFE-CGC avaient plutôt bien accueilli la désignation de M^{me} Kaisergruber, le 10 juin, comme experte chargée de remettre un rapport au conseil d'administration, leur réactions, samedi, ont été à la hauteur de leur espoir trompé et ils ont vivement contesté et critiqué les conclusions du rapport.

« COUP DE GRÂCE »

« C'est encore pire que ce que l'on imaginait », a estimé Philippe Martinez, délégué central CGT, en déplorant que « le rapport préconise une réduction du temps de travail avec plus de flexibilité, y compris la baisse des salaires, tout en annonçant les baisses d'effectifs comme inévitables ». La Fédération CFDT des mines et de la métallurgie et la CFDT-Renault ont jugé « sévèrement » le rapport de M^{me} Kaisergruber, en estimant notamment que l'analyse sur la réduction du temps de travail est insuffisante. Le syndicat s'est également « étonné » que la question de la production de la Mégane n'ait pas été abordée dans le rapport, car « sans Vilvorde, Renault va avoir des difficultés pour alimenter les différents marchés ».

« C'est le coup de grâce pour Vilvorde », mais « cela ne veut pas dire que nous allons cesser de nous battre, particulièrement sur la réduction du temps de travail », a affirmé le délégué central de la CFDT, Emmanuel Couvreur. La CFE-CGC quant à elle, bien que « sans illusion sur le résultat final », s'est dite déçue par le plan prévu de reconversion du site, jugeant, comme d'ailleurs tous les autres syndicats, le nombre d'emplois maintenus « insuffisant ».

Alain Beuve-Méry

Concours d'AVOCAT
CRFPA
 Expertise comptable
DECF
 Préparations intensives août-sept
IPESUP
 18, rue du Cloître, Metro-Dame 75004 Paris
 01 43 25 63 30 3615 IPESUP

Le premier ministre belge reproche à Lionel Jospin d'avoir « donné des illusions au personnel »

BRUXELLES

de notre correspondant

Une petite centaine de travailleurs de Renault-Vilvorde s'étaient rassemblés, dimanche 29 juin, en fin d'après-midi, devant les grilles de l'usine en grève. Le comité d'établissement était réuni pour examiner les propositions de la direction du groupe, consécutives à la remise du rapport de Danièle Kaisergruber, l'expert chargé de réexaminer le plan de fermeture de l'usine (*Le Monde* daté 29-30 juin).

La sortie de Karel Gacoms,

porte-parole de l'intersyndicale, qui vient répondre aux questions des journalistes, provoque quelques mouvements d'humeur chez les ouvriers. « *C'est ça !, lance-t-on, viens parader devant les caméras ! Tu oses encore mettre ton foulard rouge, toi qui nous a vendus ?* »

Ces ouvriers en colère font partie du noyau dur des syndicalistes, des partisans du « tout ou rien » d'une lutte au finish pour obtenir le maintien de l'activité du site. Ils sont loin d'être majoritaires : dans un vote à bulletin secret, le 10 avril,

les deux tiers des trois mille cent salariés de Vilvorde s'étaient prononcés en faveur de la stratégie proposée par les syndicats, consistant à reprendre le travail pour négocier en position de force le plan d'accompagnement social de la fermeture.

L'arrivée au pouvoir de la gauche, en France, et les propos de campagne de Lionel Jospin avaient modifié la donne, et certains s'étaient repris à espérer que le diktat de Louis Schweitzer pouvait être remis en cause. Les responsables politiques et syndicaux n'entretenaient cependant pas d'illusions excessives. Le premier ministre, Jean-Luc Dehaene, était ainsi sorti plutôt pessimiste de sa rencontre avec M. Jospin, le 7 juin, à Paris. M. Gacoms, dirigeant du syndicat FGTB (socialiste) de l'usine, estimait, de son côté, que les chances de maintien en activité du site après la remise du rapport de M^{me} Kaisergruber n'excédaient pas 20 % (*Le Monde* du 10 juin).

jusqu'à la fermeture, maintenant fixée à la fin de l'année 1997, sans plus de précision, car les partants sont naturellement les plus qualifiés. La direction et les syndicats s'accordent pour estimer qu'une fois mises en place, les mesures de préretraite, et après le départ des salariés ayant trouvé un autre emploi, il resterait environ mille salariés dont le sort ne serait pas fixé.

Ceux-là, comme André Spillaert, quarante-six ans, qui travaille depuis vingt ans sur les chaînes de montage, sont prêts à se battre avec la plus grande énergie pour obtenir un plan social avantageux. « *Moi, je ne peux plus rien espérer de Renault, si ce n'est une bonne indemnité*, explique M. Spillaert. *Je ne retrouverai certainement pas du boulot à mon âge. Alors, il n'est pas question que je ne parte qu'avec le minimum légal.* »

M. Gacoms, chef de la délégation syndicale qui a commencé, lundi, les négociations sur le plan social au ministère de l'emploi, entend bien s'appuyer sur cette détermination des travailleurs. « *Nous sommes arrivés au début de négociations difficiles, a-t-il déclaré. Je crois que beaucoup s'attendent à des substantielles primes de départ. Si c'est le cas, tant mieux, mais, sinon, on peut s'attendre au pire. On verra alors ce que c'est qu'un Flamand en colère !* »

En attendant, la grève continue, et les ouvriers « séquestrent » toujours, sur le parking de l'usine, deux mille véhicules neufs, qui constituent pour eux un « trésor de guerre » et un moyen de pression sur les négociations. Une assemblée générale des travailleurs est prévue à Vilvorde, le 4 juillet, pour déterminer une stratégie au vu des premiers résultats de la négociation. M. Gacoms n'exclut pas que l'on puisse assister à quelques « actions sauvages » en Belgique et en France.

« TRÉSOR DE GUERRE »

Aujourd'hui, la fermeture est devenue irréversible, et les responsables, M. Dehaene en tête, critiquent le premier ministre français, coupable, selon son homologue belge, d'avoir « donné des illusions au personnel ». « *Tout doit désormais être fait pour obtenir le meilleur plan social possible*, a ajouté M. Dehaene. *Renault doit prendre ses responsabilités et trouver une solution pour chaque travailleur.* » Une partie des salariés de Vilvorde se sont déjà mis en quête de solutions individuelles. Officiellement, cent cinquante-deux salariés ont déjà quitté l'entreprise en ayant trouvé un autre emploi, et les syndicats évaluent à près de trois cents les personnes qui ont déjà trouvé du travail ailleurs et qui attendent un accord sur le plan social avant de donner leur démission.

Cette situation rend très problématique la reprise de la production

Jean-Michel Bezat

Luc Rosenzweig

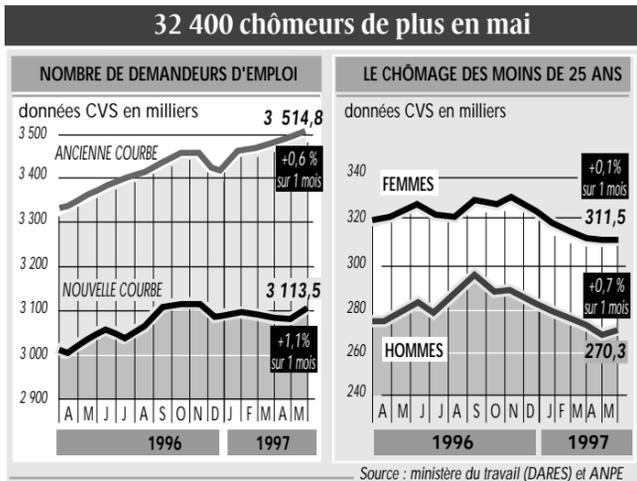


Le chômage connaît sa plus forte hausse depuis octobre 1993

Martine Aubry souhaite une « totale transparence » sur les données de l'emploi

LE RETOUR de la gauche au pouvoir a été « salué », lundi 30 juin, par une importante hausse du chômage. Après deux mois de légère baisse, le nombre de demandeurs d'emploi a, en effet, progressé de 1,1 % en mai (+ 32 400), « la plus forte augmentation depuis octobre 1993 », selon le ministère de l'emploi et de la solidarité. Le chômage frappe désormais 3 113 500 personnes (en données corrigées des variations saisonnières), soit 12,5 % de la population active. Le taux de chômage, ramené de 12,8 % à 12,5 % après la dernière enquête annuelle de l'Insee sur l'emploi (*Le Monde* du 28 juin), reste inchangé, à 12,5 %.

Dans un communiqué, Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, affirme « sa volonté de totale transparence sur le sujet qui constitue la principale préoccupation des Français ». Elle juge que le changement de mode de calcul intervenu en août 1995 a « alimenté les doutes quant à la sincérité des chiffres du chômage ». Aussi annonce-t-elle que le gouvernement publiera désormais trois indicateurs « en première page » de son document mensuel sur le chômage : le « baromètre officiel » du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois, qui est donc de 3 113 500 ; le nombre de chômeurs au sens du Bureau international du travail, qui en donne une définition très restrictive ; l'ancien chiffre du chômage (abandonné en août 1995) intégrant les personnes inscrites à l'ANPE ayant travaillé plus de soixante-dix heures dans le mois (3 514 800 chômeurs au total). Ce chiffre était toujours



Toutes les catégories ont été frappées par la progression du chômage en mai. C'est notamment le cas des hommes de toutes les tranches d'âge.

publié par le gouvernement précédemment, mais plus discrètement. M^{me} Aubry a décidé de rendre publics les premiers résultats de l'enquête sur les effets du transfert de l'inscription des chômeurs des agences locales pour l'emploi vers les Assedic (*lire ci-dessous*).

Toutes les catégories sont frappées par l'augmentation du mois de mai. Le chômage des jeunes de moins de 25 ans, qui avait pourtant figuré au rang de « priorité des priorités » d'Alain Juppé, progresse de 0,4 % (0,7 % pour les hommes, 0,1 % pour les femmes), même s'il recule sensiblement sur les douze derniers mois (-2,9 % pour les premiers, -4,2 % pour les seconds). Celui des hommes et des femmes de 25 à 49 ans augmente

respectivement de 1,5 % et 1 %, celui des plus de 50 ans de 1,3 % et 0,8 %. Sur un an, à l'exception des jeunes, toutes ces catégories sont frappées par la progression du chômage, qui, au total, est en hausse de 2,3 % (toutes catégories confondues).

DÉPRIME PERSISTANTE

Après de nombreuses entrées à l'ANPE en avril, un recul est constaté en mai (-6,6 %), quel que soit le motif d'inscription : licenciements économiques (-5,3 %), fins de contrat à durée déterminée (-7,4 %) ou de mission d'intérim (-12,4 %), premières entrées (-10,8 %). Au total, 368 300 personnes se sont inscrites dans une agence pour l'emploi, tandis que 344 100 seulement en sont sorties (-3,7 % par rapport à avril). Mais plusieurs indicateurs montrent une déprime persistante du marché du travail. Les sorties de l'ANPE pour reprise d'emploi, qui avaient très légèrement progressé le mois précédent (0,7 %), ont plongé de 9 % en mai (et de 10 % sur un an). De leur côté, les entrées en stage sont en recul de 5,3 % (-4,2 % sur un an).

La qualité des emplois, notamment leur durée, ne semble pas s'améliorer. Les statistiques de mai font ainsi état d'une progression des offres de 0,6 %. Mais les emplois durables (plus de six mois) et

L'effet limité des politiques de l'emploi

Quelque 2,9 millions de personnes bénéficiaient, à la fin de 1996, des dispositifs de la politique de l'emploi, pour un coût de l'ordre de 110 milliards de francs, selon une estimation effectuée par le service des études du ministère du travail et de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques). Cette étude, qui dresse le bilan des politiques de l'emploi depuis le premier « choc pétrolier », estime que, sans ces dispositifs, le chômage aurait été supérieur de l'ordre de 500 000 personnes dans le milieu des années 80.

Au milieu des années 90, toutefois, l'effet de ces politiques s'est atténué, le nombre des chômeurs évités tombant à seulement 140 000 personnes. Cette perte d'efficacité s'explique par le fait qu'« en l'absence de ces politiques, les ressources correspondantes auraient été affectées à des réductions de cotisations sociales patronales et salariales avec, en contrepartie, des niveaux d'emploi et d'activité plus importants ».

Vingt mille chômeurs perdus entre l'ANPE et les Assedic

LE GOUVERNEMENT a décidé de publier, lundi 30 juin, parallèlement aux données mensuelles du chômage, les premières conclusions du rapport sur les effets statistiques du transfert progressif des inscriptions des chômeurs de l'ANPE vers les Assedic, qui doit s'achever en décembre 1997. Commandé par l'ancien ministre du travail, Jacques Barrot, ce rapport réalisé conjointement par l'ANPE, la Dares (ministère de l'emploi), l'Insee et l'Unedic doit mettre un terme à une vive polémique, la CGT, la CFDT-ANPE et certains experts estimant que l'opération risquait de se solder par la sortie des fichiers d'environ 10 % des chômeurs (soit plus de 300 000 personnes).

Fin avril, 40 % des 760 agences locales pour l'emploi avaient transféré les opérations d'inscription vers les Assedic. Cela s'est traduit, selon un communiqué de M^{me} Aubry, par « une diminution du nombre de nouvelles inscriptions et, dans une moindre mesure, une baisse du stock de demandeurs

d'emploi en fin de mois par rapport aux effectifs attendus si cette opération n'avait pas eu lieu ». Toutefois, le texte ajoute que « cet effet semble relativement modéré, bien qu'il ne soit pas encore stabilisé » et qu'il ne sera pas possible de disposer d'une évaluation définitive « avant mi-1998 ».

« CLIMAT DE SUSPICION »

L'impact pour les chômeurs de catégorie 1 (qui ont travaillé moins de 78 heures dans le mois) inscrits dans les agences concernées est compris « entre 1,5 % et 2 % », estime-t-on au ministère. Sans ce transfert, on aurait comptabilisé vingt mille demandeurs d'emploi supplémentaires six mois après le début de l'opération. « *L'effet est concentré sur [ceux] qui n'ont pas droit aux allocations chômage* », note encore le communiqué, ce qui semble logique : les Assedic ayant pour mission première d'indemniser les personnes privées d'emploi, les quelque 1 million de chômeurs qui n'ont droit à aucune allocation n'ont pas toujours le ré-

flexe de s'y rendre. C'est le cas des jeunes à la recherche d'un premier emploi. Le rapport intermédiaire souligne, à cet égard, que « la mesure du chômage des jeunes semble être davantage affectée » : ceux-ci représentent la moitié des pertes totales d'inscriptions, soit environ dix mille personnes.

Sans remettre en cause cette réforme adoptée par l'Unedic et l'ANPE en juin 1996, M^{me} Aubry s'en prend à son prédécesseur, M. Barrot, jugeant que « la non-information du gouvernement sur ce phénomène et son ampleur a contribué à entretenir [un] climat de suspicion ». Pour l'ANPE et l'assurance-chômage, ce transfert des inscriptions a pour premier objectif de « simplifier les démarches des chômeurs » et de « réduire le délai de paiement des allocations ». Les agents de l'ANPE pourront ainsi concentrer leur activité sur des entretiens approfondis avec les demandeurs d'emploi et sur la prospection auprès des entreprises.

J.-M. B.



SAGEM Nos concurrents ne peuvent pas penser à tout.

M. Lang souhaite une réforme du mode de scrutin régional

JACK LANG (PS), président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a déclaré, dimanche 29 juin, qu'« il faut changer le mode de scrutin des élections régionales ». « Si nous voulons des régions fortes, il faut que le conseil régional, les présidents de conseils régionaux soient légitimés par un suffrage populaire direct », a déclaré M. Lang, invité du « Grand Jury RTL-Le Monde ». « Le meilleur mode de scrutin (...), c'est le mode de scrutin dit municipal, c'est-à-dire qui combine le scrutin majoritaire et une dose de proportionnelle. » « C'est aussi très important en raison du chantage que le Front national risque à nouveau d'exercer à l'occasion de ces élections », a ajouté M. Lang. Par ailleurs, Philippe Douste-Blazy, secrétaire général de Force démocrate (UDF), a déclaré, dimanche, au « Forum de Radio-J » : « Nous devrions peut-être réfléchir à mettre en place des mandats de cinq ans, à la fois pour le président de la République et pour les élections législatives, et, en même temps, harmoniser le calendrier pour que nous ayons en même temps l'élection présidentielle et les législatives. » Le président de FD, François Bayrou, a exprimé la même opinion sur France 2.

DÉPÊCHES

■ **PRÉSIDENTIELLE** : Philippe Douste-Blazy (UDF-FD), député des Hautes-Pyrénées et maire de Lourdes, a déclaré, dimanche 29 juin, au « Forum de Radio-J » : « Nous devons avoir, nous UDF, à la prochaine élection présidentielle un candidat. » A la question « Y compris contre Jacques Chirac s'il se représente ? », M. Douste-Blazy a répondu : « Dans tous les cas de figure. » L'ancien ministre de la culture s'est prononcé pour « l'organisation d'un système de "primaires" », à l'UDF, avant le 1^{er} janvier ». « Nous devons le faire très vite, c'est fondamental, si nous voulons avoir une envie de diversité et de victoire », a-t-il ajouté.

■ **NOUVELLE-CALÉDONIE** : de retour d'un bref séjour au Canada, où elle s'est entretenue avec des dirigeants du groupe minier Falconbridge, une délégation de FLNKS conduite par son président, Roch Wamytan, devait reconstruire, lundi 30 juin, le premier ministre. Lionel Jospin a déjà reçu, le 27 juin, le député Jacques Lafleur (RPR), président du RPCR.

■ **CHÔMEURS** : les forces de police ont expulsé, samedi 28 juin, la quarantaine de chômeurs, syndicalistes et militants d'associations de lutte contre le chômage qui occupaient, depuis le 23 juin, les locaux de l'Assedic de la rue Vicq-d'Azir, dans le 10^e arrondissement de Paris. Dans un communiqué, AC ! (Agir contre le chômage), la CNT (anarchiste) et TCP (Travailleurs, chômeurs, précaires en colère) dénoncent « [le] refus réitéré des responsables de l'Unedic de répondre à [leurs] demandes de rencontre et (...) la décision scandaleuse des Assedic de Paris de ne pas assurer le service normal dans l'antenne occupée ».

■ **ALLOCATIONS** : Maxime Gremetz (PCF, Somme) a qualifié, dimanche 29 juin, d'« offense à la citoyenneté » la méthode par laquelle le gouvernement Jospin a annoncé la mise sous conditions de ressources des allocations familiales. « Ce qui me gêne, c'est la méthode, a-t-il déclaré dans un entretien au Journal du dimanche. La droite a été sanctionnée sur sa façon de gouverner parce qu'elle prenait les gens pour des idiots (...). Eh bien, cette décision a été annoncée sans concertation ; c'est une offense à la citoyenneté. » Selon M. Gremetz, « c'est par la fiscalité qu'on instaurera la justice et non en mettant les allocations sous plafond ».

■ **LISTE** : Emile Zuccarelli (PRS), ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, maire de Bastia, conduira la liste commune PRS-PS aux élections territoriales de 1998 en Corse. La décision a été prise, samedi 28 juin, au cours d'une convention de la fédération du PS de Haute-Corse.

Robert Pandraud se dit favorable à un « dialogue » avec le Front national

Valéry Giscard d'Estaing dément avoir dîné en compagnie de Jean-Marie Le Pen

Robert Pandraud, ancien ministre délégué à la sécurité, a indiqué, samedi 28 juin, au Parisien qu'il était favorable à « des dialogues à la base plutôt qu'au sommet » avec le Front national. En revanche, l'information, évoquée par des membres du bureau politique du FN, selon laquelle le leader

du mouvement d'extrême droite aurait rencontré Valéry Giscard d'Estaing lors d'un repas, a été démentie par l'ancien président de la République.

L'ATTITUDE à adopter vis-à-vis du Front national continue de partager la droite ; les partisans, hier, de discussions avec le parti de Jean-Marie Le Pen persistent d'autant plus qu'ils considèrent qu'avec 15 % de suffrages celui-ci est devenu incontournable. Certains n'hésitent pas à rencontrer le président du mouvement d'extrême droite. Ainsi, M. Le Pen a confirmé, dimanche 29 juin, à Saint-Gilles (Gard), l'information révélée samedi par Le Parisien, selon laquelle il a dîné, le 16 juin avec l'ancien ministre et député RPR de Seine-Saint-Denis Robert Pandraud.

« Tout le monde sait que M. Pandraud a bénéficié du soutien du Front national, que nous lui avons assuré la victoire aux législatives et que lui en éprouve de la reconnaissance », a expliqué le chef de l'extrême droite, invité d'une fête de la Fédération gardoise du Front national. Selon lui, le repas, « fort agréable », a été organisé par Jean-Michel Dubois, conseiller régional d'Ile-de-France et membre du bureau politique du Front national, et a eu lieu dans un restaurant de la rue de la Convention, dans le 15^e arrondissement de Paris, en compagnie des épouses des trois hommes. M. Le Pen n'a cependant pas souhaité donner à ce dîner une quelconque dimension politique et s'est borné à déclarer qu'il n'y a aucun changement dans l'attitude de son parti face à la droite libérale, rapporte notre correspondant à Nîmes, Richard Benigui.

M. Pandraud, ancien ministre délégué à la sécurité, a lui-même souligné au Parisien qu'il est favorable à « des dialogues à la base

plutôt qu'au sommet » en précisant qu'« aucune des trois formations (RPR, UDF, Front national) ne souhaite actuellement conclure d'accord ». Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que M. Pandraud se pose en sorte de « trait d'union » entre la droite et le Front national. Déjà, en 1985, alors qu'il était directeur du cabinet de Jacques Chirac à l'Hôtel de Ville, il était intervenu, en vain, pour que le maire de Paris rencontre M. Le Pen. En 1988, il avait signé une alliance électorale avec le Front national pour les municipales de 1989, alliance qui, finalement, avait été dénoncée par le représentant du RPR à la suite du veto posé par l'état-major de son parti.

M. Le Pen a démenti catégoriquement la participation à ce repas de Jean-François Mancel, ancien secrétaire général du RPR et

président du conseil général de l'Oise. M. Mancel, contacté samedi, nous avait d'ailleurs formellement démenti avoir « dîné, "petit déjeuner" ou déjeuné, ce jour-là ou un autre jour, avec Jean-Marie Le Pen », contrairement à ce qu'indiquait Le Parisien.

« ERREUR DE CALCUL »

Visiblement ravi de répondre sur ce sujet aux questions des journalistes, M. Le Pen a précisé qu'il a dîné, par le passé, avec d'autres membres éminents de la droite classique, mais, a-t-il ajouté, « ces fois-là, c'était vraiment secret et je ne vous donnerai donc pas les noms ». « La diabolisation, vous savez, c'est bien pour le public, mais il n'y aurait pas de vie politique possible si, quand on se croise dans les couloirs, on ne se serrait pas la main », a-t-il expliqué.

M^{me} Mégret devant le tribunal correctionnel

Le tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône) a déployé les grands moyens pour la comparution, lundi 30 juin, du maire de Vitrolles, Catherine Mégret (Front national), contre laquelle 587 personnes, scandalisées par des propos rapportés le 24 février par le quotidien allemand Berliner Zeitung, ont déposé plainte pour diffamation. Deux vastes chapiteaux, dressés dans la cour intérieure du TGI, devaient accueillir entre trois cent cinquante et quatre cents personnes, qui suivront en direct, grâce à des écrans, l'audience du tribunal correctionnel à partir de 14 heures, a indiqué le procureur de la République, Jacques Beaume. Deux cent cinquante places sont réservées aux parties civiles, les autres étant réparties équitablement entre sympathisants et adversaires du maire de Vitrolles, qui se rassembleront auparavant sur deux boulevards différents d'Aix-en-Provence. SOS-Racisme et le MRAP ont également porté plainte pour provocation à la discrimination et à la haine raciale.

Christiane Chombeau

Philippe Séguin appelle le RPR à la réconciliation

PHILIPPE SÉGUIN, d'un côté, Nicolas Sarkozy, de l'autre, ont tous deux appelé, dimanche 29 juin, à la réconciliation au sein du RPR. Le premier, lors d'une fête organisée à Bourges, a affirmé que, « pour être fort », le mouvement néogaulliste « doit être réconcilié ». Il a aussi estimé que le rôle du RPR doit être de « soutenir Jacques Chirac et défendre l'institution présidentielle dans le contexte de la cohabitation incertaine et difficile qui s'annonce ». Rappelant que la France a connu six premiers ministres en six ans, l'ancien président de l'Assemblée nationale s'est interrogé sur les institutions : « La V^e République ne répond plus aux objectifs que lui avait assignés le général de Gaulle. En termes d'instabilité, elle ne cède en rien à sa devancière. » Evoquant la perspective d'un retour au pouvoir, M. Séguin a ajouté : « Nous ne devons pas nous résigner à seulement prendre rang dans cette ronde dérisoire de l'instabilité. »

Dans un entretien publié par Le Journal du dimanche, Nicolas Sarkozy rétorque à tous ceux qui tentent d'empêcher son accession au secrétariat général du RPR que « l'heure n'est ni aux exclusives, ni aux règlements de comptes, ni aux anathèmes ». Les « querelles doivent cesser », ajoute-t-il. Le député des Hauts-de-Seine estime que « la défaite a été d'une telle ampleur que la réponse ne peut se réduire à une question de changement d'hommes et encore moins d'ambition personnelle ». Il affirme que M. Séguin est « le mieux à même de rassembler les gaullistes » et il reconnaît que lui-même appartient à « une tendance plus libérale et plus européenne ».

Après Bernard Pons (Le Monde du 27 juin), l'actuel secrétaire général par intérim du RPR, Jean-Louis Debré, prend à son tour ses distances avec l'action conduite par le gouvernement auquel il a appartenu. Dans un entretien publié par Le Figaro du lundi

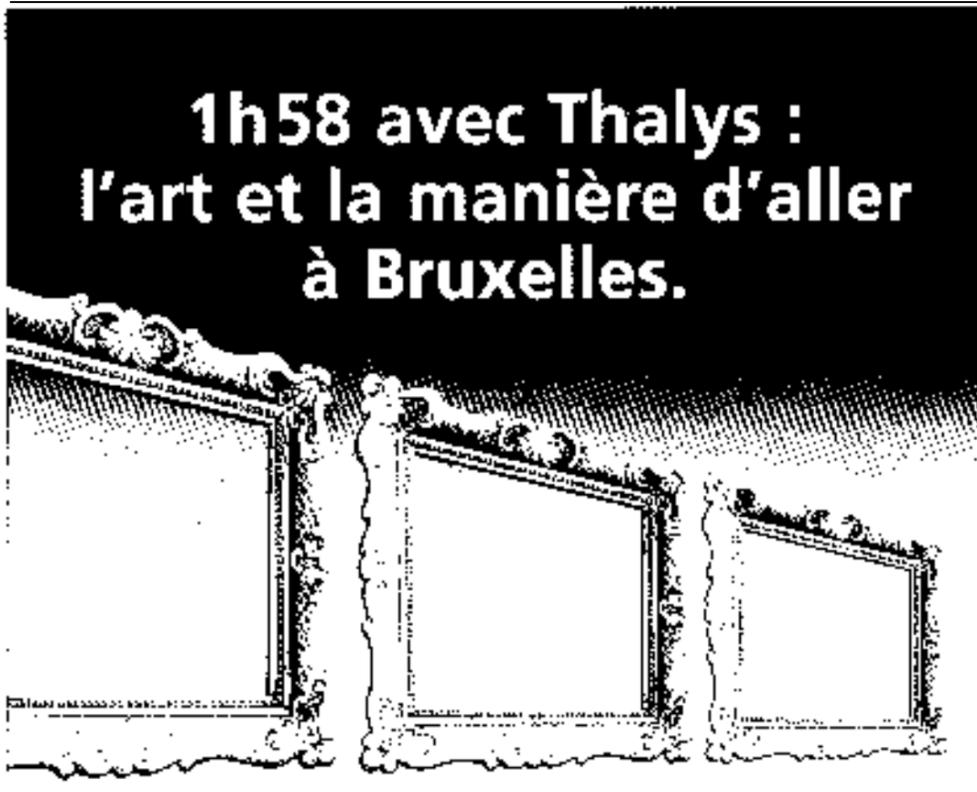
30 juin, il reconnaît : « L'exercice du pouvoir éloigne des réalités. Nous nous sommes trop laissé séduire par la pensée unique. » L'ancien ministre de l'intérieur explique encore : « Nous avons souffert de ne pas avoir su expliquer qu'il n'y aurait pas d'avenir possible pour la France, pas d'amélioration de l'emploi, sans une remise en ordre des finances publiques. » M. Debré regrette aussi que le gouvernement se soit montré « hésitant à l'idée de nous affranchir du conformisme, qui, en matière économique, tient lieu de politique ».

A propos de la dissolution de l'Assemblée nationale, l'ancien ministre estime qu'« en provoquant des élections législatives anticipées Jacques Chirac a peut-être évité une crise de société ». Il affirme que « l'épreuve » de la cohabitation « renforce » le président de la République « dans son autorité ».

Pour l'avenir, M. Debré formule une double mise en garde. S'il fait confiance à M. Séguin pour constituer autour de lui « une équipe capable de rassembler les gaullistes », il indique que ce rassemblement ne peut se faire que « dans la loyauté et la fidélité à Jacques Chirac ». « Le RPR n'est pas une écurie présidentielle », affirme-t-il. A propos des ambitions prêtes en ce domaine à M. Séguin, il ajoute : « Penser que l'on peut avoir une influence sur les compagnons du RPR en se démarquant de Jacques Chirac et en critiquant son action est une utopie. »

Interrogé sur les passerelles que certains, dans l'opposition, souhaiteraient lancer vers le Front national, M. Debré indique que « le Front national véhicule des valeurs qui ne sont pas celles du gaullisme », mais « il est important, ajoute-t-il, que, dans les mois qui viennent, les responsables du mouvement aient un débat à ce sujet et que nous arrêtons une position claire ».

Jean-Louis Saux



Exposition Paul Delvaux

L'art, l'est à Bruxelles. Du 21 mars au 27 juillet 1997, les Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique proposent une rétrospective unique de l'œuvre de Paul Delvaux, grand maître de la peinture du 20^e siècle. Alors que le 21 mars 1997, l'œuvre de Paul Delvaux sera présentée dans une salle spéciale "Delvaux" à l'occasion de votre visite d'été à l'exposition 1997. Vous recevrez un bon à valoir Thalys sur remise de ce bon dans les guires et les boutiques Thalys, le trajet Paris-Bruxelles ne vous coûte que 200 F* (pour un billet de 500 F* et un confort 1



... de l'art, l'est à Bruxelles. Du 21 mars au 27 juillet 1997, les Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique proposent une rétrospective unique de l'œuvre de Paul Delvaux, grand maître de la peinture du 20^e siècle. Alors que le 21 mars 1997, l'œuvre de Paul Delvaux sera présentée dans une salle spéciale "Delvaux" à l'occasion de votre visite d'été à l'exposition 1997. Vous recevrez un bon à valoir Thalys sur remise de ce bon dans les guires et les boutiques Thalys, le trajet Paris-Bruxelles ne vous coûte que 200 F* (pour un billet de 500 F* et un confort 1



Naissance d'Ecologie citoyenne

Les formations d'Yves Pietrasanta et de Noël Mamère ont fusionné

DANS LA NÉBULEUSE des petits partis se revendiquant de l'écologie, les élections législatives anticipées ont joué un rôle clarificateur. Elles ont permis de lever l'hypothèque constituée par Génération écologie, le parti de Brice Lalonde, qui a complètement sombré. Elles ont conforté les Verts de Dominique Voynet, dont la stratégie d'alliance avec le Parti socialiste s'est révélée payante. A côté des Verts, deux petites formations écologistes, le Parti écologiste (PE), présidé par Yves Pietrasanta, et Convergence Ecologie Solidarité (CES), présidé par Noël Mamère, ont décidé de fusionner, dimanche 29 juin, pour donner naissance à un mouvement baptisé Ecologie citoyenne (EC).

Ce nouveau mouvement, dont la création avait été annoncée pendant la campagne électorale, a pour objectif « un partenariat à gauche

avec les Verts » de M^{me} Voynet. Ils avaient d'ailleurs présenté une liste commune de cent cinquante candidats aux législatives. Samedi 28 juin, les deux partis ont tenu deux assemblées générales distinctes, avant de se regrouper pour une assemblée générale de fusion. La nouvelle formation est présidée par Yves Pietrasanta, maire de Mèze (Hérault), où se sont réunies les deux formations écologistes, les 28 et 29 juin ; son porte-parole est Noël Mamère, maire de Bègles et député de Gironde.

Ensemble, ils revendiquent mille trois cents adhérents alors que les Verts s'en attribuent cinq mille. Cette fusion constitue « une première étape » vers « une force solide » constituée « d'écologistes de gauche et de la gauche écologiste », a déclaré M. Mamère. La deuxième étape devrait se tenir en octobre, à

Vaux-en-Velin (Rhône), à l'initiative de la Convention pour une alternative progressiste (CAP), dont Ecologie citoyenne compte se rapprocher, ainsi que d'Alternative rouge et verte (AREV) et de l'Alliance des femmes pour la démocratie, d'Antoinette Fouque.

Pour M. Pietrasanta, Ecologie citoyenne partage, sur le fond, les mêmes idées que les Verts, en faveur d'une « écologie de gauche, réformiste et de progrès », mais il existe des différences de culture : les Verts sont « plus contestataires », alors que Ecologie citoyenne cherche surtout à donner « un contenu positif à l'écologie ». A terme, c'est « un partenariat, et non un ralliement », qu'Ecologie citoyenne espère mettre en place avec les Verts, selon M. Mamère.

Alain Beau-Méry



MARCHE La marche de l'Europride, point culminant de dix jours de festivités, a rassemblé près de 300 000 personnes, samedi 28 juin à Paris. ● PLUS de 150 organisa-

tions ont pris place dans le cortège, des associations de lutte contre le sida, comme Act Up, à la Ligue des droits de l'homme, en passant par des lieux de la nuit parisienne

comme le Queen. ● LES PARTICIPANTS à cette « manifestation des modes de vie » ont particulièrement insisté sur des thèmes sociaux et se sont réjouis de la perspective

d'adoption du projet de contrat d'union civile et sociale par le Parlement. ● UN COLLOQUE avait abordé, au cours de la semaine, la question controversée de

L'Europride, une vague déferlante pour l'égalité des droits

Près de 300 000 personnes ont défilé, samedi 28 juin, dans les rues de Paris.

Chars de carnaval, musique, danse, ont rythmé la grande fête gay, qui a rassemblé des participants venus de toute l'Europe

PLACE DE LA RÉPUBLIQUE, à Paris, samedi 28 juin, des femmes, réunies sous la banderole « Mytilène Bar, le bar branché féminin », s'engagent dans le cortège en

REPORTAGE

Homos ou hétéros, tous sont venus défendre l'« amour » et la « tolérance »

criant : « Mytilène ! Mytilène ! » Un jeune homme en short s'est accroché un cœur argenté et des ailes d'anges. Un autre arbore une robe à paniers faite de roses et de fougères. Des dizaines de chars diffusent techno, disco, house. « Viens, on se prend un camion avec plein de basses, du bon son », lance un étudiant à son copain. Les retardataires se mettent à danser. Il ne pleut pas.

Marco, « cuistot à Londres », est là. Il s'est mis torse nu et porte un gros tatouage « Confiance et amour » sur le biceps. Il danse tout seul, une bouteille de champagne à la main. Il parle, sourit, offre un peu de bulles à qui en veut. Il est tout petit, Marco, un peu velu. Des « gogo-boys » (danseurs érotiques) employés par un des plus importants bars gays de Paris se trémoussent, bronzés, musclés et, du haut de leur char, aspergent de bière un public qui n'en veut pas.

Marco ne les regarde pas. « On s'en fout, du business. On est là pour l'amour, le droit d'être amoureux, d'exister », rit-il. Il fait de grands ronds en dansant, ouvre les bras au ciel et lâche, par bribes : « On ne peut pas vivre sans les autres », « On veut de la tolérance, de l'amour, de l'esprit ». Sur le trottoir, Pascal, trente-cinq, tient un bébé de deux mois dans les bras et acquiesce, en compa-

gnie de sa femme : « Chacun sa liberté, on est venus exprès pour dire qu'on peut très bien vivre ensemble. » A côté, un jeune marchand de merguez se fait rappeler à l'ordre par son père : il en oublie de travailler, regarde, saisit tous les tracts, publicités, préservatifs et entrées gratuites dans les clubs qu'on lui distribue. L'Europride gagne les boulevards de Paris.

Karim, vingt-neuf ans, comptable, voit passer un groupe d'hommes en cuir qui se revendiquent sadomaso à un degré tel que l'un d'eux proclame sur une pancarte : « Je veux me marier avec Le Pen. » « Ils essaient l'humour, commente Karim. Moi, je suis là parce que la vie est assez dure comme ça. Si on ne peut pas se rendre heureux ni se faire plaisir, c'est pas la peine. » Deux Toulousains, Jean-Noël et Guillaume, vingt-trois ans, infographistes, ont déjà participé aux Gay Pride de Toulouse et de Montpellier. « C'était beaucoup plus fort avec les passants. L'acceptation des gays est en train de gagner du terrain en dehors de Paris. »

« BLANCS-BEURS-BLACKS »

Sur un char, sponsorisé par une boîte de nuit, les danseurs semblent constituer le panel publicitaire attirant le plus grand nombre : filles, garçons, gros, grands, « blancs-beurs-blacks », habillés, dénudés, classiques ou défilés. « OK, on est devenus une cible de marketing, disent les Toulousains. Heureusement qu'il y a Act Up et d'autres organisations dans le défilé. On ne vit pas dans une société totalement humaine, mais dans une société commerciale, alors si l'évolution des mentalités doit passer par là... On veut vivre comme les autres, mais pour gagner ce droit à l'indifférence, on est obligés pour l'instant de mettre en avant notre orientation sexuelle. »

Une femme roule moto et dit : « Il faut montrer et virer sa gueule tous les jours. Il faut que les gens nous connaissent, ils auront moins peur. » Julien, vingt-deux ans, « hétéro », étudiant en sciences politiques à Bordeaux, est venu aussi, comme beaucoup d'autres. « Maintenant, la Gay Pride n'est pas seulement une affaire de gays, dit-il.



C'est un combat pour l'égalité des droits. Aujourd'hui, ce qu'on doit défendre, c'est ce que les gens ont envie d'être et notre plaisir d'être ensemble. Il n'y aura plus de ghetto gay, c'est dépassé. » Nadia, secrétaire, est présente pour la même raison : « J'ai des amies lesbiennes, je m'entends bien avec elles, c'est ma manière de le dire publiquement. »

Caroline, vingt ans, candidate au concours de gardien de la paix, est venue aussi pour célébrer « cette manière de faire la fête ». « C'est bien, on n'a pas besoin d'aller en boîte aujourd'hui. La nuit est là, en pleine après-midi, se réjouit-elle. En même temps, les gays ont des droits à défendre, c'est peut-être la meilleure manière de

le faire : en ne criant aucun slogan, en rigolant. Moi, je suis hétéro et avec eux. » Une femme, place de la Bastille, termine son déjeuner, attablée à une terrasse : « C'est bien, l'homosexualité ne me gêne absolument plus. Il y a quelques années, oui... »

Des touristes chiliennes arrivent et applaudissent : « C'est exactement ce que nous adorons. » Un homme, espagnol, réprimande violemment sa femme, devant sa petite fille : « Tu l'a laissée regarder ces putains... », lui reproche-t-il. Un gogo-boy a accroché sur sa braguette un autocollant « Non à l'extrême droite ». Un marcheur tient une pancarte « Homophobe

aujourd'hui, fasciste demain ». La disco hurle le tube It's a ready man, alleluia ! Tout le monde reprend en chœur.

Tarek, lui, a eu du mal à franchir le pas. Médecin, âgé de trente ans, provincial vivant à Paris depuis trois ans, il appréhende qu'une caméra ne le filme « à cause des parents ». « En même temps, il faut être là. Les médias ne nous aident pas. La représentation de l'homosexualité est toujours outrancière, réductrice, avec les drag-queens. » Il a un peu de mal à Paris. « J'évite le ghetto des bars, je peux pas. J'ai l'impression que trop d'homosexualité tue l'homosexualité. Les couples se défont, toujours, à la recherche d'autres intensités. C'est difficile de se parler, de nouer des relations, de connaître des gays en dehors du ghetto. Je me retrouve seul. »

Aldo, vingt-sept ans, est venu avec son copain, Christophe, « pour dire au monde : regardez, non seulement l'homosexualité existe, mais regardez comment on est : normaux ! ». Aldo, lui, ne se sent pas « esclave du ghetto ». Il vit avec son copain depuis cinq ans. « Je peux comprendre ce que c'est difficile parfois de s'affranchir du passage obligé et quotidien dans un bar gay pour se retrouver bien dans ses pompes. » Un autre couple, Patrick et Miguel, vit dans le Marais : « C'est sans doute plus simple qu'à La Courneuve. Ce qui nous fait marrer, c'est quand les médias glorifient le pouvoir d'achat des gays, comme si le gay était forcément friqué. Nous, tous nos amis sont hétéros, ils ont des enfants et on fait de très bonnes tâtées, raconte tranquillement Patrick. On est là simplement parce que rien n'est acquis. C'est un peu l'époque : il faut se défendre, descendre dans la rue. »

Delphine et Céline, vingt-cinq ans, toutes les deux infirmières, se sont mises de grands faux cils et des oreilles de lapin : « On vit ensemble en Haute-Normandie, c'est pas facile. Faut arrêter de se bloquer sur les différences. » Jo, serveur dans un bar à Strasbourg, s'est travesti en Alsacienne et défile en portant le drapeau européen. « La vie gaie en Alsace n'est pas déplaisante du tout. On est là parce qu'on paie des impôts et on vit comme tout le monde. Je vois pas pourquoi on n'aurait pas les mêmes droits. » Pedro, cinquante ans, économiste à Lisbonne, est

émerveillé par l'ampleur du défilé. « Au Portugal, on a fait notre première manif l'an dernier. La visibilité est encore très réduite. » Des Belges flamands confirme que « dans les campagnes, c'est encore difficile d'être gay ».

Un groupe de petites blacks court de char en char, radiuses. Elles vivent en banlieue parisienne et « aujourd'hui, c'est l'éclate ! ». « En banlieue, les gens ne sont pas assez ouverts, tolérants. Ils ne bougent pas de leur cité, dit l'une d'elle. Tu peux pas leur expliquer, c'est comme ça. Faut faire sa vie à Paris. » Michel rêve, lui aussi, d'une prochaine Gay-Pride entre Saint-Denis et Bobigny. « Je travaille en banlieue. Et je lançais aux jeunes, un peu par provocation : « Venez à la Gay-Pride. » Les filles disaient : « Super, y aura de la techno » ; les garçons inventaient des excuses. »

« ENERGIE CITOYENNE »

Administrateur d'une troupe de théâtre, Michel vient, ce samedi matin, de parrainer « un sans-papier ». « Pour moi, la Gay-Pride, c'est comme la manif de Saint-Bernard, l'an dernier, la même énergie citoyenne. On voit bien que le débat, ghetto ou pas ghetto, est dépassé. S'il y a autant de gens, gays, hétéros, c'est que tout le monde a envie, à nouveau, de remporter des droits nouveaux, d'affirmer des valeurs. Le mouvement gay ne va pas se transformer en force politique, ce serait la faillite de la République ; on sent que personne ne veut du communautarisme gay à l'américaine. »

Avenue Daumesnil, à quelques minutes de la dislocation, les chars sont immobilisés. Sur le trottoir, Mary a emmené sa fille de douze ans « pour qu'elle voie, y a rien de pire que les tabous ». Patricia est là, aussi avec ses enfants, « Paris est tellement mort, et c'est beaucoup mieux que la Fête de la musique ». La boulangère a dessiné de petits traits roses sur ses éclairs au chocolat. Le boucher sort prendre des photos. Alexandre, quatre-vingt-treize ans, ancien employé à la RATP, éclate de rire en disant : « Vous vous rendez compte, trente-neuf ans de retraite ! »

Le soutien de représentants de la majorité

La présence des représentants de la majorité parmi les manifestants de l'Europride, samedi 28 juin, a conforté le monde homosexuel dans l'espoir de voir progresser ses droits sociaux en France. Dominique Voynet (Verts), ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, venue « en tant que ministre, femme, citoyenne », Yves Cochet (Verts), vice-président de l'Assemblée nationale, Jack Lang (PS), Bertrand Delanoë (PS), Henri Malberg (PCF) ou encore Alain Krivine (LCR), se sont joints au cortège.

Selon un sondage réalisé auprès des marcheurs de l'Europride par l'institut CSA pour Libération du 30 juin, 68 % des manifestants font confiance au gouvernement de Lionel Jospin pour « mettre en place rapidement le contrat d'union civile et sociale ». 67 % des homosexuels s'estiment « défavorisés dans la France de 1997 ».



La question controversée de l'adoption d'enfants par les couples homosexuels

ALORS QUE le couple homosexuel est en voie de reconnaissance officielle grâce au contrat d'union civile et sociale promis par le garde des sceaux, l'Europride a été l'occasion pour un certain nombre d'homosexuels de pousser beaucoup plus loin la réflexion. Ainsi l'Association des parents et futurs parents gays et lesbiens (APGL) a-t-elle organisé, vendredi 27 juin, un colloque autour de la famille homosexuelle en Europe. Cette question, controversée, de l'accès à la « parentalité » des couples de même sexe constitue le principal obstacle à l'ouverture du mariage aux homosexuels.

« La présence d'enfants dans les couples homosexuels n'est pas nouvelle, a expliqué Pierre Rouff, un des présidents de l'APGL, une association qui revendique trois cents adhérents en France. Si nous demandons la reconnaissance de nos familles, c'est dans l'intérêt de nos enfants. Il faut qu'ils puissent, comme n'importe quel enfant, parler de leurs parents et avoir les mêmes droits. » Pour l'instant, les couples homosexuels n'ont pas la possibilité d'adopter et les femmes se voient refuser en France les méthodes d'insémination artificielle.

Les interrogations posées par les couples homosexuels qui souhaitent fonder une famille n'appellent pas de réponses tranchées. « Est-ce qu'un enfant n'a pas besoin d'un père et d'une mère pour se développer harmonieusement ? Il me semble que oui, s'est ainsi demandé Aline Pailler, députée européenne (PC). Les couples hétéro-

sexuels leur donnent-ils toujours ? La réponse est évidemment non. Mais le plus problématique me paraît être le regard de la société que devront subir ces enfants. »

Les couples homosexuels qui ont des enfants n'en finissent pas de concevoir de nouvelles formes de familles, parfois très élaborées et fort complexes : enfants nés du premier mariage d'un des partenaires, enfants conçus à l'aide d'une insémination artificielle en Belgique ou aux Pays-Bas, enfants nés d'une mère porteuse, enfants conçus à quatre, par un couple de gays et un couple de lesbiennes...

BESOIN DE COMMUNICATION

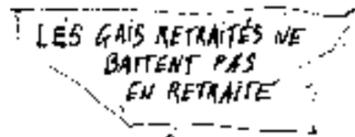
De la diversité de ces situations naît un besoin de communication, au sein des familles mais aussi entre elles, dans le cadre d'associations. Certains couples assument sereinement leur choix, comme Carla et Marie-Laure qui viennent d'avoir leur deuxième bébé par insémination artificielle à l'université libre de Bruxelles, tout comme le premier. Elles ont choisi cette méthode car pour adopter « il nous aurait fallu mentir, dire que l'une d'entre nous était célibataire ; or c'était un choix de couple », explique Carla. Pour d'autres, la situation est plus compliquée. Comme pour Alain, divorcé depuis douze ans, qui souffre « d'un non-dit total » avec ses filles de douze et quatorze ans.

Les psychologues et psychiatres présents se sont accordés pour reconnaître que la famille

conjugale hétérosexuelle n'était « ni une norme et encore moins un modèle », comme l'a expliqué le psychiatre Robert Neuberger. Maryvonne Guillen, pédopsychiatre à Montpellier, qui travaille avec des enfants de couples homosexuels, a estimé que dans les cas où le parent biologique était concerné, « le traumatisme était souvent celui de la révélation de l'homosexualité ». En revanche, lorsqu'il s'agissait d'un parent adoptif, « le traumatisme était d'abord lié à l'abandon dans le cadre de l'adoption, comme pour tous les enfants adoptés ».

Pour sa part, Geneviève Delaisi, psychanalyste, auteur de *La Part de la mère* (Odile Jacob, 1997), s'est montrée beaucoup plus réservée. « Sans vouloir faire l'apologie de la famille classique », elle estime ainsi que les enfants de couples homosexuels sont « en risque, et uniquement en risque, psychique. Ils auront besoin d'effectuer un certain travail pour se développer harmonieusement ». Réaffirmant que tous les enfants ont besoin de transparence sur leur histoire, elle s'est montrée très critique sur le recours à une mère porteuse « non pas par jugement moral mais parce que le système devient alors très complexe ». En revanche, dans le cas d'une adoption par une personne célibataire, cette psychanalyste surtout connue pour ses travaux sur la recherche des origines des adoptés, estime que l'homosexualité du parent adoptif « relève de la simple vie privée ».

Michèle Aulagnon



La techno enflamme la rue. Robert, soixante ans, qui tient une laverie de voitures, danse avec ses voisins, Nathalie la coiffeuse et Justin, l'employé chez Midas. « C'est la fête et je dirais même mieux, c'est la liberté, s'enflamme Robert. Je suis extrêmement gauloise et je trouve que c'est la grandeur de la France d'affirmer la liberté. » Andrée, la ménagère avec son cabas, elle aussi, suit le rythme : « Il faut vivre avec son temps. » Personne ne se parle. Marcheurs et passants dansent, avec brio ou maladroitement, et se sourient. « On n'aurait jamais imaginé ça il y a cinq ans », se réjouit un manifestant.

Dominique Le Guilledoux

Croquis-reportage : Jean-Pierre Cagnat

L'état de santé des jeunes de 15 à 24 ans alarme le Haut Comité de la santé publique

La mortalité par accidents et par suicides dans cette classe d'âge est l'une des plus fortes de l'Union européenne

La deuxième conférence nationale de santé s'ouvre, lundi 30 juin, à Lille. Elle examinera un rapport du Haut Comité de la santé publique

(HCSP) sur la santé des jeunes. Le HCSP dresse un constat alarmant, notant le taux élevé de mortalité par accidents et par suicides dans cette

classe d'âge. Il demande que des mesures soient prises « d'urgence » et critique la mauvaise coordination entre administrations.

LES TRAVAUX de la deuxième conférence nationale de santé, qui visent à définir les priorités sanitaires du pays, devaient s'ouvrir, lundi 30 juin à Lille, en présence de Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, et de Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé. Comme le veut le rituel, institué avec le « plan Jupé » de maîtrise des dépenses de santé, un rapport du Haut Comité de la santé publique (HCSP) sert chaque année de base aux discussions des experts.

A l'issue de la première conférence du genre organisée en septembre 1996, un groupe de travail présidé par le professeur Albert Hirsch, membre du HCSP, avait été chargé d'approfondir un problème jugé « essentiel » : celui de l'état de santé des enfants et des adolescents. Les résultats de l'expertise soumise à la conférence se basent sur une synthèse des données nationales et internationales disponibles. Ils aboutissent à un constat alarmant.

Globalement, le HCSP souligne une « position défavorable de la santé en France entre 15 et 24 ans [...] corroborée par d'autres indicateurs concernant les conduites violentes, la violence subie, les tentatives de suicide, les conduites de consommation de substances licites (alcool, tabac) ou illicites (stupéfiants, psychotropes et tranquillisants hors prescription médicale) ». Le Haut Comité « juge très sérieuse cette situation et demande que des

mesures soient prises d'urgence ». La France se situe en effet en tête des pays de l'Union européenne pour la mortalité due aux accidents et aux suicides cumulés chez les 15-24 ans, juste devant l'Espagne et loin derrière la Grande-Bretagne. 71 % des décès dans cette classe d'âge - 13 000 jeunes de moins de 25 ans sont décédés en 1993, dont 6 000 avaient entre 15 et 24 ans - sont dus à des morts violentes. Chez les garçons, les accidents sont à l'origine de plus de 70 % des décès, les suicides de 15 % et les maladies de 12 %.

La mortalité accidentelle, première cause de décès chez les moins de 25 ans, diminue de façon conséquente depuis 1980 : 1 538 garçons et 462 filles tués sur les routes en 1995, 1 644 garçons et 443 filles en 1994, 2 292 garçons et 641 filles en 1993. Le nombre de décès accidentels et les taux de suicide chez les 15-24 ans sont cependant « supérieurs à ceux de tous les pays voisins (Allemagne,

Italie, Espagne, Suède, Royaume-Uni) ». En France, le taux de suicide a en effet été multiplié par trois chez les garçons entre 1970 et 1993, essentiellement parmi les plus de 20 ans. Il est en revanche resté stable chez les jeunes femmes. Depuis quatre ans, la tendance est à la baisse. Les résultats provisoires pour l'année 1995 font état de 802 suicides chez les 15-24 ans, tandis qu'en 1994, 844 jeunes gens avaient volontairement mis fin à leur jour.

« ENJEUX CORPORATISTES »

7 % des élèves de 11 à 19 ans ont par ailleurs fait une tentative de suicide en 1993, comme 15,4 % des jeunes âgés d'environ 21 ans en insertion professionnelle. Il y a eu récidive dans un tiers des cas. « Leur accueil dans des structures hospitalières est insuffisant », qui concerne seulement un jeune suicidant sur cinq, déplore le rapport. 7 % des 11-19 ans scolarisés se disent d'ailleurs déprimés et 75 %

La mort subite du nourrisson, « un problème important »

« Face à la mort, résume le rapport du Haut Comité de la santé publique (HCSP), deux âges sont vulnérables : la première année de la vie et la tranche d'âge 18-24 ans. »

25 % des 4 604 bébés de moins d'un an décédés en 1993 (2 732 garçons et 1 872 filles) ont été victimes du syndrome de la mort subite du nourrisson (MSN), qui « reste un problème important en France ». « L'évolution récente est assez favorable », nuance le HCSP, qui souligne la baisse de la mortalité périnatale (8,3 décès pour 1 000 naissances en 1990, 7,4 pour 1 000 en 1994) et la chute récente du nombre de MSN (1 133 en 1993, 830 en 1994).

Dix-neuf chirurgiens sont jugés au Mans

pour complicité d'escroquerie envers la Sécurité sociale

C'EST un procès mettant en lumière d'étonnantes pratiques financières et médicales, qui s'est ouvert lundi 30 juin devant le tribunal correctionnel du Mans (Sarthe). Dix-neuf chirurgiens exerçant dans des cliniques privées de plusieurs départements du Centre, de l'Ouest et de l'Île-de-France comparaissent, tous prévenus de complicité et de recel d'escroquerie commis au préjudice de la Sécurité sociale.

La justice leur reproche notamment d'avoir « sciemment recelé » plus de 11 millions de francs qu'ils savaient provenir d'une escroquerie commise au préjudice « de divers organismes sociaux relevant de la Sécurité sociale ». A leurs côtés figure Patrick Cruchet, ancien PDG de la société mancelle Prolig, qui commercialisait alors des prothèses de hanches utilisées et posées par ces chirurgiens, et remboursées par différentes caisses d'assurance-maladie ou de mutualité sociale agricole pour un montant total de près de 230 millions de francs.

Dix caisses primaires d'assurance-maladie et dix-huit caisses de mutualité sociale agricole se sont portées partie civile dans cette affaire, ainsi que le conseil national de l'ordre des médecins représenté devant le tribunal correctionnel du Mans par son président, le professeur Bernard Glorion.

Les faits remontent à la fin des années 80 et au début des années 90, c'est-à-dire à une époque où les responsables sanitaires nationaux n'avaient jugé ni utile ni nécessaire d'encadrer le prix des prothèses osseuses ou ligamentaires choisies et posées par les chirurgiens.

Compte tenu de la fréquence de leur indication, les prothèses osseuses de hanches ont alors généré de curieux circuits et profits économique-chirurgicaux. En pratique, ces prothèses étaient remboursées par les organismes de Sécurité sociale sur simple présentation d'une facture. Leur prix pouvait, au vu de l'inspection diligente dans le département de la Sarthe,

varier dans de très larges proportions (de plus de 6 000 francs à près de 50 000 francs) sans que ni la pathologie ou l'âge du malade, ni la composition, ni la performance de l'outil prothétique justifient de tels écarts.

FIDÉLISATION DE LA CLIENTÈLE

Alertés par une enquête nationale conduite sur ce thème en 1990 par la mutualité sociale agricole ainsi, ensuite, que par différentes études démontrant notamment « la fidélisation de quelques chirurgiens envers la société Prolig », les responsables de la caisse primaire d'assurance-maladie de la Sarthe décidèrent de porter le fer dans la plaie. En décembre 1991, Maurice Dachary, président de cette caisse, informait le procureur de la République du Mans des curieux écarts de prix que ses services avaient pu mettre en évidence. L'enquête, confiée par le parquet du Mans au SRP d'Angers, puis l'information ouverte confiée à Philippe Dary, juge d'instruction au Mans, devaient mettre en lumière les mécanismes et la nature des relations unissant de nombreux chirurgiens exerçant dans des cliniques privées à des firmes commercialisant les matériels qu'ils utilisaient.

Il est aujourd'hui reproché à M. Cruchet d'avoir, via sa société Prolig, « fidélisé sa clientèle » grâce à des remises consenties aux cliniques et à des commissions ou à des redevances versées aux chirurgiens orthopédistes exerçant dans ces établissements. Ces derniers font, pour leur part, valoir que l'argent qu'ils ont pu percevoir résultait des travaux d'innovation qu'ils avaient pu apporter à tel ou tel matériel prothétique.

En 1992, la révélation de cette affaire fit grand bruit et démontra a posteriori la vacuité des contrôles des organismes de protection sociale dans un secteur qui, de fait, autorisait toutes les pratiques, toutes les surfacturations. Plusieurs éléments laissent penser que le système bâti par M. Cruchet et la société Prolig n'était pas, à l'échelon national, unique.

Jean-Yves Nau

A Paris, des sans-papiers évacués de la mairie du 18^e

UN GROUPE de sans-papiers qui voulaient occuper la mairie du 18^e arrondissement de Paris, samedi 28 juin, ont été évacués par les forces de l'ordre. Les Africains participaient à une cérémonie de « parrainage républicain » organisée par l'association Droits devant ! avec le soutien de la mairie d'arrondissement et d'un « Collectif des citoyens » du 18^e, lorsque certains d'entre eux, parmi lesquels Ababacar Diop, l'un de leurs porte-parole, ont manifesté l'intention de ne pas quitter la salle des mariages où se tenait la cérémonie.

Les sans-papiers fêtaient, ce samedi, l'anniversaire de l'occupation de l'église Saint-Bernard. Un rassemblement était prévu dans le

square proche de l'église mais certains membres du groupe ont décidé une action plus spectaculaire afin d'exiger la régularisation de tous les sans-papiers de Saint-Bernard. Les manifestants craignent en effet que certains d'entre eux ne satisfassent pas aux critères prévus dans la circulaire Chevènement.

Après trois heures de négociation, la municipalité socialiste a fait appel à la police. « Les forces de l'ordre sont intervenues avec la fermeté requise dans ce genre de situation », explique Guillaume Garot, directeur du cabinet du maire de l'arrondissement, Daniel Vaillant. Selon M. Garot, deux sommations au haut-parleur ont été faites mais, au moment de l'évacuation, des

chaises ont volé et des coups ont été échangés. La version des faits diffusée par Martine Billard, conseillère municipale de Paris et porte-parole des Verts Paris-Ecologie, est différente. Selon elle, les forces de l'ordre, « sans sommations, ont violemment chargé les personnes présentes ». De son côté, Droits devant ! a affirmé que « deux CRS ont dégainé leurs armes, d'autres se sont acharnés sur des hommes et des femmes au sol ». Des assertions qui « surprennent » M. Garot et sont formellement démenties par la préfecture de police, qui évoque une intervention « conduite avec maîtrise et sang-froid » et précise qu'un gendarme mobile a été hospitalisé pour traumatisme crânien.

M. Allègre promet le réemploi de tous les maîtres auxiliaires

SELON Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, tous les maîtres auxiliaires devraient être réemployés à la rentrée. « Aucun d'entre eux ne restera sans travail », a-t-il affirmé lors de l'émission « 7 sur 7 », dont il était l'invité avec Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire. Excluant toute titularisation automatique, M. Allègre a annoncé un plan « de résorption et d'intégration » sur plusieurs années qui devra « respecter les règles [de recrutement] de la fonction publique ».

Revenant sur ses intentions de « dégraisser le mamouth », le ministre a indiqué qu'il s'agissait d'« assouplir l'administration centrale » et de la « gérer de manière déconcentrée ». Pour son prédécesseur, François Bayrou (UDF-FD), « l'éducation nationale est probablement le corps le plus décentralisé, le plus déconcentré que compte la France. Ce n'est pas un animal préhistorique. Il faut éviter d'employer des mots qui blessent ».

DÉPÊCHES

■ **DROGUE** : 120 kilos de haschich ont été saisis à Marseille, vendredi 27 juin, et 15 personnes ont été interpellées dans le cadre d'une enquête sur un trafic international de stupéfiants. Le trafic, qui part du Maroc via l'Espagne, porterait sur l'importation de plusieurs tonnes de haschich en quinze mois.

■ **POLICE** : un « conflit larvé » opposerait des commissaires parisiens à un juge d'instruction, selon le numéro de juin du bulletin interne du Syndicat des commissaires et hauts-fonctionnaires de la police nationale (SCHFPN, majoritaire). Sans citer de nom, l'article évoque implicitement le juge Marie-Paule Moracchini, qui avait placé en garde à vue plusieurs policiers après la disparition de scellés de l'affaire Elf au siège de la brigade financière de Paris.

■ **VIGIPIRATE** : le plan Vigipirate a fait l'objet d'« ajustements » à l'approche des vacances, a annoncé le ministère de l'intérieur, samedi 28 juin, « pour tenir compte des déplacements des Français en cette période ». Le dispositif, réactivé le 3 décembre 1996 après l'attentat contre le RER à Port-Royal, reste cependant en application. « Il est apparu nécessaire qu'une partie des effectifs soient redéployés au profit des zones géographiques qui connaissent une affluence particulière en cette saison. »

■ **ÉDUCATION** : 33 copies de l'épreuve de français du baccalauréat auraient été dérobées au domicile d'un correcteur à Dijon (Côte-d'Or). Les élèves de première, victimes de cette disparition, pourraient soit repasser l'examen en septembre soit être notés en fonction de leur carnet scolaire et de leurs résultats tout au long de l'année.

■ **DRAME FAMILIAL** : un électricien âgé de trente-six ans a tué son épouse et son fils, samedi 28 juin, de plusieurs coups de couteau à la poitrine dans leur pavillon de Saint-Victorien (Haute-Vienne) avant de se donner la mort par le feu. Le couple était sur le point de se séparer, et cette situation semble être à l'origine du drame familial.

■ **ACCIDENT** : un plongeur âgé de trente-six ans a trouvé la mort, samedi 28 juin, au cours d'un exercice de plongée dans le lac du Bourget (Savoie). Membre du club de plongée de Chambéry, il a été vraisemblablement pris d'un malaise.

■ **Un adolescent âgé de dix-sept ans s'est tué au volant de la voiture de sa mère**, samedi 28 juin, à Agonay, près d'Annecy (Haute-Savoie). Lors de l'accident, un de ses camarades du même âge a été grièvement blessé. Les deux jeunes gens revenaient d'une soirée. La mère de la victime a affirmé qu'elle avait prêté sa voiture à un ami, majeur, de son fils.

Laurence Folléa

les Eurockéennes de Belfort

4.5.6 juillet 97

INFOS LOCATION : 3615 EUROCKÉENNES*
Tél. 08 36 68 50 03*
Internet http://www.eurockeennes.fr
INFO BUS 4A : 03 83 37 66 66

Neil Young
Smashing Pumpkins
Noir Désir
Neneh Cherry
Radiohead
Chemical Brothers
Paul Personne
Attentat
Mad Pop X
Addict
Channel Zero
Blahazard
Mass Hysteria
Live
Spiky Box
Supergrass
Up To You
Oobik & The Pucks
Stereophonics
Melville
Baby Bird
Nada Surf
Boo Yaa Tribe
FFF
Slay
Rollins Band
Maceo Parker
Number One Cup
16 Horsepower
Concours Euro Fun Live
No One Is Innocent
Marcel & son Orchestre
Orchestre N° de Barbès
Slight Return
H-Blockx
Trust
Sinsemilia
Silverchair

ROCK FOLK L'EST D'ARTISTE

DISPARITION

■ **BERNARD LATHIÈRE**, ancien administrateur-gérant d'Airbus Industrie, est décédé, vendredi 27 juin, à Paris, à l'âge de soixante-huit ans. Né le 4 mars 1929 à Calcutta (Inde) et ancien élève de l'ENA, Bernard Lathièrre entre à l'inspection des finances en 1955. Après avoir servi dans plusieurs cabinets ministériels, il est directeur des transports aériens de 1966 à 1974, où il déploie une grande activité, au nom du gouvernement français, pour lancer en coopération les programmes des avions Concorde et Airbus. Entre 1975 et 1985, il est administrateur-gérant du consortium européen Airbus Industrie et, à ce titre, il développe – avec succès – la commercialisation des avions de la famille Airbus auprès des compagnies aériennes internationales. De 1986 à 1992, il est président des Aéroports de Paris (ADP). Depuis 1993, il présidait la fondation Royaumont. Titulaire de plusieurs décorations étrangères, Bernard Lathièrre était commandeur de l'ordre national du Mérite et commandeur de la Légion d'honneur.

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du jeudi 26 juin est publiée :

● **Sans-papiers** : une circulaire relative au réexamen de la situation de certaines catégories d'étrangers en situation irrégulière (*Le Monde* du 26 juin).

Au *Journal officiel* du vendredi 27 juin sont publiés :

● **SMIC** : un décret portant relèvement du SMIC au 1^{er} juillet (*Le Monde* du 21 juin).

● **Hongkong** : un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de Hongkong sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Paris le 30 novembre 1995.

Au *Journal officiel* du samedi 28 juin sont publiés :

● **Accords** : quatre décrets portant publication d'accords européens établissant des associations entre les Communautés européennes et leurs Etats membres d'une part, et la Roumanie, la Bulgarie, la République tchèque et la Slovaquie d'autre part, faits à Bruxelles les 1^{er} février, 8 mars et 4 octobre 1993.

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

– Tu as 20 ans aujourd'hui.

Heureux anniversaire,

WALY.

Papa, maman, Aurélien et Pierre.

Mariages

Marie-Hélène
POLITRONACCI-STEPHANOPOLI
et
Luc VETOIS

se sont mariés à Alixan (Drôme), le 21 juin 1997.

263, bd Voltaire,
75011 Paris.

Décès

– Agnès Bareille-Niedercom, son épouse,
Anna et Théa Bareille, ses filles,
ont la douleur de faire part du décès de

Christian BAREILLE,

survenu le 28 juin 1997, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 2 juillet, à 11 heures, en l'église Saint-Eugène, 4 bis, rue Sainte-Cécile, à Paris (9^e).

L'incinération aura lieu le même jour, à 14 heures, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise.

8, rue Cadet,
75009 Paris.

CARNET DU MONDE

21 bis, rue Claude-Bernard
75242 Paris Cedex 05

Renseignements :
01-42-17-29-94
ou 29-96 ou 38-42
Télécopieur : 01-42-17-21-36

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 105 F
Abonnés et actionnaires 95 F
Thèse étudiants 65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

– Les supérieurs de la Compagnie Saint-Sulpice,
Les diocèses de Tulle et de Saint-Etienne,
Les familles Brunon, Riocreux, Aimable, Lachaux, Miaillier,
Les Pères Jean-Yves Riocreux et Bernard Morrellon,
ses neveux,

font part de l'entrée dans la Vie et dans la Lumière de Dieu de

Mgr Jean-Baptiste BRUNON,
ancien supérieur général de Saint-Sulpice,
évêque émérite de Tulle,

le 27 juin 1997, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

La messe d'action de grâces et d'espérance sera célébrée en son église paroissiale de Marthes, le mardi 1^{er} juillet, à 14 h 30, suivie de l'inhumation dans le cimetière du village.

Ni fleurs ni couronnes.

Brodillon,
42660 Marthes.

– M. Serge Allain,
son mari,
M. Henri Allain et M^{me} Laure Allain,
ses enfants,
M. Etienne Rain,
M. et M^{me} Jean Didier Rain,
M. et M^{me} Dominique Rain,
M. et M^{me} Maurice Allain,
ses frères, belles-sœurs et beau-frère,

ont la grande douleur de faire part du décès de

M^{me} Chantal RAIN-ALLAIN,
administrateur civil,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu dans sa soixante-deuxième année, le 26 juin 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-François-Xavier, sa paroisse, le mercredi 2 juillet, à 9 heures. Elle sera suivie le même jour de l'inhumation au cimetière de Mazières-de-Touraine (Indre-et-Loire).

7, av. de Ségur,
75007 Paris.

Anniversaires de décès

Pierre ANXO

L'inventeur d'un nouveau concept,
Le Plus que Présent.

– Le 1^{er} juillet 1993,

Audrey RICARD

quittait ce monde, à seize ans.

In memoriam.

– Il y a cinq ans, le 1^{er} juillet 1992,

Jean-Pierre MONTAGNE

nous quittait.

Ses parents, Henri et Henriette Montagne,
Son épouse, Sylvie Hourdin-Montagne,
Son fils, Charles-Henri Montagne,

remercient ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pour lui.

Cérémonies

– Nicole Tchénio, née Silberstein,
Fanny Garrigues, née Silberstein,

sont heureuses d'informer que « YAD VACHEM » a décerné le titre de « Juste parmi les nations » à

Rose CAHOURES,
Ernest BOULADE
et ses sœurs,
Maria CHABERT
et
Emma GAY,

pour avoir aidé et sauvé à leurs risques et périls leurs parents, réfugiés dans le Tarn pendant l'Occupation,

Judith SILBERSTEIN,
et son mari,

Isidore SILBERSTEIN,
décédé à Paris, le 28 septembre 1980.

La cérémonie de remise des médailles d'honneur aura lieu à Paris, le 1^{er} juillet 1997, dans l'intimité.

Judith Silberstein,
Nicole et Roland Tchénio,
leur fille Tania,
Fanny Silberstein Garrigues,
ses enfants Benjamin et Alexandra,
tiennent ici à remercier et honorer les familles
Boulade et Cahours,
leurs enfants, Cécile Pajot et Yvette Brun,
nées Boulade,
Fernande et Pierre Cahours,
Leurs parents et amis non cités,

remercient l'ambassade d'Israël, « Yad Vachem » à Jérusalem et l'ensemble de son comité français à Paris ;

remercient

M^{me} Micheline Sarfati,
M^{me} Nicole Weinberg,
M. Xavier Emmanuelli,
M. Michel Katz,
La mairie de Saint-Lieux-Lafenasse,
Et tous ceux qui leur ont permis de faire aboutir ce dossier.

57, rue du Docteur-Blanche,
75016 Paris.
23, boulevard des Belges,
69006 Lyon.
85, boulevard de Port-Royal,
75013 Paris.

Colloques

COLLOQUE NATIONAL
DES CHAMBRES DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE

« Villes : la nouvelle donne économique. »
Politiques urbaines et développement local.

A Marseille, jeudi 3 juillet 1997,
Centre des congrès, parc Chanot.

Contact ACFCI : Mission ville,
Annick Roques, tél. : 01-40-69-38-85,
Christine Joseph, tél. : 01-40-69-39-85.

Communications diverses

– L'Association des anciens du lycée Carnot de Tunis organise, le lundi 7 juillet à 20 heures, un dîner-débat avec M. Mongi Bousnina, ambassadeur de Tunisie en France.

ALCT, 18, Champs-Élysées, Paris-8^e.
Tél. : 01-40-74-35-75 - Fax 01-40-31-85-25.

Soutenances de thèse

– Serge Graziani a soutenu, le 25 juin 1997, à l'université Paris-I-Sorbonne, sa thèse de doctorat en science politique :

« Le problème de l'autorité au ministère de la culture et sa résolution par la communication : les opérations 1990-1992 ».

Le jury, sous la présidence de M. le professeur Jean-Claude Colliard et composé de MM. les professeurs Lucien Sfez, directeur de thèse, Rémy Rieffel, Yves Winkin et Olivier Kaepelin, inspecteur général de la création au ministère de la culture, lui a décerné la mention Très Honorable, avec félicitations du jury.

– Isabelle Berrebi Hoffmann soutiendra sa thèse de doctorat en sociologie : « Pouvoir et contrôle dans les entreprises d'expertise », le mardi 1^{er} juillet 1997, à 14 heures, à l'Institut d'études politiques de Paris, salle André-Siegfried, 30, rue Saint-Guillaume, Paris-7^e.

Composition du jury : M^{me} C. Paradeise, professeur des universités, et MM. M. Crozier, directeur de recherche émérite au CNRS, C. Dubar, professeur des universités, O. Favereau, professeur des universités, C. Riveline, professeur à l'École des mines.

THÈSES

Tarif Étudiants

65 F la ligne H.T.

SOLDÉS

Du lundi 30 juin
au vendredi 4 juillet inclus
de 9 h à 18 h
sans interruption.



HERMÈS
PARIS

24, FAUBOURG SAINT-HONORE, PARIS 8^e
TÉL. 01 40 17 47 17

REPRODUCTION INTERDITE

IMMOBILIER

VENTES

APPARTEMENTS

Paris 3^e

Part. Rue Commines
2 P., 56 m², calme, poutres
3^e ét., asc., cuis. américaine
Rangements, parfait état.
960 000 F. 01-42-78-78-66

Paris 5^e

CARDINAL LEMOINE,
Studio 20 m², récent, calme
et ensoleillé. 430 000 F
part. 01-46-34-11-28

Paris 11^e

PPTAIRE VD BEAUX
APPTS REFAITS A NEUF
– 2 p. 56 m², 767 000 F
– 2 p. 57 m², 799 000 F.
– 2 p. 54 m², 805 000 F.
– 3 p. 65 m², 943 000 F.

53, AV. PARMENTIER
Visites mercredi et jeudi
de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h
SEFIMEG 01-48-06-22-96

Paris 12^e

GARE DE LYON 4 p.
Bel imm. 1988 sur jardins
2^e ét. ensoleillé 1 590 000 F
A.I.M. : 01-53-01-99-01

Paris 14^e

RAYMOND-LOSSERAND
2 p., cuis., bains, parfait
état. Px. : 450 000 F
Tél. : 01-45-40-97-49

Paris 15^e

3 P. ABBÉ-GROULT
850 000 F – 01-34-60-39-08

M^o BIR-HAKEIM
2 P. 48 m², imm. PdT,
2^e ét., asc., sur jard.
Bon ét., cuis. équipée
890 000 F. 06-09-48-89-83.

ESSONNE
(91)

Palaiseau, 200 m RER
Dans imm. calme, bon stand.
3 p., 64 m², dble séj.,
cave et park., r.-de-jard.
plein sud sans vis-à-vis
Prof. lib. ou handicapé
Px : 730 000 F.
Tél. : 01-45-88-48-20 (6 à
10 h).

ÉTRANGER

VENISE (Italie) à
proximité palazzo Grassi
imm. 3^e ét. : appts. 73 m²
chacun plus appt. mansardé
50 m². Trvx. intérieurs à
prévoir. 2,6 MF.
Tél. : 01-43-04-34-67

VIAGERS

PARIS-SOULT (12^e), 3 P.
(70 m²), park. viager libre 1 tête.
900 000 F + 3 037 F/mois
FRANCE VIAGER.
01-42-89-06-66.

PROPRIÉTÉS

A 20 km nord Tours part.
vend belle propriété compr.
1 maison ppale, 9 pièces
200 m² env. sur 3 niveaux :
Rdc, 1^{er}, 2^e, 4 à 5 ch.
lt. cft, 2 chem., 3 caves et
2 dépend., chenil, verger,
prairie, bois, 8 ha, 19 ares,
très arboré 1 500 000 F
02-47-55-03-08 (H. repas)

BOUTIQUES

PRESSING
banlieue sud,
proche Paris, RER
4 ans d'existence
en constante progression
(1996 : + 12 %, 1997 : + 8 %)
Tél. : 01-41-13-88-55

IMMOBILIER
D'ENTREPRISE

6^e DAUPHINE. Mixte hab.
ou burx 92 m², r.-de-c., sur
élégante cour pavée, claire,
fleurie. Imm. ravalé.
1 780 000 F. 01-44-07-37-05.

MAISONS

HONFLEUR, vue
exceptionnelle, maison
d'architecte récente,
réception 90 m², 1 580 000
Tél. : 01-30-80-41-94

La Celle-St-Cloud (78)
Maison d'architecte plein
sud 300 m², 9 P. s/jardin
arboré 850 m². Particulier
3,65 MF - 01-39-69-40-52

LOCATIONS

OFFRES
VIDES

7^e AV. DE SÉGUR
ancien, luxe, chf. coll., 5 p.,
120 m², 2 récept., 3 chbres,
2 s. de bains.
19 200 F ch. comp.
SEFIGESTION 01-44-90-60-23.

4^e RUE CHARLES-V
dans hôtel particulier classé
2 p., 60 m². 7 600 F
SEFIGESTION 01-44-90-60-23.

OFFRES
MEUBLÉESParis 13^e.

A louer pour 1 an,
2 pièces meubl., lumineux,
6^e étage asc., wc, s.-d'eau,
balcon, p. cuis., cave,
charges et chauff. compris,
4 500 F mois.
Convient. 2 étudiants.
Libre 4 juill.
Tél. : 01-45-65-12-28.

7^e ARDT BABYLONE

2 P. meublées, charme, balc.,
s. de bains. 5 000 F ch.
comp.
Tél. : 01-40-40-73-76.

VANNEAU-DUROC 7^e arr.

A LOUER Studio
meubl. sur rue et cour,
2^e ét, asc.,
entrée kitchenette
avec lave-vaiss., salle-de-b.
avec WC 4 000 F par mois
ch. compr. Tél. :
01-45-39-87-92.

Le Monde
"Immobilier"

2 rendez-vous dans la semaine

♦ le lundi (date mardi)

♦ le mercredi (date jeudi)

Vous vendez ou vous louez
votre appartement ou votre maison

Forfaits Particuliers

495 F TTC - 2 parutions en 8 jours

685 F TTC - 4 parutions en 15 jours

5 lignes - 112 F TTC la ligne suppl.

Tél. 01.42.17.39.80

Fax 01.42.17.21.36



Le Monde
DE L'ÉDUCATION
DE LA CULTURE ET DE LA FORMATION
MENSUEL N° 250 JUILLET-AOÛT 1997

JEUNES

- Théâtre et jeune public la fin des préjugés
- L'Europe vue d'ailleurs
- Profession éducateur de rue

Avec Yves Simon, Robert Abirached, Tahar Ben Jelloun, Yves Bigot, Edith Cresson, Marie Darrieussecq, François Dubet, Romain Goupil, Michel Maffesoli, Pierre Mayol, Jean-Pierre Miquel, Olivier Mongin, Michel Serres, Serge Tisseron, Jean-Pierre Vernant, Henriette Walter, etc.

Chaque mois, un grand dossier, supervisé par un rédacteur en chef invité, apporte un éclairage différent sur les grands sujets contemporains : philosophie, science, écriture, multimédia, voyage, parole, jeunes, civisme, télévision,

Des journalistes, des universitaires, des écrivains et des scientifiques enquêtent et s'expriment pour mieux nourrir la réflexion de ceux qui, quotidiennement, transmettent des savoirs, permettent l'accès

aux œuvres et forment les citoyens d'aujourd'hui et de demain. **Chaque mois, Le Monde de l'éducation a rendez-vous avec celui de la culture et de la formation.**

Rencontre-débat *Le Monde de l'éducation* - la FNAC, le mardi 22 juillet de 16 heures à 18 heures à la FNAC d'Avignon sur le thème de la création théâtrale pour le jeune public.



UNE FORMULE QUI DONNE À RÉFLÉCHIR



TRANSPORTS L'abandon du projet de canal à grand gabarit Rhin-Rhône pourrait profiter à un autre grand projet sur le même axe : le TGV Rhin-Rhône (*Le Monde* du

17 janvier 1995). ● **CE PROJET** est inscrit au schéma directeur national des liaisons ferroviaires à grande vitesse depuis mai 1991, et au schéma directeur européen depuis 1990.

● **SON TRACÉ** est celui d'un « Y » qui aurait vocation de liaison à la fois Nord-Sud et Est-Ouest et pourrait drainer des flux entre les Länder rhénans, le nord de la Suisse, le sud

de l'Alsace, d'une part, le grand Sud-Est, l'Espagne, la Bourgogne et la région parisienne, d'autre part. ● **SA RÉALISATION** pourrait transformer Dijon en un carrefour ferroviaire.

● **LE CHANTIER** durerait six ans et permettrait, pendant cette durée, la création de 32 000 emplois, dont 19 500 dans le BTP, selon certaines études réalisées.

Le TGV pourrait profiter de l'abandon du canal Rhin-Rhône

Porté par Jean-Pierre Chevènement, maire de Belfort aujourd'hui ministre de l'intérieur, le projet de ligne à grande vitesse entre Mulhouse et Dijon se présente comme une alternative au canal abandonné. Il permettrait de réserver l'actuelle voie de chemin de fer au transport de marchandises

LE RHIN-RHÔNE fluvial est mort, vive le Rhin-Rhône ferroviaire ! L'abandon annoncé du projet de liaison fluviale à grand gabarit du Rhin à la Saône donne des ailes aux partisans d'une ligne de train à grande vitesse entre l'Alsace et la Bourgogne. Au nom d'une compensation implicite ou d'une substitution explicite, ils estiment que l'économie réalisée par l'abandon du canal devrait bénéficier au rail sur le même « couloir de trafic ». Jean-Marie Bockel, maire (PS) de Mulhouse, qui fut pourtant un chaud partisan du grand canal, va jusqu'à proposer le transfert des crédits d'un projet vers l'autre, ce qui n'est guère envisageable pratiquement puisque c'est EDF qui, via la Sorelif, devait financer le canal.

Inscrit au schéma directeur national des liaisons ferroviaires à grande vitesse depuis mai 1991 et au schéma directeur européen depuis 1990, le projet du TGV Rhin-Rhône se présente sous la forme d'un « Y » et ferait de Dijon un carrefour ferroviaire. La branche est, correspondant à la première phase, représente 190 kilomètres en ligne nouvelle, entre Mulhouse et Dijon – via l'aire urbaine de Belfort-Montbéliard et Besançon –, qui pourraient être reliées en 1 h 10 min, contre 2 h 50 min aujourd'hui, soit un gain de temps de 1 h 40 min.

Pour prévenir la comparaison avec d'autres options, les tenants de la grande vitesse pure et simple affirment que, pour le même parcours, l'usage d'un TGV pendulaire sur la ligne existante ne permettrait de gagner que onze malheureuses minutes et que l'on pourrait tout juste grappiller quinze à vingt-cinq minutes supplémentaires en

Une « fenêtre » favorable, selon le président de la SNCF

Interrogé sur le devenir du réseau ferré national et singulièrement sur les deux projets de TGV intéressant l'est de l'Hexagone, Louis Gallois, président de la SNCF, qui rendait visite aux cheminots de Strasbourg vendredi 20 juin, a affirmé : « L'abandon du canal à grand gabarit ouvre une fenêtre pour la réalisation du TGV Rhin-Rhône si on se place d'un point de vue d'aménagement du territoire. » A propos du TGV-Est, M. Gallois a souligné qu'une révision du tracé – évoquée par Dominique Voynet – signifierait qu'il « faut recommencer la procédure de déclaration d'utilité publique ».

procédant préalablement à une amélioration de la voie ferrée.

La force du projet repose sur un phasage qui, à terme, lui donnerait une double vocation de liaisons Nord-Sud et Est-Ouest capables de drainer des flux entre les Länder rhénans, le nord de la Suisse, le sud de l'Alsace, d'une part, le grand Sud-Est, l'Espagne, la Bourgogne et la région parisienne d'autre part.

C'est ce double flux qui assurerait la rentabilité financière de la ligne, évaluée à 6,3 % alors que la rentabilité socio-économique avoisinerait 10 %. Des taux prévisionnels assez honorables et supérieurs en tout cas à ceux des principaux autres projets TGV, étant entendu que, selon le rapport de Philippe Rouvillois (*Le Monde* du 10 octobre 1996), « aucun des projets actuellement à l'étude n'a (...) une rentabilité suffisante pour pouvoir être financée à partir de la seule contribution nette qu'il peut apporter à la SNCF [et] ne peut être réalisé sans une contribution importante de fonds publics... ».

NOMBREUX OUVRAGES D'ART

La deuxième phase du projet est constituée de la branche ouest, prolongeant la première phase, en ligne nouvelle, jusqu'à la ligne TGV Sud-Est, vers Paris, et de la branche sud, en ligne nouvelle vers Lyon. Outre qu'elle permettrait à terme de soulager la ligne pionnière Paris-Lyon, qui, avec l'ouverture de la section Valence-Marseille du TGV-Méditerranée, pourrait être menacée de saturation, cette branche sud pourrait avoir le mérite d'irriguer le Jura. C'est pourquoi le conseil régional de Franche-Comté demande avec insistance son inscription au schéma directeur des TGV.

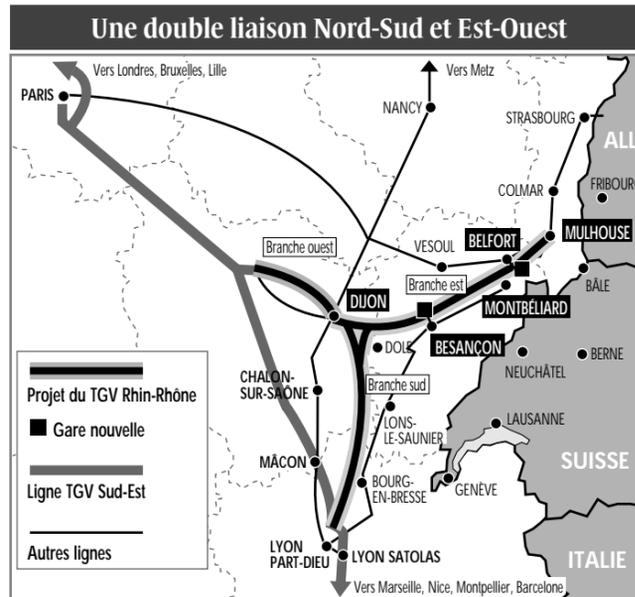
Les études d'avant-projet sommaire de la première phase Mulhouse-Dijon (succédant aux études préliminaires), qui ont été lancées en décembre 1995, seront achevées en août 1997 et transmises au ministère des transports. Mais, déjà, la toute dernière évaluation de la mission TGV fait apparaître un coût prévisionnel de 11,9 milliards de francs hors taxes (pour les seules infrastructures, gares comprises, de Strasbourg à Dole), soit 55 millions de francs le kilomètre. On sait par ailleurs que le nombre moyen d'ouvrages d'art à construire serait de 1,3 au kilomètre (pour le TGV-Nord, cette moyenne n'était que de 0,8).

Selon les mêmes estimations, le Rhin-Rhône serait utilisé par 12 millions de voyageurs par an en 2005 et l'on pourrait espérer un accroissement de 40 % du trafic ferroviaire sur l'ensemble des relations : 60 % sur l'axe Nord-Sud,

20 % sur l'axe Est-Ouest (le TGV-Est, qui coûterait 19 milliards de francs, ne pourrait espérer transporter « que » 9 millions de voyageurs par an). Enfin, les projections du bureau d'études Géode prévoient la création de 32 000 emplois – dont 19 500 dans le BTP – pendant les six années que durerait le chantier.

CIRCONSCRIPTION

Une certaine exagération dans la présentation du projet a jusqu'ici quelque peu desservi la cause d'un dossier au demeurant assez solide. Comme ce fut le cas pour le canal, on n'a pas pu s'empêcher de présenter le TGV Rhin-Rhône comme le maillon clé du futur réseau européen de la grande vitesse ou l'outil miracle du développement. Après les révélations accablantes faites a posteriori sur le montage du projet TGV-Nord, on ne peut s'empêcher de faire preuve d'une certaine cir-



conspection vis-à-vis des nombreux schémas de prospective sur « l'impact socio-économique du TGV Rhin-Rhône ».

L'un des arguments les plus forts en faveur du TGV Rhin-Rhône est, paradoxalement, une incidente au projet lui-même. En libérant la ligne de chemin de fer actuelle, qui serpente joliment le long du Doubs, la construction de la ligne à grande vitesse permettrait de dédier exclusivement l'ancienne voie au trafic local et surtout au fret. Pour la première expérience française de ferroutage en grande longueur ou pour du transport combiné cadencé. Terrible évidence des chiffres : l'acheminement d'un train entier entre Mulhouse et Dijon nécessiterait moins de temps que le seul franchissement des escluses sur l'ex-canal à grand gabarit...

Robert Belleret

DÉPÊCHES

■ **BRETAGNE** : le second tour de l'élection municipale partielle de Saint-Thois (Finistère), dimanche 29 juin, s'est soldé par une victoire des opposants à un projet de construction d'une importante usine de retraitement de fiente de volaille (*Le Monde* du 10 juin). Les opposants disposeront de 9 voix sur 15. Ils avaient annoncé qu'en cas de victoire ils souhaitaient engager, au nom de la commune, des recours devant le tribunal administratif contre les autorisations accordées à l'usine.

■ **ÎLE-DE-FRANCE** : la municipalité d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) a indiqué, vendredi 27 juin, qu'elle a l'intention de faire appel d'une décision du tribunal administratif de Paris annulant une délibération créant une ZAC « Perspectives-Seine », visant à favoriser le développement de la ville vers la Seine. Cette annulation, rendue publique jeudi, a été obtenue par l'association écologiste Val-de-Seine Vert. C'est la première fois que le maire, André Santini (UDF), voit une procédure de ZAC contestée et annulée par un tribunal.

■ **PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR** : le conseil régional a voté, jeudi 26 juin, contre le projet d'implantation d'un laboratoire souterrain d'enfouissement de déchets nucléaires à longue durée de vie à Chusclan (Gard). Il s'agit de l'un des trois sites sélectionnés par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs. Le conseil général du Gard avait rendu un avis favorable, le conseil régional du Languedoc-Roussillon s'y est opposé. Le Syndicat général des vignerons des Côtes-du-Rhône, qui craint pour son image de marque (*Le Monde* du 18 février), s'est félicité de ce vote. Par ailleurs, le conseil régional a souligné « l'incompatibilité entre la création du parc naturel régional du Verdon et le projet de construction d'une ligne très haute tension » dans cette zone (*Le Monde* du 29 avril).

■ **RHÔNE-ALPES** : le tribunal de grande instance de Chambéry a décidé, jeudi 26 juin, de rendre son jugement le 8 juillet dans l'affaire qui oppose la Ligue savoisiennaise à André Palluel-Guillard, professeur à l'université de Savoie, poursuivi pour diffamation (*Le Monde* du 26 juin).

La révolution culturelle qui a façonné Hongkong

LA variété des couleurs des Rolls Royce qui sillonnent la ville, transportant des magnats à la fortune née d'une fructueuse relation d'affaires avec le continent, tendrait à faire oublier l'autre facette de Hongkong : son passé de guerre froide. Ici se livra un combat qui, pour avoir fait moins de morts qu'ailleurs et avoir pris d'autres formes, n'en fut pas moins celui livré, à l'ombre du colonialisme, contre l'idéologie communiste. Hongkong, aujourd'hui, avec sa façade éblouissante de verre et d'acier, avec l'arrogante beauté de son littoral hérissé de gratte-ciel, la frénésie de son consumérisme outrancier, l'obsession des plus riches à afficher leurs avoirs, c'est avant tout la résultante de cette guerre, qui s'est conclue par la défaite du communisme.

Beaucoup de choses ont déjà été écrites sur cette cité sans équivalent au monde, qui vit, le 1^{er} juillet, l'un des événements les plus programmés du XX^e siècle : treize ans de préparatifs entre la signature de la déclaration conjointe sino-britannique de 1984 et la rétrocession effective à la Chine d'une parcelle minuscule de territoire qui lui avait été « empruntée » – alors qu'elle était sans la moindre importance stratégique – à un autre âge politique.

La rétrocession de Macao la Portugaise, en attendant peut-être celle de Gibraltar à l'Espagne, fera couler moins d'encre. C'est à Hongkong la première et la dernière fois que le « colonisateur » restitue une proie substantielle à son propriétaire en vertu de la seule loi de la terre ancestrale. L'édifice social et économique qui s'y est bâti ne doit, en effet, pas grand-chose à la Chine. Comme l'a fait ironiquement remarquer le dernier gouverneur britannique, Chris Patten, c'est aussi la première fois qu'une « décolonisation » aboutit à « moins, et non pas à plus, de démocratie » pour les intéressés.

Pour sentir la dimension particulière de l'événement, il faut s'arracher aux clichés qui viennent à l'esprit à l'évocation du nom de Hongkong : la plus hallucinante approche finale d'aéroport, avec les incessantes arrivées d'avions qui

frisent les toits des immeubles d'habitation dans un vacarme de fin du monde, tandis que, juste en contre-bas, l'oiselier propose, sur le trottoir, ses cages et leur occupant qui siffle tranquillement ; la plus forte densité de population du monde dans les quartiers populaires de Mongkok ou Yaumatei, où surpopulation et pauvreté amènent certains hommes à vivre dans des cages ; Le caractère cosmopolite le plus affirmé des grandes cités d'Extrême-Orient ; une population maniaque du téléphone cellulaire qui vit au rythme des horaires d'ouverture des Bourses de New York, Francfort, Londres et Tokyo, alors que, dans les campagnes proches de la frontière chinoise, les femmes vont chercher l'eau au puits avec la palanche, accessoire intemporel de l'Asie des rizières.

Un endroit unique où cohabitent des hommes capables de dépenser une fortune pour une plaisante soirée autour d'une bouteille de cognac hors d'âge, et d'autres qui triment en poussant leur cariole de marchandises de pacotille au milieu des embouteillages pour un bref moment de vente à la criée, avant de s'enfuir à l'arrivée d'une patrouille de policiers à la poursuite des réfractaires de la patente. Une cité aussi fonctionnelle qu'une mécanique ultra-moderne, où les services publics et privés donnent l'impression de marcher trop bien pour que cela soit vrai, où seuls les typhons parviennent à paralyser l'activité de la fourmillière.

Seuls les typhons ? C'était il y a trente ans. Une génération. Hongkong vivait dans le provisoire depuis déjà près de vingt ans, depuis que Mao et Zhou Enlai, après avoir envisagé de mettre la main sur ce territoire comme sur tout le reste du continent, s'étaient finalement convaincus que l'affaire pouvait attendre. En décembre 1966, l'hystérie de la révolution culturelle gagne la voisine Macao. Les autorités coloniales portugaises se laissent dépasser par une horde de gardes rouges maoïstes qui leur imposent des humiliations destinées à effacer la tare « impérialiste ».

Londres décide que l'affaire ne se répètera pas à Hongkong, où les provocateurs commencent à s'activer auprès de la « classe ouvrière » pour tenter de la dresser contre l'occupant. Sont-ils aux ordres de la Chine – et de qui, alors, dans ce

chaos dans lequel a été plongé le pays ? Ou sont-ils des idéalistes locaux isolés ?

En mai 1967, des incidents graves éclatent dans les rues, qui vont durer plusieurs mois. La police doit réprimer. Une fusillade, partie du côté chinois de la frontière, tue cinq policiers et en blesse onze autres. L'armée est appelée à la rescousse pour tenter de maintenir l'ordre. Les activistes pro-continentaux basculent vers le terrorisme. Il y a plus de mille alertes à la bombe justifiées cette année-là. Des journalistes et écrivains seront assassinés pour avoir dénoncé la folie continentale. Le caractère brutal de la politique chinoise, celle des guerres civiles, est en passe de s'imposer à Hongkong. Des opportunistes font les fiers-à-bras devant la résidence du gouverneur britannique, animateurs auto-proclamés d'un mouvement de « libération » de Hongkong. Ils s'affichent, persuadés que Pékin ne va pas tarder à envoyer la troupe expulser « les porcs blancs ». Erreur.

CERTES, on n'est pas passé très loin d'une guerre. La crise diplomatique s'est développée jusqu'à la mise à sac, par des gardes rouges, des bureaux du chargé d'affaires britannique à Pékin et à des sévices contre des résidents du Royaume-Uni, en représailles contre la mise en détention, à Hongkong, de ressortissants locaux inféodés à Pékin et coupables de violations de l'ordre public.

Le gouvernement chinois a vite repris le contrôle des événements. Après avoir excité les activistes de Hongkong (et ceux de Pékin), il les désavoue et les met hors d'état de nuire. De manière plus radicale encore que ce policier britannique qui s'est vanté d'avoir fait manger à un garde rouge son « petit livre rouge » des citations de Mao, couverture en plastique comprise...

Dès lors, Hongkong a gagné. Si, trente ans plus tard, elle va bénéfi-

cier au sein de la Chine d'un statut particulier – qui ne sera pas celui d'une parcelle réellement autonome du pays, mais sera bien plus libéral que celui des autres cités chinoises –, c'est à cet épisode qu'elle le doit. Donc aux « porcs blancs », à leurs « chiens verts » (soldats) et aux « chiens courants jaunes », les bourgeois chinois qui n'ont pas fui. Ces derniers ont même acheté à tour de bras des propriétés foncières et immobilières, profitant de la chute vertigineuse des prix causée par l'instabilité, et parié sur l'avenir. Ce sont eux les

suspicieux des gardes-frontières continentaux. Succède la correction toute britannique, aimablement raide, de leurs homologues hongkongais, Chinois à la formation exemplaire. « Sir », « Madam », entend-on avec surprise en débarquant du continent, où l'étranger est encore « précieux hôte », mais où le regard officiel sur lui est en fait bien plus méfiant que ce que suggèrent les mots.

On peut aussi arriver à Hongkong de manière plus « sportive » : à la nage, quand on est un Chinois cherchant à fuir une vie trop dure sur le continent. Les équipes de natation de Chine du Sud ont ainsi perdu certaines de leurs vedettes, surtout des filles, surnommées « les nageuses », qui, comme

d'autres candidats à l'émigration, ont bravé nuitamment les patrouilles policières continentales et leurs chiens dressés pour la chasse au mal-pensant. Puis c'est le long trajet dans l'eau infestée de requins pour toucher terre sur une plage des Nouveaux Territoires – cette partie de Hongkong encore sous-développée à l'époque. La loi britannique interdit alors à la police de renvoyer les clandestins. Certains de ceux-ci s'intégreront bien à la vie de la colonie, d'autres moins bien. Puis la loi sera changée. Hongkong se proté-

ge. Ces années allant de la révolution culturelle jusqu'à la mort de Mao, en 1976, sont probablement les plus passionnantes de l'histoire de Hongkong. La mort du Grand Timonier provoque une joie indicible dans les rues de la colonie. Quand la Banque de Chine parvient à remettre un peu d'ordre dans la politique pékinoise, Hongkong devient le point de passage commercial majeur entre la Chine et l'Occident, puis se découvre une vocation plus ambitieuse : elle va devenir un réservoir d'énergie économique pour le pays. Le jour de l'arrestation des maoïstes de la « bande des quatre » à Pékin – le

putsch d'octobre 1976 que récupérera à son profit Deng Xiaoping –, les Hongkongais ont consommé avec gloutonnerie des crabes de Shanghai (c'était la saison où les femelles ont le plus de corail) attachés par quatre. Les Chinois, surtout au sud, savent mieux que tout autre peuple s'exprimer philosophiquement à travers la gastronomie...

Le gouvernement colonial comprend que, si les manifestations d'hostilité de 1967 étaient un dérapage manipulé par des factions continentales, il avait également intérêt à réviser ses méthodes, encore archaïques. A nettoyer son administration, où la corruption est alors très présente. A encourager les relais d'entraide sociale, pour arracher la population aux sociétés secrètes et institutionnaliser la solidarité. A construire des logements sociaux et des habitations permettant à la petite classe moyenne d'accéder à la propriété – ce ne sera jamais l'idéal pavillonnaire de la mère-patrie britannique, mais, faute de place, des tours innombrables qui se vendent, dans les années 70-80, comme petits pains en dépit de l'exiguïté des appartements qu'elles abritent.

Londres et ses représentants ne pensent pas encore à introduire à Hongkong une représentativité politique, mais une amorce de société civile cohérente est réellement mise en place. Le reste suivra : c'est l'ascension phénoménale de ce morceau de terre autrefois inutile qui se hisse parmi les grands acteurs économiques du monde.

UNE ascension dans laquelle la Chine n'est activement partie prenante que depuis une douzaine d'années. Elle l'avait été auparavant par omission, en s'abstenant de jamais fermer, même dans les moments de tension, les voies d'approvisionnement en denrées élémentaires, telles que l'eau douce et les fameux trains de porcs débarquant sur pied pour être dévorés sur place. La Chine, ensuite, s'est elle-même impliquée dans le mouvement économique de la planète en jetant une bonne partie de sa défroque communiste, et Hongkong lui a servi de tremplin initiatique.

Hongkong a, alors, la réputation d'être dépolitisée, entièrement tournée vers le profit individuel. Cinq ans après l'accord de rétrocession, conclu en 1984, la répression du mouvement pro-démocratique de Tiananmen, en 1989 à Pékin, vient changer cette perception volontiers propagée par les milieux d'affaires. Un million de Hongkongais – un sixième de la population – défilent dans les rues pour protester. Ils ont compris de quoi était capable le gouvernement de Pékin quand il se sentait menacé.

Le militantisme pro-démocratique retombera au fil des ans, mais pas autant que l'auraient espéré Pékin et ceux qui ne veulent voir dans la population hongkongaise qu'un avatar de l'idéal confucéen d'obéissance aveugle à l'autorité. L'évacuation via Hongkong des dissidents fuyant la répression de 1989 sur le continent ajoute à l'atmosphère sulfureuse dont on a toujours paré cette curieuse ville pas très cohérente sur les plans urbain, social ou intellectuel, mais extraordinairement vivante.

Déjà, au début du siècle, Hongkong, à l'époque la plus occidentale des villes d'Asie, avait joué un rôle de trouble-fête dans le jeu chinois : elle avait accueilli Sun Yat-sen, père de la République, qui succéda à l'empire dissous en 1911, venu à la recherche de soutiens étrangers pour reprendre le contrôle du pays qui lui avait échappé et s'entre-déchirait. C'est le retour de ce fantôme qu'aujourd'hui Pékin redoute.

Francis Deron

DEMAIN

Les triades au secours de Pékin

Des activistes maoïstes avaient tenté de déstabiliser la colonie britannique en 1967. Cette crise résolue, l'évolution politique du régime de Pékin et les réformes entreprises par les représentants de Londres ont permis l'essor décisif de Hongkong

la fortune hongkongaise d'aujourd'hui. Et ils n'aiment pas trop qu'on leur rappelle ce point d'histoire.

Cette « guerre froide de Chine du Sud » a influencé l'environnement de ce territoire pendant presque dix ans. Hongkong est alors un mini-« Berlin-Ouest », un havre de liberté, un endroit où on arrive à pied du continent, valises à la main, qu'on soit ministre, ambassadeur ou homme d'affaires. Le pont de Lowu, à Shenzhen, au-dessus de la rivière, est l'unique point de passage obligé, faute de service aérien ou ferroviaire direct. On y fouille les bagages (surtout pour les Chinois) sous les regards poliment

Le dessinateur Larry Feign (autoportrait en médaillon) a reçu un prix de l'Académie des droits de l'homme de Hongkong pour sa série « Lily Wong », publiée par le journal britannique « The Independent ». Larry Feign est actuellement interdit de publication sur le territoire de Hongkong.

Légendes :

1. – Papa, lis-moi une histoire.

– D'accord, Sweetie.

– Il était une fois un petit chaperon rouge et sa maman qui habitaient dans un petit appartement vieillot du faubourg de Kowloon.

– Rouge, je voudrais que tu ailles à la maison de mère-grand et...

– Hein ? Si près de la rétrocession ? Y'aura même pas de vol de retour !

– Ah, cette maison-là ! Je croyais que tu parlais de son investissement immobilier sur les docks de Londres.

2. – Hé ! Tu n'es pas ma mère-grand !

– Hé hé, je l'ai mangée.

– O rage, ô désespoir ! Je vais appeler le chasseur, qui te tranchera en deux et me rendra ma bonne vieille mère-grand.

– Tu ne le ferais pas si tu savais combien cette maison peut rapporter.

... « Et le petit chaperon rouge et le loup rasèrent la maison, construisirent un immeuble de bureau de 68 étages, blanchirent l'argent via une société écran des Bermudes et vécurent exonérés d'impôts pour toujours sur la Costa del Sol. »

– Lily ! Qui lui a donné ce livre ?

– Lis-le encore une fois !



VIENT DE PARAÎTRE

• L'OTAN AUX PORTES DE LA RUSSIE — Pages 10 et 11

N° 520 - 44^e année

JUILLET 1997

PHOTOGRAPHIE
La rue privatisée
(Pages 28 et 29)

LE MONDE diplomatique

Publication mensuelle - 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05

36 pages - 22 F

Allemagne : 7,50 DM
Autriche : 8,00 S
Belgique : 10,00 FF
Canada : 10,00 \$
Danemark : 12,00 Dkkr.
Espagne : 10,00 Ptas
France : 22 F
Grèce : 10,00 Dr.
Italie : 7,00 Lit
Japon : 10,00 ¥
Luxembourg : 10,00 F.
M. (Canada) : 10,00 \$
M. (France) : 22 F
M. (Grèce) : 10,00 Dr.
M. (Italie) : 7,00 Lit
M. (Japon) : 10,00 ¥
M. (Royaume-Uni) : 10,00 £
M. (Suède) : 12,00 Kr.
M. (Suisse) : 10,00 Sfr.
M. (Tchécoslovaquie) : 10,00 Kčs.
M. (Yougoslavie) : 10,00 Dd.
Abonnements : voir tarif page 11

NOUVELLE GÉOPOLITIQUE EN AFRIQUE

Sous le choc de la « révolution congolaise »

L'embrasement de Bangui et de Brazzaville, après celui de l'ex-Zaïre, est un signe supplémentaire de la crise que traverse l'ensemble de l'Afrique dite « francophone », avec souvent ses Etats défaits, ses armées mutinées, ses élections contestées, ses peuples en désobéissance. La diplomatie française devra-t-elle ne décevoir pas autant que lors de l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 - prendre en compte la signification de la « révolution congolaise ». Comme les Etats-Unis, qui viennent de lancer une initiative en direction de l'Afrique, elle devra tirer les leçons d'un séisme qui concourt à modifier les axes géopolitiques du continent.

Par PHILIPPE LEYMARIE *

retarder les échéances, à tricher avec les lois et Constitutions et à maltraiter leurs opposants, risquent d'être désormais confrontés à des opinions en quête de « leur » Kabila...
C'est bien une « autre Afrique » (2) qui tente de s'imposer sur la scène continentale, avec ses nouveaux paramètres : une moindre attention accordée aux partages territoriaux et découpages idéologiques qui ont fait longtemps les beaux jours et la paralysie de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). La montée des enjeux autour des matières premières, les redoutables ressources économiques du continent s'épuisent, sous l'effet de l'effondrement des cours des produits agricoles, de la démographie, de la désertification, etc.

(Lire la suite page 12.)

L'Europe de la Bundesbank

Par IGNACIO RAMONET

TROIS hommes dominent l'Union européenne et mettent les quinze à leur loi : MM. Helmut Kohl, Theo Waigel et Hans Tietmeyer (1). Ils ne s'entendent pas entre eux, mais sur ce qui est à leurs yeux essentiel, les réceptifs sont proches. Mais personne n'ose reprendre le gouvernail pour changer de cap (3).

On aurait pu penser que les récents résultats électoraux dans plusieurs pays, en particulier au Royaume-Uni et en France, ajoutés au fait que neuf des quinze Etats de l'Union européenne sont gouvernés par des sociaux-démocrates, allaient permettre enfin de changer de cap. Les déclarations de M. Lionel Jospin, durant sa campagne électorale, ainsi que lors du sommet franco-allemand de Poitiers du 13 juin dernier, laissèrent un instant imaginer aux millions de victimes du modèle économique imposé par la Bundesbank que l'heure du changement avait sonné. Il a fallu déchanter. Le sommet européen de la mi-juin à Amsterdam a échoué à redéfinir le cadre institutionnel



BRUCE CLARKE - « Le peuple revient » (1995)

chantage des grands médias, il n'y avait pourtant aucune urgence à signer, le pacte de stabilité ne devant s'appliquer dans le meilleur des cas, qu'à partir de l'an 2000. Si M. Jospin avait refusé de signer, rien ne se serait passé. Il aurait pu, par exemple, affirmer : « Nous signerons à l'automne, après les fameux sommets sur l'emploi, si nous sommes satisfaits des résultats. » C'était l'attente attendaient - d'une radicale remise à plat.

U fond, cela repose la question : quelle Europe ?

JUILLET 1997

CE MOIS-CI DANS « LE MONDE DIPLOMATIQUE » :

AFRIQUE

Comment le Zaïre fut libéré (Colette Braeckman). - Les femmes victimes d'une secrète infirmité (Joëlle Stolz et Philippe Le Faure).

TURQUIE

Ces visages multiples de l'islamisme (Wendy Kristiansen). - Kurdes : au cœur d'une crise majeure (Kendal Nezan). - Les ambiguïtés d'une presse à scandale (Nur Dolay). - Dans les bidonvilles d'Istanbul (Gonul Dönmez-Colin).

FRANCE

Quand la gauche triomphait des contraintes et bousculait les privilèges (Serge Halimi). - Marseille ou le mythe vacillant de l'intégration (Dominique Pons).

Egalement au sommaire

- IRLANDE DU NORD : Lendemain d'élections.
- ÉGYPTES : Le retour à Nasser des intellectuels.
- OUBÉKISTAN : Des ambitions contrariées.
- ÉCONOMIE : La promesse des technologies de l'immatériel.
- SOCIAL : Traitement de choc pour la santé européenne.
- HISTOIRE : Les dessous du pacte germano-soviétique.
- GÉNÉALOGIE D'UN MENSONGE : Falsifications à la télévision.
- RELIGION : Drewermann l'imprécauteur.
- UN PHÉNOMÈNE LIÉ À L'ANGOISSE CONTEMPORAINE : PHOTOGRAPHIE : La rue privatisée.
- NOUVELLE : Fidèle au poste.

MEXIQUE

Comment le pays est sorti de la « modernité »... (Carlos Acosta). - Le crépuscule du parti unique (Françoise Escarpit). - L'ombre des cartels (Fernando Matamoros Ponce).

INDE

A la recherche d'alliés en Asie (Jyotsna Saksena). - Le Cachemire, pomme de discorde avec le Pakistan (J. S.) - Les nationalistes hindous, menace pour la démocratie (Teesta Setalvad). - Des guérillas en voie d'isolement (Robert Bryniki).

PAYS-BAS

Miracle ou mirage ? (Dominique Vidal).

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 22 F

Emmanuel Le Roy Ladurie, membre de l'Institut

« Il n'y a de gauche et de droite en France que depuis le protestantisme »

Ce grand historien, spécialiste du Midi, propose une interprétation décapante de l'histoire des protestants français

« On célébrera l'an prochain le quatre centième anniversaire de la proclamation de l'édit de Nantes. Vous faites partie de la commission officielle d'organisation de cette commémoration. Quelle est la situation des protestants français à la veille de l'édit de Nantes ?

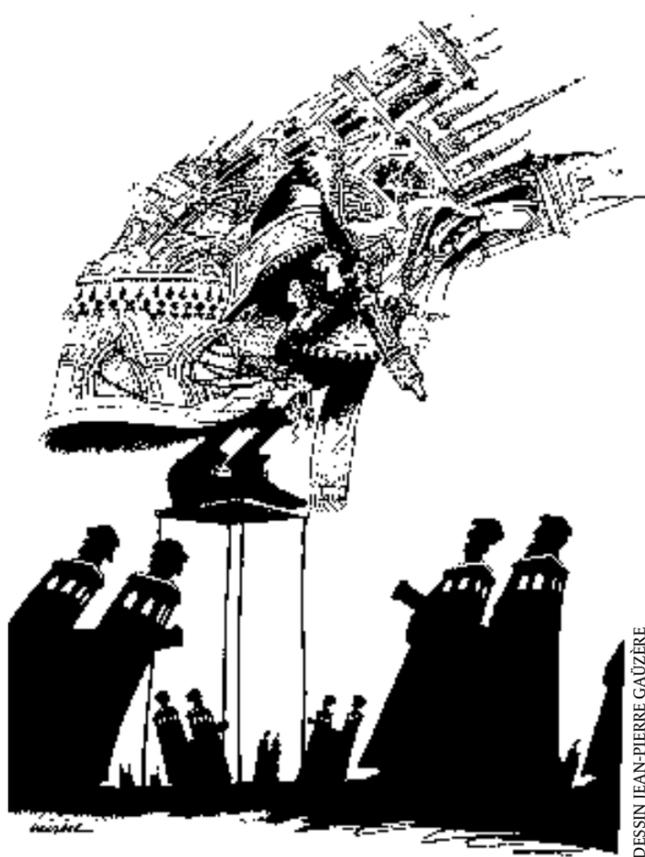
— Ils étaient peut-être deux millions en 1560. La Saint-Barthélemy, en 1572, leur a porté un grand coup, même si le massacre lui-même n'a fait que quelques milliers de victimes. En 1598, lors de la proclamation de l'édit de Nantes, ils ne sont plus qu'un million, sur les vingt millions de personnes qui vivent alors dans les limites de l'Hexagone. Ils forment géographiquement une sorte de croissant de lune. Si l'on veut dessiner une carte du protestantisme français en 1598, cela démarre du côté de Genève (qui n'est pas en France, bien sûr), il y en a un peu en Dauphiné, dans la Drôme, très peu en Provence (sauf les Vaudois du Lubéron). Puis les Cévennes, Nîmes, Montpellier, cela s'arrête vers Béziers ; il y en a un petit peu dans le sud de l'Aveyron, mais pas beaucoup, le Massif Central, la vallée de la Garonne, Montauban surtout. Toulouse a basculé du côté de la Ligue, c'est-à-dire du côté catholique dès 1560. A Bordeaux, il y a des protestants qui cohabitent avec des catholiques modérés. Et puis on remonte : il y a La Rochelle et, sur le val de Loire, il y a Saumur, et l'on en retrouve enfin du côté des Ardennes. On peut dire que la France, la « vraie France », c'est-à-dire la France de langue d'oïl, a alors rebasculé vers le catholicisme et la Ligue. C'est le cas à Paris, pour une raison bien simple, c'est-à-dire que le Parlement de Paris, la Sorbonne et l'armée royale ont fait leur travail...

— Qu'en est-il de Calvin, le fondateur du protestantisme français ?

— Le coup de génie de Calvin, c'est qu'il a inventé la gauche et le monde moderne. Je m'explique. Au niveau français, il n'y a une gauche et une droite que depuis Calvin. Il n'y en avait pas avant. A moins de dire que, pendant la guerre de Cent Ans, les Anglais incarnaient le parlementarisme et Jeanne d'Arc l'absolutisme, ce qui nous mènerait un peu loin. Il n'y a de gauche et de droite en France que depuis le protestantisme. Celui-ci représente indiscutablement une contestation de l'ordre catholique établi.

— Vous pensez donc que les protestants sont alors un défi pour la monarchie ?

— Ils sont les seuls à constituer une véritable menace, même si le roi, Henri IV, est un protestant converti... Voyez-vous, le protestantisme n'est pas bien adapté aux pays latins. C'est ce que révèle l'étude du fameux *limes*, la frontière de l'ancien Empire romain. Il suffit de voir les nations protestantes : ce sont l'Allemagne, la Hollande, bref les terres qui sont restées en dehors de la romanisation en profondeur. Nietzsche dit



DESSIN JEAN-PIERRE GAZÈRE

que, dans les pays germaniques, le christianisme est une idéologie importée, qui n'a pas vraiment fusionné avec le folklore local. Au contraire, dans les pays latins, le catholicisme s'est tellement mêlé aux traditions locales, au paganisme, qu'il a formé un mélange indéterminable.

— En Espagne, en Italie, il n'y a pratiquement pas de protestants. En France, ils ont été marginalisés assez vite. Le calvinisme est à mon avis une idéologie de petit pays, c'est-à-dire Genève, les Cévennes, la Hollande, l'Ecosse et le Massachusetts. Pourquoi le Massachusetts ? A cause du génie de Calvin, qui a eu l'idée des Eglises réformées, décentralisées. Le catholicisme, comme le communisme, est un système monarchique et centralisé. Il y a eu un système mondial communiste. Il y a toujours un système mondial catholique, qui est centré sur le pape, et d'ailleurs la perte des Etats de l'Eglise, au XIX^e siècle, contrairement à ce qu'on dit toujours, lui a porté un rude coup. Il y a enfin un système mondial protestant, qui est américain maintenant, et qui est basé sur cette idée géniale, suisse, calviniste, de décentralisation. On peut donc dire que cela, c'est le génie de Calvin, qui a inventé le monde moderne.

— Comment voyez-vous Calvin ?

— C'est un Picard, il est né à Noyon. Mais son esprit est devenu helvétique. Qu'est-ce que c'est passé en Suisse ? En Allemagne, la réforme protestante, celle de Luther, était une réforme des princes ; en Suisse, c'est une réforme des villes, Bâle, Zurich (avec Zwingli) et Genève, qui n'est pas

allemande, mais française ou romande avec Calvin. C'est donc un système décentralisé. Il y a en outre ce qu'on pourrait appeler le « radicalisme français » de Calvin. Luther conserve les évêques et une espèce de messe. Calvin, lui, fait une véritable table rase. Henri VIII maintient un système, l'Eglise d'Angleterre, dont il se fait le chef. Calvin, lui, va très, très loin. En revanche, dans ceux qui étaient sous la domination de la Ligue et du parti catholique ultra, ce n'était pas le cas. Par ailleurs, la Saint-Barthélemy a créé un sentiment

pensée française se continue après Calvin avec la philosophie antichrétienne du XVIII^e siècle, puis évidemment avec la Révolution. Pour résumer, le calvinisme est une idéologie qui ne peut pas s'adapter facilement en pays latin, mais qui va donner le ton à ce radicalisme de la pensée française qui dure encore.

— Pouvez-vous préciser cette idée de l'origine du radicalisme français ?

— Dans la mesure où François I^{er} n'a pas voulu basculer dans le protestantisme, à la différence des princes saxons ou de Henri VIII, l'« hérésie » s'est retrouvée chez nous en position marginale, extrémiste, par rapport aux institutions, et donc elle s'est exprimée sous une forme quasiment révolutionnaire sur le plan idéologique. En ce sens, Calvin est vraiment un commencement absolu.

— En avril 1598, le roi Henri IV proclame donc à Nantes l'édit « solennel et public » qui est censé rétablir la paix religieuse en France...

— Dans les régions du royaume contrôlées par Henri IV, la liberté du culte existait, plus ou moins garantie par divers édits, en particulier l'édit de Poitiers de 1577, et de nombreux autres édits, mal appliqués, de pacification. On retrouve dans chacun d'eux des articles comparables à ceux de l'édit de Nantes, mais la grande force de ce dernier, c'est évidemment le fait qu'il marche...

— Comment cela se passe-t-il ?

— Henri IV est roi depuis 1589. Il a déjà donné divers édits concernant la question religieuse qui accordaient au fond aux protestants de larges libertés ; ils étaient appliqués tant bien que mal dans les territoires contrôlés par le roi. En revanche, dans ceux qui étaient sous la domination de la Ligue et du parti catholique ultra, ce n'était pas le cas. Par ailleurs, la Saint-Barthélemy a créé un sentiment

d'horreur chez les protestants, mais aussi chez les catholiques modérés.

— Que dit l'édit de Nantes ?

— Il accorde aux protestants l'accès à tous les offices, à toutes les fonctions, et la liberté de conscience intérieure. Mais il ne donne la liberté du culte que dans un certain nombre de villes. A Paris, par exemple, une cité alors dominée par la Ligue, le culte protestant est interdit par souci de l'ordre public. C'est donc un système en peau de léopard, assez contraire au centralisme français à venir...

— Est-ce que les Français ont alors le sentiment que cette paix religieuse est durable, voire définitive ?

— Il y a des fanatiques, chez les protestants aussi. Il y en a chez les catholiques, mais il y a tout un monde centriste que Henri IV, finalement, représente assez bien. Ce n'est pas un cynique, c'est un chrétien, par ailleurs fornicateur, à la limite du grotesque. Il y a chez lui un approfondissement du christianisme.

— Grâce à Pierre Coton ?

— Il a pris un confesseur jésuite, le Père Coton, peut-être parce qu'il pensait que, sinon, il pourrait se faire assassiner... Mais il y a des choses qu'il n'admet pas, le purgatoire par exemple, dont il dit que c'est « le pain des moines ». Dans l'ensemble, il est, je crois, assez sincèrement catholique.

— Il y a eu le schisme entre les catholiques et les orthodoxes. Du point de vue catholique, le protestantisme est-il un schisme ou une hérésie ?

— Une « hérésie », bien sûr, je veux dire non pas en soi, mais par rapport au catholicisme, et cependant... il ne faut pas parler ainsi. Lorsque j'étais jeune professeur au lycée de Montpellier, j'ai un jour parlé, bien à tort, et sans penser à mal, de « l'hérésie protestante » et j'ai été convoqué par le proviseur

qui, avec raison, m'a « lavé la tête ». Marc Bloch avait eu à peu près la même aventure à Montpellier, vers 1910, et on lui avait aussi fait remarquer que les souvenirs des guerres de religion étaient suffisamment vivaces dans la région pour éviter qu'on emploie des mots aussi dangereux.

— Lionel Jospin est protestant. Est-ce qu'il est l'héritier d'une tradition ?

— La France a eu des premiers ministres protestants. Coligny et Sully, en effet, étaient pratiquement des premiers ministres. Necker, bien sûr, sous Louis XVI. Puis, sous Louis-Philippe, Guizot, un protestant modéré. Sous la III^e République, on trouve Waddington, un protestant d'origine anglaise, ministre des affaires étrangères en 1877 puis président du conseil en 1879. Puis évidemment Maurice Couve de Murville, Michel Rocard, et enfin Lionel Jospin. On assiste actuellement à une sorte de remontée du protestantisme de gauche, modéré, tolérant, avec des figures comme celle de Catherine Trautmann.

— La tolérance en prend un coup, en 1685, avec la révocation de l'édit de Nantes par Louis XIV ?

— Louis XIV est exceptionnel, comme Hitler est exceptionnel, mais je ne les compare pas. Louis XIV a été éduqué par un confesseur jésuite, le Père Paulin. Louis XIV est d'autre part un roi qui bâtit l'Etat. On peut donc dire que, dans le mouvement qui aboutit à la révocation de l'édit de Nantes, il y a à la fois du fonctionnalisme (social) et de l'intentionnalisme (individuellement louis-quatorzien). On est confronté à une logique d'écrasement du protestantisme, cette logique qui fut une très grave erreur, et même un crime, comme mainte persécution.

— Je crois que la révocation est un échec, que l'édit de Nantes se prolonge, à sa manière, jusqu'à aujourd'hui. La période la plus brutale de la révocation, celle qui fait partir deux cent mille personnes du royaume, c'est sous Louis XIV, depuis 1685 jusqu'à la mort du roi en 1715. Après la mort de Louis XIV, la répression s'atténue. Les envois aux galères, qui étaient de l'ordre de la centaine annuelle sous Louis XIV, tombent à quelques unités. Les enlèvements d'enfants protestants diminuent très nettement. On continue, hélas ! à pendre quelques pasteurs, mais les assemblées protestantes reprennent dans les Cévennes, et un *modus vivendi* s'établit un peu partout entre protestants et catholiques.

— Est-ce que la révocation constitue la naissance de l'idéologie nationale d'Etat ?

— Louis XIV y apporte une espèce de froideur, de rigueur et une armée de trois cent mille hommes. Mais Louis XIV, auteur ou cause d'un vaste exode des huguenots, n'est quand même pas Hitler. »

Propos recueillis par Dominique Dhombres

Du Parti communiste au Collège de France

EMMANUEL LE ROY LADURIE naît en 1929 aux Moutiers-en-Cinglais, dans le Calvados. Sa famille est aisée et appartient à la bourgeoisie rurale catholique, dans sa version sociale, une tendance très minoritaire dans ce milieu, inspirée par les idées de Marc Sangnier. Son père, Jacques Le Roy Ladurie, sera ministre de l'Agriculture, sous Vichy, avant de prendre ses distances avec le régime de Pétain, et d'entrer dans la Résistance. Son oncle Gabriel Le Roy Ladurie, directeur des affaires bancaires chez Worms sous l'Occupation, jouera en revanche, au nom de la maison Worms (où il était entré en 1929) le jeu de la collaboration. Longuement interrogé par la justice française sur sa conduite pendant la guerre, il mourra en 1947.

Après des études au lycée Lakanal (où il rencontre le philosophe Jean-Toussaint Desanti), et à l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm, Emmanuel Le Roy Ladurie milite au Parti communiste français, alors stalinien, passe l'agrégation d'histoire, et est nommé professeur au lycée de Montpellier. Son long



EMMANUEL LE ROY LADURIE

siècle, *Les Paysans de Languedoc*, a été publiée en 1966. On retiendra également, dans une œuvre abondante et variée, *Le Territoire de l'historien* (1973 et 1978), *Montaillou, village occitan* (1975), *Histoire économique et sociale de la France* (en collaboration), *Le Carnaval de Romans* (1979), *L'Argent, l'Amour, la Mort en pays d'Occ* (1980). Emmanuel Le Roy Ladurie donne régulièrement des articles au *Figaro littéraire*, après avoir longtemps fait de même d'abord au *Monde des livres* puis à *L'Express*.

tiendra également, dans une œuvre abondante et variée, *Le Territoire de l'historien* (1973 et 1978), *Montaillou, village occitan* (1975), *Histoire économique et sociale de la France* (en collaboration), *Le Carnaval de Romans* (1979), *L'Argent, l'Amour, la Mort en pays d'Occ* (1980). Emmanuel Le Roy Ladurie donne régulièrement des articles au *Figaro littéraire*, après avoir longtemps fait de même d'abord au *Monde des livres* puis à *L'Express*.

Nora Seni, maître de conférences à l'Institut d'urbanisme de l'université Paris-VIII

« L'idéologie prônée par le Refah en Turquie n'est pas en continuité avec l'islam de l'époque ottomane »

« Est-il judicieux d'avoir écarté le Parti de la prospérité (Refah, islamiste) de la scène politique turque, voire de l'interdire, selon la procédure engagée récemment par la Cour constitutionnelle ?

— Maintenant, il est déjà trop tard pour interdire le Refah. S'il y a, en effet, dans les statuts de ce parti des dispositions anticonstitutionnelles, il fallait envisager de l'interdire au moment où il a été créé. Ensuite, cela ne sert à rien, car les islamistes vont se reformer en un nouveau parti. Le plus important, c'est de ne pas « victimiser » le Refah, car la « victimisation » est un des éléments de sa stratégie. Les gens qui emploient la rhétorique du Refah se disent « victimes de la République », « victimes de la contamination de la vie à l'occidentale », de la perte des traditions. Plus généralement, apparaît comme une victime est une des pièces maîtresses de la mise en place d'une stratégie totalitaire.

— Que pouvez-vous dire sur le rôle de l'armée ?

— Il convient de rappeler que la façon dont la coalition gouvernementale (NDLR : islamistes du Refah et conservateurs de droite du parti de la juste voie) a été écartée du pouvoir n'est pas à mettre au seul compte de l'armée. (...) La société civile, pour une fois, s'est mobilisée et a fait preuve d'une maturité nouvelle. Il y a eu cette campagne « une minute d'obscurité pour un siècle de clarté » (NDLR : lorsque des milliers de Turcs ont éteint les lumières de leur domicile à la même heure chaque soir en signe de protestation). Il y a eu des réactions des milieux d'affaires, des groupes de femmes, qui ont manifesté. La plus grande partie de la presse s'est aussi montrée résolument opposée à la coalition au pouvoir.

— Quel a été le rôle des intellectuels turcs dans la querelle qui oppose l'armée aux islamistes ?

— Quand il s'agit d'analyser la question de l'armée et des islamistes en Turquie, il faut être prudent. L'Etat turc est très centralisé, héritage de l'Empire otto-

man. Pendant longtemps donc, les intellectuels eux aussi se sont identifiés à l'Etat, dans le rôle qui leur était imparti, celui de « conseillers du prince ». Or, dès les années 80/90, cette conception a volé en éclats. Les intellectuels, du moins une partie, ont pris conscience du peu de recul qu'ils avaient par rapport à l'Etat et qu'un des problèmes de la Turquie est celui de la faiblesse de la société civile, du manque d'organisations autonomes capables de prendre position politiquement.

— Donc, en prenant leurs distances par rapport à l'Etat, les intellectuels ont eu tendance à soutenir tout ce qui était contre lui. Ils ont ainsi énormément contribué à la banalisation du Refah, sans analyser vraiment les symptômes qui disaient sa nature totalitaire. La deuxième raison de la faiblesse de leur analyse, c'est, chez eux, une certaine méconnaissance des mécanismes de la seconde guerre mondiale. La Turquie est restée assez éloignée de toute la rhétorique de l'entre-deux-guerres en Europe. C'est ainsi que la veine antisémite

du Refah n'a pas été suffisamment relevée et interprétée comme un symptôme de sa nature totalitaire.

— Que pensez-vous de la comparaison faite parfois entre le Refah et les mouvements démocrates-chrétiens ?

— C'est faire injure aux démocrates-chrétiens que de les comparer au Refah. Ce parti s'est donné une mission : celle de fermer la parenthèse républicaine. Il ne se cache d'ailleurs pas. Un représentant de la presse islamiste est venu à Paris récemment nous dire qu'il convenait d'en finir avec la République ; de même Talip Erdogan, le maire d'Istanbul, a affirmé clairement que la « démocratie à l'occidentale n'était pas un but pour le Refah mais plutôt un moyen ». (...) Le fait que 20 % de l'électorat vote pour le Refah ne suffit pas à en faire un parti démocratique. Cela exprime qu'une partie de la population aspire à autre chose, mais c'est tout.

— Y a-t-il chez les islamistes du Refah un culte nostalgique de l'époque ottomane ?

— C'est une tactique, un élément de séduction plus qu'une stratégie. Ce qui est mis en avant, c'est la puissance de l'Empire ottoman, or, au XIX^e siècle, plus rien ne subsiste de cette puissance. Dans cette inspiration il n'y a pas d'éloge du mythe de l'âge d'or. Les islamistes du Refah sont pour l'expansion économique, ils ont leurs associations patronales, ils sont pour le progrès technique, tout en condamnant le darwinisme, par exemple. Ce qui les caractérise, c'est cette façon de jouer sur les sens et les émotions : l'exaltation, la quête de la pureté, la quête d'une identité globalisante.

— Contrairement à une idée reçue, vous dites que la laïcité n'a pas été imposée à l'avènement de la République en 1923, mais qu'elle s'est établie dans une sorte de continuité avec ce qui existait sous l'Empire ottoman. Pouvez-vous l'expliquer ?

— Dans l'Empire ottoman, la religion est un des organes de l'Etat. Son corps ecclésiastique, sa pratique, sont complètement immergés dans l'appareil d'Etat. Les reli-

gieux sont des bureaucrates, formés et nommés par l'Etat. Ce dernier, symbolisé par Istanbul, la Sublime Porte, les collecteurs d'impôts, est éloigné de sa population ; la religion l'est tout autant. (...) Du coup, lorsque l'Etat change de base de légitimité, il impose cela avec facilité auprès de la population. C'est pourquoi, me semble-t-il, il n'y a pas eu d'obstacle majeur pour mettre en œuvre les réformes kémalistes. (...) Dès le XIX^e siècle, un mouvement de réformes commence en Turquie, les « Tanzimat » (dispositions) ; mais, plus que les décrets qui imposent l'égalité entre tous les sujets de l'empire, ces aménagements établissent une reconnaissance du droit des individus à la propriété, à la sécurité, garanties par l'Etat. (...) D'ailleurs, le symptôme de la discontinuité entre l'islam de l'époque ottomane et l'idéologie prônée par le Refah, c'est qu'à l'époque les discours antisémite n'existaient pas. »

Propos recueillis par Marie Jégo

La Bibliotheca hermetica menacée

par Antoine Faivre et Wouter J. Hanegraaff

La banque hollandaise ING a récemment fait connaître, dans plusieurs journaux néerlandais, son intention de vendre aux enchères tous les livres de la Bibliotheca philosophica hermetica d'Amsterdam (environ dix-huit mille volumes). Une fois effectuée, cette dispersion restera dans l'Histoire comme un scandale scientifique témoignant d'un mépris choquant à l'égard du monde universitaire, et plus généralement culturel. Pourquoi cette bibliothèque est-elle si importante ?

Depuis le début de la Renaissance, une tradition dite hermétiste s'est développée, liée étroitement au processus de modernisation de la société occidentale. La Renaissance s'inspirait, on le sait, de sources antiques, trouvant en elles des motifs d'inspiration en vue d'un projet de renouveau culturel et social, sur lequel repose encore notre société moderne.

Les hermétistes de cette époque recouraient, eux aussi, aux textes de l'Antiquité, et plus particulièrement à un ensemble d'écrits attachés au nom d'un sage légendaire, Hermès Trismégiste. Pendant longtemps, les historiens se sont contentés de présenter cette tradition comme une curiosité sans importance. Aussi bien l'intérêt des hermétistes pour des sujets comme l'astrologie, la magie, l'alchimie, ne correspondait-il guère à l'image que ces historiens se faisaient de la Renaissance, considérée surtout, par eux, comme le fondement même de notre vision du monde rationnelle et moderne.

C'est seulement au cours de ces dernières décennies que l'on comprit combien l'on s'était trompé. Nous savons maintenant, en effet, que cette pensée hermétiste représente une dimension essentielle du début des Temps modernes, et qu'elle se trouve liée inextricablement à la modernité de la culture occidentale, au point que l'idée que nous nous faisons de notre propre histoire s'en est trouvée modifiée à

jamais. Une personnalité comme Isaac Newton, par exemple, a écrit davantage sur l'alchimie que sur tout autre sujet, et semblable simultanéité d'intérêts paraît avoir été chose plus courante qu'exceptionnelle. La convergence de la science et de la rationalité d'une part, de la magie et de certaines formes de mysticisme d'autre part, ainsi que leurs influences réciproques, constituent aujourd'hui des sujets d'étude auxquels se consacrent de nombreux chercheurs, en diverses disciplines.

La pensée hermétiste représente une dimension essentielle du début des Temps modernes et se trouve liée inextricablement à la modernité de la culture occidentale

Actuellement, en ce domaine, les questions restent encore plus nombreuses que les réponses, car il faut du temps pour former une génération de chercheurs versés dans l'histoire de la tradition hermétiste considérée comme une spécialité à part entière, et capables d'aborder l'histoire moderne dans cette perspective. Mais l'on constate que la recherche, dans ce nouveau champ de travail, se développe rapidement à l'échelle internationale.

Si le monde universitaire s'intéresse de plus en plus à la tradition hermétiste, cela s'explique aussi par une autre raison, liée à la nature même de notre société occidentale actuelle. On y constate un développement sans précédent de formes de religiosité à caractère marginal par rapport aux Eglises. Alors que l'on avait longtemps vu dans l'apparition et dans le succès d'une vision du monde rationnelle et scientifique l'annonce d'un déclin du religieux, force est de constater que, en fait, la religion s'adapte aux circonstances du monde moderne en prenant des formes nouvelles et inattendues où

l'accent est mis sur l'expérience intérieure de l'individu, plutôt que sur des institutions et des croyances. Cela aussi fait partie du processus de modernisation, et là encore la tradition hermétiste se trouve jouer un rôle essentiel.

Certes, la vision du monde qui est la sienne diffère beaucoup de ce qu'on entend aujourd'hui par « Nouvel Age ». Néanmoins, elle est inséparable de l'apparition de ce dernier.

Si l'on veut comprendre les nouvelles formes de religiosité dans

notre société, et se montrer capable de prévoir la manière de répondre aux questions qui vont se poser dans l'avenir, il est nécessaire d'étudier les idées qui les sous-tendent, et la nature de leurs processus de développement. Semblable compréhension n'est guère possible sans une connaissance solide de la tradition hermétiste et de ses diverses branches. Toutes les personnes un tant soit peu familiarisées avec les collections de la Bibliotheca philosophica hermetica (BPH) s'accordent à dire que cette bibliothèque est unique au monde. Dans aucun autre pays n'existe semblable possibilité, offerte aux chercheurs du monde entier, d'étudier et de comparer tous les écrits fondamentaux de ces traditions, et tous les écrits qui y sont consacrés, rassemblés en un même lieu institutionnel, la BPH. Les Pays-Bas peuvent encore s'enorgueillir d'abriter à l'intérieur de leurs frontières une institution aussi prestigieuse, appelée à jouer un rôle clé dans la recherche universitaire sur ces domaines. Leur importance scientifique est attestée notamment

par un nombre croissant de colloques, ouvrages, articles, etc., dans lesquels la BPH a déjà su, au cours des deux dernières décennies, se montrer extrêmement présente, ou qu'elle a elle-même suscités.

La banque ING semble, à tort, considérer son conflit avec M. Joost R. Ritman - homme d'affaires et créateur de cette bibliothèque, et récemment encore son propriétaire - comme de nature exclusivement commerciale, la valeur de la BPH n'étant ainsi estimée qu'en termes strictement économiques. Cette banque perd malencontreusement de vue le fait que quiconque détient le droit de propriété d'une telle collection se trouve du même coup grandement responsable devant la science et la société. Une vente publique signifierait la destruction de l'intégralité de la collection, la disparition de l'infrastructure d'accueil existante, la dispersion de quelque dix-huit mille titres accessibles, jusqu'à présent, au public.

La mise aux enchères de cette bibliothèque, livre par livre et au plus offrant, signifierait la disparition d'un capital international à valeur irremplaçable et un affront public au monde de la recherche. Elle ne manquerait pas de susciter des commentaires consternés. Le gouvernement néerlandais a présenté des propositions concrètes en vue d'une solution acceptable par les deux parties (M. Ritman et la banque). Il est d'autant plus difficile de comprendre pourquoi la banque ING paraît préférer créer un scandale, plutôt que de prendre en considération les intérêts de la communauté culturelle.

Antoine Faivre est directeur d'études à l'École pratique des hautes études (section des sciences religieuses, Sorbonne)

Wouter J. Hanegraaff est chercheur au département de sciences religieuses de l'université d'Utrecht.

Inutile agrégation

par Jean-Claude Chevalier

Introduire les technologies nouvelles en force, tout en maintenant la force de la culture, c'est l'équilibre que doit assumer toute réforme de l'enseignement. Avec un handicap connu : l'existence de l'agrégation.

Les agrégations sont un concours spécifiquement français, à l'œuvre dès le XVIII^e, et surtout au XIX^e siècle : ces concours exigeaient un gros effort personnel de candidats à peine formés par des universités longtemps médiocres ou très médiocres. Ils visaient à assurer l'enseignement d'une élite, celle des lycées.

Avec l'explosion scolaire des années 50, on a étendu les listes, recruté massivement des professeurs certifiés dont les épreuves étaient plus ou moins calquées sur celles des agrégés. Désormais, les certifiés enseignent concurremment avec les agrégés dans les lycées et collèges. Un concours interne a été assuré dans les années 70 pour permettre aux meilleurs certifiés de devenir agrégés. Une autre voie a permis à ces meilleurs d'être nommés agrégés sur un dossier discuté par l'inspection générale. Soit. On voulait sans doute encourager la formation permanente.

Mais une toute récente décision de M. Bayrou, alors ministre de l'éducation, prise avec la complicité du principal syndicat enseignant, est allée beaucoup plus loin : désormais ces nouveaux agrégés seront nommés au barème, c'est-à-dire, pour être clair, à l'ancienneté. Ici, on nage en pleine absurdité : un titre, tenu pour marque du savoir intellectuel, pour signe d'élection à des postes difficiles est accordé à ceux qui auront eu la patience, jour après jour, de remplir les cases d'un barème.

Au demeurant, tout le monde fait le même travail, dans les mêmes classes ; seule différence : l'agrégé est mieux payé et fait moins d'heures. Aucune prime aux efforts de création, d'innovation, de changements de cap ; mais des

progressions statutaires, comme on dit.

Cette situation absurde rend encore plus criants les défauts de l'agrégation, présentée comme un modèle flou. Concours hexagonal, préparé sur programme avec des épreuves typiquement françaises (la dissertation et l'explication de textes), il n'avantage en rien ceux qui ont fait des stages dans des organismes étrangers. Au contraire, il rive les candidats sur place. Il n'avantage pas non plus ceux qui se sont formés aux disciplines modernes : ethnologie, linguistique, informatique ou sciences des médias. Concours fermés, spécialisés, inamendables, ils livrent aux lycées et collèges, aux universités des jeunes guettés par la routine, trop souvent mal préparés à affronter les révolutions sociales et technologiques.

Pourtant, la situation est très favorable. Beaucoup d'étudiants sont de très grande qualité. Quant aux universités, elles sont aujourd'hui parfaitement capables, avec leur arsenal étendu d'unités d'enseignement et d'équipes de recherche, de proposer une large formation aux futurs enseignants autant que de recruter pour elles-mêmes des candidats de valeur ; les instituts de formation sont capables de les préparer à leur métier (on notera, pour l'humour, que les jeunes agrégés en stage dans les IUFM sont dispensés d'épreuves pédagogiques).

Ce dispositif est celui de la plupart des grands pays étrangers. En France, il est bien installé et il tourne. Il suffit d'être un peu plus exigeant pour lui. On s'apercevra alors que l'agrégation est un goulot d'étranglement gênant et, encore plus, inutile.

Jean-Claude Chevalier est professeur émérite à l'université Paris-VIII et ancien président des commissions de réforme du français.

Il faut supprimer le quotient familial

par Louis Maurin

En annonçant la suppression des allocations familiales pour les familles dont les revenus mensuels dépassent 25 000 francs, le premier ministre s'est trompé de cible. Certes, dans un pays où pauvreté et inégalités se développent, on comprend mal pourquoi les associations familiales dépensent tant d'énergie à défendre les 667 francs mensuels du dixième de la population la plus riche. Mais au fond, ces associations ont pourtant raison.

L'objectif premier de la politique familiale n'est pas de redistribuer entre riches et pauvres, mais entre ceux qui ont des enfants et ceux qui n'en ont pas. La mise sous condition de ressources de l'ensemble des prestations familiales - et pourquoi pas malade ? - conduit, à plus ou moins longue échéance, à la privatisation de l'ensemble de la protection sociale, le jour où les riches et les bien-portants préféreront payer pour leurs enfants plutôt que pour ceux des pauvres et leurs malades.

La véritable, l'énorme injustice fiscale française, c'est le mécanisme dit de « quotient familial », qui permet aux ménages de réduire le montant de leur revenu imposable en fonction de leur nombre d'enfants. Résultat : le bénéfice fiscal ainsi obtenu croît avec le niveau de vie ! Une redistribution à l'envers, des pauvres vers les riches, qui atténue le caractère déjà peu progressif du système fiscal français.

Evidence qu'il faut rappeler, les familles non imposables, la moitié des foyers, ne voient pas la couleur du quotient. Pour les autres, d'après des calculs réalisés par la Caisse nationale d'allocations familiales, l'avantage procuré est, pour une famille de deux enfants, d'environ 500 francs pour des revenus mensuels de 14 000 francs par mois, et de 2 200 francs pour ceux dont les revenus atteignent 40 000 francs par mois. Au-delà, le système est plafonné, pour les 1 ou 2 % de foyers les plus riches du pays.

Au total, la perte de recettes pour le budget de l'Etat s'élève à plus de 70 milliards par an, autant que les allocations familiales. Comment donner une explication à une telle injustice ? L'argument des défenseurs du quotient est simple : ce mécanisme sert à assurer l'égalité de traitement des contribuables avec ou sans enfants devant l'impôt. Rien d'autre. L'article 13 de la Déclaration des droits de l'homme stipule en effet que la « contribution commune » doit être « également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés ».

Que l'on comprenne bien ce que sous-entend un tel raisonnement : si l'égalité de traitement est assurée par le quotient en proportion des revenus, cela veut dire, effectivement, que la capacité contributive des ménages est réduite à la venue de chaque enfant proportionnellement au revenu des parents. Un enfant de riches entraîne plus de dépenses qu'un enfant de pauvres. C'est la seule justification valable du quotient familial.

L'objectif premier de la politique familiale n'est pas de redistribuer entre riches et pauvres

Dans la pratique, les « pro-quotient » ont raison : le loyer d'un studio dans le 7^e arrondissement de Paris est plus élevé que celui d'une chambre en cité universitaire. La République n'a pas à reconnaître cette réalité : tous les enfants sont égaux à ses yeux. C'est donc d'un montant fixe que doivent être réajustées les facultés contributives.

Si l'on admet la nécessité d'une politique familiale, quelles pourraient être les grandes lignes d'une juste réforme ? Il faut sup-

primer progressivement le quotient. Par une mesure simple : l'abaissement de 10 000 francs par an, sur cinq ans, du plafond au-dessous duquel le quotient s'applique. Cela impose d'augmenter les allocations familiales du montant des recettes fiscales ainsi obtenues. D'un montant égal pour chaque enfant, elles seraient versées dès le premier, et viendraient remplacer toutes les anciennes aides directes.

Sur les bases actuelles, le montant des nouvelles allocations familiales atteindrait autour de 10 000 francs par an pour chaque enfant âgé de moins de vingt ans. La peur des associations familiales, même progressistes, devant un tel chamboulement, est grande : la manne budgétaire ainsi débloquée servirait-elle vraiment à la politique familiale ? Réticence légitime, par ces temps de restrictions budgétaires...

C'est donc un engagement précis que devrait signer le gouvernement, en réaffirmant, à l'occasion, la nécessité d'une solidarité entre ceux qui ont des enfants et ceux qui n'en ont pas. Au-delà du « coût » de l'enfant, bien réel, le « petit d'homme » est une trop grande richesse pour que la collectivité ne le favorise pas un peu.

Le gouvernement aura-t-il le courage politique de s'attaquer aux racines de l'injustice pour mettre en place une nouvelle politique familiale ? Face au tollé suscité par les mesures annoncées, il pourrait rebondir, en changeant de stratégie et en prenant au mot les associations familiales : « Vous voulez une politique vraiment juste ? Alors, parlons quotient... ». Malheureusement, les forces sur lesquelles il pourra compter sont bien minces. De la gauche à la droite, des syndicalistes aux économistes, la défense de ce mécanisme inique est puissamment assurée.

Louis Maurin est journaliste au magazine « Alternatives économiques ».

- Embarkement immédiat pour la Méditerranée !
a dit ma mère.
- A ce prix là d'accord, dit mon père.
- C'est gagné !



50%
JUSQU'AU 21 JUILLET

Départ immédiat de Venise sur la Costa Classica
ou la Costa Victoria, les deux fleurons de la flotte.

Il vous entraîne en vacances
les Îles Grecques ou vers la Grèce et l'Empire.

Pour un prix plus petit -50% de réduction
pour les enfants, ce sont nos parents qui sont contents !

Et vous êtes jusqu'au 27 juillet, c'est le moment
de sauter sur la Grande Bleue. Prendre la mer,
c'est ce qu'on fait de mieux sur terre.

 **Costa Croisières**

RENSEIGNEZ-VOUS AUPRES DE VOTRE AGENCE DE VOYAGES OU TELEPHONEZ AU
01 49 24 41 81

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Les paroles et les actes

N I le rapport de l'expert désigné par Renault pour apprécier la décision de fermer l'usine de Vilvorde, en Belgique, ni cette décision elle-même ne relèvent de la responsabilité du gouvernement et de son chef, Lionel Jospin. L'expert a travaillé en toute indépendance : c'est ce qui lui était demandé. Les dirigeants de Renault, son PDG Louis Schweitzer en tête, agissent en tant que responsables d'une entreprise ordinaire, dont l'Etat n'est plus actionnaire qu'à hauteur de 47 %. Le premier ministre ne peut donc que prendre acte de leur choix, dont il avait regretté en son temps - début mars - la « brutalité ».

Il reste que Lionel Jospin, alors premier secrétaire du Parti socialiste, dont rien ne permettait de prévoir, à cette date, qu'il aurait à affronter des élections législatives anticipées ni, moins encore, qu'il en sortirait vainqueur, avait participé le 16 mars à une manifestation, à Bruxelles, dont l'objet était sans ambiguïté possible, de dénoncer la fermeture de l'usine de Vilvorde et ses conséquences sociales. Il reste que le même, cette fois à trois jours d'une victoire électorale qu'il jugeait très probable, avait assuré aux salariés de l'usine, venus le rencontrer à Lille, que si la gauche l'emportait, les représentants de l'Etat au conseil d'administration de Renault « exigeraient que d'autres mesures soient envisagées » pour résoudre les difficultés industrielles rencontrées par le groupe.

Estimer que la mission que

Lionel Jospin s'était assignée à lui-même est remplie dès lors que la décision de Renault a été « expertisée » relèverait de la casuistique. « Ce que [les Français] attendent de nous, ce n'est pas le discours artificiel et léniifiant de la certitude ; c'est la conscience de nos engagements, c'est la fidélité à nos objectifs, c'est l'authenticité de notre parole, c'est l'explication sans faux-fuyants de nos actes », disait le premier ministre, le 19 juin, devant l'Assemblée nationale. La « conscience des engagements » ne peut pas se limiter à celle des propos tenus, pris à la lettre et en oubliant ce qu'ils signifiaient alors - consciemment - pour ceux qui les entendaient.

Lionel Jospin s'était exprimé en termes on ne peut plus clairs au sujet du pacte de stabilité accepté à Dublin, en décembre 1996, par Jacques Chirac. Les socialistes avaient été on ne peut plus nets au sujet de l'ouverture du capital de France Télécom, qu'ils avaient condamnée lors de l'examen au Parlement de la loi qui l'autorisait. Sur l'usine Renault de Vilvorde, la teneur et la tonalité des déclarations de Lionel Jospin ne pouvaient laisser de doute sur sa volonté d'imposer à la direction la recherche d'autres solutions.

Le premier ministre a revendiqué le droit à l'erreur. Il a proclamé aussi, haut et fort, la nécessaire « authenticité » que doit retrouver la parole politique. Pour tenir cet engagement fondamental, il doit sans tarder au pays les explications « sans faux-fuyants » qu'appellent les décisions qu'il a prises depuis son entrée en fonction.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomet, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Léna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

L'unification de l'école

LE RAPPORT de la commission ministérielle d'études pour la réforme de l'enseignement vient d'être remis à M. Edmond Naegelen, ministre de l'éducation nationale. Il sera prochainement diffusé, et l'on peut prévoir qu'il soulèvera des discussions passionnées. C'est pourquoi nous avons demandé à M. Henri Wallon, professeur au Collège de France, qui a présidé à son élaboration depuis la mort du professeur Langevin, de bien vouloir nous en donner les grandes lignes.

« En premier lieu, l'unification de l'école. Tous les enfants passeront par les mêmes établissements, dont le programme sera, naturellement, très diversifié : l'école doit assurer l'enseignement de toutes les matières, dont certaines lui échappent encore. La scolarité sera obligatoire de six à dix-huit ans. Pour les enfants de six à onze ans est prévu un cycle élémentaire,

au cours duquel tous recevront la même instruction de base. De onze à quinze ans se déroulera un cycle d'orientation. Indépendamment d'une formation commune, indispensable, les enfants s'y trouveront placés devant une série d'options, c'est-à-dire une gamme d'exercices et d'enseignements très divers entre lesquels ils auront à choisir.

» Le troisième cycle, de quinze à dix-huit ans, comprendra trois sections parallèles : une section pratique, étude d'un métier dans un centre d'apprentissage ; une section professionnelle préparera au commerce, à l'industrie ou à l'agriculture ; une section théorique, enfin, conduira au baccalauréat. Elle se subdivisera elle-même en études littéraires et en études scientifiques.

Jean Planchais
(1^{er} juillet 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfils du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

La fragile unité de l'Asie du Sud-Est

LA DÉCISION est donc prise : l'Asean, qui célèbre son trentième anniversaire, accueillera fin juillet les trois derniers Etats de la région qui n'en sont pas encore membres, la Birmanie, le Cambodge et le Laos. Quelque cinq cent millions de personnes seront ainsi, pour la première fois, regroupées au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean). La frontière régionale de la guerre froide est définitivement effacée avec l'inclusion du Cambodge et du Laos. La Birmanie, pour sa part, met fin à une bouderie de plus de trente ans de toute coopération régionale. N'en déplaie aux Occidentaux, en particulier aux Américains, qui estiment les généraux de Rangoun bien peu fréquentables, l'Asean va pouvoir, enfin, pleinement se consacrer à ses ambitions du XXI^e siècle : imposer sa voix dans le concert asiatique et mener à bien sa construction interne, notamment à travers le libre-échangeisme. Tel est, du moins, la nature du nouvel élan annoncé par ses dirigeants.

Comme tous les premiers pas, celui qui se franchit aujourd'hui est hésitant. Alors qu'elles sont confrontées soit à une récession économique (la Thaïlande), soit à une difficile transition politique (l'Indonésie), les économies émergentes de l'Asie du Sud-Est prennent à bord, depuis l'admission du Vietnam en 1995, une masse de quelque 140 millions de gens qui vivent encore dans le tiers-monde. L'Asean, qui entend réaliser sa propre zone de libre-échange

en l'an 2003, a prévu des délais supplémentaires pour les nouveaux venus, de trois ans pour le Vietnam, de cinq ans pour la Birmanie, le Cambodge et le Laos. En outre, les économies émergentes de la région et le « tigre » singapourien figurent aux premiers rangs parmi les investisseurs étrangers dans ces quatre pays. Sur ce plan-là, donc, une Asean à dix ne pourra qu'accélérer un mouvement d'interdépendance économique sensible depuis déjà quelques années. L'association n'en prend pas moins le risque d'une construction à deux vitesses alors même que le noyau central de ses membres fondateurs éprouve le besoin de digérer et d'ancrer la forte expansion économique de 1985 à 1995.

LES RAPPORTS AVEC LE VOISIN CHINOIS

Sur le plan diplomatique, l'Asean à six (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Singapour) s'était révélée un instrument efficace pour calmer des tensions internes et adopter une ligne commune face à l'intervention militaire vietnamienne au Cambodge (1978-1989). Les priorités, dans ce domaine, ont changé : à l'aube du XXI^e siècle prévalent de plus en plus les rapports avec un voisin chinois qui affiche une bonne santé économique et quelques appétits régionaux. Or, sur ce point, la cohésion de l'Asean est loin d'être acquise.

Même si elle ne s'en satisfait guère, la junte de Rangoun est un client de la Chine, ainsi que

l'a encore souligné un accord de coopération bilatérale signé fin mai. Freiner la dépendance de Rangoun à l'égard de Pékin a d'ailleurs été l'une des raisons, il est vrai tardive, de son admission au sein de l'Asean.

Néanmoins, l'« engagement constructif » pratiqué depuis des années par l'association n'a pas contribué à desserrer l'étau des généraux birmanois. L'intégration régionale de leur pays ne les détournera pas davantage de leur objectif prioritaire : soumettre des ethnies avec lesquelles, faute de mieux et à une exception près, des cessez-le-feu provisoires ont été signés ces dernières années. Pour parvenir à ses fins, la junte a besoin des armes, des moyens logistiques et de l'aide économique de Pékin.

En règle plus générale, l'Asean risque de se diviser en deux groupes dans l'appréhension de la cohabitation obligée, pour des raisons de proximité et de rapport défavorable de forces, avec la Chine. D'un côté, la Birmanie, la Thaïlande, le Laos et le Cambodge ont tendance à jouer dans le sens du manche chinois. De l'autre, les cinq Etats riverains de la mer de Chine du Sud, dont au moins 80 % des eaux sont revendiquées par Pékin, s'inquiètent davantage des menées chinoises sur l'archipel des Spratleys. Singapour devrait s'aligner sur ces derniers.

Produit de la guerre froide, l'Asean a eu le bénéfice d'avoir été, jusqu'au début des années 90, la seule organisation structurée d'une Asie orientale qui s'était accommodée, jusqu'alors, de la Pax Americana. Elle a donc offert une tribune à des discussions régionales. Ses conférences ministérielles annuelles sont, de nos jours, suivies de rencontres avec les Etats-Unis, l'Union européenne, la Russie, le Japon et la Chine, ainsi que d'autres Etats de l'Asie-Pacifique. Créé en 1994, son Forum régional offre la première tribune à la discussion des questions de sécurité régionale. Enfin, la Chine, la Corée du Sud et le Japon seront invités, pour la première fois, au sommet annuel informel de l'association, à la mi-décembre à Kuala Lumpur. Toutefois, cet élargissement du champ de l'Asean risque de se réaliser au détriment de sa propre construction. Ces dernières années, la vedette des rencontres de l'Asean est allée à des questions qui ne concernent qu'indirectement l'association, comme les relations sino-américaines ou la situation dans la péninsule coréenne.

NOMBREUSES INCERTITUDES

Même le message politique dominant de l'Asean a une influence limitée. Le discours de Singapour, de la Malaisie ou de l'Indonésie sur « les valeurs asiatiques » - discipline, autorité, consensus - ne rencontre que de faibles échos, y compris aux Philippines ou en Thaïlande. En Corée du Sud ou au Japon, il est interprété comme le refus d'une libéralisation de régimes animés par des partis politiques dominants et qui entendent assurer, chacun à leur manière, la pérennité de leur pouvoir. En outre, au nom de la règle sacro-sainte de la non-ingérence dans les affaires d'autrui, l'Asean ne se contente pas d'accueillir la Birmanie : elle fait l'impasse sur la question de Timor oriental, dont l'annexion par l'Indonésie en 1976 n'a jamais été reconnue par l'ONU, où siègent pourtant tous les Etats de l'association.

Au risque de susciter des tiraillements supplémentaires avec ses partenaires occidentaux sur la question birmane, l'Asean a opté, sans attendre, pour une unité régionale formelle. Mais fragile : l'Asie du Sud-Est aura besoin de tout son dynamisme pour s'accommoder de bien des incertitudes, qu'il s'agisse d'une guerre civile larvée au Cambodge ou - ce qui serait, le cas échéant, beaucoup plus grave en raison du poids du pays concerné - d'une transition hâtive en Indonésie.

Jean-Claude Pomonti

Les femmes par Kerleroux



Grands travaux : des emplois bons à prendre

Suite de la première page

Dans le Livre blanc « Croissance, compétitivité, emploi » adopté par le Conseil européen de Bruxelles en 1993, la liaison entre grands travaux, croissance et emploi ne faisait aucun doute. Les grandes opérations d'infrastructure proposées devaient mobiliser quelque 400 milliards d'euros (2 500 milliards de francs) d'ici à 1999, des sommes « considérables », « mais l'enjeu en termes d'emplois, de cohésion économique et d'aménagement du territoire l'est davantage encore », notait le texte.

Si le projet global s'est enlisé, c'est que les Quinze ne sont pas parvenus à s'entendre sur les moyens de les financer. Sur le fond du débat, il s'avère pourtant difficile de trancher. Avec les services, le secteur du bâtiment et des travaux publics présente l'avantage d'avoir un développement endogène qui n'a que peu de conséquences sur le commerce extérieur. Peu lié au commerce extérieur et traditionnellement considéré comme une activité de main-d'œuvre, le BTP perturbe à peine la balance des paiements et, ce qui est un atout, singulièrement en France,

permet une politique nationale de relance. A la différence des services, cette fois, et dans une certaine mesure de l'industrie, ce secteur est en effet sensible à la moindre sollicitation publique. Les conséquences d'une décision prise par l'Etat peuvent se traduire rapidement dans les faits, la manne se répartissant en outre sur tout le territoire.

Ces arguments, forts, expliquent et justifient les interventions répétées des professionnels du secteur, qui ne se privent pas de souligner à quel point, comme dit l'adage, « quand le bâtiment va, tout va ». Rompus depuis des lustres aux techniques du lobbying, ceux-ci lancent des campagnes de sensibilisation dès qu'un gouvernement s'interroge sur l'opportunité d'envoyer des signaux de reprise.

C'est ce que la FNTP (Fédération nationale des travaux publics) vient de faire à nouveau en publiant un encart dans la presse signé des « 6 000 entreprises de travaux publics » avec cet appel : « Qui veut donc arrêter le développement des infrastructures génératrices de progrès social et d'emplois ? Sûrement pas les 60 millions d'usagers, sûrement pas les 3 millions de salariés de la filière BTP et leurs familles ».

Il ne fait pas de doute, par ailleurs, que la branche connaît des difficultés. Au premier trimestre, ses effectifs salariés ont encore diminué de 0,6 % et, depuis douze mois, elle en a perdu 64 900, soit une baisse de 4,1 %. Pour autant, doit-on bétonner

à tout va pour ce seul prétexte ? C'est en partie le sens de la question posée par Dominique Voynet. De même que, parfois, l'incitation à consommer prend dans les discours politiques les accents d'une injonction à la consommation citoyenne, chacun étant appelé à faire son devoir pour sauver l'économie, il est vrai que certains projets démesurés donnent l'impression que devraient exister de grands travaux citoyens, même si ceux-ci s'opposent à l'écologie, également citoyenne.

IMPACT SOCIAL MODIFIÉ

Pour être précis, il faudrait également distinguer la situation du bâtiment de celle des travaux publics, une confusion étant entretenue au bénéfice des seconds. Ainsi que le font remarquer M^{me} Voynet comme M. Gaysot, il est manifeste que les activités liées au logement, pour la construction ou la réhabilitation, dégagent plus d'emplois que les grands chantiers d'équipement routier, par exemple. L'usage des engins tels que les scrapers et le recours aux nouvelles technologies ont profondément modifié l'impact social des grands travaux. Entre le nombre de personnes mobilisées pour la réalisation du pont de Tancarville, dans les années 50, et les effectifs qui ont été nécessaires au pont de Normandie, il y a autant de différence qu'entre les modes respectifs de production de la 4 CV et de la Twingo.

En revanche, on ne peut pas pré-

tendre, ainsi que certains sont tentés de le faire, que ces emplois-là manqueraient d'intérêt parce qu'ils seraient peu qualifiés et, plus encore, parce qu'ils seraient temporaires, c'est-à-dire évidemment limités à la durée de construction de l'ouvrage. Dans le bâtiment comme dans les travaux publics, heureusement, le niveau des compétences s'est élevé. Ensuite, non seulement la notion de fin de chantier fait partie des caractéristiques de ces métiers mais, à raisonner de la sorte, nombre des emplois d'aujourd'hui ne devraient pas davantage être pratiqués. C'est à la fois ignorer la réalité du marché du travail, de plus en plus précaire, et refuser de voir que la plupart des situations ne sont plus acquises.

Ces emplois sont en définitive bons à prendre, d'autant que l'on peut toujours compter sur les enchaînements vertueux d'une relance qui se confirmerait. Reste alors une objection, qui correspond à une dernière interrogation de Dominique Voynet et qui porte sur l'efficacité ou la rentabilité en emplois de chaque million investi. Si le souci est compréhensible, il ne peut pas constituer le seul critère de jugement. Sinon, à ce compte-là, et au nom d'effets immédiats, les sommes consacrées à la recherche, au développement ou à la maîtrise industrielle des nouvelles technologies ne sont que pur gaspillage.

Alain Lebaube

SECTEUR PUBLIC Le nouveau gouvernement, en arrivant au pouvoir, a hérité de plusieurs dossiers de privatisation lancés par Alain Juppé. L'introduction

en Bourse de France Télécom devait intervenir au lendemain des élections, la cession de Thomson-CSF était engagée, et la fusion Aérospatiale-Dassault pro-

grammée. ● LE GAN, groupe d'assurances public, auquel le précédent gouvernement a promis une recapitalisation de 20 milliards de francs, devait

être privatisé, de même que sa filiale bancaire, le groupe CIC. ● LE GOUVERNEMENT, qui doit décider du sort de ces différents projets, est tiraillé entre l'oppo-

sition traditionnelle de la gauche aux privatisations et le pragmatisme prôné par le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn.

Le gouvernement est confronté plus vite que prévu au dossier des privatisations

Le sauvetage du GAN, auquel Alain Jupé avait promis une recapitalisation de 20 milliards de francs, passe par un mariage avec un partenaire privé. France Télécom, dont l'introduction en Bourse a été stoppée, travaille à un échange d'actions avec Deutsche Telekom

L'HOSTILITÉ de principe affichée par les dirigeants socialistes à l'égard des privatisations est-elle à reléguer au chapitre des accessoires de campagne ? Parmi les entreprises relevant du « secteur public » (et non du « service public », toujours intouchable), plusieurs d'entre elles font l'objet d'une réflexion concernant la nature des « adaptations nécessaires » qu'évoquait le premier ministre, Lionel Jospin, lors de sa déclaration de politique générale du 19 juin. A commencer par France Télécom, dont on avait noté, ce jour-là, que M. Jospin ne l'avait pas rangé parmi les entreprises de « service public » mais bel et bien parmi les entreprises du « secteur public » soumises à la concurrence.

Concernant l'opérateur national de télécommunications, dont la mise en bourse aurait dû, selon les

projets de la précédente majorité, intervenir au lendemain du second tour, des discussions ont été engagées de façon informelle. L'objectif serait d'aboutir à un échange de participations avec Deutsche Telekom, son allié allemand.

APPROCHE PRAGMATIQUE

L'hypothèse, évoquée de longue date, permettrait de montrer que l'entreprise française ne mène pas un combat d'arrière-garde à un moment où elle-même est candidate à plusieurs privatisations, dont celle de l'espagnol Retevisión. Plus prosaïquement, l'introduction d'une part, même minime, de capital privé dans France Télécom permettrait d'envisager ensuite d'autres étapes, plus lucratives pour les finances de l'Etat.

Cette approche pragmatique, qui

ne préjuge d'ailleurs pas du résultat final, va-t-elle s'imposer aussi dans les entreprises publiques liées à l'aéronautique et à la défense ? Etaient programmées, avant l'élection de la nouvelle majorité, la cession de Thomson-CSF et la fusion d'Aérospatiale et de Dassault, assortie d'une privatisation immédiate.

Alain Richard, le ministre de la défense, a indiqué, jeudi 26 juin, devant la commission de la défense de l'Assemblée nationale, que la nécessité d'une restructuration européenne dans l'aéronautique ne fait aucun doute à ses yeux. « Il paraît acquis qu'à terme il n'y a place que pour un seul avionneur, civil et militaire, en Europe », a-t-il déclaré. De tels rapprochements sont-ils possibles sans recourir à des privatisations, totales ou partielles ? Le ministère de la défense a fait savoir,

vendredi 27 juin, que M. Richard recevra prochainement des « responsables industriels européens », après avoir commencé à rencontrer, vendredi, les organisations syndicales des entreprises concernés. Les britanniques GEC et British Aerospace (BAe), l'allemand DASA et l'italien Alenia, qui ne cachent pas leur souhait de voir le nouveau gouvernement privatiser

Thomson-CSF et Aérospatiale, devraient figurer parmi ses premiers rendez-vous. Des rencontres avec les industriels français sont également prévues.

Yves Michot, le PDG d'Aérospatiale, qui sera auditionné mercredi 2 juillet par la commission de la défense, devrait plaider pour la poursuite de la fusion avec Dassault. Marcel Roulet, son homologue de Thomson-CSF, s'exprimera le

même jour et devrait se faire l'avocat de la privatisation, probablement sans trop y croire. M. Roulet fera valoir la difficulté que rencontre le groupe d'électronique de défense à participer aux restructurations européennes tant que l'Etat continue à en posséder 58 %. Candidat au rachat des activités de défense de l'allemand Siemens, Thomson-CSF a le sentiment d'être handicapé dans cet appel d'offres.

Sur ces sujets complexes, M. Jospin a souligné, au salon du Bourget, qu'il souhaitait prendre le temps de la réflexion. C'est sans doute sur les dossiers du GAN et de Thomson Multimédia (TMM), que le nouveau gouvernement devrait être amené à préciser son approche des privatisations.

Ces deux entreprises sont soumises à des difficultés financières

telles que toutes deux ont dû reporter la date de leurs assemblées générales et que l'Etat leur a promis d'importantes recapitalisations. Soumises à l'accord de la commission de Bruxelles, ces deux opérations, qui portent sur 20 milliards de francs pour le GAN et sur 11 milliards pour TMM, devront être assorties de plans précis de redressement. L'équipe d'Alain Juppé avait demandé au PDG de TMM, Thierry Breton, de travailler à une ouverture progressive du capital. Dans le cas du GAN, il devrait plutôt s'agir d'un mariage. Chez l'assureur comme chez le fabricant de téléviseurs, le nouveau gouvernement sera jugé sur sa capacité à combiner un réalisme économique et exigence sociale.

Anne-Marie Rocco

Le sort du GAN dépend des négociations avec la Commission européenne

LES ÉQUIPES techniques du Trésor et le cabinet du ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, vont, dans les jours qui viennent, se rendre à Bruxelles pour « discuter » avec ceux de la Commission européenne les modalités du plan de sauvetage du GAN. Prévue initialement pour le 30 juin, l'assemblée générale de l'assureur public, qui doit approuver les comptes, a été reportée jusqu'au 15 septembre au plus tard pour permettre ces contacts. Compte tenu des délais légaux pour la convoquer à nouveau, Paris et Bruxelles doivent se mettre au travail au plus vite pour conclure un accord au plus tard fin juillet. Le 15 juillet aurait été fixé comme objectif. De toute façon, le président du GAN, Didier Pfeiffer, ne prendra pas le risque de convoquer une assemblée avant que le dossier soit bouclé avec Bruxelles. Karel Van Miert a demandé lui-même que les contacts soient pris le plus rapidement possible pour avoir une idée claire de l'attitude du gouvernement actuel.

Le dossier est délicat. Techniquement et politiquement. En 1995, l'ancien président du GAN,

Jean-Jacques Bonnaud, avait obtenu du gouvernement Juppé une recapitalisation de 2,8 milliards de francs. Le versement de cette première aide a été autorisé en 1996 par la Commission de Bruxelles contre l'engagement de Paris de privatiser la filiale du GAN, le groupe bancaire CIC. Las, le processus de privatisation de la banque, lancé pendant l'été 1996, avait été suspendu début décembre face au tollé provoqué chez les salariés par la vente du CIC à la BNP, seul candidat retenu par la commission de privatisation. Bruxelles peut donc légitimement affirmer aujourd'hui que ce premier engagement n'a pas été tenu.

L'aide octroyée par Paris était le premier volet d'une recapitalisation plus large, le GAN étant virtuellement en faillite à la suite d'une politique de diversification désastreuse et des pertes gigantesques de sa filiale UIC dans l'immobilier. C'est au nom de la transparence que Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances de l'époque, a donc détaillé, en mars, la totalité du plan de sauvetage du GAN : 20 milliards de francs, dont

9 milliards de garanties sur l'immobilier sans lesquels le GAN aurait dû afficher des fonds propres négatifs. Parallèlement, le gouvernement adressait à la Commission de Bruxelles la liste des contreparties auxquelles s'engageait le GAN, y compris la privatisation du groupe.

La nécessité de venir à la rescousse de l'assureur, qui a perdu quelque 35 milliards de francs depuis 1992, ne fait de doute pour personne. Ce sont aujourd'hui les moyens d'y parvenir qui risquent d'opposer le commissaire à la concurrence, Karel Van Miert, et Dominique Strauss-Kahn. Le plan du précédent gouvernement ne colle pas avec la philosophie affichée par les socialistes, qui refusent d'enfourcher le credo libéral de leurs prédécesseurs. Par chance, ou malchance, le plan Arthuis ne convient pas non plus à Bruxelles. M. Van Miert s'est entouré pour étudier le dossier d'un conseil extérieur, la banque d'affaires Lehman Brothers, qui a émis les plus grands doutes sur sa viabilité.

En demandant le report de l'assemblée générale du GAN, Bercy a

repris à son compte le chiffre de 20 milliards de francs d'aide à l'assureur public. Il s'agit maintenant de justifier cette recapitalisation massive. L'article 222 du traité de Maastricht acte la neutralité de la Commission à l'égard d'une entreprise et ne peut imposer sa privatisation. « Mais, souligne-t-on à Bruxelles, si un Etat membre a intérêt, dans le cadre d'un plan de sauvetage d'une entreprise qu'il contrôle, un élément de privatisation, cela nous semble aller dans le bon sens. »

Pour autant, le sort du GAN et celui du CIC ne sont pas forcément liés. Le plan Arthuis, qui prévoyait une réorganisation du groupe en trois pôles, la banque, l'assurance et l'immobilier, facilite une telle approche. La privatisation du CIC n'avait d'autre objet que de renflouer sa maison mère. La sortie du giron public de la banque a été promise par le gouvernement Juppé. A Bercy, on souligne que, vis-à-vis de Bruxelles, « cette condition demeure ». L'ouverture du capital des banques régionales pourrait être un compromis, facilitant d'autant, vis-à-vis de l'opinion, la privatisation du GAN.

Celle-ci semble inévitable. Les candidats ne manquent pas. Dominique Bazy, embauché en début d'année par Allianz France pour développer un groupe qui n'a pas la taille critique en France, ne se désintéresse pas du dossier. Il est soutenu en cela par le numéro deux de la maison mère, Diethart Breipohl. Le Crédit lyonnais, avec lequel Allianz a déjà conclu des accords de distribution de produits d'assurance auto et multirisques-habitation, ferait office de banque conseil pour l'opération. Pour autant, le directoire munichois d'Allianz n'a pas encore pris la décision de franchir le pas. Comme les AGF, intéressées également par le dossier, les patrons d'Allianz attendent de connaître les modalités de l'opération – si elle a lieu – pour se dévoiler.

RAPPROCHEMENT AVEC LES AGF

Les AGF plaident pour leur part pour une restructuration industrielle du secteur de l'assurance française, qui permettrait de combler un peu l'écart qu'a creusé la fusion UAP-AXA avec ses concurrents. L'intérêt d'un tel rapprochement ne fait guère de doute

pour les AGF. Pour le GAN, le débat est ouvert. L'assureur public a besoin d'une injection massive de capitaux supplémentaires pour survivre, et les AGF n'ont pas l'assise financière d'Allianz. En revanche, sur le plan des personnels, Antoine Jeancourt-Galignani se fait fort de démontrer, étude du consultant McKinsey à l'appui, que la casse sociale – salariés et agents généraux confondus – serait moins dramatique si les deux compagnies se rapprochaient que si elles restaient séparées.

Le sort du GAN dépend des négociations avec Bruxelles et du talent avec lequel le gouvernement socialiste réussira à jongler avec ses déclarations parfois contradictoires sur sa doctrine en matière de privatisations. Les bonnes relations entre MM. Van Miert et Strauss-Kahn qui, dit-on à Bruxelles, sont de « vieux amis » devraient éviter les malentendus.

En tout état de cause, précise-t-on à Bercy, « le choix du gouvernement sera clairement guidé par l'intérêt de l'entreprise, des salariés, et l'intérêt patrimonial de l'Etat ».

Babette Stern

France Télécom devrait ouvrir son capital à Deutsche Telekom

VENDREDI 27 JUIN, interrogé par le service télévision financière de l'agence Reuters, Joachim Kröske, le directeur financier de Deutsche Telekom, a assuré que son groupe et France Télécom ont entamé des négociations sur un échange de participations stratégiques (*Le Monde* daté 29-30 juin). L'objectif, a-t-il indiqué, est de consolider l'alliance existante entre les deux poids lourds européens du téléphone, matérialisée jusqu'à présent par une société commune, Global One, au capital de laquelle figure aussi l'opérateur américain Sprint.

A la direction de France Télécom, on assurait, vendredi 27 juin, que l'« on ne peut pas parler de négociations ». Soulignant que Michel Bon, le président du groupe français, et Ron Sommer, son homologue chez Deutsche Telekom, entourés de leurs état-majors respectifs, se voyaient le même jour, « comme ils le font une fois par mois », on préférerait évoquer « un sujet de discussion parmi d'autres ». De source syndicale, on assure cependant que les discussions sur les participations croisées « avancent ».

La récente décision du gouvernement allemand de réduire à 49 % sa participation dans Deutsche Telekom d'ici à fin 1998, en vendant 25 % du capital, ouvre la voie à une telle opération. Cette idée de participations croisées entre France Télécom et Deutsche Telekom est régulièrement évoquée par les deux groupes depuis 1993, quand leur société commune ne s'appelait encore qu'Atlas (elle est devenue

Global One, début 1996). M. Sommer a toutefois encore récemment indiqué qu'un échange de capital ne pourrait devenir d'actualité que lorsque les deux opérateurs téléphoniques seraient cotés en Bourse. C'est-à-dire lorsque l'on aurait une estimation de leurs valeurs respectives par les marchés financiers. L'introduction en Bourse d'une partie du capital (25 % à

employer un terme plus doux – de France Télécom. Lionel Jospin cherche en effet comment présenter son revirement sur un dossier dont il avait fait l'un de ses sujets-phares lors de la campagne des législatives : l'actuel premier ministre avait proposé l'arrêt de la privatisation de l'exploitant.

Du fait des problèmes budgétaires – comment se passer de 40 à

entreprises de service public, pour qui toute privatisation serait exclue. En évoquant aussi des « adaptations nécessaires pour garder notre rang parmi les nations les plus développées du monde et se rapprocher d'autres partenaires européens ». Une petite phrase qui peut s'appliquer à France Télécom et à son partenaire allemand.

Reste à savoir si France Télécom et Deutsche Telekom sont, l'un pour l'autre, des partenaires aussi stratégiques que l'on veut bien le dire. Certes, les deux groupes sont associés au sein de Global One. Cette société est certainement essentielle en termes d'image au niveau international. Mais elle n'opère que sur un marché très étroit, celui des entreprises multinationales, et son poids est faible (4,5 milliards de francs de chiffre d'affaires) au regard du total des activités des deux groupes (151 milliards pour France Télécom, 212 milliards pour Deutsche Telekom).

Au-delà de Global One, France Télécom et Deutsche Telekom apparaissent dans leurs opérations de développement international plus souvent comme des concurrents que comme des alliés (*Le Monde* du 15 avril). A ce propos, M. Bon reconnaît qu'« il faut plus de cohésion à l'international. Nous y travaillons ». Mais le président de France Télécom explique aussi que « le postulat de départ qui voudrait que soyons alliés pour tout [avec Deutsche Telekom] est faux. Nous ne sommes pas liés à la vie à la mort ».

Philippe Le Cœur

Le désengagement de l'Etat s'accélère en Allemagne

L'Etat allemand avait promis de ne pas vendre les actions de Deutsche Telekom qu'il détient avant l'an 2000 et de conserver la majorité du capital jusqu'à cette date. La privatisation de l'exploitant téléphonique allemand devait se faire au travers d'augmentations de capital ayant pour effet de réduire la participation publique. C'est ce qui s'est produit à l'automne 1996 lors de l'introduction en Bourse d'une première tranche de capital (26 %) de l'opérateur. Pour des raisons budgétaires, le gouvernement allemand a cependant décidé de vendre, d'ici à fin 1998, 25 % du capital de Deutsche Telekom, pour ramener sa participation à 49 %. L'opération se fera en deux temps (1997 et 1998). L'Etat vendra ses parts – pour un peu plus de 100 milliards de francs – à une société publique de financement, la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW). Cette dernière ne pourra pas revendre ces titres en Bourse avant l'an 2000. Mais elle pourra les céder à des partenaires stratégiques de Deutsche Telekom.

30 %) de France Télécom avait été programmée par le précédent gouvernement pour début juillet. L'opération, qui devait rapporter 40 à 50 milliards de francs, a été gelée, de facto, suite à l'alternance politique.

La relance de la thématique des participations croisées devrait donner un « coup de pouce » au gouvernement français sur ce dossier de la privatisation partielle – ou de l'ouverture du capital pour em-

50 milliards ? – cette proposition a fait long feu. Les équipes de Dominique Strauss-Kahn, au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, poussent pour ouvrir le capital de France Télécom aux investisseurs privés à l'automne (*Le Monde* du 27 juin).

M. Jospin lui-même, lors de son discours de politique générale le 19 juin, a tracé la voie. En classant France Télécom dans le secteur public concurrentiel et non dans les

La Bourse prête à remplacer

L'Etat actionnaire

POURQUOI ne pas prendre l'argent où il se trouve ? La Bourse de Paris ne cesse de battre des records, preuve de l'appétit solide des investisseurs. Ces derniers disposent actuellement d'importantes liquidités. Depuis le début du mois de juin, il s'est en moyenne échangé plus de 10 milliards de francs quotidiennement à la Bourse de Paris, soit une hausse de 70 % sur un an. Mercredi 18 juin, la barre des 20 milliards de francs a même été frôlée.

Plusieurs raisons permettent d'expliquer l'afflux de capitaux. Le paiement des dividendes, 60 milliards de francs nets cette année, comme le remboursement de l'emprunt 6 % 1993-1997, dit « emprunt Balladur », le 16 juillet, qui représente 90 milliards de francs, dont 40 milliards de francs sont logés dans les plans d'épargne en actions (PEA), sont des sources de liquidités appelées à être réinvesties rapidement sur le marché.

D'autre part, les gestionnaires étrangers, notamment américains, renforcent leurs positions sur la place financière française. C'est le cas par exemple du fonds Templeton, originaire de Floride, qui a récemment augmenté sa part dans le capital de la BNP et l'a fait passer au-dessus de 5 %.

Les gestionnaires internationaux sont attirés par les perspectives de reprise économique en France et d'amélioration de résultats pour les entreprises françaises. Selon le cabinet Associés en finance, le taux de croissance estimé des bénéfices par

action en 1997 se situe à 37,8 % en France, contre 22,5 % en Allemagne et 8,3 % seulement à Londres.

Le marché parisien bénéficie aussi d'un phénomène de rattrapage. Au cours des dernières années, la place française a enregistré des performances nettement inférieures à celles des autres grandes Bourses mondiales. Alors que depuis le 1^{er} janvier 1994 Wall Street a gagné 104,06 % et Francfort 71,29 %, Paris n'a progressé que de 19,48 %. Le même écart été observé depuis le début de l'année (+31,50 % en Allemagne, mais seulement +23,82 % en France). Ce retard procure à la place française une marge de progression considérable.

Compte tenu du montant des capitaux en attente d'investissement, le marché n'aurait absolument aucun problème pour absorber les mises sur le marché d'entreprises publiques, estiment les experts. D'autant que le programme de privatisations apparaît, en comparaison du passé, réduit. Entre 1993 et 1996, les privatisations ont rapporté dans les caisses de l'Etat plus de 140 milliards de francs, dont 108 milliards de francs pour les seules années 1993 et 1994. En 1995, les privatisations ont représenté 20,3 milliards de francs de recettes nettes et seulement 12,2 milliards de francs en 1996. La loi de finances pour 1997 estimait les recettes de privatisations à 27 milliards de francs.

François Bostnavaron

La Commission bancaire dénonce les distorsions de concurrence

Elle demande des réformes structurelles

JEAN-CLAUDE TRICHET, gouverneur de la banque de France et président de la Commission bancaire étant à Francfort, c'est le sous-gouverneur Hervé Hannouin qui devait présenter, lundi 30 juin au matin, le rapport annuel 1996 de l'organisme de contrôle des banques. Observateur privilégié de la santé du secteur bancaire, la Commission dresse un constat mitigé et met une nouvelle fois en garde contre les distorsions de concurrence.

« L'amélioration engagée en 1995 des résultats du système bancaire s'est poursuivie en 1996 grâce notamment au dynamisme de l'activité à l'étranger et des activités de marché », constate le rapport. En effet, la demande de crédit est restée faible et le rendement des crédits a diminué. Dans le même temps, la collecte des dépôts a connu une progression soutenue. Cette double évolution des ressources et des emplois explique cette année encore, la baisse de la rentabilité des opérations avec la clientèle en France. Le produit net des opérations avec la clientèle a reculé de 9,2 % et les marges d'intermédiation ne se sont pas redressées en 1996.

A l'inverse, les banques françaises ont bénéficié de la diminution des taux rendant particulièrement attractives certaines opérations de marché. En 1996, l'encours des portefeuilles titres a augmenté de 29,5 % pour atteindre 3 047 milliards de francs à la fin de l'année. A ces évolutions différenciées des produits des opérations de crédit et de marché, le produit net bancaire (PNB) de l'ensemble du système bancaire français a progressé de 2,5 %. Cette évolution traduit une faiblesse en France où le PNB n'a progressé que de 1,1 % alors

que celui des implantations à l'étranger a fait un bond de 20,9 %.

Le rapport souligne en outre la réduction pour la troisième année consécutive de l'encours de créances douteuses dans le compte des banques. Les dotations aux provisions ont diminué de 9,2 %, permettant un redressement du résultat net de l'ensemble du système bancaire. Si le résultat du secteur a progressé de 7,4 milliards de francs en 1995 à 13,2 milliards en 1996, sa rentabilité sur fonds propres est toujours faible, en-deça de 10 %, contre une rentabilité à deux chiffres pour les banques anglo-saxonnes.

Cette faiblesse conduit la Commission bancaire à dénoncer les distorsions de concurrence. « Un certain nombre de disparités structurelles, réglementaires ou légales, altèrent la situation de notre système bancaire » note le rapport. Des réponses adaptées doivent maintenant être apportées pour que « s'engagent les réformes structurelles nécessaires ». Si, pour la Commission bancaire, il est souhaitable qu'une concurrence forte existe entre les établissements de crédit, « certains comportements commerciaux deviennent toutefois imprudents et dangereux lorsque la rémunération des fonds propres n'est plus suffisante pour assurer un renforcement des structures financières ». Elle déplore qu'en 1996 la part des crédits accordés à perte a sensiblement augmenté.

Instruite par les nombreuses défaillances bancaires – grandes ou petites – de ces dernières années, l'organe de contrôle plaide pour un renforcement des contrôles internes.

Ba. S.

L'augmentation du SMIC concerne directement et indirectement 45 % des salariés du privé

Les secteurs des services, du textile et du bâtiment sont les plus touchés

D'après le ministère du travail, 2,2 millions de salariés étaient au SMIC le 1^{er} juillet 1996, lors de la précédente revalorisation, ce qui représentait

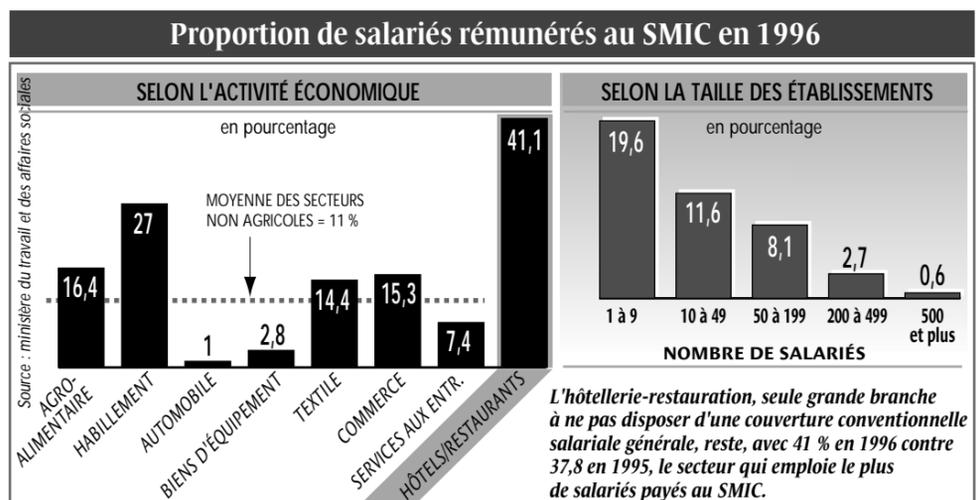
11 % des salariés. Mais beaucoup d'autres salariés sont concernés : ceux dont le salaire est rattrapé par la progression du SMIC (120 000) et

ceux dont le salaire subit une répercussion qui porte jusqu'à 1,5 SMIC, soit 45 % des salariés du secteur privé.

CONFORMÉMENT à la décision de Lionel Jospin, le SMIC brut horaire est passé le 1^{er} juillet de 37,91 francs à 39,43 francs, soit une hausse de 4 %. Mensuellement, l'augmentation représentera pour un smicard travaillant à plein temps environ 256 francs. Il percevra 6 663,67 francs brut par mois, soit 5 239,99 francs net. Rares sont les grandes entreprises qui se sentent directement concernées par l'augmentation du SMIC. Hormis dans quelques secteurs comme le textile et l'habillement, la plupart des directions expliquent souvent que leurs salaires les plus bas sont supérieurs au revenu minimum et que, par conséquent, cette mesure ne les touche guère. Ce n'est qu'en partie vrai car, au-delà des salariés qui ne perçoivent que le salaire minimum, près d'un salarié sur deux est concerné par cette augmentation.

D'après le ministère du travail, 2,2 millions de salariés étaient au SMIC le 1^{er} juillet 1996, lors de la précédente revalorisation, ce qui représentait 11 % des salariés. Sur ces 2,2 millions, 1,5 million travaillent dans le secteur marchand, 190 000 dans le secteur domestique – ce sont surtout les emplois familiaux –, 140 000 sont au service de l'Etat ou d'une collectivité locale, 290 000 ont un contrat emploi-solidarité (CES) et 70 000 sont des salariés agricoles.

Mais l'augmentation du SMIC de 4 % a un impact qui dépasse les seuls smicards. Il y a d'abord ceux dont le salaire est compris entre le SMIC et 1,04 SMIC. Leur salaire va être rattrapé par la hausse décidée par Lionel Jospin. Ces nouveaux smicards ne sont pas très



nombreux : 120 000, selon les calculs du ministère du travail. Outre cet impact direct, les experts estiment qu'une augmentation du SMIC a des conséquences sur les rémunérations de très nombreux salariés. « Quand le salaire minimum augmente de 1 %, les économistes estiment que le salaire de base de l'ensemble des salariés augmente, globalement, de 0,1 %. Une hausse de 4 % devrait donc avoir un impact de 0,4 %. Mais, bien entendu, cet impact diminue au fur et à mesure que l'on progresse dans l'échelle des salaires. On estime que la hausse du SMIC se répercute jusqu'aux salaires atteignant 1,5 SMIC, soit 45 % des salariés », explique un expert de la direction de l'animation de la recherche, au ministère du travail.

Selon le Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts (Cserc), qui a publié en 1996 une

étude sur les bas salaires, 6,3 millions de salariés travaillant dans le secteur marchand percevaient moins de 1,5 SMIC en 1992, soit près d'un salarié du secteur privé sur deux. Aucune étude ne permet d'avoir des chiffres plus récents, mais les spécialistes sont convaincus que ce chiffre n'a pas dû beaucoup évoluer car l'échelle des rémunérations est restée à peu près stable depuis lors en France.

Le nombre de salariés peu payés varie selon les secteurs d'activité. En 1992, l'industrie représentait 31 % des effectifs mais « seulement » 26 % des salariés payés moins de 1,6 SMIC. En revanche, 12 % de ces salariés les moins bien payés travaillaient dans le bâtiment, le génie civil et agricole, qui n'employaient pourtant que 9 % des effectifs salariés. Surtout, 62 % d'entre eux travaillaient dans les services alors que

ce secteur emploie 60 % de la main d'œuvre. En 1992, alors que 27 % de la population travaillant dans le secteur privé gagnaient moins de 1,2 SMIC, ce pourcentage dépassait 33 % dans sept secteurs d'activité : les hôtels, cafés et restaurants (56 %), le textile et l'habillement (54 %), les services marchands aux particuliers (53 %), le commerce de détail alimentaire (46 %), le commerce de détail non alimentaire (44 %), les cuirs et chaussures (42 %) et le bâtiment, génie civil et agricole (37 %).

L'HÔTELLERIE-RESTAURATION

Selon le ministère du travail, qui analyse chaque année l'évolution de l'emploi des smicards – mais pas celle des salariés payés légèrement au-delà du salaire minimum –, l'hôtellerie-restauration était en 1996 non seulement la branche qui employait le plus grand nombre de smicards (41 % des salariés de cette branche étaient au SMIC) mais la part de ceux-ci s'est accrue entre 1995 et 1996, tout comme dans l'agro-alimentaire. En revanche, la proportion de salariés payés au SMIC a diminué dans les autres activités à bas salaires.

Sans surprise, les enquêtes confirment que la proportion de salariés payés au SMIC est inversement proportionnelle à la taille de l'établissement. 21,4 % des salariés ne perçoivent que le salaire minimum dans les entreprises de moins de 9 salariés et 1,7 % dans celles de plus de 500. De même, les femmes et les jeunes sont surreprésentés parmi les smicards. 31,6 % des salariés de moins de 26 ans et 16,5 % des femmes ne perçoivent que le SMIC alors que, rappelons-le, 11 % des salariés du privé sont smicards.

Martine Orange

Frédéric Lemaître

Le textile s'inquiète de la hausse du coût du travail non qualifié

LES INDUSTRIELS du textile ont l'impression de vivre un dangereux retour en arrière. La hausse du SMIC de 4 %, bien supérieure aux augmentations des années précédentes, va à l'encontre de tout ce qu'ils réclament de longue date : la réduction des coûts salariaux, l'abaissement des charges sur les emplois les moins qualifiés. « Cette politique [de hausse du SMIC] a pour effet d'interdire l'accès aux salariés les plus exposés. Une fois de plus, on risque de marginaliser une population fragile », s'est indigné Georges Jollès, président de l'Union des industries textiles (UIT).

La sensibilité des entreprises du textile sur le sujet est totale. Avec le bâtiment, il est le secteur industriel le plus concerné par toute progression du salaire minimum. L'augmentation risque de concerner pratiquement les 220 000 salariés – souvent des femmes – de la filière. Près de 55 % d'entre eux sont payés sur la base du salaire minimum. La grande majorité restante reçoit des salaires à peine plus élevés, ne dépassant pas une fois et demie le SMIC.

Placées en concurrence directe avec les pays à bas salaires, les entreprises craignent d'être dans l'impossibilité de répercuter cette hausse dans leurs prix. La baisse régulière de consommation de textile-habillement en France, aggravée cette année par un temps désastreux, les incite à encore plus de prudence. Pour subsister, les sociétés se retrouvent devant une équation trop connue : réduire les marges, augmenter la productivité, supprimer des emplois.

Pour les industriels, la politique d'aide au textile mise au point depuis un an est en train de voler en éclats. En juin 1996, le gouvernement a instauré un système de baisse des charges sociales sur les bas salaires pour le secteur. En contrepartie, les entreprises du secteur se sont engagées à maintenir l'emploi. Bien que contesté par Bruxelles, ce plan textile a eu des résultats : les destructions d'emplois, selon l'Unedic, sont tombées à 1 300 par mois contre 2 200 précé-

demment, et 3 000 embauches de jeunes ont été réalisées en un an.

Au moment où la Commission européenne discute à présent ce plan d'aide et menace de demander des remboursements à certaines entreprises, la hausse du SMIC vient fragiliser le secteur. Ignorant tout des intentions du gouvernement sur le maintien ou la poursuite de l'abaissement des charges pour les salaires les plus bas, certains se prennent à désespérer. Des entreprises comme Kinky (chaussettes) qui avaient résisté jusqu'à présent aux sirènes de l'étranger menacent à leur tour de se délocaliser.

IL NE SUFFIT PAS DE CRÉER 200 000 PME CHAQUE ANNÉE, ENCORE FAUT-IL QU'ELLES SE DÉVELOPPENT.

Logique.

Les petites et moyennes entreprises sont le cœur de notre économie. Elles sont la source de notre croissance et de notre prospérité. Elles sont le moteur de notre développement.

La Banque du Développement des PME agit avec les banques pour mieux faire gagner les PME.

La Banque du Développement des PME agit avec les banques pour mieux faire gagner les PME.

La Banque du Développement des PME agit avec les banques pour mieux faire gagner les PME.



BANQUE DU DÉVELOPPEMENT DES PME



UN NOUVEAU PARTENARIAT

POUR MIEUX FINANCER L'ESPRIT D'ENTREPRISE.

11, rue de Valenciennes - 75013 Paris - Tél. 01 42 55 11 11

AUTOMOBILISME Le Grand Prix de France de F1, qui a eu lieu dimanche 29 juin sur le circuit de Magny-Cours (Nièvre), a été dominé par l'Allemand Michael Schumacher

(Ferrari), qui s'est imposé devant son compatriote Heinz-Harald Frentzen (Williams-Renault) et son coéquipier Eddy Irvine. ● SA VICTOIRE, Michael Schumacher la doit, une fois

de plus, aux progrès de son automobile et à son sang-froid sous la pluie. ● JACQUES VILLENEUVE, quatrième de la course et distancé au classement du championnat du monde

des pilotes, ne cache plus son courroux et se plaint du « manque de liberté » chez Williams-Renault. ● L'AVENIR DU GRAND PRIX DE FRANCE, menacé par l'application

stricte des lois Evin et Bredin, et celui du circuit de Magny-Cours, aux prises avec le déménagement de l'écurie d'Alain Prost, ne sont toujours pas assurés.

Michael Schumacher jongle avec le ciel pour gagner le Grand Prix de France

A l'issue d'une course à peine troublée par une brève averse dans les derniers tours, le pilote allemand de l'écurie Ferrari a démontré une nouvelle fois sa dextérité et son sang-froid, s'adjugeant sa troisième victoire de la saison

MAGNY-COURS

de notre envoyé spécial

Une averse, une toute petite averse, a suffi à tirer le Grand Prix de France de formule 1 de l'ennui dans lequel il menaçait de sombrer, dimanche 29 juin, à Magny-Cours (Nièvre). Michael Schumacher était confortablement installé en tête après plus d'une heure de course. Sa Ferrari volait vers une victoire aisée, loin devant la Williams-Renault de son compatriote Heinz-Harald Frentzen, lorsque quelques gouttes sont venues troubler ce bel ordonnancement. Dans les tribunes, les spectateurs ont sorti cirés et parapluies, ravis du spectacle qui s'annonçait enfin.

En revanche, dans les cockpits et dans les stands, chacun s'abritait derrière le masque des mau-

vais jours. Pour Alain Prost, c'était le pire des scénarios : « Je préférerais que la piste soit toujours mouillée ou toujours sèche, car les variations avantagent les pilotes expérimentés », confiait-il la veille en songeant aux difficultés que rencontrerait son nouveau pilote, le jeune Italien Jarno Trulli, dans de telles conditions.

En cas de pluie franche et ininterrompue, les ingénieurs de F1 savent s'organiser. Côté moteur, les inflexions sont minimes. « La plus grosse difficulté, c'est d'arriver à donner au pilote les moyens de doser la puissance du moteur, toujours supérieure à ses besoins sur une piste humide », indique Christian Blum, ingénieur de Renault-Sport chez Benetton. Pour atteindre cet objectif, le pilote agit lui-même, depuis son tableau de bord, pour modifier l'effet sur le moteur de ses pressions sur la pédale d'accélérateur. Si une pluie battante détrempe la piste, les techniciens installent également

des masques sur les radiateurs du moteur pour éviter de trop fortes baisses de température.

Mais c'est sur le châssis que les réglages pour la pluie sont les plus déterminants : « On va compenser le manque d'adhérence en brisant davantage les ailerons pour augmenter les appuis aérodyna-

miques, explique Damien Py, ingénieur chez Prost Grand Prix. On essaie également de récupérer de l'adhérence en assouplissant les ressorts de suspension et la barre antiroulis. Mais avec ces réglages, si la piste sèche, le pilote va se trouver très mal, sa voiture va pencher un peu trop dans les virages et elle sera

très difficile à conduire. » Si les ingénieurs se jouent des caprices du ciel, encore faut-il savoir les détecter avec certitude. Dimanche, les grandes écuries britanniques (Williams, McLaren) se sont fiées comme d'habitude aux observations des météorologues dépêchés à leur attention par la météo nationale anglaise. Dans ces conditions d'instabilité, Benetton a l'habitude de poster des hommes à quelques kilomètres du circuit, en amont du vent, pour envoyer des informations sur une éventuelle apparition de la pluie. Mais les vents tourbillonnants qui soufflaient autour de Magny-Cours ont rendu l'entreprise pratiquement impossible.

PARI PERDU

Enfin, l'écurie locale, Prost Grand Prix, avait fait appel aux gens du cru : « Nous avons passé un accord ponctuel avec la station régionale de Météo France, basée à l'aéroport de Nevers-Fourchambault, précise Didier Perrin, ingénieur responsable des opérations au sein de l'écurie française. Ce sont des gens d'ici, qui disposent à la fois des moyens techniques de Météo France et de leur connaissance approfondie du secteur. » Malheureusement, même aussi personnalisée et perfectionnée, la prévision météo demeure une science du hasard où l'interprétation des données vaut davantage que la connaissance elle-même.

Peu après l'heure de course, l'écurie Prost a été avertie de l'imminence d'une « averse légère » sur le circuit. A cet instant de la course, au 52^e tour, un arrêt-ravitaillement était programmé. La piste était alors parfaitement praticable, mais Alain Prost a voulu tenter un « truc » : son pilote est reparti avec un train de pneus intermédiaires. Pari osé, pari perdu : la pluie a tardé à s'intensifier, et Jarno Trulli, ralenti par ses gommes inadaptées, a rétrogradé de plusieurs places. « A quatre tours près, cela a failli marcher, mais, le temps que la pluie arrive,

ses pneus avaient perdu leur efficacité », regrettait Alain Prost.

Quelques tours plus tard, d'autres pilotes ont suivi l'exemple de Jarno Trulli en chaussant des pneus intermédiaires. Hélas pour eux, l'averse fut brève et la piste a vite séché. Michael Schumacher, en accord avec Jean

Jacques Calvet défend les circuits européens

Jacques Calvet, le PDG du groupe PSA, a assuré, dimanche 29 juin, à l'occasion du Grand Prix de France, qu'il ne « croyait pas » aux menaces d'éloignement d'une partie des Grands Prix de formule 1 hors d'Europe. « Je ne vois pas comment les autorités sportives pourraient prendre le risque de supprimer le Grand Prix de France vis-à-vis de Peugeot, de Prost ou de Renault », a-t-il précisé, évoquant l'« opération gribouille » de Bernie Ecclestone, fâché tout rouge contre la loi Evin. Selon Jacques Calvet, une telle décision ne pourrait que contribuer à aggraver le problème du manque de motoristes prêts à investir en F1. Jacques Calvet a ainsi affirmé que Peugeot Sports quitterait la compétition si celle-ci devait s'éloigner du marché européen. Il devrait annoncer au Grand Prix d'Angleterre, le 13 juillet, s'il décide ou non de fournir un moteur à l'écurie Jordan l'année prochaine (Le Monde du 14 juin).

Tout, le patron de l'écurie, a persévéré avec ses pneus pour le sec. Les deux compères ont donc été, une nouvelle fois, les plus perspicaces. Au prix de quelques acrobaties, le pilote allemand s'est offert sa troisième victoire de l'année, la deuxième sous la pluie après sa démonstration de Monaco.

Eric Collier

Jacques Villeneuve chicane les choix de son écurie

MAGNY-COURS

de notre envoyé spécial

Rarement un dernier tour de course aura été aussi animé que celui du Grand Prix de France 1997. A l'amorce du dernier virage, le vainqueur, Michael Schumacher, a laissé passer la Jordan-Peugeot de son jeune frère Ralf, alors septième, pour qu'il puisse effectuer un tour supplémentaire et - qui sait ? - grignoter une ou deux places dans une course devenue folle. La manœuvre a parfaitement fonctionné puisque, devant Schumacher junior, la bataille pour la cinquième place qui opposait Jean Alesi et David Coulthard s'est terminée dans le décor pour l'Ecossois, avec les excuses du Français.

Quelques hectomètres devant, une autre passe d'armes se préparait entre Eddie Irvine et Jacques Villeneuve, pour la troisième place. Après avoir fondu sur son adversaire, le Canadien a tenté un invraisemblable dépassement dans l'ultime chicane. En vain : « Eddie Irvine m'a emmené vers l'extérieur du virage et j'ai fait un tête-à-queue en arrivant sur la ligne blanche de l'entrée aux stands »,

raconte-t-il. L'audacieux banco a bien failli tourner à la catastrophe pour Jacques Villeneuve, qui est reparti in extremis sous le nez de Jean Alesi, en coupant le dernier virage pour mieux s'assurer la quatrième place.

Par ce coup de poker, Jacques Villeneuve n'a pas seulement voulu faire honneur à sa réputation d'amateur de sensations fortes. Cette opération de la dernière chance était à ses yeux l'occasion de sauver un bien morne week-end et de se libérer du doute qui le tenaillait depuis quelques courses et sa sortie prématurée au Grand Prix du Canada, le 15 juin. Le Québécois est arrivé teint en blond à Magny-Cours, avec la ferme intention de refaire une partie de son retard (7 points) sur Michael Schumacher au championnat du monde.

Le circuit nivernais - « des virages posés dans la campagne », raille-t-il - devait avantager les Williams-Renault. Mais, dès la séance d'essais qualificatifs, Jacques Villeneuve a compris que cette course pouvait à nouveau lui échapper. Qualifié en quatrième position sur la grille de départ, son plus mau-

vais résultat depuis le début de l'année, il a laissé éclater son ressentiment : « Nous avons une voiture compétitive, mais nous l'exploitons mal. On a réussi à foutre le week-end en l'air. On doute de mes réglages. Cela ne me facilite pas le travail. Je pensais pourtant que c'était fini depuis la mi-saison l'année dernière. Eh bien non, ça recommence : je dispose de moins de liberté dans le travail. »

Son résultat décevant du Grand Prix de France ne l'a guère rasséréiné, faisant resurgir les démons du Grand Prix de Monaco, course perdue par la faute du pari insensé de l'équipe Williams. « On ne voulait pas commettre la même erreur que là-bas, disait Jacques Villeneuve. Il était supposé pleuvoir davantage et, encore une fois, nous avons écouté la météo. J'étais un petit peu contre. » Michael Schumacher dispose désormais de quatorze points d'avance sur lui au championnat du monde : « Cela devient inquiétant, mais l'année dernière, à ce moment de la saison, j'étais encore plus loin de Damon Hill. »

E. C.

Le boxeur Mike Tyson a été disqualifié après avoir mordu les deux oreilles d'Evander Holyfield

ATLANTA

correspondance

L'événement s'annonçait historique et inoubliable. Il l'a été. Mais pas pour les raisons espérées. Samedi 28 juin, Mike Tyson a inventé sur le ring du MGM Grand de Las Vegas, en public et en direct à la télévision, une nouvelle face dans un sport qui croyait pourtant bien les avoir déjà toutes passées en revue. Plutôt que de ses poings, il a choisi de se servir de ses dents pour en finir au plus vite de son combat revanche contre Evander Holyfield (Le Monde du 28 juin). Il lui a sauvagement mordu l'oreille droite, au troisième round, sans autre mobile apparent que celui de donner de lui l'image d'un boxeur dépourvu de raison. Puis il a poursuivi son étrange démonstration, moins d'une minute plus tard, en croquant d'un même mouvement de rage le lobe gauche de son adversaire.

A la première morsure, l'arbitre a interrompu l'échange, constaté avec la plus grande perplexité qu'il manquait un morceau à l'oreille sanglante d'Holyfield et pénalisé son agresseur de deux points. A la seconde, il a mis fin au combat. Evander Holyfield, le tenant, a conservé son titre mondial des poids lourds WBA mais perdu un épais lambeau de peau. Mike Tyson, le challenger, a encore connu la défaite, sept mois et demi après son premier échec face au même homme.

Mais il a, cette fois, déniché un moyen encore inédit de marquer l'histoire. De mémoire de spécialistes, la boxe n'avait encore jamais vu combat s'achever ainsi. Elle avait tout connu, ou presque. Mais il ne lui était même jamais

venu à l'idée, même dans ses pires cauchemars, que le poids lourds le plus fameux de son temps se mette en tête de découper son adversaire en morceaux, au sens littéral du terme.

FUREUR SUR LE RING

Et elle n'avait sûrement jamais osé prédire que le match le plus richement doté de son histoire se prolongerait, une fois la décision annoncée, en une furieuse bagarre de rue. Son second coup de dents donné, Mike Tyson a baissé les

poings, écouté l'arbitre lui signifier sa disqualification. Puis il a été saisi d'une véritable fureur, comme si le goût du sang dans sa bouche avait soudainement attisé chez lui des envies meurtrières. Incapable de se contenir, Mike Tyson a commencé à cogner sur tout ce qui bougeait autour de lui. Une œuvre de longue haleine, le ring du MGM Grand ayant été envahi par une foule de policiers, de cameramen, d'entraîneurs et de soigneurs. Il a distribué en quelques secondes plus de coups qu'il n'en

avait assénés pendant les trois rounds du combat. Et il a finalement quitté la place sous une avalanche d'insultes.

Quelle mouche a donc bien pu piquer Mike Tyson ? A Las Vegas, samedi soir, les 16 300 spectateurs qui avaient payé jusqu'à 20 000 francs leur place ont quitté lentement les abords du ring sans être capables de formuler une seule bonne réponse. Plus tard, le boxeur a tenté lui-même de prononcer un début d'explication. Mais ses propos ont semblé à

peine plus cohérents que son attitude entre les cordes.

« Holyfield m'a frappé plusieurs fois de la tête et regardez le résultat, a hurlé Mike Tyson en désignant du doigt ses deux arcades ouvertes. Il l'a fait au premier round, puis encore au deuxième. C'est inexcusable, l'arbitre aurait dû le sanctionner. Le sang coulait dans mes yeux, il m'était impossible de poursuivre normalement le combat. Regardez-moi, regardez mon visage. J'ai une carrière à mener, une famille à nourrir et trois enfants à éle-

ver. Ce soir, le père que ces enfants vont voir rentrer à la maison aura deux coupures ouvertes au-dessus des yeux. » Il aura aussi, plus grave, un avenir de boxeur plutôt incertain et, comme seul bagage, un avis de suspension prononcé dès le soir même par la commission sportive de l'Etat du Nevada.

PROCHAIN ROUND

Evander Holyfield, lui, n'a guère été mieux inspiré pour commenter un incident dont il n'avait sans doute jamais imaginé le scénario. « Il cherchait un moyen de quitter le combat, il l'a trouvé, a-t-il doucement murmuré. Mais je n'arrive pas à comprendre. Il avait sa chance. Il n'avait pas besoin de me mordre ainsi l'oreille. » Puis une ambulance l'a conduit dans un hôpital de Las Vegas, où la chirurgie plastique a tenté de redonner à son oreille droite, la plus meurtrie des deux, une apparence à peu près normale. Pressé de questions sur la suite possible d'une telle soirée, Evander Holyfield a attendu jusqu'au lendemain matin pour assurer qu'il n'accepterait de retrouver Mike Tyson sur un ring qu'à la condition de l'entendre se répandre en excuses.

Pari impossible ? Dans n'importe quel sport, sûrement. Mais pas en boxe. Et moins encore avec Mike Tyson. Le champion disqualifié et son adversaire ont en commun de ne jamais savoir avec une grande précision de quoi sera fait leur lendemain. Ils peuvent commettre le pire, puis l'effacer de leur mémoire et se relever de la sieste en annonçant que le meilleur est encore à venir.

A. M.

Alain Mercier

« Iron » Mike retrouve sa vraie nature

ATLANTA

correspondance

Il n'avait encore jamais mordu un adversaire à l'oreille jusqu'à lui arracher un morceau de chair. Du moins pas en public, devant plusieurs centaines de millions de té-

PORTRAIT

Le « mauvais garçon » de Brooklyn n'a jamais su retenir ses coups

l'espectateurs. Mais Mike Tyson n'en est pas, tant s'en faut, à son premier écart de conduite. A trente et un ans, le récit de sa courte existence compte au moins autant de faits divers que de combats gagnés par K-O.

Une interminable succession de dérapages incontrôlés qu'il avait juré interrompre pour toujours, en mars 1995, à sa sortie de prison, après trois années de détention

pour le viol d'une jeune femme. L'isolement dans une cellule et la découverte de la littérature l'avaient assagi, expliquait-il de sa voix étrangement douce et haut perchée. Ses discours d'homme neuf, presque repent, semblaient crédibles. Depuis samedi 28 juin, il ne l'est plus.

Ses premiers actes de « mauvais garçon » ont eu pour décor les trottoirs de Brooklyn. Mike Tyson avoue seulement douze ans le jour de sa première visite dans un commissariat new-yorkais. Il est arrêté pour le vol d'un sac à main. Quatre ans plus tard, son bref séjour sur les bancs du lycée de Catskill, dans l'Etat de New York, se termine dans la rue. Mike Tyson est expulsé pour « comportement violent ». Il ne reprendra jamais ses études. La boxe le détourne rapidement de cet échec scolaire. Il passe professionnel dès l'âge de dix-huit ans et devient, à vingt ans et quatre mois, le plus jeune champion du monde des poids

lourds de l'histoire. Il est riche, célèbre, mais toujours aussi peu maître de lui-même. Seul changement : ses écarts de conduite font désormais la « une » des journaux.

« MANIACO-DÉPRESSIF »

En juin 1987, il est accusé d'abus sexuel sur une employée de parking, une affaire que ses avocats arrêtent de justesse à la porte du tribunal, en payant plus de 500 000 francs le silence de la victime. L'année suivante, Mike Tyson épouse l'actrice Robin Givens, mais ce mariage hollywoodien tourne bientôt au sordide. La jeune femme se dit battue par son mari et décrit sa vie conjugale comme un « enfer ». En septembre 1988, la journaliste Barbara Walters confronte les deux époux lors d'une interview télévisée. Robin Givens qualifie Mike Tyson de « maniaco-dépressif ».

Incapable de se défendre, il répond d'un long silence gêné. Puis retrouve rapidement un compor-

Le XV de France quitte l'Australie sur une nouvelle défaite

Battus lors du second test-match, les Tricolores ont encore laissé échapper trop d'occasions

Le XV de France a perdu le second test-match de sa tournée australienne (26-19), samedi 28 juin, à Brisbane, une semaine après avoir été

battu (29-15) à Sydney. Le bilan n'est pas satisfaisant. Plus que les scores, c'est la manière qui inquiète les entraîneurs, Jean-Claude Skrela et

Pierre Villepreux. A deux ans de la Coupe du monde, les Français ont bien du mal à rivaliser avec le rugby moderne de l'hémisphère sud.

BRISBANE

de notre envoyé spécial

Au bout du voyage était la tristesse. Le XV de France repart vaincu, rageur et triste. En ce début d'hiver impuissant à décourager le soleil du Queensland, la France n'aura pas battu l'Australie. Elle s'en retourne dans son état après avoir perdu, et reperdu encore. Et, pourtant... En son épilogue, le match de Brisbane (26-19), samedi 28 juin, a ressemblé comme un frère à celui de Sydney (29-15). A une semaine d'intervalle, il a laissé aux joueurs un cruel sentiment d'inachevé, celui d'avoir eu leur sort en mains, et puis d'avoir tout gâché, comme par inadvertance. Curieuse équipe de France, qui mêle les plus beaux coups d'éclat aux pires abandons, qui sait les secrets des chefs-d'œuvre, et s'abandonne au vent du mauvais goût. Une fois insaisissable, imprévisible, brillante, et aussitôt terne, sans allant ni idées, elle enthousiasme autant qu'elle exaspère.

Comment raconter ce trouble, décortiquer ces longs moments d'absence ? Une rencontre de rugby se compose de deux mi-temps de quarante minutes. Un tel rappel pourrait prêter à rire ; encore faut-il souligner que les Français en auraient eu bien besoin, eux qui n'ont joué que soixante-deux minutes. « Réussir son entame », l'expression est aussi vieille que le jargon des entraîneurs. Les quinze tricolores l'ont manquée, ratée, massacrée, dans l'embarquée terrible d'un faux départ. Ce furent

dix-huit minutes de fautes, d'erreurs, d'errements, le handicap de trois essais et 17 points à 0. A ce moment du match, on a même cru au désastre. Il ne resterait rien que l'humiliation du « carton ».

Pour faire comprendre ce long trou de mémoire, Marc Dal Maso, l'un des meilleurs joueurs de la rencontre, avait une explication rationnelle, donc rassurante : « Nous, nous jouons un gros match dans la saison, contre l'Angleterre. Eux, ils en disputent treize ou quatorze par an. Résultat ? On ne sait pas vraiment où on en est. Plus on jouera contre eux, plus on progressera. » Dans le vestiaire, les joueurs ne parlaient que de cela. La semaine précédente, à Sydney, ils avaient étalé leurs forces dès le coup d'envoi. Cette fois, ils se sont fait attendre, trop longtemps, laissant aux Australiens tout loisir de bâtir leur avance. Fabien Pelous, le numéro 8 sorti sur une blessure à la hanche, se réfugiait derrière le mystère de ces vingt premières minutes pour résumer les raisons de la défaite : « On ne pouvait pas plus mal jouer, sans doute un problème de concentration. » Pierre Ville-

preux, l'un des entraîneurs, préférait mettre en avant l'incapacité à « faire le break pendant nos périodes de domination ».

Au seuil de rompre, l'équipe de France s'est ressaisie. Elle s'est lancée dans l'une de ces farouches courses-poursuites qui seront toujours son charme et sa folie. Elle a beaucoup couru, poussé, sauté, s'est souvent approchée de la ligne australienne, elle a érodé l'ardeur des Wallabies.

SUR LE CHEMIN DU JEU

Pendant un peu plus d'une minute, elle a même donné un net aperçu de ce nouveau jeu prôné par l'encadrement technique : monopole du ballon, libérations rapides après les regroupements, bonne alternance des avants et des arrières, irrésistible progression vers l'en-but, au total une longue séquence de rugby conclue par un essai de Thomas Castaignède. « Lorsque l'on arrivera à reproduire quatre ou cinq fois dans un match ce type de situation, il sera vraiment dur de nous battre », analysait Jean-Claude Skrela, l'autre entraîneur.

Une charte peut en cacher une autre

Une nouvelle charte des joueurs en tournée va être mise en œuvre, ont annoncé Bernard Lapasset, le président de la Fédération française de rugby (FFR), et Jo Maso, le manager de l'équipe de France, samedi 28 juin à Brisbane. La base financière et sportive du contrat des internationaux sera modifiée, les droits et les devoirs des joueurs précisés. L'encadrement de l'équipe de France a en effet jugé insatisfaisant le système financier retenu pour cette tournée, à l'initiative de Guy Laporte, l'un des vice-présidents de la FFR. En Australie, chacun des trente-deux joueurs sélectionnés recevait une indemnité forfaitaire de 1 000 francs par jour. Mais seuls les quinze titulaires et les six remplaçants des deux test-matches ont touché la prime de match, qui aurait pu s'élever à 40 000 francs par joueur en cas de victoire. Les onze autres ne percevaient pas un centime.

Jean-Claude Skrela, entraîneur de l'équipe de France

« Il faut avoir une volonté féroce de réussir »

BRISBANE

de notre envoyé spécial

« Trois victoires et trois défaites, dont les deux test-matches contre l'équipe d'Australie, pouvez-vous vous satisfaire d'un tel bilan à l'issue de ces trois semaines de tournée ?

– Statistiquement, le bilan de la tournée est négatif. Etre satisfait dans la défaite, c'est dur. Samedi encore, à Brisbane, nous avons connu des problèmes dans la concentration. Pendant ces trois semaines, j'ai ressenti par moments un peu de lassitude chez les joueurs. C'était aussi sensible lors des entraînements. C'est peut-être la cause de ce mauvais début dans le second test.

– Vous avez emmené trente-deux joueurs dans cette tournée, plus que d'habitude...

– Ils ne se sont pas tous comportés comme je l'aurais souhaité. Certains ont plus travaillé que d'autres. J'ai aussi été choqué par le nombre de joueurs qui fument, par exemple. Mais je suis très content d'avoir pris trente-deux joueurs avec nous. Il y aura tout de même eu une révélation, celle d'Olivier Brouzet en deuxième ligne, dont c'était le retour au plus haut niveau, et une confirmation, celle de Marc Dal Maso au talonnage.

– Faut-il revoir l'organisation des tournées et, plus généralement, celle du travail du XV de France ?

– Oui. Nous allons d'ores et déjà établir un bilan pointu et chiffré de cette tournée. Ensuite, nous nous retrouverons au mois d'août avec l'ensemble du staff technique pour proposer des solutions. Dès la prochaine saison internationale, nous allons mettre en place un nouveau système, qui mêlera à l'entraînement du XV de France les équipes de France juniors et de moins de vingt et un ans. Elles participeront aux stages. Nous effectuerons le même travail dans les trois équipes. Il nous faut aller vite pour trouver des titulaires de la dimension des meilleurs.

– Nos joueurs n'ont rien à envier aux autres. Il faut juste se donner les moyens de réussir, avoir une volonté féroce de réussir. Cela passera aussi par des relations plus suivies avec les clubs. Il faut donner naissance à une volonté générale du rugby français, que tous tirent dans le même sens.

– La Coupe du monde a lieu dans deux ans. Pensez-vous être en mesure de la jouer pour la gagner ?

– Il s'agit d'abord de prendre conscience de ses moyens. Ils

existent. Dans ce groupe, je le répète, il y en a un paquet qui n'ont rien à envier à personne. Franchement, je pensais que ce second test, à Brisbane, on allait le gagner. Contre les Barbarians australiens, mardi, une dynamique s'était enclenchée. Elle s'est poursuivie, mais seulement par intermittence. J'espère que nous serons capables de la retrouver et de l'amplifier dès l'automne. Il manque la capacité de marquer lorsqu'on a des occasions. Nous devons convaincre les joueurs qu'il faut tout monter d'un cran : la préparation physique, la technique individuelle. Ce jeu demande de plus en plus d'énergie.

– Vos adversaires australiens ont-ils répondu à l'idée que vous vous en faisiez ?

– Je pensais que le fossé serait plus grand. Nous n'avons pas été dominés physiquement, par exemple, au contraire. Je dois aussi reconnaître qu'à certains postes ils alignent des joueurs plus performants que les nôtres. C'est notamment le cas de leurs ailiers. »

Propos recueillis par Pascal Ceaux

A cinq semaines du Mondial d'athlétisme, Marie-José Pérec doute

La championne a encore été battue sur 200 m

VILLENEUVE-D'ASCQ

de notre envoyée spéciale

Les championnats du monde d'athlétisme d'Athènes (1^{er}-10 août) pourraient bien devoir se passer de Marie-José Pérec. Après avoir reporté sa rentrée et fait piètre impression, mercredi 25 juin, au meeting de Paris (septième du 200 m en 23 sec 17), la triple championne olympique, qui souffre d'une fracture de fatigue au péroné, est toujours à la recherche de sa forme.

Malgré des progrès chronométriques tangibles, dimanche 29 juin, au meeting de Villeneuve-d'Ascq (Nord), où elle s'est classée troisième en 22 sec 67 d'un 200 m remporté par la Jamaïcaine Juliet Cuthbert (vice-championne olympique du 100 m et du 200 m à Barcelone, en 1992), la Française a indiqué que sa participation au Mondial dépendrait de sa performance au meeting de Lausanne, mercredi 2 juillet.

« J'ai tout gagné, a-t-elle expliqué. Si je ne suis pas compétitive, j'arrêterai là la saison. Une quatrième place ne m'intéresse pas. » « Je cours maintenant pour retrouver la cerise sur le gâteau. Cette cerise, je ne l'ai pas encore trouvée. Et, moi, je ne mange jamais de gâteau s'il n'y a pas de cerise dessus », a-t-elle expliqué dans un entretien publié, lundi 30 juin, dans *Le Parisien*. John Smith, son entraîneur californien, garde confiance :

« Elle devrait aller beaucoup plus vite à Lausanne. » Prudente, l'intéressée a refusé de révéler la limite qu'elle s'est fixée pour prendre sa décision. Son résultat suisse conditionnera également sa participation aux championnats de France organisés (4-6 juillet) à Fort-de-France, en Martinique.

Plus en verve que la star de l'athlétisme français, le Niçois Nadir Bosch a amélioré le record de France du 2 000 m (4 min 55 sec 60 contre 4 min 56 sec 2), au cours du même meeting, en finissant deuxième de l'épreuve remportée par l'Algérien recordman du monde de la spécialité (4 min 47 sec 88), Noureddine Morceli. Le record national sur cette distance, signé par Michel Jazy le 12 octobre 1966 sur la cendrée du stade Chéron de Saint-Maur (Val-de-Marne), était le plus ancien répertoire par la Fédération française d'athlétisme (FFA).

Sociétaire de l'université Nice-Sophia Antipolis, Nadir Bosch est né le 16 mai 1973 à Alger. Champion de France en titre du 3 000 m steeple, il s'était classé douzième sur cette distance à Atlanta. A vingt-trois ans, il est décidé à se consacrer au 1 500 m. Sa performance de dimanche devrait faciliter sa qualification dans sa nouvelle discipline de prédilection pour les Championnats du monde.

Patricia Jolly

DÉPÊCHES

■ **BASKET-BALL** : l'équipe de France s'est inclinée à l'issue de son premier match des huitièmes de finale du championnat d'Europe. Elle a été battue (80-93) par la Russie, dimanche 29 juin, à Gérone, en Espagne.

■ **FOOTBALL** : les jeunes joueurs de l'équipe de France ont été éliminés en quarts de finale du championnat du monde des moins de 20 ans, disputé en Malaisie. Les joueurs entraînés par Gérard Houllier se sont inclinés aux tirs au but (7-6) devant l'Uruguay (1-1 à la fin de la prolongation), dimanche 29 juin.

■ **Le Brésil a remporté la Copa America** en battant la Bolivie (3-1). Cette finale, disputée dimanche 29 juin à La Paz, à 3 600 mètres d'altitude, a permis aux Brésiliens de gagner l'épreuve pour la cinquième fois.

■ **CYCLISME** : Stéphane Barthe est le nouveau champion de France de cyclisme sur route. Le coureur de l'équipe Casino, âgé de vingt-quatre ans, s'est imposé au sprint à Linas-Montlhéry, dimanche 29 juin. Stéphane Barthe, dont c'est la première saison professionnelle, n'a pas été retenu pour le Tour de France, qui partira de Rouen samedi 5 juillet.

■ **TENNIS** : Cédric Pioline s'est qualifié pour les huitièmes de finale du tournoi de Wimbledon en battant, dimanche 29 juin, le Sud-Africain Wayne Ferreira (6-4, 6-3, 6-3). Guillaume Raoux et Arnaud Clément ont été éliminés, ainsi qu'un des grands favoris, le Croate Goran Ivanisevic. Dans le tableau féminin, les Françaises Nathalie Tauziat, Sandrine Testud et Mary Pierce se sont qualifiées pour les seizièmes de finale.

■ **GOLF** : le Sud-Africain Retief Goosen a battu le record de l'Open de France en réalisant un score de 217 (17 sous le par) sur quatre tours du parcours de Saint-Quentin-en-Yvelines. Les Français n'ont pas particulièrement brillé dans la 81^e édition d'une épreuve jouée dans des conditions climatiques difficiles. Jean-François Remésy s'est classé 18^e, Raphaël Jacquelin, le champion de France, 27^e, et Jean Van de Velde n'a pris que la 47^e place.

■ **ÉQUITATION** : John Whitaker a remporté le Grand Prix d'Aix-la-Chapelle, dimanche 29 juin. A quarante et un ans, le quadruple champion d'Europe et double champion du monde s'est imposé sur Welham.

■ **LOTO** : résultats des tirages n° 52 du samedi 28 juin. Premier tirage : 1, 7, 8, 22, 44, 48, numéro complémentaire : 21. Rapports pour 6 bons numéros : 5 843 570 F ; pour 5 bons numéros plus le complémentaire : 75 430 F ; pour 5 bons numéros : 4 740 F ; pour 4 bons numéros : 115 F ; pour 3 bons numéros : 13 F. Second tirage : 1, 6, 10, 24, 28, 48, numéro complémentaire : 19. Rapports pour 6 bons numéros : 10 604 845 F ; pour 5 bons numéros plus le complémentaire : 28 440 F ; pour 5 bons numéros : 3 395 F ; pour 4 bons numéros : 98 F ; pour 3 bons numéros : 12 F.

RÉSULTATS

AUTOMOBILISME

Grand Prix de France

1. M. Schumacher (All., Ferrari) ; 2. H.-H. Frenzen (All., Williams-Renault), à 23 s 537 ; 3. E. Irvine (Irl., Ferrari), à 1 mn 14 s 801 ; 4. J. Villeneuve (Can., Williams-Renault), à 1 min 21 s 784 ; 5. J. Alesi (Fra., Benetton-Renault), à 1 min 22 s 735 ; 6. R. Schumacher (All., Jordan-Peugeot), à 1 min 29 s 871.

Championnat du monde des pilotes : 1. M. Schumacher (All.), 47 pts ; 2. J. Villeneuve (Can.), 33 ; 3. H.-H. Frenzen (All.), 19 ; 4. E. Irvine (Irl.), 18 ; 5. O. Panis (Fra.) et J. Alesi (Fra.), 15.

Championnat du monde des constructeurs : 1. Ferrari, 65 pts ; 2. Williams-Renault, 52 ; 3. Benetton-Renault, 25 ; 4. McLaren-Mercedes, 21 ; 5. Prost-Mugen Honda, 16 ; 6. Jordan-Peugeot, 13.

CYCLISME

Championnats de France

● Messieurs
1. S. Barthe 2. D. Nazon m.t. ; 3. F. Morelle m.t.

● Dames
1. S. Riedle 2. E. Farcy m.t. ; 3. C. Marsal, à 20 s.

FOOTBALL

Coupe Intertoto

Deuxième journée

● Groupe 2
Silkeborg (Dan.)-Hrvatski Dragovoljac (Cro.) 5-0
Ebbw Vale (Pdg)-Casino Graz (Aut.) 0-0
Exempt : Bastia (Fra.).

● Groupe 3
1. Casino Graz, 4 pts ; 2. Silkeborg, 3 ; 3. Bastia, 3 ; 4. Ebbw Vale, 1 ; 5. Hrvatski Dragovoljac, 0.

● Groupe 4
1. Lausanne, 4 pts ; 2. Anvers, 3 ; 3. Nea Salamina, 3 ; 4. Auxerre, 1 ; 5. Ards FC, 0.

● Groupe 5
1. Lausanne, 4 pts ; 2. Anvers, 3 ; 3. Nea Salamina, 3 ; 4. Auxerre, 1 ; 5. Ards FC, 0.

● Groupe 6
1. Lausanne, 4 pts ; 2. Anvers, 3 ; 3. Nea Salamina, 3 ; 4. Auxerre, 1 ; 5. Ards FC, 0.

Classement : 1. Rapid Bucarest, 6 pts ; 2. Lyon, 3 ; 3. Zilina, 3 ; 4. Austria Vienne, 0 ; 5. Odra Wodzislaw, 0.

● Groupe 10
Cukaricki (You.)-Gloria Bistrita (Rou.) 3-2
Spartak Varna (Bul.)-Groningen (P-B) 0-2
Exempt : Montpellier (Fra.).

Classement : 1. Groningen, 6 pts ; 2. Montpellier, 3 ; 3. Cukaricki, 3 ; 4. Gloria Bistrita, 0 ; 5. Spartak Varna, 0.

● Groupe 11
Mondial des moins de 20 ans
France-Uruguay 1-1 a.p.
L'Uruguay se qualifie 7 tirs au but à 6.

● Coupe d'Espagne
Finale
FC Barcelone-Bétis Séville 3-2 a.p.

● Groupe 12
Mondial des moins de 20 ans
France-Uruguay 1-1 a.p.
L'Uruguay se qualifie 7 tirs au but à 6.

● Coupe d'Espagne
Finale
FC Barcelone-Bétis Séville 3-2 a.p.

GOLF

Open de France

1. R. Goosen (AFS), 271 ; 2. J. Spence (G-B), 274 ; 3. M. Gates (G-B), R. Russell (Eco.), V. Phillips (G-B) et D. Clarke (Irl.), 275.

MOTOCYCLISME

Grand Prix des Pays-Bas

● 125 cm³ : 1. V. Rossi (Ita., Aprilia), 38 min 50 s 264 ; 2. T. Manako (Jap., Honda), 38 min 50 s 364 ; 3. K. Sakata (Jap., Aprilia), 38 min 50 s 548.

● 250 cm³ : 1. T. Harada (Jap., Aprilia), 38 min 9 s 016 ; 2. R. Waldmann (All., Honda), 38 min 9 s 254 ; 3. L. Capirossi (Ita., Aprilia), 38 min 21 s 522.

● 500 cm³ : 1. M. Doohan (Aus., Honda), 43 min 37 s 954 ; 2. C. Checa (Esp., Honda), 43 min 48 s 514 ; 3. D. Romboni (Ita., Aprilia), 43 min 56 s 236.

● 125 cm³ : 1. M. Doohan (Aus., Honda), 43 min 37 s 954 ; 2. C. Checa (Esp., Honda), 43 min 48 s 514 ; 3. D. Romboni (Ita., Aprilia), 43 min 56 s 236.

● 250 cm³ : 1. M. Doohan (Aus., Honda), 43 min 37 s 954 ; 2. C. Checa (Esp., Honda), 43 min 48 s 514 ; 3. D. Romboni (Ita., Aprilia), 43 min 56 s 236.

● 500 cm³ : 1. M. Doohan (Aus., Honda), 43 min 37 s 954 ; 2. C. Checa (Esp., Honda), 43 min 48 s 514 ; 3. D. Romboni (Ita., Aprilia), 43 min 56 s 236.

SOLDES

renoma
HOMMES, FEMMES, ENFANTS

BOUTIQUE 124 Bis - 16 de la Pompe - 75116 Paris - Tél. 01 44 03 35 25

La Classe A offre un nouveau visage de Mercedes

Cette voiture cherche, pour moins de 110 000 francs, à infléchir l'image de la marque à l'étoile

DISONS-LE tout net, la classe A n'est pas faite pour les amoureux transis, ceux qui espéraient depuis tant d'années l'apparition d'une Mercedes qu'ils auraient enfin les moyens de s'offrir. Ceux-là - il en existe - vont être déçus. La calandre historique est bien présente, mais point l'étoile triomphante fichée au bout d'un interminable capot.

Ultra-compacte (3,57 mètres de longueur, soit 14 centimètres de moins qu'une Renault Clio) et presque plus haute que large, la classe A évite soigneusement d'en imposer. Museau plongeant, astucieux phares en amande, petites roues plantées à chaque extrémité, hayon arrière, sièges démontables, teintes plus gaies, tableau de bord tout simple, moteurs poids-plume (1,4 litre et 1,6 litre) et un habitacle qui, cette fois, évoque davantage Ikea que Roche-Bois. Bref, c'est la révolution.

On l'a compris, cette voiture s'adresse à ceux (et particulièrement à celles) que l'idée même de rouler en Mercedes n'a jamais effleurés. Car la plus vieille marque automobile au monde n'est pas dupe. Elle inspire le respect mais, pour le plus grand nombre, son prestige est distant et il n'inspire pas spontanément la sympathie.

Ce n'est donc pas pour le seul

plaisir de prendre des airs démocratiques que la très bourgeoise firme allemande commercialisera le 25 octobre la Classe A à partir de 109 500 francs, soit 50 000 francs de moins que la plus humble des Classe C. Florissant mais prévenant, le groupe Daimler-Benz sait qu'imperceptiblement la part de marché des voitures traditionnelles de prestige se contracte. Tous les orfèvres, de Jaguar à BMW, ont compris que les gens fortunés commencent à préférer des voitures moins imposantes. Il faut donc diversifier la gamme pour élargir la clientèle.

DIRECTION UN PEU LOURDE

Dans les prochaines années, la croissance du groupe reposera pour l'essentiel sur la Classe A, avec un volume de 200 000 unités par an. En France, 15 000 ventes sont attendues en 1998, ce qui permettrait de faire baisser de dix ans la moyenne d'âge des clients de la marque (cinquante-cinq ans, actuellement). Sachant qu'un modèle réduit de Mercedes constituerait une erreur de stratégie, la firme a décidé de garder l'esprit, mais de modifier son enveloppe. Quitte à sauter dans l'inconnu, autant le faire avec des choix radicaux.

Ramassée, la Classe A est conçue à partir d'une structure

dite « en sandwich » qui lui offre une étonnante densité. Le moteur et la boîte de vitesses s'étirent en longueur pour s'installer en partie sous l'habitacle (en cas de choc, les passagers, placés en position surélevée, sont protégés) et ménager un coffre de bonne contenance. De multiples possibilités d'ajustement des sièges ont été prévues. Sous le capot, les deux nouveaux moteurs témoignent d'une modestie inédite chez Mercedes (82 et 102 chevaux), mais ils revendiquent des consommations très basses, entre 4,5 et 6,9 litres aux 100 kilomètres, selon le constructeur.

Tout, cependant, n'est pas parfait sur la Classe A. Proche, dans la démarche, de la Renault Scénic, cette voiture est infiniment moins généreuse et confortable aux places arrière. En ville, sa direction est un peu lourde, tandis que l'épaisseur des montants et la structure tarabiscotée des vitres de custode arrière gênent la visibilité de trois quarts. En revanche, la Classe A rassure par sa position de conduite, bien au-dessus du trafic, sa tenue de route irréprochable et son souci de la sécurité (le freinage ABS et un double airbag sont montés en série).

Silencieuse, elle profite d'une excellente boîte de vitesses avec un embrayage piloté disponible



Très compacte, la Mercedes Classe A est dotée d'un habitacle surélevé sous lequel sont logés certains organes mécaniques.

en option. Sa finition est au diapason du reste de la gamme, alors que le niveau d'équipement est plus que correct (direction assistée, verrouillage centralisé, réglage en hauteur du volant, notamment). Enfin, pour convaincre ceux qui redoutent les coûts d'entretien sur une Mercedes, le système Assyst a été introduit. Celui-ci évalue la qualité de l'huile et le niveau d'usure des freins afin de déterminer la date de révision. Une conduite tranquille permet ainsi de ne passer à l'atelier qu'au bout de 30 000 kilomètres.

Malgré son intelligence, il n'est pas dit que l'équation Classe A tombera forcément juste. Les amateurs de Golf et Peugeot 306 haut de gamme se laisseront-ils tenter par une voiture petite et pas meilleur marché ? Les concessionnaires Mercedes sauront-ils accueillir une clientèle plébéienne ?

Au siège du constructeur, on a jugé l'opération suffisamment ris-

quée pour engager dès octobre 1996 une intense campagne de marketing et de communication (Le Monde du 28 janvier). Les premiers contacts commerciaux incitent tout de même le constructeur à l'optimisme. Il a déjà capté l'attention de trentenaires et de quadragénaires aisés qui, un peu flattés par tant de sollicitude, ne demandent qu'à porter un regard nouveau sur la célèbre étoile. Ceux-là pourront dire - et la firme de Stuttgart fait plus que le suggérer - qu'ils roulent en « Classe A », pas « en Mercedes ».

Jean-Michel Normand

★ Mercedes Classe A, disponible à partir du 25 octobre en deux motorisations - 1,4 litre (82 ch) et 1,6 litre (102 ch) - et trois niveaux de finition. Tarifs : de 109 500 à 138 000 francs. En avril 1998 sont prévues deux motorisations turbodiesel de 1,7 litre et une boîte de vitesses automatique.

Une seconde jeunesse pour les scooters Peugeot

DEPUIS deux ans, Peugeot ne s'intéressait qu'aux scooters de 50 cc, ceux qu'enfourchent les adolescents. A eux les rafales de nouveaux modèles aux dessins audacieux et aux larges roues ! Pour les autres, les urbains, plus assagis, aucun nouveau modèle à proposer. Commercialement, l'erreur a coûté cher au constructeur français, mais elle est en passe d'être réparée.

La riposte de Peugeot s'articule autour de deux modèles avec la sortie en ce début d'été d'une gamme de scooters autour d'un moteur de 100 cc, lui-même conçu sur la base du SV 80 (monocylindre deux temps à refroidissement par air). De son illustre aîné, ce moteur a conservé suffisamment d'éléments pour limiter les coûts de fabrication, mais il est plus performant.

Résultat, pour un prix identique de 14 990 francs, Peugeot propose des machines de 100 cc - une cylindrée inhabituelle - qui, en vitesse de pointe ou en vitesse de croisière, se révèlent sinon supérieures du moins équivalentes au SV 125 - pour un coût nettement moindre.

La gamme de 100 cc se décline autour de deux modèles. Le premier, baptisé SV 100, se veut « utilitaire ». Il vise, indique son constructeur, « une clientèle raisonnable ». Comme l'admet Peugeot, c'est une machine « sans surprises », dont l'habillage reprend celui de la gamme SV, déjà ancienne. Sur route, le SV 100 se comporte honorablement : comparé à son aîné le SV 80, condamné à disparaître, on sent un surcroît de puissance. Seule innovation, un nouvel antivol élec-



Le Speedfight renouvelle l'esthétique de la gamme des scooters Peugeot.

tronique, emprunté au secteur automobile, appelé anti-démarrage à transpondeur (ADT). Le cœur du système repose sur la clé de contact dans laquelle se trouve inséré un émetteur-récepteur programmé pour reconnaître un signal donné. Une fois la clé de contact placée dans la serrure, le transpondeur dialogue avec le boîtier électronique : il émet un signal qui, une fois reconnu, désactive l'anti-démarrage.

Ce système réduit le risque de vol ; il ne l'annule pas. Sur l'autre modèle de 100 cc, le Speedfight, à l'allure plus sportive, dont l'avant, bizarrement, n'est pas sans évoquer une sorte de tête d'abeille, Peugeot a ajouté un autre antivol (Boa Trélock) d'une efficacité redoutable, de l'avis des spécialistes.

Le constructeur français a d'ailleurs privilégié ce Speedfight. Ne l'a-t-il pas doté d'un frein à disque à l'arrière quand son frère, le SV 100, doit se contenter d'un antique frein à tambour ?

Si un scooter tout terrain de 100 cc est promis pour l'automne (toujours la clientèle des adolescents !), la véritable nouveauté viendra d'un autre modèle sur lequel Peugeot cultive un silence jaloux : un 125 cc doté d'un moteur quatre temps qui sera présenté fin septembre à Paris au Mondial du deux-roues. Peugeot arrivera en retard sur ce segment de marché sur lequel les Japonais et les Italiens ont placé d'ores et déjà bien d'excellentes machines.

Jean-Pierre Tuquoi

Publicités

EN SAVOIE

Notre sélection 4 anneaux

- A8 4.2 Quattro Argent 96 26 000 km
- A8 4.2 Quattro Bleu Noug 96 31 000 km
- A4 Avant 1.8 126 CH Argent 97 14 500 km
- A6 TDI 140 CH Pack 21M Gris Acier 97 2 200 km

JEAN LAIN AUTOMOBILE
☎ 04.79.62.37.91 (Poste 85 ou 26)

AXAUTO - PARIS 7^e
Véhicules révisés - Garantis
11 bis, bld Raspail, 7^e

A3 1.5 Attraction 13 000 km 97 129 500 F
VW PD10 1.4 11 000 km 97 57 000 F
306 TD Profil 5P 10 000 km 97 98 000 F
106 Mid 5P 900 km 97 55 000 F
KAPPA 2.1 21 000 km 96 117 000 F
DELTA TD LX 15 000 km 97 89 000 F
CLIO 3000 45 000 km 92 48 000 F
TWINGO Pack 96 45 000 F
LAGUNA 2.2 RT D 95 61 000 F
SAFRANE 2L 16 000 km 97 18 000 F
ESPACE TD 1.7 14 000 km 97 137 000 F
SCENIC TD RTE 4 500 km 97 121 000 F
ASTRA 1.7 TD 95 67 000 F
PUNTO 60 SX 5P 16 000 km 97 46 000 F
PUNTO TD SA 5P 25 900 km 95 49 000 F
PANDA 1000 60 000 km 93 22 000 F
BRAYA 1.8 SX 15 000 km 97 11 500 F
BRAYA 1.8 ELX 21 000 km 96 13 500 F
BRAYA 1.8 ELX 16 900 km 97 10 500 F
XANTIA DX 88 000 km 95 87 000 F

Achat tous véhicules mêmes papiers
01.45.49.64.85

Presence AUTO

50 VEHICULES EXPOSES
FAIBLES KM DISPONIBLES
GARANTIE EUROPEENNE DC 1 AN
(révisés et main d'oeuvre)

ESPACE LyJade 2.1 dt 95 123 000 F
OPEL ASTRA CD BVA 94 52 000 F
CLIO 5 95 52 000 F
SAFRANE Aize 2.3 95 79 000 F
405 SR BVA 92 44 000 F
405 Silage 95 55 000 F
Gnl CHEROKEE V8 94 100 000 F
XANTIA TD SX 95 76 000 F
MEGANE Coupé 1.6 27 85 000 F
LAGUNA RT 1.8 95 68 000 F
LAGUNA RXE 2.0 95 77 000 F
CLIO HL 1.2 SP 97 55 000 F
CLIO RN 1.4 SP 98 54 000 F
ESCORT GHIA TD 95 69 000 F
TWINGO KENZO 96 46 000 F
ROVER P1 96 75 000 F
NISSAN PRIMERA II D 96 66 000 F
XANTIA 1.8 94 52 000 F
LAGUNA V8 95 89 500 F
PORSCHE 356 A 50 200 000 F

Tél. : 01.46.71.64.03

Vente de véhicules récents
Faibles kilométrages
Millésime 97
Garantie 1 an ou 12 000 km
Possibilité d'essai ou
financement intéressant

AVIS CENTRE OCCASIONS
5, rue Bixp - 75007 PARIS
01.44.18.10.65
Port. 06.07.84.10.33
Pascal Bonnet

AVIS Centre Occasions
5, rue Bixp - PARIS 7^e

- **TWINGO Pack**
11 200 km, gris foncé métal, 17/96, - 27 %
- **POLO 1.4 3 portes**
9 700 km, bleu métal, 20 % sur le neuf
- **CORSA Viva 3 portes**
10 500 km, gris foncé métal 24 % sur le neuf

P. BONNET : 01.44.18.10.65

Prix d'excellence à l'Espace Suffren

POLO CARAT 105-500^F

89500^F

Polo Carat 3 ou 5 portes avec en série :

- motorisé
- direction
- direction assistée
- verrouillage centralisé
- air climatisé
- servos vitres
- servos portes
- servos miroirs
- servos rétroviseurs
- servos essuie-glaces
- servos antibugies
- servos antibruit

ESPACE SUFFREN
40 ter, avenue de Suffren
75015 Paris - 01 53 58 10 00

NEUBAUER Les immanquables !!!
Neubauer vous propose les derniers modèles 97 encore disponibles à - 25 % !!!

9 bd. Gouvion St Cyr
75017 PARIS

- 306 STYLE 1.4 SP ADC gris Chateau
- 306 STYLE 1.9 TD -P ADC ven M.
- 306 PROFIL Pack 1.9 D SP car M
- 306 STYLE 1.6 SP ADC bleu Genesis
- 306 GREEN 1.9 TD SP gris Quartz
- 306 PROFIL Pack 1.4 SP Franck
- 406 SL 1.6 ADC Noir de Chine
- 406 SX 1.8 Réli génération 97 Quartz
- 406 ST 1.8 ADC ven Scherwood
- 406 SY 2L Con C.D. rouge Nivaur
- 406 SLDT 1.9 LVE ADC rouge Andriu
- 406 STBYT 1.9 Trouv. ven. ven Epoca
- 406 SYDT 1.9 Andag beige Versailles
- 406 SYDT 2.0 Airbag passage jantes
- 406 ST Automatique vert Scherwood

Demander M. SAINT-CYR ☎ : 01.47.66.02.44
Offre valable en fonction des stocks disponibles sur présentation de cette annonce.

CHOISISSEZ VOTRE NOUVELLE VOITURE EN TOUTE TRANQUILITE

CHOIX EXCEPTIONNEL DE + 250 VEHICULES DE 0 000 F à 200 000 F

PLANETE AUTOS

Dépôt-Vente de Particuliers - offre un GSM à chaque acheteur

OUVERT TOUTS LES JOURS MEME LE DIMANCHE DE 9H à 19H
1, rue Noël Pons - 92000 NANTERRE-UNIVERSITE (92000) REP
01.47.86.56.56

DÉPÊCHES

■ **HOMOLOGATION** : la firme allemande BMW a reçu l'autorisation de commercialiser en France sa nouvelle moto, la K 1200 RS. BMW et le service des Mines se sont mis d'accord sur la technique de limitation à 100 chevaux de la puissance de cette machine, mettant un terme à une controverse qui avait pris de court le constructeur (Le Monde du 20 mai).

■ **PERMIS DE CONDUIRE** : la table ronde organisée sur la formation des usagers de la route propose, dans un rapport, de créer un « noviciat » pour les jeunes conducteurs. Un an après l'obtention de leur permis, ceux-ci devraient se rendre à un « rendez-vous d'évaluation » et, pendant deux ans, respecter un seuil d'alcoolémie zéro. Ce rapport propose aussi de familiariser les candidats, sur piste, au freinage d'urgence.

■ **SÉCURITÉ** : selon la Mutuelle des motards, la fréquence des accidents est deux fois plus importante pour les propriétaires de motos de 125 cc qui ont pu accéder à ces machines grâce au nouveau permis entré en application en juillet 1996. Bien que ces chiffres soient conformes aux prévisions, la Mutuelle rappelle la nécessité pour les nouveaux motards de suivre un stage de sensibilisation à la conduite moto.

■ **AUTOROUTES** : depuis le 18 juin, les sociétés d'autoroutes ont réuni toutes leurs informations relatives au trafic sur un serveur vocal unique, le 08-36-68-10-77 (2,23 francs la minute).

■ **MOTO** : Voxan, une nouvelle marque française de moto basée à Issoire (Puy-de-Dôme), apparaîtra en septembre lors du Mondial du deux-roues de Paris. Le premier modèle présenté par cette nouvelle firme sera un roadster équipé d'un moteur inédit (un bicylindre en V de 1 000 cc). Quatre autres modèles sont prévus avec, notamment, une motorisation de 1 240 cc.

■ **VÉLO** : Peugeot-cycles propose un vélo tout chemin (VTC) entièrement suspendu. Le City (21 vitesses avec poignées tournantes) est doté d'une fourche dont le débattement atteint 30 mm et d'un amortisseur arrière élastomère. Son prix est de 2 995 francs.

■ **SAAB** : le Saab-club de France, regroupant les propriétaires d'un véhicule de la marque, vient de voir le jour. Ce club - dont les fondateurs peuvent être contactés au 01-47-68-70-39 - a prévu d'organiser des sorties et des rencontres.

■ **BUGGY** : la société SOVRA de Corbeilles-en-Gâtinais (Loiret) lance un nouveau cabriolet deux-places baptisé Buggy LM. Sa carrosserie est en polyester stratifié et son moteur un Volkswagen de 1,6 litre. Le prix hors options est de 69 350 francs.

Retrouvez chaque semaine la rubrique "AUTOMOBILES", renseignements : ☎ 01.42.17.89.42 Fax : 01.42.17.89.42

Toujours la pluie

LE TEMPS ne changera guère au cours de la semaine : les nuages resteront très présents en toutes régions, avec des passages pluvieux. Les températures resteront inférieures de 4 à 6 degrés aux normales. Ce mauvais temps persistant trouve son origine dans la profonde dépression qui stagne sur notre pays depuis plusieurs jours. Comportant de l'air très humide, elle ne semble pas devoir s'évacuer dans les jours à venir.

Bretagne, Pays-de-Loire, Basse-Normandie. - Toute la journée, les nuages seront abondants et menaçants et donneront de la pluie. Les températures ne dépasseront pas 16 à 19 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Les nuages domineront cette journée et donneront des averses. On bénéficiera toutefois de quelques éclaircies dans l'après-midi. Il fera de 16 à 19 degrés.

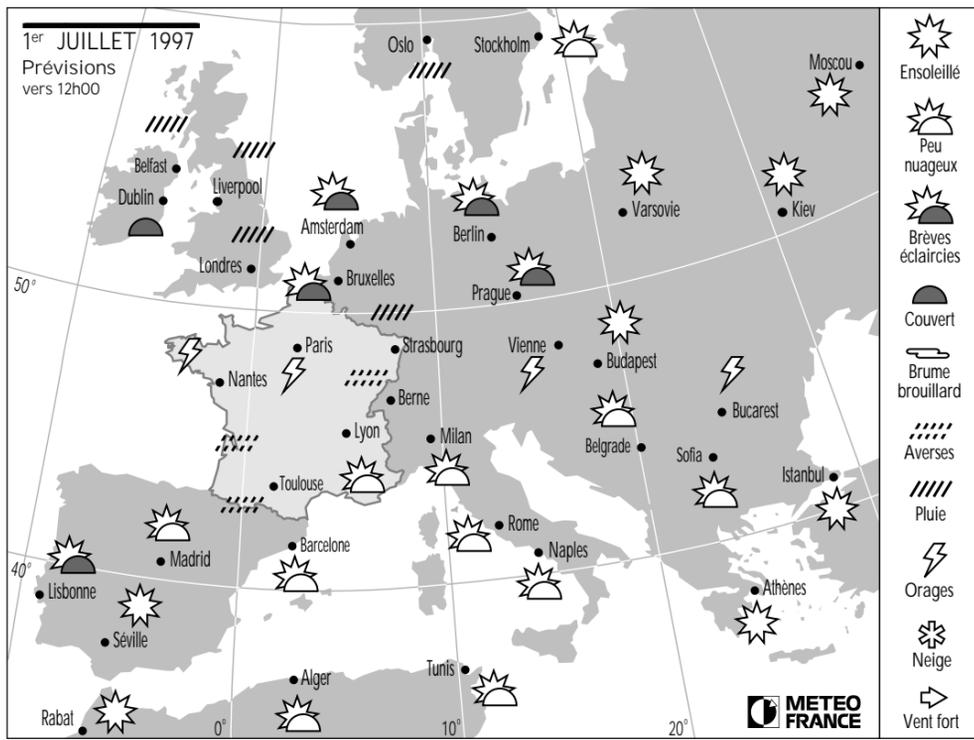
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. -

Jusqu'en début d'après-midi, des pluies toucheront la plupart des départements ; ensuite, une légère amélioration se produira. Les températures ne varieront pas par rapport à la veille, 18 à 21 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Les nuages auront une fois encore la part belle : ils donneront par moments de la pluie, et ne laisseront qu'une part réduite au soleil. Les températures seront indignes d'un début juillet, avec 19 à 21 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - La matinée sera très nuageuse, avec de fréquents passages pluvieux. Une amélioration se produira l'après-midi et les éclaircies se feront un peu plus larges. Les températures ne varieront guère, entre 20 et 22 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Les nuages laisseront passer par moments le soleil, tandis qu'à d'autres il pourra pleuvoir un peu. Les températures ne dépasseront pas 22 à 25 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **FRANCE.** Une cinquantaine de touristes ont passé la nuit du dimanche 29 au lundi 30 juin dans des refuges des Hautes-Pyrénées, par mesure de précaution, en raison des chutes de neige enregistrées en altitude. Dans le massif du Vignemale, il est tombé 60 cm de poudre, entraînant des risques de coulée. Le col du Tourmalet, où le manteau neigeux atteint 20 cm, a été fermé à la circulation.

■ **FÉRIÉS.** Les services publics et les banques seront fermés en raison de fêtes nationales ou religieuses dans les pays suivants. Mardi 1^{er} juillet : Bangladesh, Bostwana, Burundi, Canada, Ghana, Guatemala, Hongkong, Macau, Seychelles, Soudan. Mercredi 2 juillet : Hongkong, Macau. Vendredi 4 juillet : Bosnie-Herzégovine, Iran, Porto Rico, Rwanda, Serbie, Etats-Unis. Samedi 5 juillet : Algérie, Arménie, République tchèque, Slovaquie, Venezuela.

PRÉVISIONS POUR LE 1^{er} JUILLET 1997

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole	NANCY	11/18 P
AJACCIO	14/24 N	
BIARRITZ	13/18 P	
BORDEAUX	12/19 P	
BOURGES	10/18 P	
BREST	10/15 P	
CAEN	11/15 P	
CHERBOURG	9/16 P	
CLERMONT-F.	10/18 P	
DIJON	10/19 P	
GRENOBLE	12/21 P	
LILLE	10/17 P	
LIMOGES	10/15 P	
LYON	12/20 N	
MARSEILLE	15/23 N	
FRANCE outre-mer	FRANCOFORT	14/19 P
	GENEVE	12/19 P
	HELSINKI	16/24 N
	ISTANBUL	18/21 S

PAPEETE	22/27 S
POINTE-A-PIT.	26/33 N
ST-DENIS-RE.	20/25 S
EUROPE	
AMSTERDAM	13/17 N
ATHENES	25/32 S
BARCELONE	17/23 N
NICE	15/22 N
BELGRADE	10/13 P
MUNICH	18/27 N
BERLIN	16/22 N
BERNE	12/17 P
BRUXELLES	12/16 N
BUCAREST	19/29 P
BUDAPEST	17/26 S
COPENHAGUE	14/19 S
DUBLIN	9/12 C
FRANCOFORT	14/19 P
GENEVE	12/19 P
HELSINKI	16/24 N
ISTANBUL	19/29 S

KIEV	20/27 S
LISBONNE	15/21 N
LIVERPOOL	11/15 P
LONDRES	12/17 P
LUXEMBOURG	12/15 P
MADRID	13/25 N
MILAN	16/23 N
MOSCOW	14/24 S
MUNICH	12/18 N
NAPLES	18/27 N
OSLO	17/22 P
PALMA DE M.	19/26 S
PRAGUE	13/21 N
ROME	15/26 N
SEVILLE	15/31 S
SOPIA	9/12 C
ST-PETERSB.	16/26 S
STOCKHOLM	18/23 N
TENERIFE	15/21 S
VARSOVIE	15/26 S

VENISE	16/23 S
VIENNE	14/23 P
AMERIQUES	
BRASILIA	12/26 S
BUENOS AIR.	5/15 S
CARACAS	25/30 S
CHICAGO	22/34 N
LIMA	22/25 N
LOS ANGELES	16/24 S
MEXICO	13/23 N
MONTREAL	21/30 S
NEW YORK	21/30 C
SAN FRANCIS.	10/19 S
SANTIAGO/CHI	2/12 P
TORONTO	20/28 C
WASHINGTON	20/28 C
AFRIQUE	
ALGER	16/30 N
DAKAR	26/30 N
KINSHASA	14/28 S

LE CAIRE	24/36 N
MARRAKECH	15/26 S
NAIROBI	14/21 C
PRETORIA	5/20 S
RABAT	15/26 S
TUNIS	21/30 N
ASIE-OCEANIE	
BANGKOK	27/32 C
BOMBAY	27/30 P
DJAKARTA	25/32 N
DUBAI	29/41 S
HANOI	28/36 C
HONGKONG	26/28 P
JERUSALEM	23/33 S
NEW DEHLI	27/33 P
PEKIN	24/31 C
SEOUL	25/30 C
SINGAPOUR	27/30 P
SYDNEY	10/15 P
TOKYO	21/28 C

Situation le 30 juin à 0 heure TU

Prévisions pour le 2 juillet à 0 heure TU

PRATIQUE

Une mer plus sûre avec des plaisanciers moins irresponsables

C'EST SOUS UN SLOGAN en forme d'aimable mais ferme directive, « Prenez la mer, pas les risques... », que le ministère de l'équipement, des transports et du logement vient de lancer, à la veille de la saison estivale, sa campagne de sécurité à l'adresse des usagers de la mer. Une campagne qui veut davantage faire appel à l'esprit de responsabilité et à la prise de conscience des plaisanciers, baigneurs ou plongeurs qu'aux dispositifs répressifs.

Cette campagne qui, comme chaque année, se manifeste par la distribution de dépliants et l'organisation de réunions d'informations sur le littoral sera particulièrement soutenue et active pendant le Tour de France à la voile, dont le coup d'envoi doit être donné dimanche 6 juillet à Ostende et qui devrait s'achever à Marseille mercredi 30 juillet.

Chaque année 20 millions de personnes fréquentent le littoral pendant la période des vacances scolaires, dont 3,5 millions s'adonnent aux loisirs nautiques. On recense 866 192 bateaux de plaisance, dont 17 000 nouvelles immatriculations en 1996.

André Chavarot et Christian

Serradji, respectivement directeur du transport maritime, des ports et du littoral et directeur des affaires maritimes et des gens de mer, ont indiqué, jeudi 26 juin, que 65 % des interventions des sauveteurs sont dues à des causes techniques ou mécaniques dont beaucoup auraient pu ne pas se produire (alimentation en carburant, état du gouvernail...) si l'usager, avant d'appareiller, avait effectué un minimum de vérifications. Autrement dit, de trop nombreux incidents ou accidents et, en conséquence, de trop nombreuses sorties de sauveteurs

sont dus à des négligences caractérisées chez les plaisanciers.

Par ailleurs, beaucoup trop de missions en mer - souvent dans des conditions périlleuses - sont lancées à partir de fausses alertes, de l'émission « pour s'amuser » de signaux de détresse ou de mauvaise manipulation des procédures de radiocommunication. La grande majorité de ces alertes anormales concerne d'ailleurs les zones très proches de la côte, voire les zones portuaires elles-mêmes.

En dépit de tels comportements, qui gaspillent les compétences et le temps de travail des équipes de

secours (services des affaires maritimes, gendarmerie, douanes, pompiers, sécurité civile, marine nationale, services des phares et balises, bénévoles de la Société nationale de sauvetage en mer), Christian Serradji a indiqué que l'action de l'administration pour sauver les vies humaines resterait gratuite. Désormais, a-t-il encore ajouté, le contenu et les modalités de diffusion des bulletins météo seront élaborés en tenant davantage compte des demandes des usagers.

Pour sa part, André Chavarot a précisé que sur 110 décès ou disparitions recensés en 1996 (un chiffre en légère baisse depuis deux ans), la moitié relevaient de la navigation de plaisance (voile et moteur), et le quart d'accidents de plongée.

A propos des fêtes de la mer, des instructions très précises viennent d'être adressées aux chefs des quartiers maritimes pour que ne se reproduise pas le drame du 11 août 1996. Ce jour-là à La Cotinière (île d'Oléron), un bateau de pêche surchargé de touristes avait sombré, provoquant la mort de 10 personnes.

François Grosrichard

Dix conseils pour découvrir sans risque la montagne

EN MONTAGNE aussi les risques existent pour les randonneurs ou les vacanciers qui connaissent mal un milieu où les phénomènes météorologiques évoluent très vite et souvent avec violence. Le ministère de la jeunesse et des sports a reconduit, pour la deuxième année consécutive, l'opération « Sécurité en montagne l'été » qui vise à informer et surtout à modifier les comportements de promeneurs imprudents. « La méconnaissance de tous les éléments, comme les terrains instables ou les fortes pentes, et le manque de respect de certaines règles de conduite peuvent engendrer des conséquences graves pour les personnes non averties », prévient le ministère.

Dix conseils de prudence sont donc adressés aux vacanciers souhaitant pratiquer des activités sportives traditionnelles (alpinisme, escalade ou randonnée), mais aussi des loisirs plus récents (VTT, spéléologie, canoë-kayak ou autres sports d'eau vive) :

● étudiez votre itinéraire. Prenez conseil auprès des organismes compétents sur les conditions locales ;

● choisissez un parcours à votre niveau. Sachez mesurer vos capacités physiques et techniques ;

● ayez un équipement adapté et apprenez à vous en servir. De préférence, munissez-vous d'une trousse de premiers secours ;

● la météo vous aide dans le choix de votre projet. Le temps change vite en montagne. Partez informés en appelant le 08-36-68-00 suivi du numéro du département choisi, ou par Minitel : 3615 METEO ;

● partir seul augmente le risque ;

● prévenez quelqu'un de votre itinéraire et de l'heure approximative de retour ;

● n'hésitez pas à faire appel à un professionnel, pour vous conseiller ou vous guider ;

● tenez compte du balisage et de la signalisation existants ;

● sachez faire demi-tour en cas de difficultés ou de changement des conditions atmosphériques ;

● témoin d'un accident, réagissez efficacement pour protéger, alerter, secourir. Deux bras levés formant un « Y » avec le corps signalent que vous avez besoin d'aide.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97136

♦ SOS Jeux de mots : 3615 LE MONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										
XI										

HORIZONTALEMENT

I. La qualité de son œuvre tient beaucoup à la finesse de ses pierres. - II. Bien introduite. Désert de cailloux. - III. Manges comme un porc. Retour impossible s'il est dépassé. - IV. Préposition. Esprit-de-bois. - V. 1 798 m en Suisse. Un fleuve d'Europe centrale, une île italienne. - VI. Qui a perdu toute vitalité. Eux, ont vraiment tout perdu. - VII. Badins et souvent agréables. Un tirage pour l'artiste. - VIII. Travaillent à la corbeille. -

IX. Introduit le patron. Aurai une expérience. - X. Gros poisson lunaire. Cageot en morceaux. - XI. Joindre les deux bouts. De la monnaie en Extrême-Orient.

VERTICALEMENT

1. Ses champions pratiquent l'ouverture. - 2. Rend vain tout espoir. Le meilleur ou le pire dans la chanson. - 3. La radio de papa. Associé à Magog dans la Bible. Mesure. - 4. Pour tailler les douves. - 5. Bordure. Vitesse du navire en

liberté. - 6. Auguste chez le semeur. Petit passage. - 7. Note. Des logements pour tous... en théorie. Personnage de rêve. - 8. Qui a subi des coups. - 9. Recommander chaudement. Des mesures pour le travail. - 10. Met du sang partout. Difficile de la faire lâcher. - 11. Sauve le match, même si l'on ne gagne pas.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97135

HORIZONTALEMENT

I. Bénédiction. - II. Ruine. Rétro. - III. Arte. Sidéen. - IV. Norrois. Mer. - V. Avinés. Se. - VI. Aptère. Ut. - VII. Rue. Odieuse. - VIII. Da. Cnide. Ov. - IX. INRA. Ee. Omo. - X. Etale. Agami. - XI. Revitaliser.

VERTICALEMENT

1. Brancardier. - 2. Euro. Puante. - 3. Nitrate. Rav. - 4. Enervé. Cali. - 5. Dé. Oiron. Et. - 6. Sine die. - 7. Crise. Idéal. - 8. Ted. Suée. GI. - 9. Item. Tu. OAS. - 10. Orées. Somme. - 11. Non-recevoir.

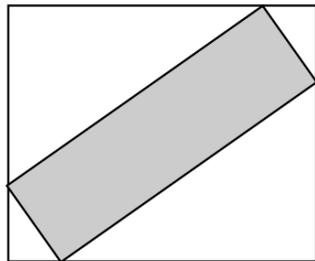
AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 19

Mise en boîte

UN OBJET en forme de pavé droit (parallélépipède) ayant pour base un carré de 68 centimètres de côté est vendu conditionné dans une boîte dont il épouse la forme (la base est également un carré de 68 centimètres de côté), l'espace restant en haut étant rempli de copeaux synthétiques.

En l'insérant dans sa boîte, un manutentionnaire maladroit coince l'objet en position inclinée



entre les parois de la boîte. Fort heureusement, la boîte ferme quand même, l'arête affleurant le couvercle.

Quelle est la hauteur de l'objet dans le cas où la boîte est cubique (68 centimètres de haut) ?

Pour qui aiment les calculs, même question quand la boîte n'a que 47 centimètres de haut.

Solution dans *Le Monde* du 8 juillet.

Elisabeth Busser et Gilles Cohen © POLE 1997

Solution du problème n° 23 paru dans *Le Monde* du 24 juin

La solution est unique. On y parvient en commençant par le bas (à droite), puis en se plaçant successivement au centre de carrés (de 3 cases sur 3) dont on connaît la nature de toutes les cases sauf une, ce qui est presque toujours possible, sauf pour une étape où une simulation permet d'éliminer la fausse piste.

2	2	4	2	3	2	3	1
3	3	4	3	2	1	4	2
2	2	4	4	5	4	5	2
3	3	3	1	2	1	4	2
2	2	3	4	6	4	5	2
3	5	3	2	2	1	3	1
2	5	2	5	4	3	3	2
1	4	1	3	0	1	1	0

Le Monde... 21bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05 Tél : 01-42-17-29-00 - Fax : 01-42-17-39-26

L'ÉTÉ FESTIVALS

Surtout, il ne faudrait pas se laisser abattre par cette calotte grise installée partout au-dessus des scènes. Au contraire. Voyageurs qui se méfient des phares comme des balises, des cyclones comme des anticyclones, les artistes se moquent du temps ou plutôt ils en jouent : c'est pour cela qu'on les paye. Juillet, le temps des festivals commence. Certains ont devancé l'appel, comme Montpellier-Danse qui reçoit, ces jours-ci, le Ballet royal khmer du Cambodge, mené par les survivants des massacres de Pol-Pot. D'autres ont débuté ce week-end, comme La Villette Jazz Festival, où a choisi de s'illustrer Ornette Coleman. Le saxophoniste est à Paris cet été et nulle part ailleurs. Peut-être parce qu'il sait que cette ville a un public sans pareil. Au même moment, un autre Géant, celui de Royal de luxe, traversait Barcelone et s'en allait dormir au pied de la cathédrale. « A boire ! », gémissait-il. Il y avait de l'eau partout...

LA PHOTOGRAPHIE DE GÉRARD RONDEAU

Michel Portal

Répétition sur le plateau 5 du Conservatoire national supérieur de musique. Michel Portal, inquiet à l'idée d'une improvisation collective, hésite entre l'emploi d'une clarinette basse ou celui d'un saxophone alto.



A Paris, un public capital

La Villette/Jazz. La saison des festivals est l'occasion de rappeler qu'il n'est pas de jazz sans un vrai auditoire. Celui d'ici est unique

LE PUBLIC de Paris existe. C'est le meilleur des publics actuels. On n'a pas le droit de juger les publics. On se contente de les jauger. Ils ne se ressemblent pourtant pas. Quelques-uns ne font que s'assembler. Le 4 novembre 1965, Ornette Coleman vient pour la première fois à Paris. C'est à la Mutualité. Son trio est formé de David Izenzon (contrebasse) et Charles Moffett (batterie). En 1997, Ornette Coleman est la tête d'affiche du La Villette Jazz Festival : en quartette (*lire ci-dessous*), en duo avec le pianiste Joachim Kühn (le 1^{er} juillet) et avec sa formation électrique free-funk-folk, Prime Time (le 4).

Lors du premier concert de novembre 1965, le temps est à peine un peu plus doux qu'en ce mois de juillet, la Mutualité sonorifiée comme une gare, l'atmosphère lourde, le public plusieurs fois divisé. Ce soir-là, Sonny Rollins a exigé de passer en première partie. Politique de la terre brûlée sur fond de potlatch free. Pour le premier cercle, le saxophoniste Sonny Rollins a son génie derrière lui. Les choses vont vite. On sent dans l'air un mélange d'attente nerveuse et d'indifférence royale. La Mutualité n'est pas pleine. Ce serait intellectuellement bigleux (et assez

louche) de s'imaginer un âge d'or du jazz où tout fut à disposition. Non seulement les choses se passaient alors telles qu'elles se passent aujourd'hui, dans une espèce de clandestinité active, mais il n'était pas forcément bien porté, surtout dans le milieu, d'aimer Ornette Coleman.

A l'entracte, les vieux de la vieille (ils avaient sans doute la trentaine) pleurent sur le génie perdu de Rollins. La garde montante se déclare, elle, bruyamment ravie de ce déchaînement ambulatoire auquel il vient de se livrer : comme un soliloque narquois, béréret basque vissé sur le crâne, conclu par un désopilant *O sole mio*. Le jazz danse sur sa tombe. Ornette semble presque plus sage, prévu. On sent qu'on décolle dans une vraie période. Le jazz sert à ça, à deviner ce qui va venir. Il est plein d'embûches. Là, jusqu'à des trois quatre heures devant la « Mutu », on sait que les choses vont changer. On ne se trompe pas.

En 1966, c'est Albert Ayler qui débarque à Pleyel. Hernani dans la salle. Certains en viennent aux mains. Les crieurs hurlent pour couvrir le désordre, « plus free ! plus free ! ». Le jazz est pris au sé-

rieux, mais pas au tragique. Devant les salles, devant les clubs, encore il n'y a pas si longtemps, on reste debout dans la nuit jusqu'aux petites heures, à s'empailler.

INCONSEQUENCE HEUREUSE

C'est avec le cinéma, l'amour, la littérature et deux ou trois autres bricoles (ne disons rien des taureaux), la manière la plus légère de parler politique qu'on ait trouvée. Le jazz est une musique de grande ville. Paris en est la fille aînée (dixit Denis-Constant Martin, historien). Il faut être bien provincial, avec

des restes d'accent, sans doute, pour le dire avec joie. Comme pour Ornette en 1965, Dizzy Gillespie en 1948 (émeute à Pleyel), Sidney Bechet à l'Olympia, Sun Ra en 1969 (interdit par la police gaulle), l'Art Ensemble of Chicago partout, le public de Paris a ce qu'il faut de mélange explosif, d'inconscience heureuse, de drôlerie et d'amour, l'injustice toujours prête à fondre, pour faire exister un concert plus fort. Ailleurs, souvent, c'est un audimat, une clientèle, une sortie pour se changer les idées. A moins qu'une per-

sonnalité, un esprit fort, généralement sur fond de contestation et de pensée autre, comme à Uzeste, Assier, Mulhouse, Cluny, et quelques autres bourgades, déforme un public. Le détournement de cette vocation de consommateur, de passe-temps, d'objectifs moyens, très moyens à quoi il se laisse gentiment réduire.

Il faut le toupet d'un Joaquin Vidal, le plus vif des chroniqueurs du quotidien *El País*, en Espagne, pour ridiculiser le public de Valencia, renvoyer celui de Madrid à sa vanité, celui de Pamplona à ses brèves, et le flamenquisme drapé de Séville à son arrogance frivolité. Or, pour peu que l'on circule, on sent cela très bien.

Il est des amphithéâtres pomponnés où de petites familles en goguette – comme si le jazz était une affaire de famille – cuisinent des avocats aux crevettes pendant les solos de basse, insultent Charlie Haden au passage, font assaut de vulgarité face à Joao Gilberto (un peu comme la rencontre de superduponts et de Rilke), méprisent pesamment les soirées dès qu'elles quittent la route ordinaire, tapent à contretemps, applaudissent avec moins de discernement que des gosses au cirque, et s'en vont satis-

faits, repus, un peu frigorifiés. On sait des chapiteaux pleins comme des œufs de pintade, d'oreilles bedonnantes que l'on nomme, c'est tout dire, un public bon enfant, tapant de leurs petites menottes dès que le « saxo » (l'usage du mot, mauvais signe, revient au trot) tient une note un peu longtemps, et surtout quand le batteur batifole. On a entendu des milliers de claquements de main sous Stan Getz (ce qui est un peu comme brailler *Ninie peau d'chien* pendant les *Variations Goldberg*), des gueulards éructer pendant une attaque poignante de *Strange Fruit* (par Lester Bowie), des marioles s'en aller à tout propos. Le jazz est une enquête sur la situation, la vulgarité, les désirs. Parfois cette enquête a quelque chose de triste.

UNE HISTOIRE FORTE

Il faut à un public un dosage subtil qui réponde à la composition chimique de la ville et à sa capacité d'attrait. Il faut sans doute un certain nombre de musiciens dans la salle, de docteurs, de luthiers, d'idiots musicaux (absolument essentiels), de gens qui se sont trompés, de névropathes et d'innocents. Il faut des amants et beaucoup de solitaires. Il faut savoir siffler *Satin Doll*. Il faut que la ville ait une histoire forte, qu'on y ait enregistré Django Reinhardt et Stéphane Grappelli, la musique d'*Ascenseur pour l'échafaud* (Miles Davis, Barney Wilen...) en une seule après-midi, et tourné quelques films. Des mauvais, aussi bien, comme le *Paris Blues*, de Martin Ritt. Il faut que Williams et Walker aient dansé pour l'Exposition universelle de 1900, qu'on sente les corps de Darius Milhaud et Joséphine Baker.

Il faut que Sidney Bechet y ait tiré un malencontreux coup de pistolet (dans les années 20), que Duke Ellington soit venu en 1932 et Louis Armstrong en 1934, que Keith Jarrett y ait été kidnappé par Miles Davis, alors qu'il jouait avec Aldo Romano et Jean-François Jenny Clark au Chat qui Pêche. La double haine de Paris, celle des bâtisseurs qui viennent d'appliquer trente ans de « haine positive de la beauté » et celle du dépit rangé (voituré, dans une fausse campagne réduite à l'état d'immense banlieue favorisée), n'a pas atteint l'étranger. Ni les musiciens de jazz, ni son public. Comme quoi, malgré les apparences, il n'y a pas que des raisons de désespérer.

Sylvain Siclier

Francis Marmande

Herbie Hancock « all star »

On appelle ces regroupements des « all stars ». Ce sont des associations provisoires de pointures. C'est une formule qui plaît, comme le tournedos Rossini. On peut écrire d'avance les propos que les uns et les autres tiendront en exclusivité devant des stagiaires pâmés. Le 1^{er} juillet, jour où l'« all star » du pianiste Herbie Hancock (Michael Brecker, John Scofield, Dave Holland et Jack DeJohnette) se présente à Paris – à guichets fermés –, sort son nouveau CD (*1 + 1*, en duo avec Wayne Shorter, saxophoniste). Belle saveur du son et de l'espace. Un vrai disque de musiciens. Rien à voir avec les créations estivales. En tournée d'interviews, ils ont servi des répliques à la chaîne, écrites par un scénariste (dont un jeu de mots pour Wayne Shorter). Avec quelques écarts sur l'intimité, l'inconscient du double jeu, qui donnent le sens exact de leur duo. Ils parlent plus avec plus de profondeur en musique.

★ 1 + 1, 1 CD Verve 537 564-2. Distribué par Polygram.

Dans une manifestation à rebondissements, premier succès d'Ornette Coleman

LA VILLETTE JAZZ FESTIVAL, Parc de La Villette, Paris 19^e. M^e Porte-de-Pantin. Les 28 et 29 juin.

Concerts à partir de 18 heures, samedi et dimanche 15 heures. Jusqu'au 6 juillet. Tél. : 01-40-03-77-21 ou 01-44-84-44-84.

Bonne nouvelle, on s'est bousculé, disputé, presque insulté pour écouter Ornette Coleman, samedi 28 juin. La salle des concerts de la Cité de la musique est à la limite extrême de sa jauge, plus de mille personnes. Arrivé à Paris depuis quelques jours, le saxophoniste et compositeur doit jouer à trois reprises au Festival de jazz de La Villette. Quartette acoustique, duo avec le pianiste Joachim Kühn, avec son Prime Time électrique qui, en 1996, avait dû annuler un concert à l'Olympia faute de public suffisant. Presque l'occasion d'un tour complet d'Ornette Coleman. Son œuvre symphonique est jouée à New York, au Lincoln Center. Ornette Coleman à Paris – ses seuls concerts de l'été – est celui qu'il

faut aller entendre. Tant mieux.

Le saxophoniste se tient au centre de la scène, roseau délicat qui n'a jamais plié, jamais rompu sous les quolibets et la haine depuis quarante ans. Ce soir, il joue comme s'il était presque seul, surtout en accord avec le pianiste Geri Allen – sa retenue impressionniste souligne les phrases au saxophone, à la trompette. Le souffle est là, mais la joie qu'exprime si souvent la musique d'Ornette Coleman reste à distance. Il y a une raideur imperceptible, un manque de la fluidité si présente dans ce quartette acoustique jusqu'ici. Il y a pourtant, c'est certain, cette beauté si rare qu'il cherche dans chaque note. Là est l'essentiel d'Ornette Coleman, toujours présent.

Le festival a choisi le principe de circulation entre plusieurs concerts simultanés – cinq avant le final dans la Grande Halle, Espace Charlie-Parker. Cela nécessite une petite course sur le site entre la Cité de la musique, au dehors et dans la structure de verre et d'acier de la Grande Halle. Les « intégralistes » grappillent des extraits de mu-

sique, d'autres s'installent résolument en un seul endroit.

Eddy Louiss inaugurerait, samedi après-midi, un nouveau lieu du festival, la Prairie du triangle. Les joueurs de football du 19^e arrondissement ont fait un pas de côté ; les flâneurs, les nombreuses familles du quartier, des filles ravissantes étaient là. Le relatif beau temps a permis de voir ce que pouvaient donner ces concerts d'ouverture, gratuits. Sur cette pelouse, on reçoit facilement six mille ou sept mille personnes. De quoi donner aux musiciens sur scène un bel élan. Eddy Louiss avec le Multicolor Feeling et sa Fanfare en auront leur part.

CHOISIR OU NON

Un peu plus tard, pendant qu'Ornette Coleman était acclamé il fallait choisir, ou non, entre le bassiste Jean-Luc Ponthieux et son quintette – très belles mélodies entendues trop rapidement –, le tout nouveau groupe d'Andy Emler, le Groove Gang de Julien Lourau. Ce dernier retiendra une grande partie du public jusqu'à Ahmad Jamal.

Le Groove Gang est devenu une sorte de croisement entre la Family de Sly Stone, le Parliament de George Clinton et les Messengers d'Art Blakey. Funk et jazz, en équilibre sans coups foireux, sans séductions faciles, sans racolage.

Mais la révélation sera le quintette du pianiste Andy Emler. Harmonies tarabiscotées, toujours claires, sextuple croche, tempos en mouvement. La musique d'Andy Emler ne se repose jamais. Il s'y invente mille formes. Le jeune batteur belge Stéphane Galand impressionne par sa qualité d'exécution, proche des percussionnistes indiens. Une frappe d'une grande sûreté.

Reste Ahmad Jamal, en quartette. A l'Espace Charlie-Parker, il a emporté tout son monde. Au piano, de dos, ses épaules, sa colonne vertébrale ont des ondulations serpentes. Il cite des dizaines de standards au milieu de ses propres compositions, reliant Ellington, Monk, Dave Brubeck, tout le jazz. Son batteur, Idris Muhammad, a des finesses idéales. C'est une soirée de batteur.

À L'AFFICHE

Festival « All Stars » du New Morning

En tournée estivale, les musiciens s'arrêtent au New Morning. Programmation jazz, blues, salsa et musique brésilienne de haut niveau. Avec NG la Banda, Chico Cesar, Michel Camilo, Kenny Garrett, Paquito D'Rivera, James Carter, Ray Barretto, Larry Carlton, David Murray, Djavan, Otis Rush... *New Morning*, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^o Château-d'Eau. 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F. Jusqu'au 1^{er} août.

Guerre d'Algérie

Le Mémorial pour la paix de Caen organise un festival de films sur la guerre d'Algérie du 1^{er} au 3 juillet, à l'occasion du 35^e anniversaire du conflit. Mardi : *La Guerre d'Algérie*, d'Yves Courrière et Philippe Monnier (1972). Mercredi : *Le Vent des Aurès* (1966) et *Décembre* (1972), de l'Algérien Mohamed Lakhdar Hamina. Jeudi : *RAS*, d'Yves Boisset, et *Des feux mal éteints*, de Serge Moati. Mémorial pour la paix, Esplanade Général Eisenhower, 14 Caen. Tél. : 02-31-06-06-44.

Jazz à Vienne

Un festival de vedettes, où se faufile parfois l'inattendu. Avec Claude Nougaro, BB King, Bobby McFerrin, Dianne Reeves, Earth Wind and Fire, Ernest Ranglin, Joe Zawinul Syndicate, Steve Coleman, Antoine Hervé Quintet, Legends avec Eric Clapton, Herbie Hancock All Stars, Martial Solal Trio, Djavan, Count Basie Orchestra, Buckshot Le Fonque, Henry Threadgill, Don Byron, Joe Henderson...

17^e Jazz à Vienne (38). Tél. :

04-74-85-00-05 et 04-74-85-12-62. Jusqu'au 13 juillet.

Surprise de taille à Barcelone

Le Géant de Royal de Luxe a fait escale en pays catalan

AVEC L'ÉTÉ (pourri) a commencé le GREC 97 de Barcelone, l'un des festivals les plus fertiles d'Europe, d'où viennent d'ailleurs la majorité des spectacles, déjà rodés et rompus aux critiques : 170 manifestations différentes présentées sur une cinquantaine de scènes à un public où dominent les Catalans, naturellement fiévreux de culture, les touristes suivant, eux, leurs parcours convenus. Mais ces derniers peuvent réserver des surprises. La nuit barcelonaise, même par temps de chien, reste propice au rêve. Le 25, ouvrant le festival, Milva, splendidement manipulée par Strehler, avait invoqué les esprits en chantant Brecht, tandis qu'au même moment Jack et Giorgio faisaient leurs adieux à Milan (*Le Monde* daté 29-30 juin). Le lendemain matin, la ville se réveillait avec un hôte-surprise, le Géant tombé du ciel accouché par Royal de Luxe en 1993 et qui avait depuis pris la mer pour on ne sait où.

Le Géant était assis sur le toit de la Pedrera, l'immeuble fétiche de Gaudi, dont les rondeurs prenaient une allure de pouf. Les flèches de la Sagrada Familia auraient été moins confortables. Quelques Français, dans la foule, l'ont reconnu : « Il est revenu », s'étrangle un jeune homme qui dit l'avoir suivi au Havre, son port natal français qu'il avait mis dans tous ses états, faisant pleurer à son départ les vieillards les plus sages : « Je reviendrai », avait-il promis, à la fin de son vertigineux soliloque. Samedi à Barcelone, il s'est réveillé assez tard. Il est descendu de son toit, il a revêtu son manteau rapié-

cé, cousu dans quelques milliers de peaux de vache, et s'est dirigé lentement, sur le Paseo de Gracia, la grande avenue de la ville, et par la rue Laetana, vers la place de la Cathédrale.

« A boire ! », gémit-il. La grande échelle des pompiers de la ville

Il s'est réveillé assez tard. Il est descendu de son toit, il a revêtu son manteau rapiécé, cousu dans quelques milliers de peaux de vache. « A boire ! », gémit-il

persistant. Les occupants des chambres sont sortis sur les balcons. Dimanche, la cantatrice est revenue pour tirer le Géant de ses songes. Le soleil était là. Des milliers de Barcelonais et de touristes aussi. Ici comme au Havre, ils ont pris d'affection l'immense créature, accepté leur condition de Liliputiens. Souriants mais un peu tristes : ils savent que lundi il aura disparu après avoir rencontré Christophe Colomb. Le roi Juan Carlos, qui marie enfin sa fille à un handballeur catalan, a également pris le parti du rêve, mais à Séville. Il devait inaugurer l'Isla Magica, parc thématique façon Disneyland où l'on retrouve, eux aussi revenus d'un étrange purgatoire, les monuments et la caravelle de l'Expo universelle de 1992. Le festival de Barcelone, quant à lui, dure jusqu'au 15 août, sans temps mort.

Le Géant a-t-il un nom ? « Non, mais, pour moi, c'est Gulliver », répond, épuisée et gracieuse, recrutée sur place pour actionner quel-

ques manettes de la colossale marionnette, la seule sirène de l'équipage. Samedi soir, le Géant, bercé par Madame Butterfly, s'est endormi devant la cathédrale, ronflant comme un sonneur à deux pas de l'Hôtel Colon. Les fenêtres se sont ouvertes malgré le déluge

persistant. Les occupants des chambres sont sortis sur les balcons. Dimanche, la cantatrice est revenue pour tirer le Géant de ses songes. Le soleil était là. Des milliers de Barcelonais et de touristes aussi. Ici comme au Havre, ils ont pris d'affection l'immense créature, accepté leur condition de Liliputiens. Souriants mais un peu tristes : ils savent que lundi il aura disparu après avoir rencontré Christophe Colomb. Le roi Juan Carlos, qui marie enfin sa fille à un handballeur catalan, a également pris le parti du rêve, mais à Séville. Il devait inaugurer l'Isla Magica, parc thématique façon Disneyland où l'on retrouve, eux aussi revenus d'un étrange purgatoire, les monuments et la caravelle de l'Expo universelle de 1992. Le festival de Barcelone, quant à lui, dure jusqu'au 15 août, sans temps mort.

Frédéric Edelmann

HORS CHAMPS

■ **Thierry Lhermitte**, se rendra avec une équipe de tournage aux 9^{es} Eurockéennes de Belfort, les 4, 5 et 6 juillet. Pour son premier film comme metteur en scène, l'acteur a besoin de scènes d'affluence lors d'un concert. Le chanteur-acteur **Alain Souchon** jouera une scène entre **Noir Désir** et **FFF, Princess Erika**, dans son propre rôle, chantera deux ou trois morceaux. Pour les gros plans de foule, des figurants ont été recrutés par l'ANPE locale. Le tournage se poursuivra sur place jusqu'au 13 juillet. Sortie prévue début 1998.

■ L'opéra de Nice ouvrira la saison 97-98 en septembre, sous le signe du changement, avec l'arrivée d'un nouveau chef du philharmonique, l'Italien **Marcello Panni**, et d'un nouveau chef du ballet, **Marc Ribaud**. Le directeur général de l'opéra, **Gian-Carlo Del Monaco**, a présenté les nouveaux arrivants. Marcello Panni, cinquante-sept ans, vient de Bonn (Allemagne), où il occupait le poste de directeur artistique de l'opéra. Il remplacera **Klaus Weise** à la tête du Philharmonique de Nice. Marc Ribaud, Niçois âgé de trente et un ans, est ancien danseur étoile au Deutscher Oper am Rhein de Düsseldorf (Allemagne).

■ *Beavis and Butt-Head*, les deux adolescents tarés de la série trash de la chaîne musicale américaine MTV, et *Le Flic de San Francisco*, avec **Eddie Murphy**, donneront le coup d'envoi le 2 juillet de l'« été américain » sur les écrans français. Si de rares producteurs et distributeurs français se hasardent à sortir des films avant le 15 août, les mois de juillet et d'août sont traditionnellement

abandonnés aux studios de Hollywood. C'est la saison des « blockbusters » (gros succès), des « megabudgets », des séries B, des films exhumés des tiroirs et des reprises.

■ La capitale de la Nouvelle-Calédonie disposera en mai 1998 d'un nouveau centre culturel, qui portera le nom de **Jean-Marie Tjibaou**, dirigeant du mouvement indépendantiste kanak, assassiné en 1989. Dernier des grands travaux décidés sous la présidence de **François Mitterrand**, il est l'œuvre de l'architecte italien **Renzo Piano**, qui a aussi réalisé le Centre Georges-Pompidou à Paris. Le coût de sa construction est estimé à 320 millions de francs, et son fonctionnement s'élèvera à 33 millions de francs par an.

■ L'acteur **Jean-Paul Belmondo** a assisté, samedi 28 juin, au vernissage de la première grande exposition consacrée à son père, le sculpteur **Paul Belmondo**, présentée au musée Toulouse-Lautrec d'Albi (Tarn). L'acteur, venu spécialement de Marseille où il tourne un film avec **Alain Delon** et **Vanessa Paradis**, a été longuement ovationné par une petite foule de quatre cents personnes qui l'attendaient devant le musée.

■ A l'occasion du 7^e Festival du film européen de La Baule, l'hôtel Royal a décidé de baptiser trois nouvelles suites des noms des artistes qui doivent y être logés à l'occasion du festival : **Annie Girardot**, présidente de la manifestation cette année, **Michel Serrault** et **Patrick Bruel**. Les prix des chambres rebaptisées n'ont pas encore été communiqués.

Eloge de la fraternité chorégraphique selon William Forsythe

Paris/Danse. « Sleepers Guts », la dernière création de l'artiste américain, conçoit l'émotion comme une géométrie dans l'espace. Ça marche !

SLEEPERS GUTS. Chorégraphie de **William Forsythe** cosignée par les danseurs. **Jacopo Godani** (chorégraphe de la 3^e partie). **Thom Williams**, **Joel Ryan** (musique). **William Forsythe** (scénographie, lumières). **Bill Seaman** (vidéo). **Théâtre du Châtelet**, jusqu'au 4 juillet, à 20 h 30. Tél. : 01-40-28-28-40. De 50 F à 190 F.

Le mot anglais *climax* vous vient et ne vous lâche plus. *Climax* ne veut pas dire climat, mais point culminant, excitation à son comble. Voire orgasme. *Sleepers Guts* ne va pas jusqu'à cet extrême mais le simule dans sa construction même. Cette nouvelle création de l'Américain William Forsythe, installé à Francfort depuis 1984, pourrait se traduire littéralement par « les tripes de ceux qui dorment ». Des guts : en avoir ou pas. Certes, un titre n'est qu'un titre. Mais pour le chorégraphe, il énonce l'énigme de sa danse. Quelque chose à déchiffrer. Une promesse à tenir.

Pour la première fois, les dix in-

terprètes de la pièce sont les partenaires en improvisations et en chorégraphie ; la troisième partie de l'œuvre est même laissée aux bons soins, excellents même, de Jacopo Godani. Voix, images vidéo en noir et blanc, orchestre sur scène, dont un joueur de didjeridoo (longue trompe dont jouent les Aborigènes australiens)... La danse résonne comme une forme réinventée de la tragédie, portée ici par la voix de quatre récitant : Allison Brown, April Daly, Helen Pickett, et Dana Caspersen. Cette dernière, par ailleurs, signe les textes aux côtés de Forsythe et de Simon Frearson.

Hors toute réalité tangible, la danse a cet aplatissement des images du sommeil. Des corps raidis sont étendus au sol, sans vie. Signature « forsythienne », omniprésente : le corps cambré avec exagération, les bras balançant en arrière de l'épaule, démesurés, mains recourbées. Figures de la déformation, allant jusqu'à celle de l'estropié, récupérée en son point ultime d'hémiplégie dans le duo d'hommes qu'invente, au finale, Jacopo Godani : la tête est mainte-

nue droite, les jambes sont molles, secouées de soubresauts. Gemellité et différence. Forsythe et les siens. Lui et les autres. Le chorégraphe est courageux. L'intérêt du travail est dans la distanciation, le raffinement d'une pensée qui ne raisonne pas en terme d'affects mais à partir d'impossibles modèles à transposer dans l'espace.

UNE ŒUVRE TOURMENTÉE

Danse macabre chamarrée. Une première partie énonce le matériau : des phrases s'inscrivent sur un écran placé à gauche de la scène. Toutes commencent par *nothing, everything, anything*. Ces énoncés sont abstraits. Les corps les transforment en flux. Rien n'est dit, mais tout s'inscrit dans la conscience du spectateur. Dans le bourdonnement de la musique, tout au cours de la deuxième partie, on identifie quelques mesures de *In the Middle, Somewhat Elevated*, énorme succès de Forsythe composé pour le Ballet de l'Opéra de Paris en 1987. Avec cette danse hiératique, sur pointes virtuoses, les amateurs de danse classique

crurent avoir trouvé, enfin, leur nouveau Balanchine. Depuis Forsythe, comme une réponse à ceux qui aiment les catégories, n'a fait qu'envoyer sur scène des « objets » noirs, tout aussi noirs que les lumières qui les baignent. Vingt-trois chorégraphies depuis 1987.

Du beau boulot. Vingt-trois œuvres tourmentées par la question de la beauté, éloignées de la « belle » danse classique, mais prenant en compte l'histoire générale de la danse (attitude de la post-modernité). Les objets de danse de Forsythe sont conçus tels des ensembles visuels, où tout concourt à traduire « des pages couvertes de glyphes incompréhensibles » pour reprendre une des formules du chorégraphe. L'émotion est avant tout une question d'angle. Qu'elle prenne le spectateur à l'estomac, aux guts, qu'elle arrive de côté : l'essentiel est qu'il ne comprenne jamais comment ni pourquoi elle le trouble à ce point.

Dominique Fréard

La mémoire du Ballet royal khmer

Montpellier/Danse. Les survivants aux crimes de Pol Pot ont reconstitué le répertoire classique

Em Theay est une vieille dame. Quand Pol Pot, le leader des Khmers rouges, est entré dans Phnom Penh, en janvier 1975, elle était déjà danseuse et enseignante, respectée. Quatre ans plus tard, à la fin d'un régime qui avait fait quelque deux millions de morts (le quart de la population du pays), la quasi-totalité des danseurs classiques avaient disparu. Em Theay a marché plusieurs jours pour regagner la capitale cambodgienne. Elle a pu sauver son trésor - trois livres de chants et de musiques, reliés comme des bibles - en les cachant au fond de ses vieux sacs. Elle a alors rassemblé quelques survivants autour du bâtiment dévasté du Théâtre national.

« Après le travail forcé, nous avions des mains de paysans », se souvient Em Theay, ces mains dont les mouvements si raffinés sont essentiels à la danse classique khmère. Dans la rue, elle découvre un masque de scène abîmé. « Je lui ai adressé une prière et je l'ai fait réparer par mon fils. » Masques, costumes, instruments de musique du ballet classique sont éparpillés.

Plus grave, le répertoire est alors menacé de disparaître : il n'existe pas de codification écrite des chorégraphies. Quelques sculptures dans les temples, la grande fresque qui orne le mur d'enceinte de la Pagode d'argent près du Palais royal représentent pourtant des scènes de danse. Artisans et luthiers peuvent s'en inspirer pour réparer ou recréer des masques et des instruments de musique. Mais seules les danseuses survivantes et leur mémoire corporelle peuvent restituer les mouvements des ballets. Dans la tradition khmère, ce sont les femmes qui interprètent presque tous les rôles, y compris ceux des hommes. « Plusieurs vieilles danseuses connaissent chaque personnage. De jour en jour, en enseignant, elles ont retrouvé des bribes puis le répertoire entier des chants et des danses », explique Prœung Chhieng, doyen de la faculté des arts chorégraphiques aux Beaux-Arts de Phnom Penh.

Cet artiste a été initié par sa grand-mère, maîtresse de danse dans le ballet de la mère du prince Sihanouk. De sa naissance, en 1949, jusqu'à l'âge de huit ans, Prœung Chhieng a vécu chez elle, la suivant chaque jour dans la salle d'entraînement. « Elle nous a choisis, ma petite sœur et moi, pour nous offrir à la reine. » Dans la religion cambodgienne, qui mêle influences animistes, brahmaniques

et bouddhistes, les rois incarnent les dieux sur terre, et les danseurs, intermédiaires sacrés, les honorent. Prœung Chhieng avait trente ans quand Pol Pot a pris le pouvoir. Comme la plupart des habitants de Phnom Penh, il a été forcé de quitter la ville, seul, sans sa famille. A son retour, en 1979, il a appris le décès de sa sœur.

En 1980, une école est rouverte, accueillant bientôt près de cinq cents enfants et adolescents, orphelins de guerre pour la plupart. Ils disposent d'une petite bourse du gouvernement. Faute de famille, ils vivent à l'école, où les professeurs organisent aussi bien les cours que leur ravitaillement. Chaque matin, les plus jeunes font des exercices de mains pour assouplir les articulations, à l'âge où les os sont encore souples. Plus tard, ils apprennent les mouvements et finissent par se spécialiser dans un rôle précis du *Ramayana*, la grande épopée indienne adaptée par les Khmers vers le IX^e siècle.

L'Université royale des beaux-arts rouvre en 1989, dotée de cinq facultés - musique, arts plastiques, architecture, archéologie et celle qui dirige Prœung Chhieng, où six cents étudiants s'initient au théâtre, au cirque et à la danse. Après avoir beaucoup travaillé sur la technique des gestes les premières années, pour reconstituer le répertoire, la faculté insiste aussi sur « l'intérieur, la sérénité, la pureté des danseurs », explique le doyen. *Nous sélectionnons les meilleurs pour qu'ils pratiquent la méditation et les danses célestes*.

Chants et danses sont enregistrés et archivés. Un superbe documentaire, *La Dixième Danseuse*, est réalisé en 1992 par l'Australienne Sally Ingleton et projeté, en France, par le Festival international des films de femmes : on y voit Em Theay enseigner les variations précises et infinies des gestes de la main, en particulier à sa meilleure élève, Sok Chea. Aujourd'hui, Em Theay, Sok Chea, Prœung Chhieng et le Ballet de l'Académie royale khmère - une quarantaine de danseurs et de musiciens - ont investi quelques scènes françaises, à Montpellier (les 30 juin et 1^{er} juillet), puis au festival Paris, Quartier d'été (du 15 au 18 juillet). L'occasion exceptionnelle d'admirer un art millénaire que l'une des tragédies politiques de ce siècle n'est pas parvenue à détruire.

Catherine Bédarida

Réseau et rhizome sont dans un bateau

Paris/Art. Rencontres et croisements aux journées portes ouvertes des Beaux-Arts

« **CONNEXIONS IMPLICITES** », Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 13, quai Malaquais, Paris 6^e. Tél. : 01-47-03-50-00. De 13 heures à 19 heures, fermé lundi. Jusqu'au 13 juillet.

Réseau et rhizome sont les mots de passe de la très jeune génération d'artistes d'aujourd'hui. Réseau à cause d'Internet, de l'interactif et aussi d'un besoin de solidarité plus affirmé qu'auparavant. Rhizome à cause de Deleuze et Guattari, qui avaient introduit ce concept dans *Mille Plateaux*, devenu ouvrage de référence. Peu l'ont lu en entier, mais tous s'en réclament. Du reste, entre réseau et rhizome, il y a des accointances.

L'art serait donc affaire de communication, de participation, de rencontres, de croisements. Du moins est-ce sur cette idée qu'ont été conçues les Portes ouvertes des Beaux-Arts. Rencontres ? Pour l'association Terre d'asile, qui coordonne l'accueil des demandeurs d'asile en France, un

groupe d'élèves a organisé un banquet, avec allusion platonicienne, et a peint une immense version du *Radeau de la Méduse*, où naufragés et émigrés se confondent. La toile est plutôt réussie et mériterait de rester comme bon exemple d'art politique contemporain. La table du banquet a été décorée de petites peintures sur bois exécutées dans des écoles d'art et des centres d'accueil.

Rhizomes ? Les ateliers, qui étaient exceptionnellement ouverts le 27 et le 28 juin, fonctionnent sur ce modèle. Chacun a son homogénéité, sa tonalité, qui n'est pas peu dépendante du caractère de celui qui y enseigne. Elle est à l'installation gentiment humoristique chez Vilmouth et chez Fischer et à l'installation plus symbolique chez Anne Rochette. Chez Annette Messenger, l'influence de la « patronne » s'accuse dans l'emploi de vêtements troués et de petits objets, suspendus à des fils ou posés dans un coin. Dans les ateliers de peinture de Jean-Michel Albérola et de

Vincent Bioulés, qui exposent les travaux de tous les élèves sans rechercher les effets d'accrochage, ladite tonalité est souvent plus dure, plus politique, teintée de satire. Tout cela s'accomplit en usant d'une extrême diversité de procédés et d'instruments en passant par tous les *mixed medias* possibles (les diapositives, l'infographie - peu convaincante -, l'assemblage).

ALLUSION CRYPTÉE

Réseau ? Une exposition leur est consacrée, sous le titre *Connexions implicites*. Autour de Fabrice Hybert, décidément fort à la mode, elle entend proposer « une description d'un système d'utilisation des flux », manière de dire qu'elle réunit des artistes nés entre 1960 et 1965 et qui, tous, prennent à la société contemporaine les images et les objets qu'ils manipulent, déforment, transforment. Ces exercices ne sont pas exempts - euphémisme - d'un certain dandysme de l'hermétisme et de l'allusion cryptée. Il en est cependant de plutôt réussis : le

jeu d'ombres d'Eulalia Valdoserà, l'investigation morbide de Christine Borland, les sportifs désarticulés de Gabriel Orozco, l'installation d'Hybert, à base de dessins, photographies et notes répandus sur le sol. Est-ce le début de quelque chose ? Quelles singularités se dégagent ? Il est raisonnable d'attendre - et d'aller voir.

Il était aussi raisonnable d'attendre des surprises des happenings que l'atelier de Christian Boltanski avait préparés pour la nuit du 27 juin. L'idée était bonne : sur les quais de la Seine, les étudiants accompliraient leurs performances à l'intention de spectateurs embarqués sur un bateau-mouche. Ils embarqueraient donc, équipage composite, moitié art contemporain, moitié touristes japonais. Mais ce genre d'exercice suppose que soient maîtrisées les difficultés liées à la distance, à la lumière, à la vitesse. Elles ne l'étaient pas. Il se mit à pleuvoir. C'est triste, un réseau qui prend l'eau.

Philippe Dagen

UNE SOIRÉE À PARIS

Orchestre national d'Ile-de-France

Admirable pianiste italien, Bellucci est attendu dans le *Quatrième Concerto* de Beethoven. Tout comme Hanna Schygulla récitant le poème de Richard Dehmel dont s'inspira Schoenberg pour composer *La Nuit transfigurée*. Jacques Mercier (direction). *Saint-Denis (93)*. Maison de la Légion d'honneur, 5, rue de la Légion-d'Honneur. 20 h 30, le 30. Tél. : 01-48-13-06-07. 150 F.

Vienna Art Orchestra

Dirigé depuis vingt ans par Mathias Ruegg, ce grand ensemble a révisé les histoires de la musique du XX^e siècle (Satie, Ellington, Mingus...) avec virtuosité et ironie. On retrouve au sein de cet orchestre somptueux des références du jazz européens comme Bumi Fian, Uli Scherer, Herbert Joos ou Wolfgang Muthspiel. Durant le même soir, le Festival de jazz de La Villette reçoit Gerri Allen en trio, Ornette Coleman en duo avec Joachim Kühn ou le Sud ensemble de Pino Minafra.

Grande Halle de la Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^o Porte-de-Pantin. M^o Porte-de-Pantin. 21 heures, le 1^{er} juillet. Tél. : 08-03-07-50-75. 170 F pour l'ensemble des concerts.

Sylvin Marc Sextet

Dans le cadre de soirées consacrées à la basse électrique et après Yannick Top, Dominique Bertram, Jean-Marc Jafet ou Linley Marthe, c'est au tour de Sylvin Marc : gros son, groove et envie de bouger. *Baiser salé, 58, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. 22 heures, le 1^{er} juillet. Tél. : 01-42-33-37-71. 70 F.*

Melvin Taylor and Slack Band

La part la plus blues de Jimi Hendrix ressort dans le jeu de guitare et la voix de Melvin Taylor. Pas copieur pour autant, ce grand bluesman est l'un des plus personnels du genre. *New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^o Château-d'Eau. 20 h 30, le 2 juillet. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.*

Silverchair

Ces gamins australiens se sont

constitué une armée de fans en reprenant à leur compte les distorsions grunge de Nirvana. Et en tentant d'y insuffler quelques mélodies plus optimistes.

Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^o Porte-de-Pantin. 20 heures, le 30. Tél. : 01-42-08-60-00. 135 F.

Alice Cooper

Il fut le pionnier d'une sanguinolente théâtralité rock réactivée aujourd'hui par les extrémistes de Marilyn Manson ou de Nine Inch Nails. Au moment où on publie un *Best Of*, l'homme au python reprend la route. *Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11^e. M^o Voltaire. 20 h 30, le 30 juin et le 1^{er} juillet. Tél. : 01-47-00-55-22. 185 F.*

INXS

Les Australiens sont revenus de leurs excès des années 80, où ils furent un supergroupe de stade. Leur chanteur, Michael Hutchence, n'a jamais caché sur scène sa fascination pour les poses de Mick Jagger et de Jim Morrison.

Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^o Porte-de-Pantin. 20 heures, le 1^{er} juillet. Tél. : 01-42-08-60-00. 155 F.

Anne Sylvestre

Dernière des « Lundis de la Pépinière », lieu de rencontres improvisées et joyeuses. La soirée est animée par Anne Sylvestre, qui y chante devant un public de jeunes fans. Elle sera entourée du chanteur Michel Arbatz, de Max Vandervorst, du groupe Indigo et d'une femme clown surnommée Emma. Quelques artistes surprises sont attendus.

La Pépinière Opéra, 7, rue Louis-le-Grand, Paris 2^e. M^o Opéra. 21 heures, le 30. Tél. : 01-42-61-44-16. 100 F.

Sabor a Son

Le groupe de Fino Gomez, qui anima pendant plusieurs mois les mardis salsa de la Coupole, reprend du service. Ce sera le rendez-vous estival hebdomadaire incontournable des amateurs de rythmes latinos.

La Coupole, 102, boulevard du Montparnasse, Paris 14^e. M^o Vavin. 21 h 30, les 1^{er}, 8, 15, 22 et 29 juillet. Tél. : 01-43-20-14-20. 90 F.

MUSIQUE

Une sélection de concerts classique, jazz, rock, chanson et musique du monde à Paris et en Ile-de-France

CLASSIQUE

LUNDI 30 JUIN

Le Dernier Repas de Fayt. Jocelyne Carissimo, Philippe Desandré, Philippe Le Chevalier, Pascal Sausy, Akémie Souchay-Okumura (piano), Serge Lipszyc (mise en scène). *Théâtre du Tambour-Royal, 94, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11^e. M^o Goncourt, Belleville. 19 h 30, le 30. Tél. : 01-48-06-72-34. Location Fnac, Virgin. 130 F.*
Pelléas et Mélisande de Debussy. Luc Berthomieu, Dominique Ploteau (Pelléas), Régine Blanes, Angélique Greuter, Anne Lapalus (Mélisande), Frédéric Guieu, Claude Massoz, Alain Zürcher (Golaud), Philippe Degéat, Olivier Peyrebrune (Arkel), Gaëlle Caro, Patricia Palamara (Geneviève), Lucie Bourouche, Marie-Charlotte Laborne (Yniold), Akémi Souchay-Okumura (piano), Pascale Jeandroz (direction), Elisabeth Navratil (mise en scène). *Théâtre du Tambour-Royal, 94, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11^e. M^o Goncourt, Belleville. 19 h 30, du 30 juin 15 juillet ; 17 heures, les 6 et 13 juillet. Relâche le 14. Tél. : 01-48-06-72-34. 130 F.*

Orchestre de Paris
Kodaly : Danses de Galanta. Dvorak : *Symphonie n^o 7.* David Stern (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^o Ternes. 20 h 30, le 30. Tél. : 01-45-61-53-00. De 100 F à 200 F.

MARDI 1^{er} JUILLET

Manon de Massenet. Renée Flemming, Mary Mills (Manon), Richard Leech (des Grieux), Jean-Luc Chaignaud (Lescout), Laurent Naouri (le comte des Grieux), Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, Gary Bertini (direction), Gilbert Deflo (mise en scène), Ana Yepes (chorégraphie).

Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11^e. M^o Bastille. 19 h 30, les 1^{er}, 4, 7, 10 et 12 juillet. Tél. : 01-44-73-13-00. De 60 F à 610 F.

Hüseyn Sermet (piano)
Chopin : Scherzo, Ballade. Alkan : *Petites Fantaisies op. 41.* Mendelssohn : *Scherzo, Caprices et fantaisie op. 16.* Schumann : *Papillons.*

Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16^e. M^o Pont-de-Neuilly. 16 h 30, le 1^{er} juillet. Tél. : 01-45-00-22-19. 150 F.

Véronique Gens (soprano), Thierry Félix (baryton), Roger Vignoles (piano)
Berlioz : Les Nuits d'été. Debussy : *Chansons de Billitis.* Fauré : *Mélodies.* *Saint-Denis (93)*. Maison de la Légion d'honneur, 5, rue de la Légion-d'Honneur. M^o Saint-Denis-Basilique. 20 h 30, le 1^{er} juillet. Tél. : 01-48-13-06-07. 150 F.

JEUDI 3 JUILLET

Rigoletto de Verdi. Juan Pons (Rigoletto), Ruth Ann Swenson (Gilda), Frank Lopardo (le duc de Mantoue), Miguel Angel Zapater (Sparafucile), Graciela Araya (Madeleine), Pavlo Hunka (Monterone), Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, James Conlon (direction), Jérôme Savary (mise en scène).

Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11^e. M^o Bastille. 19 h 30, les 3, 5, 8, 11 et 15 juillet. Tél. : 01-44-73-13-00. De 60 F à 610 F.

Pascal Devoyon (piano)
Chopin : Sonate pour piano op. 35, Nocturnes op. 9, Nocturne op. 72. Field : *Nocturnes.* Hummel : *Sonate pour piano op. 81, Etudes.*

Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16^e. M^o Pont-de-Neuilly. 20 h 45, le 3 juillet. Tél. : 01-45-00-22-19. 150 F.

Orchestre national de Lille
Mahler : Symphonie n^o 3. Doris Soffel (mezzo-soprano), Maîtrise de Radio-France, Chœur de Dusseldorf, Jean-Claude Casadesus (direction). *Saint-Denis (93)*. Basilique, 1, rue de la Légion-d'Honneur. M^o Saint-Denis-Basilique. 20 h 30, le 3 juillet. Tél. : 01-48-13-06-07. De 100 F à 250 F.

VENDEDI 4 JUILLET

Orchestre national de France
Bernstein : West Side Story, *danses symphoniques et chansons.* Heidi Grant Murphy (Maria), Greg Fedderly (Tony), Sylvie Sullé (Anita), Lawrence Foster (direction). *Saint-Denis (93)*. Parc de la Légion-d'Honneur, 6, place de la Légion-d'Honneur. 20 h 30, le 4 juillet. Tél. : 01-48-13-06-07. De 150 F à 250 F.

SAMEDI 5 JUILLET

François Kerdoncuff (piano)
Chopin : Préludes op. 28. Bach : *Clavier bien tempéré, préludes.*

Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16^e. M^o Pont-de-Neuilly. 16 h 30, le 5 juillet. Tél. : 01-45-00-22-19. 100 F.

Ensemble les Dessus indiscrets
Œuvres de Bach, Muffat et Leclair.

Eglise Saint-Ephrem-le-Syriaque, 17, rue des Carmes, Paris 5^e. M^o Maubert-Mutualité. 17 heures, le 5 juillet. Tél. : 01-34-51-36-46. 100 F.

Ensemble Mala Punica
Œuvres de Landini, Ciconia, Genova et Caserta. Pedro Memelsdorff (direction). *La Roche-Guyon (95)*. Château, 9, rue du Général-Leclerc. 20 heures, le 5 juillet. Tél. : 01-34-79-74-42. 80 F.

Ensemble La Reverdie
Veillée pour les laudes de sainte Marie. *Saint-Ouen-l'Aumône (95)*. Abbaye de Maubuisson, rue Richard-de-Tour. 18 heures, le 5 juillet. Tél. : 01-34-68-05-80. 80 F.

DIMANCHE 6 JUILLET
Madama Butterfly de Puccini. Paula Delligatti (Mme Butterfly), Franco Farina (Pinkerton), Peter Coleman-Wright (Sharpless), Sylvie Brunet (Suzuki), Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, Maurizio Benini (direction), Robert Wilson (mise en scène), Suzushi Hanayagi (chorégraphie).

Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11^e. M^o Bastille. 15 heures, le 6 juillet. Tél. : 01-44-73-13-00. De 60 F à 610 F.

Alain Jacquon (piano)
Chopin : Mazurkas op. 7, Rondo op. 5, Etudes. Szymanowski : *Danses polonaises, Préludes op. 1, Etudes op. 4.*

Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16^e. M^o Pont-de-Neuilly. 16 h 30, le 6 juillet. Tél. : 01-45-00-22-19. 100 F.

Orchestre de chambre de Novossibirsk
Œuvres de Chostakovitch, Haydn et Tchaïkovski. Marc Dobrinsky (violoncelle), Michaël Tourich (direction). *Champs-sur-Marne (77)*. Château, 31, rue de Paris. 17 heures, le 6 juillet. Tél. : 01-60-05-24-43. 100 F.

Ensemble Lucidarium
Musique au temps de Dante *Royaumont (95)*. Abbaye. 12 heures, le 6 juillet. Tél. : 01-34-68-05-50.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

ANACONDA
Film américain de Luis Llosa, avec John Voight, Jennifer Lopez, Ice Cube, Eric Stoltz, Jonathan Hyde, Kari Wuhrer (1 h 30).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; Gaumont Marignan, dolby, 8^e (+) ; UGC George-V, 8^e.

BOUGE !

Film français de Jérôme Cornuau, avec Ambre Boukebza, Ophélie Winter, Patrick Forster-Delmas, Bernard Le Coq, Léa Drucker, Sami Naceri (1 h 39). UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-59-19-08 +) ; UGC George-V, dolby, 8^e ; Paramount Opéra, dolby, 9^e (01-47-42-56-31 +) ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (01-47-07-55-88 +) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (+) ; Miramar, dolby, 14^e (01-39-17-10-00 +) ; Mistral, 14^e (01-39-17-10-00 +) ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-48-28-42-27 +) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (+) ; Le Gambetta, dolby, 20^e (01-46-36-10-96 +).

LE CIEL EST À NOUS (*)
Film franco-canadien de Graham Guit, avec Romane Bohringer, Melvil Poupaud, Jean-Philippe Ecoffey, Elodie Bouchez (1 h 30).

Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-39-99-40 +) ; Gaumont Opéra I, dolby, 2^e (01-43-12-91-40 +) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (+) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6^e (+) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-59-19-08 +) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8^e (01-43-87-35-43 +) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11^e (+) ; Les Nation, dolby, 12^e (01-43-43-04-67 +) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (01-47-07-55-88 +) ; Gaumont Alesia, dolby, 14^e (01-43-27-84-50 +) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (+) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (+) ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (+).

Ensemble Micrologus
Musique à Florence au temps de Boccace. *Royaumont (95)*. Abbaye. 17 h 30, le 6 juillet. Tél. : 01-34-68-05-50.

JAZZ

La Villette Jazz Festival
Avec Dirty Dozen, Geri Allen Trio, Pino Minafra (1^{er} et 2 juillet), Ornette Coleman/Joachim Kühn, Herbie Hancock (1^{er} juillet) : Michel Portal/Richard Galliano, Trio Romano/Sclavis/Texier, Michel Petruccianni avec Miroslav Vitous et Leny White (2 juillet) ; Howard Johnson Gravity (3 et 4 juillet) Italian Instabile Orchestra, avec Enrico Rava, Sophia Domancich Trio, Alfredo Rodriguez Cuba Linda (3 et 6 juillet), Steve Coleman AfroCuba de Matanzas, Christophe Marguet Trio (3 juillet) ; Ernan Lopez-Nussa Cuban Quartet, Maria Schneider Orchestra (4 et 5 juillet)

Milo Cinelu, Trio Solal/Peacock/Motian, Ornette Coleman Prime Time, (4 juillet) ; Marcel Azzolla et invités, Christian Escoudé Trio, Shirley Horn Trio, Michel Portal « Preuve par neuf » (5 juillet).

Parc de la Villette, sur l'ensemble du site : Grande Halle, Cité de la musique, Prairie du triangle, Hot Brass (concerts de Steve Turre), Fontaine aux lions. Paris 19^e. M^o Porte-de-la-Villette et Porte de Pantin. A partir de 18 heures. Tél. : 08-03-07-50-75. Forfait soirées 170 F. Nombreux concerts gratuits.

Les Nuits blanches
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. 22 h 30, les 1^{er} et 8 juillet. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.

Joe Lee Wilson Quartet
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. 22 heures, le 3 juillet. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.

Daniel Yvinec Quartet
Baiser sale, 58, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. 22 heures, le 3 juillet. Tél. : 01-42-33-37-71. 70 F.

Remy Chaudagne Piccolo Quartet
Baiser sale, 58, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. 22 heures, le 4 juillet. Tél. : 01-42-33-37-71. 70 F.

Norma Winstone, Prysm
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. 22 heures, les 4 et 5 juillet. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.

Eddie Henderson, Joe Locke, Clovis Nicolas
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. 22 h 30, les 4, 5 et 7 juillet. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

Philippe Le Baraillet Trio
Parc floral de Paris (Bois de Vincennes), Bois de Vincennes, Paris 12^e. M^o Château-de-Vincennes. 16 heures, le 5 juillet. Entrée libre.

ROCK
Gil Scott Heron Group
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^o Château-d'Eau. 20 h 30, le 30 juin et le 1^{er} juillet. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Earth Wind & Fire
Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^o Porte-de-Pantin. 20 heures, le 4 juillet. Tél. : 01-42-08-60-00. De 199 F à 292 F.

Asian Dub Fondation
Ris-Orangis (91). Le Plan, rue Rory-Gallagher. 20 h 30, le 2 juillet. Tél. : 01-69-43-03-03.

Nada Surf
Ris-Orangis (91). Le Plan, rue Rory-Gallagher. 20 heures, le 3 juillet. Tél. : 01-69-43-03-03. 110 F.

CHANSON
Zaniboni, les Zig'Zinzin
Théâtre Clavel, 3, rue Clavel, Paris 19^e. M^o Pyrénées. 20 h 30, le 30. Tél. : 01-48-44-98-88. 100 F.

Franck Yakoubi
Ailleurs, 13, rue Beausire, Paris 4^e. M^o Bastille. 20 h 30, le 30. Tél. : 01-44-59-82-82. De 30 F à 80 F.

Mouron
Le Loup du faubourg, 21, rue de la Roquette, Paris 11^e. M^o Bastille. 20 h 30, les

1^{er}, 2, 3, 4 et 5 juillet. Tél. : 01-40-21-90-95. 70 F.

Philippe Clay
Théâtre Montparnasse, 31, rue de la Gaité, Paris 14^e. M^o Edgar-Quinet, Gaité, Montparnasse-Bienvenue. 21 heures, le 1^{er} juillet. Tél. : 01-43-22-77-74. 160 F.

Plume
Péniche Six-huit, Quai Malaquai, Paris 6^e. M^o Saint-Germain-des-Près. 20 h 30, le 5 juillet. Tél. : 01-43-80-74-54. 50 F.

MUSIQUE DU MONDE

Sapho, Ekova
Eglise Saint-Bernard, rue Saint-Bruno, Paris 18^e. M^o La Chapelle. 20 h 30, le 1^{er} juillet.

L'Ultima Réçital
Théâtre Daunou, 9, rue Daunou, Paris 2^e. M^o Opéra. 21 heures, du 1^{er} au 12 juillet. Relâche les 6 et 7. Tél. : 01-42-61-69-14. De 100 F à 180 F.

NG la Banda
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^o Château-d'Eau. 22 heures, le 3 juillet. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Black Voices
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^o Château-d'Eau. 21 h 30, le 5 juillet. Tél. : 01-45-23-51-41. 100 F.

Mambomania
La Java, 105, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11^e. M^o République. 22 h 30, les 5, 12, 19 et 26 juillet. Tél. : 01-42-02-20-52. 100 F.

Ris-Stivell
Ris-Orangis (91). Le Plan, rue Rory-Gallagher. 20 h 30, le 5 juillet. Tél. : 01-69-43-03-03. 120 F.

DANSE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

Ballett Frankfurt
William Forsythe : Sleepers Guts. Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. 20 h 30, le 30 juin et les 1^{er}, 2, 3 et 4 juillet. Tél. : 01-40-28-28-40. De 50 F à 190 F.

Compagnie Leila Haddad
Leila Haddad : Réveries sur le Nil. Bouffes du Nord, 37bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10^e. M^o La Chapelle. 21 heures, le 30 ; 21 h 30, le 1^{er} juillet. Tél. : 01-46-07-34-50. 140 F.

Compagnie Faizal Zeghoudi
Faizal Zeghoudi : Saint-Valentin. Glaz'Art, 7-15, avenue de la Porte-de-la-Villette, Paris 19^e. M^o Porte-de-la-Villette. 21 heures, les 1^{er} et 8 juillet ; 16 heures, les 6 et 13 juillet. Tél. : 01-40-36-55-65. 80 F.

Compagnie DCA
Philippe Decouflé : Marguerite. La Chaufferie, 10 b., rue Maurice-Thorez. 20 h 30, les 1^{er}, 2, 3 et 4 juillet. Tél. : 01-48-13-06-07. 100 F.

Cie Incanto, Cie Juste à temps, Cie Ane Dreyfus
Bruno Sajous : Aqua Velvet. Lola Keraïly : Vents contraires. Anne Dreyfus : Dis-moi un mensonge.

Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10^e. M^o La Chapelle. 21 heures, le 2 juillet. Tél. : 01-46-07-34-50. 140 F.

Danses et marionnettes du Rajasthan
Théâtre de verdure, square Saint-Lambert, Paris 15^e. M^o Vaugirard. 20 h 30, les 4 et 5 juillet ; 15 heures, le 6 juillet. Tél. : 01-45-08-55-25. Entrée libre.

Compagnie Bruno Agati
Bruno Agati : La mère qu'on voit danser. Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10^e. M^o La Chapelle. 21 heures, le 4 juillet ; 16 heures et 21 heures, le 12 juillet. Tél. : 01-46-07-34-50. 140 F.

Compagnie Sylvie Le Quere, Compagnie Alois
Sylvie Le

RADIO Les couloirs de Radio-France bruissent de plusieurs mini-conflits. Les collaborateurs de Radio-Bleue, station destinée aux plus de 50 ans, estiment être victimes de

l'attribution de fréquences à la nouvelle radio destinée aux jeunes, Le Mouv'. ● LA PRÉPARATION de la grille de rentrée de France-Inter a donné lieu à des protestations et a

pris un tour nettement politique, les critiques s'exerçant envers Michel Boyon, PDG de Radio-France. ● TROIS SYNDICATS, la CGT, la CFDT et le SNJ, ont demandé à rencontrer

le ministre de la culture et de la communication tandis que le Parti socialiste critique notamment la création du Mouv' et évoque le « climat d'incertitude » régnant au sein

de la radio de service public. ● LA CFTC, FO ET LA CGC ont pour leur part apporté leur soutien à Michel Boyon et ont accusé le PS de « mainmise » sur Radio-France.

Radio-France est en proie à une agitation qui met en cause son PDG

Une grève est prévue à Radio-Bleue, les personnels protestant contre les fréquences attribuées à la nouvelle radio pour les jeunes, tandis que la future grille de rentrée de France-Inter déclenche des réactions en série. Le PDG de Radio-France est au centre des critiques

GRÈVE à Radio-Bleue, mardi 1^{er} juillet, mouvements d'humeur à la rédaction de France-Inter, cachetiers fâchés de certains dysfonctionnements : à Radio France, les mini-incendies se succèdent.

Le lancement précipité du Mouv', la radio pour les jeunes, et les menaces qui ont pesé sur l'émission de Laurent Ruquier, exploitées par ce dernier, sont venus s'ajouter aux récriminations en tous genres contre Michel Boyon, PDG de Radio-France. Même si ces conflits se résolvent – comme dans le cas de Laurent Ruquier, maintenu à France-Inter –, ils

prennent une connotation de plus en plus politique et atteignent l'autorité du PDG.

« Nous ne vous laisserons pas utiliser notre entreprise et notre travail pour mener vos opérations politiques », lance la CFDT à l'adresse de M. Boyon, à propos de la nomination de Thierry Bourgeon, transfuge d'Europe 1, à la direction des radios locales (*Le Monde* daté 29-30 juin) et surtout des noms qui circulent sur « son prochain entourage ».

De leur côté, les collaborateurs de Radio-Bleue, station créée en 1980 et destinée aux plus de 50 ans,

estiment être indirectement victimes de la création du Mouv'. « Nous avons appris avec stupeur que 16 fréquences FM dormaient dans les cartons de Radio-France. Elles ont été attribuées au Mouv', alors que depuis longtemps nous réclamons un plus large accès à la modulation de fréquence », estime les personnels de Radio-Bleue, diffusée en ondes moyennes sur l'ensemble du territoire à l'exception de l'Île-de-France et de Cannes.

La réaction des personnels de Radio-Bleue risque de faire figure de prémices à d'autres mouve-

ments de ce genre. En effet, le développement de la station destinée aux jeunes pose le problème du redéploiement des fréquences de Radio-France. Même s'il ne le dit pas, Michel Boyon sait qu'il n'a pas d'autres solutions.

UN TOUR POLITIQUE

Il est à peu près exclu, dans la bataille actuelle sur les fréquences, que le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) accorde de nouveaux canaux de diffusion au service public. Pour développer Le Mouv', Michel Boyon devra donc puiser dans les réserves ou prendre des fréquences sur lesquelles d'autres radios, notamment les locales, émettent actuellement. Avec le risque de « déshabiller Pierre pour habiller Paul », selon l'expression des syndicats.

A cette effervescence viennent s'ajouter les mouvements d'humeur de la rédaction de France-Inter à propos de la préparation de la grille de rentrée. Les négociations, trop lentes, sur la future place de Gérard Courchelle, responsable d'Inter-Matin, qui désirait quitter cette tranche matinale, ont déclenché une réaction de la Société des journalistes. « Mépris, arrogance, désinvolture, médisance et calomnies sont les principaux outils de communication de la direction de la rédaction », indique un tract. « Gérard Courchelle sera sur l'antenne à la rentrée », assure Jean-Luc Hees, directeur de la rédaction. La question a été réglée, après notamment l'intervention de Gilbert Denoyan,

directeur général à la coordination des antennes et au développement, dont certains au sein de la radio affirment qu'il utiliserait ses sympathies à gauche pour confirmer son rôle.

Dans les couloirs de la Maison ronde, les discussions prennent un tour très politique. « Michel Boyon est le dernier président de l'audiovisuel qui se permette de faire de la

Dans un communiqué, publié le 20 juin, le PS a jeté quant à lui un petit peu plus d'huile sur le feu. Les délégués du PS pour l'audiovisuel ont estimé que « le renouveau du service public mérite non des évictions brutales et injustifiées, mais une vision claire et concertée des évolutions nécessaires à Radio-France ». Aussitôt, trois syndicats – FO, la CFTC et la CGC – ont volé

Michel Boyon souhaite « un bon budget » en 1998

Après le discours de politique générale du premier ministre, Michel Boyon, PDG de Radio-France, s'est félicité que l'audiovisuel public figure dans les priorités du gouvernement. Dans un entretien publié dans *Le Figaro* des 28 et 29 juin, il « souhaite disposer d'un très bon budget en 1998 » après avoir eu « un bon budget en 1997 ». Selon Michel Boyon, l'accent a été mis, budgétairement, sur France-Info, dont les dotations ont augmenté de 14 % et sur les radios locales. « Les priorités budgétaires pour 1998 ne sont pas encore définies, mais je souhaite mettre l'accent sur la modernisation de l'entreprise. »

Le PDG dément le recrutement « jamais envisagé » de Patrick Sabatier comme le départ de Laurent Ruquier. Mais il a confirmé celui d'Annette Ardisson. « Elle a demandé à être déchargée de son interview quotidienne qu'elle assure avec talent depuis sept ans. Le directeur de la rédaction de France-Inter, Jean-Luc Hees, a proposé à Stéphane Paoli de prendre le relais en septembre », a-t-il précisé.

politique », lance un journaliste. Trois syndicats, la CGT, la CFDT et le Syndicat national des journalistes (SNJ, autonome), ont demandé un rendez-vous à Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication. Lors du comité central d'entreprise du 18 juin, la CGT et la CFDT ont présenté une motion de défiance à l'égard de Michel Boyon.

au secours de Michel Boyon en lui apportant leur « soutien pour le lancement du Mouv' » et en stigmatisant « la volonté de mainmise sur Radio-France par un parti politique – celui-là même qui affirme et réclame l'indépendance de l'audiovisuel public quand il n'est pas au pouvoir ».

Françoise Chirot

Le Sud-Est asiatique pourrait devenir le futur Eldorado de la création publicitaire

CANNES

de notre envoyée spéciale

Tous les publicitaires sont d'accord : « Seule une idée forte, simple, évidente peut engendrer une publicité de qualité. » Mais pour distinguer les meilleures créations publicitaires, les jurés du 44^e Festival international de la publicité, réunis à Cannes du 23 au 28 juin, ont été confrontés à un paradoxe : comment évaluer mondialement des créations imaginées pour flatter les sensibilités locales ? Comment comparer, par exemple, la qualité créative d'un spot japonais montrant un homme âgé et incontinent en train d'enfiler une couche que

s'intéressent de plus en plus à celles qui s'exercent à la publicité depuis peu, comme la Chine ou la Corée.

« Ces pays représentent le futur de la publicité », résume Ted Sann, responsable de la création à BBDO (Omnicom). « De plus en plus de réseaux découvrent que leurs agences les plus primées pour leur créativité se trouvent en Amérique latine ou en Asie », lit-on dans l'étude publiée par *Advertising Age*. En tête, on découvre des villes comme Sao-Paulo (Brésil) Kuala Lumpur (Malaisie), Bangkok (Thaïlande) ou Buenos Aires (Argentine). La publicité latino-américaine est déjà reconnue.

plus se comparer au concurrent local, mais au niveau mondial du réseau BBDO », explique Bernd Misske, ancien directeur de création de BBDO Hongkong. Mais ils manquent d'expérience : « Lorsque je suis arrivé à Hongkong en 1995, ils travaillaient quinze heures par jour, mais sans résultat ; ils ne faisaient que ce que l'on attendait d'eux. Or la créativité, c'est justement aller derrière les barrières. » « Nous apprenons chaque année, explique Yukio Nakayama, membre du jury et directeur de la création de Dent-su Japon. Nous avons les mêmes standards de qualité, mais notre culture, ce qui nous émeut, diffère des schémas de pensée occidentale. »

« En Malaisie, il serait illusoire de vouloir créer un univers imaginaire, explique M^{me} Ahmed. Dans nos spots, nous disons au consommateur : "Nous comprenons votre vie, et ce produit peut y trouver sa place." » Les barrières religieuses sont aussi déterminantes. « On ne peut, à cause de l'islam, mettre en scène des femmes pour vanter une marque de vêtements. Pour vous, c'est inconcevable ; pour nous, c'est peu contraignant », tempère la directrice de création de Léo Burnett KL.

En Malaisie, la loi impose aux spots d'être tournés sur place et d'utiliser des comédiens locaux. « Le casting de comédiens à Hongkong relève de la mission impossible, dit Bernd Misske. On ne peut prendre que des mannequins ou des "vrais gens", or on a souvent besoin d'acteurs. »

Si les créations publicitaires asiatiques audiovisuelles n'ont pas encore réussi à convaincre les jurés du Festival international de la publicité – mais il n'y a qu'un membre du jury originaire de cette région –, le Prix de l'annonceur de l'année qui honore, depuis 1992, les nouvelles sources d'inspiration, a pour la première fois été décerné à un annonceur japonais, Nissin Food Products (nouilles instantanées), qui succède ainsi à Nike (1994), Heineken (1995) et British Airways (1996).

Florence Amalou

Le coût du Festival

Le Festival international de la publicité est victime de son succès. La 44^e édition a réuni plus de 6 000 publicitaires issus de 65 pays, (10 % de plus qu'en 1996). Le nombre d'inscriptions aux compétitions s'est accru et les agences dépensent des « sommes de plus en plus importantes » – plusieurs centaines de milliers de francs.

Certaines se demandent combien coûte le Festival et si des économies sont possibles, notamment les publicitaires anglais regroupés au sein du Creative directors forum (CDF) qui ont demandé à Martin Sorrell, PDG de WPP (premier groupe mondial de publicité), Michael Bungey (Bates Worldwide) et Bob Seelert (Cordiant) de révéler les budgets (accréditations, inscriptions des campagnes aux compétitions, hébergement etc.). Une démarche que n'a pas appréciée Roger Hatchuel, président et en partie propriétaire du Festival, qui refuse de dévoiler son budget : « Nous sommes en démocratie. Tout est offert, rien n'est imposé. Et je n'ai de comptes à rendre à personne. »

lui a apporté son fils, et celle d'un film américain utilisant des stars de la National Basket Association pour vanter une boisson gazeuse ?

Le modèle anglo-saxon a marqué de son hégémonie la création publicitaire internationale depuis vingt ans. Il séduit encore puisque cette année 63 films britanniques ou américains ont été récompensés sur un total de 98 Prix. Les agences françaises n'ont remporté que 4 Lions (*Le Monde* daté 29-30 juin), alors qu'elles avaient inscrit 215 films à la compétition.

Les jurés, majoritairement Anglo-Saxons et Européens, n'hésitent plus à récompenser la qualité créative de jeunes nations comme le Brésil, l'Argentine, la Thaïlande ou la Malaisie, couronnées par une quinzaine de Lions, et

L'Asie du Sud-Est émerge. Dans cette partie du monde, on apprend les règles du jeu. « Il y a dix ans, les agences asiatiques ont essayé de faire de la publicité européenne en copiant "les bonnes blagues" occidentales », explique Yasmin Ahmed, directrice de création à l'agence Leo Burnett de Kuala Lumpur.

APPRENTISSAGE ET CONTRAINTES

« Mais cela n'a pas marché, poursuit-elle. Aujourd'hui, on réalise que le succès des conceptions américaines ou européennes repose sur des observations culturelles de leur population » et les créatifs sont locaux, car « ils doivent faire appel à leur propre expérience de vie ».

Les structures d'enseignement existent et s'ouvrent à l'international. « Les créatifs commencent à ne

réfute les arguments de baisse d'audience invoqués par la direction de l'antenne. « Nous avons gagné presque un point d'audience, à 15,3 % en un an », plaident-ils.

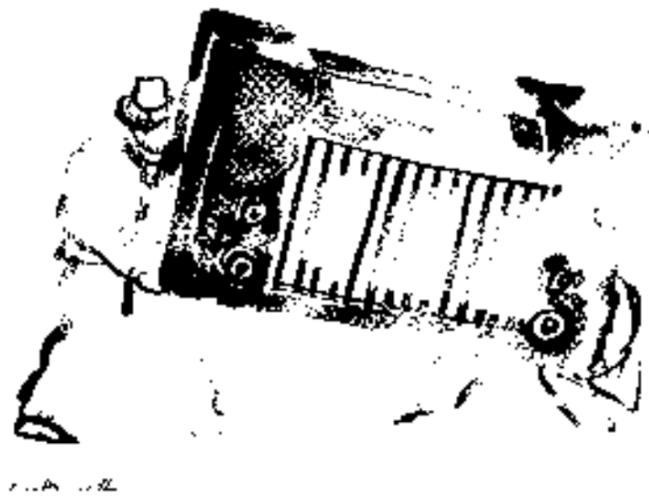
Il semble qu'un conflit plus personnel oppose Jean-Marie Cavada, créateur de l'émission et par ailleurs président de RFO, à Patrice Duhamel, directeur chargé de l'antenne, qui souhaiterait avoir davantage de poids sur le choix des sujets traités.

Au cours des derniers mois, les artisans de ce magazine affirment avoir eu beaucoup de mal à imposer certains sujets comme ceux concernant Vilvorde, le nucléaire, le sport et le dopage ou encore le Zaïre, qui risquaient de faire trop

peu d'audience. Ils s'interrogent sur cette recherche permanente de l'Audimat de la part des responsables d'une chaîne appartenant au service public.

■ Patrick Imhaus, PDG de TV5, chaîne francophone internationale, a été reconduit dans ses fonctions. Le conseil d'administration de TV5, réuni vendredi 27 juin, a ramené « dans un premier temps » le nouveau mandat à six mois. Cette durée coïncide avec la mission sur l'action télévisuelle extérieure confiée à Patrick Imhaus par le gouvernement. Le PDG de TV5 a pour tâche d'« éclairer les choix stratégiques » du gouvernement.

Avec Le Guide de la radio Téléràma, votre radio préférée est en vacances au même endroit que vous.



Téléràma

Guide
radio
1997

1000 pages, 240 photos



Le nouveau Guide de la radio Téléràma 1997 toutes les nouvelles fréquences ville par ville, radio par radio automobile, l'heure venue marquant de jalons.

Téléràma
Faites votre culture un mois.

Effet d'image par Alain Rollat

EST-CE un effet d'optique ? La scène, rediffusée par France 2 et TF 1, a été filmée sous deux angles différents par deux caméras indépendantes et l'image se veut formelle bien qu'elle soit sans parole : c'est bien Lionel Jospin qui manifestait aux côtés des ouvriers de l'usine Renault de Vilvorde, le 16 mars dernier, dans les rues de Bruxelles. On le voit défilier en souriant en compagnie, notamment, d'Elisabeth Guigou. Et les banderoles qui rappellent les objectifs de cette manifestation n'autorisent aucun doute sur le sens de sa présence, ce jour-là, dans la capitale administrative de l'Union européenne : « Non à l'Europe de l'argent », « Non au plan social ».

S'il ne s'agit pas d'un montage, les travailleurs de Vilvorde sont donc en droit de penser que Lionel Jospin, il y a deux mois, marchait dans la même direction qu'eux. Et de se demander, deux mois plus tard, si, devenu premier ministre, il n'a pas bifurqué.

Sont-ils pour autant en droit d'affirmer aujourd'hui, comme ils l'écrivent en actualisant leurs banderoles : « Jospin a promis » ? Les observateurs sont affirmatifs : formellement, M. Jospin n'a jamais rien promis du tout. Nul témoin de bonne foi ne prétend l'avoir entendu dire que, si le Parti socialiste gagnait les élections, l'usine de Vilvorde ne serait pas fermée. D'autres images, accompagnées de son, attestent, au contraire, de sa circonspection sur ce point précis. Le commentateur de TF 1, Jean-Marc Sylvestre, est sûrement dans le vrai quand il estime que les sala-

riés de Vilvorde, puis les électeurs français, ont « *interprété comme une promesse* » le « *comportement* » de M. Jospin. Le présentateur du journal télévisé de France 2, Bruno Masure, est tout aussi fondé à s'interroger sur « *l'attitude peut-être ambiguë* » de M. Jospin. Sa consœur Arlette Chabot a d'ailleurs parfaitement résumé la situation : « *Même s'il n'avait jamais promis que l'usine de Vilvorde ne serait pas fermée, même s'il avait pris la précaution de dire, à son arrivée à Matignon, que le dossier était très avancé, chacun gardait en mémoire sa présence à la manifestation de Bruxelles...* »

Ce n'est donc pas un effet d'optique qui affecte M. Jospin dans cette affaire, mais un effet d'image. Et cela n'a rien d'original. Faut-il redire des banalités ? Faut-il répéter que la parole et l'écriture s'efflochent sous l'impact de l'image ? Faut-il rappeler que toute télévision suscite une réaction émotionnelle tendant à annihiler le son qui la ponctue ? Faut-il citer une fois de plus l'universitaire américain Neil Postman : « *Dans un environnement où l'information non linguistique se meut à la vitesse de la lumière, sous des formes non hiérarchiques, en quantités énormes et probablement non assimilables, le mot - et tout ce qu'il représente - est amené à perdre son prestige, sa force et sa pertinence...* » Les premiers déçus du jospinisme ne sont que les jouets d'une image irréfléchie car « *formée par des rayons divergents* ». C'est la définition de l'image virtuelle.

L'eldorado des hippies de Silicon Valley

« L'Eté des docs », en clair sur Canal Plus, nous invite à rencontrer les créateurs et les aventuriers du XX^e siècle. En ouverture : la passionnante saga des pionniers de la micro-informatique.

ILS AVAIENT à peine vingt ans. C'était le début des années 70 aux Etats-Unis. Ils portaient les cheveux longs, des jeans et des sandales en cuir, ils fumaient des joints et aimaient les décibels. Ils étaient végétariens et ne se nourrissaient que de Coca-Cola et de pizzas surgelées. Ils appartenaient à la génération des hippies, rêvaient de changer le monde, de le rendre meilleur.

Mais, dans les garages de leurs villas, où ils passaient le plus clair de leur temps, ils ne jouaient pas de la musique, ne bichonnaient pas d'engins à deux ou quatre roues. Ils « bidouillaient » des fils électriques et avaient une obsession : se construire un ordinateur personnel, un joujou pour eux-mêmes. L'informatique, à l'époque, était réservée aux grandes sociétés qui pouvaient abriter dans leurs sous-sols les ordinateurs géants de la première génération. Des monstres inaccessibles au commun des mortels et, *a fortiori*, à ces lycéens débraillés de Silicon Valley.

Les *Cinglés de l'informatique*, de Paul Sen, retrace l'histoire de ces pionniers de la micro-informatique. Une saga passionnante sur cette poignée d'amateurs mordus qui, pour épater leurs copains, parvinrent à créer les premiers ordinateurs individuels, à inventer des langages codés. Ils s'appelaient Bill Gates, Steve Jobs ou Paul Alen et allaient révolutionner notre quotidien.

Formidablement bien documentée mais jamais fastidieuse,



cette série en trois volets, diffusée du mardi 1^{er} au jeudi 3 juillet, se déroule au rythme du parcours fulgurant de l'ordinateur domestique, ne laissant aucun moment de répit au téléspectateur. Pas de place à l'ennui en compagnie de ce journaliste du sérail californien qui joue les guides tout au long de cette épopée.

MULTIMILLIONNAIRES

Avec humour et une quantité impressionnante d'anecdotes, il dresse les portraits de ces jeunes multimillionnaires, les conquérants de ce nouvel Eldorado qu'est devenu le marché du micro-ordinateur. Il décrit la course

infernale vers de nouvelles découvertes et les combats acharnés de ces adolescents qui rêvaient de changer le monde et veulent aujourd'hui le dominer. Une histoire palpitante digne des récits de la découverte des Amériques ou de la conquête de l'Ouest.

Pour la septième année consécutive, la chaîne cryptée diffuse, du lundi au vendredi, en clair, une série de documentaires variés, parfois hétéroclites, mais qui, à chaque fois, découvrent une nouvelle aventure humaine saisie dans les grands mouvements du XX^e siècle.

Placé en 1996 sous le signe de l'Histoire, « L'Eté des docs » se

penche cette année sur les destins des inventeurs et créateurs qui ont révolutionné la fin du deuxième millénaire. Neuf semaines organisées chacune autour d'un thème différent mais tous liés à la créativité de l'homme et à sa capacité de toujours inventer.

A KOUROU

Pour commencer, Canal Plus nous propose de découvrir « Le Monde de demain » avec *Les Cinglés de l'informatique*, qui seront précédés, le lundi 30 juin, par *Ariane dans le ciel de Guyane*, un document de Philippe Constantini qui nous entraîne dans le monde fermé du Centre spatial européen de Kourou. Outre le processus détaillé du lancement de la célèbre fusée, le réalisateur met en lumière un univers étonnant où vivent des hommes du monde entier.

Parmi eux, des Laotiens qui ont fui la guerre et développé, au beau milieu de la forêt tropicale, une agriculture qui fait aujourd'hui la fierté de leur communauté. Alors si les averse contiennent d'inonder notre été, consolez-vous auprès du petit écran décrypté à l'heure du déjeuner pendant toutes les vacances...

Florence Hartmann

★ « L'Eté des docs », Canal Plus, tous les jours à 12 h 35, en clair, du lundi 30 juin au vendredi 29 août. *Les Cinglés de l'informatique*, les 1^{er}, 2 et 3 juillet à 12 h 35.

LUNDI 30 JUIN

TF 1

20.45

LES YEUX D'HÉLÈNE
Feuilleton (1/9) de Jean Sagols, avec Mireille Darc, Michel Duchaussoy (95 min). 238566
Depuis son accident, Hélène vit retirée dans une fondation pour non-voyants... Grand succès de l'été 94.

22.20

52 SUR LA UNE
Magazine présenté par Jean Bertolino. Les épiciers des bourgs perdus (70 min). 5602585
23.30 Chapeau melon et bottes de cuir.
Série. Le piège.
0.25 F 1 magazine.
Grand Prix de France (35 min). 2939826
1.00 et 1.55, 2.35, 3.45, 4.25 TF 1 nuit.
1.10 7 sur 7. Magazine (rediff.). 2.10 Cas de divorce. Série. Léger contre léger. 2.50 et 3.55, 4.35, 5.10 Histoires naturelles. Documentaire. 5.05 Musique. Concert (5 min).

France 2

20.50

JEUX SANS FRONTIÈRES
Divertissement présenté par Olivier Minne et Jean Riffel. Invité fil rouge : Elie Kakou (125 min). 54550382
Huit pays participeront aux dix émissions de cette édition 1997. C'est Poitiers qui ouvre le bal...

22.55

OMBRE DU SOIR
Téléfilm de Cinzia Torrini, avec Robin Renucci, Laura Morante (100 min). 721547
0.35 Journal.
En direct de Hongkong.
0.55 Les Routiers.
Série. Plein gaz.
1.50 Ieoh Ming Pei. Documentaire. 2.40 Les Métiers dangereux et spectaculaires. Documentaire. Commandant de pétrolier géant. 3.30 24 heures d'info. 3.40 Les Z'amours (rediff.). 4.10 Urti : le maître des plantes. Documentaire (rediff.). 5.05 Paroi en coulisse. Documentaire (30 min).

France 3

20.50

► POLICE PYTHON 357
Film O d'Alain Corneau, avec Yves Montand, Simone Signoret (1975, 125 min). 54554108
22.55 Journal, Météo.

23.30

LES CINQ SOUS DE LAVARÈDE
Film de Maurice Cammage, avec Fernandel, Josette Day (1938, N., 110 min). 4695030
Un Parisien qui rêve d'aventures et a besoin d'argent hérite d'un cousin une très grosse somme à condition de faire le tour du monde avec une pièce de 25 centimes en poche.
1.20 Les Brûlures de l'Histoire. Documentaire. Staline en Espagne. Invité : Rémi Skoutelsky. 2.40 La Grande Aventure de James Onedim. Feuilleton. Piano à vendre (55 min).

Arte

20.45

► RAINING STONES
Film de Ken Loach, avec Bruce Jones, Julie Brown (1993, v.o., 85 min). 798498
Les mésaventures d'un homme sur lequel il pleut « des pierres sept jours sur sept ». Un drame réaliste (mais pas misérabiliste) sur la vraie vie du prolétariat dans l'Angleterre contemporaine.
22.10 Kinorama. Magazine.

22.20

► PAS DE LARMES POUR JOY (POOR COW)
Film de Ken Loach, avec Carol White, Terence Stamp (1967, v.o., 100 min). 6537189
Ce premier long métrage de cinéma de Ken Loach ne fut distribué en France qu'après le succès de son troisième, Family Life.
0.00 Court circuit. Courts métrages.
Solo Talent, d'Andreas Fischer ; **Chaos**, de Nikos Grammatikos (35 min). 22449
0.35 La Fille du puma
Film d'Ulf Hultberg et Asa Faringer (1994, v.o., rediff., 80 min). 1729915
1.55 Music Planet : Altman's Jazz 34. Documentaire de Robert Altman (rediff., 60 min). 7011081

M 6

20.45

QUAND FAUT Y ALLER, FAUT Y ALLER
Film d'E.B. Clucher, avec Terence Hill, Bud Spencer (1983, 120 min). 168479
Un prisonnier libéré avant terme et un farfelu deviennent agents de la CIA.

22.45

LES OISEAUX
Film de Alfred Hitchcock, avec Tippi Hedren, Rod Taylor (1962, 130 min). 216479
Renchérissant sur une nouvelle fantastique de Daphné du Maurier, Hitchcock a réalisé un film où l'angoisse vient d'une agression inattendue.
0.55 Jazz 6. Magazine. David Sanchez (75 min). 8032081
2.10 Best of Inxs. 3.10 Fréquentar. Magazine. Victoria Abril (rediff.). 3.45 Movida opus 1. Documentaire. 4.40 Fan de - best of. Magazine (rediff.). 5.05 Les Piégeurs (rediff., 25 min).

Canal +

20.35

FRANKIE STARLIGHT
Film de Michael Lindsay-Hogg, avec Anne Parillaud, Matt Dillon (1995, 95 min). 448721
22.10 Flash d'information.
22.15 La Vie comme elle est... Court métrage de Daniel Filho.

22.30

THE GLASS SHIELD
Film de Charles Burnett, avec Michael Boatman, Lori Petty (1995, v.o., 104 min). 8150653
0.15 Bonne arrivée.
Les artistes de l'Afrique de l'Ouest d'aujourd'hui, documentaire de Brigitte Cornand (50 min). 4143623
1.05 Les Caprices d'un fleuve
Film de Bernard Giraudeau (1996, ♀, 115 min). 4239265

Radio

France-Culture

20.30 Lieux de mémoire. (rediff.). Nationale 7 : la route du soleil.
21.30 Fiction : Le Théâtre des poètes. Vladimir Holan : Une nuit avec Hamlet.
22.40 Toit ouvrant. Le magazine qui décoiffe.
0.05 Du jour au lendemain. Pierre Alechinsky (Remarques marginales). 0.48 Les Cinglés du music hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). L'URSS ; 2.01, L'esprit du temps.

France-Musique

20.00 Concert. Donné le 28 avril, à l'église Frederik, à Copenhague, par la Cappella Serena : Vespro della beata vergine, de Monteverdi, Maria Cristina Kiehr, soprano, Wilfried Jochens, ténor, Hedwig Westhoff-Dupmann et Henriette Kirkeby, soprano, Werner Buchin et Thomas Wintherik-Jakobsen, altos.
22.30 Musique pluriel.
23.07 Entre les lignes.
0.00 La Rose des vents. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées.
Concert enregistré le 22 mai 1996, salle Pleyel, à Paris, par le Chœur et l'Orchestre de Paris, dir. Semyon Bychkov : Requiem, de Verdi, Michele Crider, soprano, Markella Hatziano, mezzo-soprano, Marcus Haddock, ténor, Ferruccio Furlanetto, basse.

TV 5

20.00 Des trains pas comme les autres. (1/2) Au pays des Incas.
21.30 Les Belges du bout du monde. Invitée : Ségolène Lembourg.
22.35 Thalassa. Magazine (France 3 du 27/6/97).
23.30 Dossier. Magazine.
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

20.35 Hong-Kong Story.
21.25 Pourquoi nous combattons. (3/7). La bataille de France : diviser pour régner.
22.25 Danakil, le désert interdit d'Ethiopie.
23.15 Fascinante Thaïlande. (4/4). Rites et croyances.
23.45 Au fil de la soie.

Animaux

20.00 ABC Histoire naturelle. Alyeska : le désert de l'Arctique.
21.00 Le Monde sauvage. Un lieu de rencontre.
21.30 Flipper le dauphin. Eaux profondes.
22.00 ABC Natural History. Kalahari.
23.00 Vie sauvage.
0.00 Animaux disparus au XX^e siècle.

Paris Première

20.00 et 23.35 20 h Paris Première.
21.00 Antonia et Jane
Film de Bebban Kidron (1991, v.o., 75 min). 55358672
22.15 Les Documents du J.T.S. Suzanne Vega.
22.45 Velvet Jungle Session : Ruby. Concert enregistré en 1996 (50 min). 55797214

France Supervision

20.30 et 22.30 Coup de Cœur. Invité : Bernard Werber.
20.45 La Bohème
Film de Luigi Comencini (1987, 105 min). 27780547
22.45 Le Monde des spectacles.
23.30 Haydn - Pergolèse. Concert (80 min). 58998127

Ciné Cinéfil

20.30 Les Filles du Rhône
Film de Jean-Paul Paulin (1937, N., 100 min). 5646479
22.10 The Calendar
Film d'Arthur Crabtree (1948, N., v.o., 80 min). 59693566
23.30 La Muette de Naples (La muta di Portici)
Film de Giorgio Ansoldi (1952, N., v.o., 75 min). 57824059
0.45 Phantom Ship (The Mystery of the Mary Celeste)
Film de Denison Clift (1935, N., v.o., 65 min). 93957468

Ciné Cinémas

20.30 Les Deux Anglaises et le Continent
Film de François Truffaut (1971, 125 min). 54828566
22.35 Drôle de séducteur
Film de Gene Wilder (1977, v.o., 90 min). 7352721
0.05 Pigalle
Film de Karim Dridi (1994, 95 min). 78100130

Festival

19.05 La Maison dans la dune. Téléfilm de Michel Mees, (85 min). 54376547
20.30 et 22.10 Les Chemins de l'exil. Téléfilm de Claude Goretta, (1/2) (100 min). 62235914

Série Club

20.15 Les Arpents verts.
20.40 Le Club.
20.45 ► Mandrin. Feuilleton (1/6).
21.45 et 1.30 Toutes griffes dehors. La boutique.
22.30 Alfred Hitchcock présente. La spécialité de la maison.
23.00 Two. Les parents nourriciers.
23.45 Lou Grant. Andrew.

Canal Jimmy

20.00 Une fille à scandales. L'enfant d'Elvis.
20.30 Souvenir. Numéro un : Alain Souchon.
21.40 New York Police Blues. Bad Rap.
22.25 Chronique de la route.
22.30 Les Anges de la nuit
Film de Phil Joanou (1990, 135 min). 71061905
0.45 BB King Live at Nick's. Concert enregistré à Dallas en 1983 (50 min). 29844642

Disney Channel

20.10 Madame Holle. Téléfilm de Juraj Jakubisko (90 min). 7636127
21.40 Santo Bugito.
22.05 Thunder Alley.
22.30 Planète Disney.
23.30 Sylvie et compagnie. Boum ou tefe ?
23.55 Thierry la Fronde. Feuilleton. L'héritage de pierre.
0.20 Héritage oblige (40 min).

Téva

20.30 et 22.30 Téva interview. 20.55 Secrets d'alcôve. Téléfilm de Paul Schneider (95 min). 501346634
23.00 Clair de lune. Le duel.
23.45 Dakar, les hommes préfèrent les rondes. De Hervé Chaballier, E. Gilbert et C. Chelli.

Eurosport

14.00 et 23.00 Tennis. En direct. Internationaux de Grande-Bretagne. 7^e jour (180 min). 64711858
17.00 World Cup Legends.
18.00 Basket-ball. En direct. Championnat d'Europe : 2^e tour, en Espagne (90 min). 533382
19.30 Speedworld. Magazine.
21.00 Body-building.
22.00 Sumo.
0.00 Basket-ball. En différé. Championnat d'Europe. 2^e tour (60 min).

Voyage

20.20 Chronique Polac.
20.30 Suivez le guide.
22.30 Carnet de route. Bhoutan.
23.00 Chez Marcel. Magazine.
0.00 Aux quatre coins du monde : Rocky Mountains.
0.50 Deux jours en France.
1.05 Blue Ocean (30 min).

Muzzik

19.55 My World of Opera. De Robin Scott.
21.00 L'Affaire Makropoulos. Opéra en trois actes de Janacek, enregistré au Festival de Glyndebourne (100 min). 503353566
22.40 Son Damos de Cuba. Concert (95 min). 502907740
0.15 Borodine joue Borodine 1. Concert (40 min). 502579284
0.55 Alta definicion guitarras : Ketama. Concert (30 min). 506004265

Chaînes d'information

CNN

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. **20.30** et 21.00, 1.00 World News. **21.30** World Report. **22.00** World News Europe. **22.30** Insight. **23.30** World Sport. **0.00** World View. **1.30** Moneyline. **2.15** American Edition.

Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.45, 22.45 Economia. **19.20, 20.20, 21.20, 22.20** Analysis. **19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09** Europa. **19.50, 20.50, 21.50, 22.50** Sport. **23.15, 0.15, 1.15** No Comment. **23.45** Odeon. **0.45** Visa. **1.45** Style.
LCI
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Guillaume Durand. **20.13** et 23.16 Le 18-21. **20.30** et 22.30 Le Grand Journal. **21.10** et 22.12 Le Journal du Monde. **21.17** et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. **21.26** Cinéma. **21.42** Talk culturel. **0.15** Le Débat.

ABONNEMENT VACANCES

Ce n'est vraiment pas le moment de vous passer du Monde Abonnez-vous !

OUI, je souhaite m'abonner au Monde pendant mes vacances (en France métropolitaine uniquement).

Je choisis la durée suivante : 701 MQ 005

- 2 semaines (13 N^{os}) : 91 F
- 2 mois (52 N^{os}) : 360 F
- 3 semaines (19 N^{os}) : 126 F
- 3 mois (78 N^{os}) : 536 F
- 1 mois (26 N^{os}) : 181 F
- 1 an (312 N^{os}) : 1 890 F

► Je joins mon règlement soit : _____ F par

Chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

Par carte bancaire N° _____

Date de validité _____ Date et signature obligatoires _____

► Mon adresse en vacances : du _____/9/7 au _____/9/7

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

► Mon adresse habituelle :

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

vous pouvez également vous abonner sur 3615 LE MONDE code ABO

* Pour l'étranger nous consulter

Bulletin à renvoyer au moins 12 jours avant votre départ à : LE MONDE service abonnements 24, avenue du Général-Leclerc - 60646 Chantilly Cedex - Tél. : 01-42-17-32-90

Les parapluies de Wimbledon

Le mauvais temps en Angleterre inspire à la presse des considérations amusées sur les gouvernements et le climat : les travaillistes apporteraient la pluie et les conservateurs le soleil

LES ANGLAIS, comme chacun sait, aiment parler de la pluie et du beau temps. Cette année, ils sont gâtés. Les conversations et la presse ne tarissent pas : jusqu'à quand faut-il remonter pour trouver un déluge pareil au mois de juin ? Le *Daily Telegraph* se demande s'il existe une malédiction frappant le tennis anglais. « Pourquoi la mousson semble-t-elle toujours inonder Wimbledon ? » « Les statistiques montrent que le temps a tendance à changer pendant la dernière décennie de juin », explique le « M. Météo » du quotidien conservateur. Ce qui ne console pas les fans qui ont attendu sous la pluie pour voir leurs joueurs favoris échanger des balles, et qui n'ont rien vu. Cela s'est un peu calmé pendant le week-end, mais les prévisions ne

sonnent guère ensoleillées. Une consolation, toutefois : le tennis n'est pas le seul frappé, le cricket souffre aussi. Et une question : pourquoi donc les Anglais ont-ils inventé des sports qui ne peuvent se jouer sous la pluie ?

Les sportifs ne sont pas les seuls à se plaindre. Le *Guardian* rapporte que le Festival de Glastonbury – le Woodstock britannique – a dû faire appel à Oxfam, une organisation spécialisée dans l'aide au tiers-monde, pour porter secours à des milliers de fans embourbés. « Il pleut partout, mais ce n'est pas la bonne sorte de pluie », ajoute le quotidien. Vendredi, il était difficile de trouver quelqu'un de satisfait (...). La pluie était officiellement qualifiée d'« excessive » par les paysans, de « trop



forte » par les horticulteurs, de simplement « trop » par les hippies de Glastonbury et de « trop mouillée » par la British Tourist Association. »

Le *Times*, de son côté, explique à la « une » que c'est la faute du Labour : « Le triomphe de Clement Attlee en juillet 1945 a été suivi d'un été humide. Les succès de Harold Wilson

en octobre 1964 et mars 1966 ont annoncé des déluges. Après sa victoire de février 1974, la pluviosité de juin a été légèrement supérieure à l'ordinaire et, après celle d'octobre, la Grande-Bretagne a pataugé dans un hiver pluvieux. L'élection de Tony Blair semble nous avoir apporté le mois de juin le plus humide du siècle. » « En revanche, poursuit le journal conservateur, les succès des tories paraissent faire briller le soleil. Quand Margaret Thatcher est devenue premier ministre en mai 1979 (...), il n'est tombé que 41 millimètres de pluie en juin. »

The Independent frappe aussi fort en titrant son éditorial : « Toujours la même histoire : jeu, set et match pour le temps ». « Juste au moment où six Britanniques se qualifiaient pour le second tour de Wimbledon, les

cioux se sont ouverts. Au bon vieux temps, on avait l'habitude d'accuser les essais nucléaires russes des méfaits de la météo. Nous savons maintenant que c'est surtout la faute des Américains en voyant Tony Blair et John Gummer (l'ancien ministre de l'environnement) accuser de concert Bill Clinton de présider à une économie construite sur le réchauffement de la planète. Sauf que, cette fois, ce déluge-là n'a rien à voir avec un tel phénomène. Ce n'est que le temps des îles Britanniques qui fait ce qu'il sait faire. Mais, sans un ennemi extérieur contre lequel nous unir, comment garder le moral ? » Une question à laquelle Tony Blair se doit de répondre d'urgence.

Patrice de Beer

DANS LA PRESSE

EUROPE 1

Alain Duhamel

■ Lionel Jospin n'a pas renié sa parole mais il va être regardé comme s'il l'avait fait. En image, le nouveau gouvernement de gauche passera, aux yeux de la plupart des Français, pour avoir subi une première défaite face aux lois du marché. Si Lionel Jospin avait participé à la manifestation de protestation de Bruxelles contre la fermeture de Vilvorde, s'il avait, entre les deux tours des législatives, promis que le dossier serait réexaminé, il s'était bien gardé de garantir ou même de faire comprendre

que la décision de fermeture serait annulée. Parvenu au pouvoir, il a tenu parole. Tout ceci constitue inévitablement un premier échec personnel pour Lionel Jospin. Cela constitue aussi un révélateur des oppositions auxquelles il se heurtera : à droite bien sûr, mais aussi sur sa gauche.

RTL

Michèle Cotta

■ L'affaire de Vilvorde est révélatrice d'une faiblesse du gouvernement Jospin. Elle tient précisément à l'espérance confuse, mais réelle, que la victoire de la gauche aux législatives a fait naître. Lionel Jospin a beau n'avoir rien promis formelle-

ment sur Vilvorde, il n'en a pas moins suscité des espoirs (...) chez les travailleurs belges (...), comme il l'a fait chez les salariés de France Télécom, qui avaient (...) fini par accepter l'ouverture du capital de l'entreprise avec le gouvernement Juppé et qui ont repris espoir après le 1^{er} juin. Ce qui a fait la force de la gauche dans l'opposition, la croyance que les travailleurs dans les miracles qu'elle pourrait réaliser, fait aujourd'hui sa faiblesse au pouvoir.

L'HUMANITÉ

Claude Cabanes

■ Humainement, c'est un drame ; économiquement, c'est une faute ; politiquement, c'est une erreur. La confirmation de la

fermeture de l'usine de Vilvorde sonne comme le glas pour les hommes qui y travaillaient ; elle retentit comme une menace sur le destin de l'industrie automobile française ; elle inquiète douloureusement ceux qui ont porté la gauche au pouvoir (...). Ce cruel épisode appelle tous ceux qui ont à cœur de changer le cours des choses à tirer des enseignements (...). Vilvorde doit être le dernier drame d'un passé révolu.

FRANCE INTER

Dominique Bromberger

■ C'est fait, et cela n'aura pas pris plus d'un mois. Sur la scène internationale, la France ne parle plus d'une seule voix. Le ministre

des affaires étrangères, Hubert Védrine, a fait savoir que le gouvernement souhaitait interrompre le processus engagé par le président de réintégration des forces militaires françaises dans la structure intégrée de l'OTAN. Sur le fond, il n'y a pas conflit entre l'Elysée et Matignon. Que s'est-il passé pour que le gouvernement rompe une des règles non écrites de la cohabitation qui laisse au président la primeur de l'annonce des grandes décisions stratégiques ? Lionel Jospin a surtout voulu profiter de l'occasion pour souligner que les affaires étrangères sont un domaine partagé et non réservé. Mais il s'agit là d'une arme à manier avec précaution.

MARDI 1^{er} JUILLET

TF 1

16.30 21 Jump Street. Série. La zone.
17.25 Extrême limite. Série. Père ou impair.
18.00 Les Années fac. Série. Et si on partait.
18.25 Ali Baba. Jeu.
19.00 Mokshû Patamû. Jeu.
19.50 et 20.40 Météo.
20.00 Journal, L'image du jour, Tiercé.

France 2

16.40 Matt Houston. Série. [2/2] A corps perdu.
17.35 Les Années collège. Série. Brûlants adieux.
18.10 Code Lisa. Série. Nourriture terrestre.
18.45 Passe à ton voisin. Jeu.
20.00 Journal. En direct de Hongkong.

France 3

16.55 40^e. A Cabourg. Invités : Les Word's Appart, Didier Barbelivien.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Météo des plages.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.00 Météo.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.

La Cinquième

18.25 Bali, l'île des artistes. Terres insolites.
Arte
19.00 Collection Hollywood 1950. Série. L'annéisme (1954), avec William Bishop.
19.30 7 1/2. La diaspora chinoise ; Les Touaregs.
20.00 Langage et neurophysiologie. L'école fut pêchée (25 min). 44265
20.25 Documenta. Reportage.
20.30 8 1/2 Journal.

M 6

17.30 La Légende de la cité perdue. Série.
18.00 Highlander. Série. Volte-face.
18.55 Relativity. Série.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Notre belle famille. Série. L'ange gardien.
20.35 E = M 6 junior - remix. Magazine. Les fourmis.

Canal +

17.45 Freakazoid.
18.15 Barbe Rouge. ▶ En clair jusqu'à 20.35
18.40 Les Simpson.
19.05 Les Héros de Cap Canaveral. Série.
19.45 Flash d'information.
19.58 Le Zapping.
20.00 10 ans de Gildas.

Radio

France-Culture

20.30 Archipel Médecine. Plaidoyer pour une médecine sobre.
21.32 Grand Angle (rediff.). Filmer l'Afrique.
22.40 Nuits magnétiques. Entrée de secours.
0.05 Du jour au lendemain. Isabelle Jarry (La Pluie des mangues). 0.48 Les Cinglés du music hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique

20.45 Concert. UER. 14^e Festival Chopin. Donné le 1^{er} juillet, à l'Orangerie de Bagatelle, à Paris. Œuvres de Chopin : Scherzo n° 1 ; Ballade n° 1 ; Trois petites fantaisies op. 41, de Alkan ; Œuvres de Mendelssohn : Scherzo a capriccio ; Fantaisies pour piano op. 16 ; Papillons op. 2, de R. Schumann, Hüseyin Sermet, piano.
22.30 Musique pluriel. Phantoms pour quatuor à cordes, de Schmidt, par le quatuor Henschel ; Hercules symphony, d'après Hercules de David Bowie Composers Orchestra, dir. Dennis Russel Davis.
23.07 Atout Chœur.
0.00 Des notes sur la guitare. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées. Hans von Bülow.
22.30 Les Soirées... (suite). Œuvres de Mozart, Tchaïkovski, R. Strauss. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

20.45

FUCKING FERNAND

Film O de Gérard Mordillat, avec Thierry Lhermitte, Jean Yanne (1987, 95 min). 696159
Les aventures cocasses, sous l'Occupation, d'un aveugle obsédé sexuel et d'un assassin.
22.20 Les Films dans les salles.

20.50

CIRCULEZ, Y A RIEN À VOIR

Film de Patrice Leconte, avec Jane Birkin, Michel Blanc (1982, 95 min). 783710
Séduit par la directrice d'une galerie de peinture, un inspecteur est mêlé malgré lui à un trafic de tableaux..

20.50

LA CARTE AUX TRÉSORS

Divertissement présenté par Sylvain Augier. Martinique Sud (115 min). 136888
L'hélicoptère du jeu survole le sud de l'île aux fleurs".
22.45 Journal, Météo.

20.45

LA VIE EN FACE : LA LÉGENDE DE SUPER-MARIO

Mythes sur mégabytes. Documentaire (1997, 55 min). 7304994
En quelques années, Mario, le plombier new-yorkais imaginé par le créateur japonais de jeux vidéo Shigeru Miyamoto, est devenu un super-héros planétaire. Un succès qui s'enrichit de la sortie d'un jeu en trois dimensions.

20.45

LOÏS ET CLARK LES NOUVELLES AVENTURES DE SUPERMAN

Série, avec Teri Hatcher (115 min). 333178
Graine de Superman. Plus rapide que l'éclair.

20.35

LAST SEDUCTION

Film de John Dahl, avec Linda Fiorentino, Peter Berg (1993, 105 min). 815062
22.20 Flash d'information.
22.25 La Vie comme elle est... Court métrage.

22.25

LA SITUATION EST GRAVE... MAIS PAS DÉSESPÉRÉE

Film de Jacques Besnard, avec Jean Lefebvre (1975, 110 min). 1746352
0.15 Hongkong : le retour du dragon. La Chine réunifiée (55 min). 2210314
1.10 et 1.50, 2.30, 3.40, 4.50
TF 1 nuit.
1.25 Reportages. Magazine (rediff.).
2.00 Cas de divorce. Série (rediff.).
2.40 L'Histoire du soldat. Concert.
3.50 Le Vignoble des maudits. Série.
[1/3]. 5.00 Musique. Concert. 5.35 Histoires naturelles (rediff., 30 min).

22.30

LES CAVALIERS DE L'ORAGE

Film de Gérard Vergez, avec Gérard Klein (1983, 105 min). 9602888
0.15 Journal, Météo.
0.30 Les Routiers. Série. Quiproquos.
1.30 Papy Pole. Documentaire. 2.20 Radar mental. Court métrage. 2.35 Les Métiers dangereux et spectaculaires. Documentaire. [1/2] Chasseurs de cyclones. 3.30 24 heures d'info. Magazine. 3.40 Jeux sans frontières (rediff., 115 min).

23.20

LES NOUVEAUX AVENTURIERS

Documentaire de Jorge Amat. Le trésor de Yamashita (55 min). 2656159
0.15 Passion d'une vie. Documentaire de Tom Bower. Maxwell le naufrage d'un nabab (60 min). 7803579
1.15 Les Brûlures de l'Histoire. Documentaire. La vie en bleu : du Front populaire à nos jours... un demi-siècle de lutte ouvrière. Avec la participation de l'historien Yves Santamaria. 2.15 La Grande Aventure de James Onedid. Feuilleton. La fille du révérend (55 min).

21.40

► SOIRÉE THÉMATIQUE : SOAP

La vie est un mélodrame.
21.45 Soap 1 (1994, v.o., 20 min). 458826
22.05 Le Tour du monde du soap. [1/5] Aux Etats-Unis (25 min) ; 22.35, [2/5] Au Mexique (20 min) ; 23.10, [3/5] Au Kazakhstan (25 min) ; 0.05, [4/5] En Allemagne (10 min) ; 0.15, [5/5] Au Nigéria (25 min).
22.30 Alerte à Malibu, version French & Saunders. Court métrage (1995, v.o., 5 min). 46284
22.55 et 23.35, 0.40 Ma vie est un soap-opéra. Documentaires. Melodie ; Carola ; Ewa.
23.45 Angelika rêve de bonheur. Court métrage (20 min). 9767555
1.00 Pas de lames pour Joy (Poor Cow) ■■ Film de Ken Loach, avec Carol White (1967, v.o., rediff., 110 min). 9680173

22.40

DIX ANS D'ABSENCE

Téléfilm de Frank Arnold, avec Joanna Kerns (95 min). 7731555
Après dix ans d'absence, une femme cherche à récupérer ses deux enfants élevés par leur belle-mère, veuve depuis peu. Après une orageuse explication, les deux femmes tentent de régler à l'amiable cette difficile situation...
0.15 Zone interdite (rediff.).
2.15 Culture pub. Magazine (rediff.).
2.45 Jazz 6. Magazine. 3.55 Les Pigeons (rediff.). 4.20 Mister big. Magazine (rediff.). 4.45 Couilluses. Documentaire. FFF. 5.10 Fan de - Best of. Magazine (rediff., 25 min).

22.40

LEPRECHAUN 2

Film de Roman Flender, avec Warwick Davis, Charlie Heath (1994, 84 min). 7072994
Film soi-disant d'horreur et d'une bêtise stupéfiante.
0.05 Prisonnières des Martiens ■■ Film d'Inoshiro Honda (1957, 85 min). 2219024
1.30 Trois cavaliers pour Fort Yuma ■■ Film de G. Jackson Page (1966, 92 min). 5197111

TV 5

20.00 Envoyé spécial. Spéciale 300^e émission (France 2 du 26/6/97).
22.00 Journal (France 2).
22.35 Envoyé spécial (suite).
23.30 Viva. Magazine.
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

20.10 Des hommes dans la tourmente. [8/32]. Pershing versus Ludendorff.
20.35 Les Ailes de légende. The Huey : Angel of Mercy.
21.25 Jospin s'éclaire.
22.20 Les Caprices de la sardine.
23.10 Hong-Kong Story.
0.05 Pourquoi nous combattons. [3/7]. La bataille de France : diviser pour régner.

Animax

20.00 Chevaux et chevaliers. Grand Prix olympique en musique.
20.30 Les Yeux de la découverte. Amphibiens.
21.00 Le Monde sauvage. Les Chiens sauvages.
21.30 et 0.30 Le Magazine de Jack Hannah.
22.00 En liberté. Shak, le renard.
23.00 Fauna.
23.30 Faune ibérique. La belle tueuse.

Paris Première

20.00 et 23.20 20 h Paris Première.
21.00 John Cassavetes. De Rudolf Mestdagh.
21.50 Les Documents du J.T.S. Magazine.
22.20 La Grâce. Téléfilm de Pierre Tchernia, avec Michel Serrault, Rosy Varte (60 min). 2949325
0.15 Eddy Mitchell. Concert enregistré au Casino de Paris en 1990 (90 min). 4804395

France Supervision

19.15 Récital John Williams. Concert enregistré à l'Alcazar Royal Palace (75 min). 73538159
20.45 CinéActu. Magazine.
21.00 Thierry Robin. Concert (55 min). 69470772
22.10 En route pour la gloire ■■ Film de Hal Ashby (1976, 150 min). 65238536

Ciné Cinéfil

20.30 Dernière heure, édition spéciale ■■ Film de Maurice de Canonge (1949, N., 95 min). 2353361
22.05 Le Pavillon d'or (Enjo) ■■ Film de Kon Ichikawa (1958, N., v.o., 100 min). 59407979

Ciné Cinémas

20.30 Cher papa ■■ Film de Dino Risi (1979, 105 min). 2458915
22.15 Les Indiens ■■ Film de David Ward (1989, v.o., 110 min). 4446888
0.05 Posse, la revanche de Jessie Lee ■■ Film de Mario Van Peebles (1992, 110 min). 78854937

Festival

20.30 Cœur à prendre. Téléfilm de Christian Faure, avec Christine Boisson (100 min). 66203807
22.10 Le Bœuf clandestin. Téléfilm de Lazare Iglésis, avec Daniel Ceccaldi, Agnès Blanchot (90 min). 28775178
23.40 La Baby-sitter. Un chien dans un jeu de filles (20 min).
Série Club
19.50 Les Années coup de cœur. L'engagement.
20.15 Les Arpents verts. Furniture, Furniture, Who's Got the Furniture.
20.40 Le Club. Magazine.
20.45 L'Age de cristal. Le bien et le mal.
21.35 Toutes griffes dehors. Dans le vent.
22.30 Alfred Hitchcock présente. Mort sur ordonnance.
23.00 ► Mandrin. Feuilleton [1/6].
0.00 Lou Grant. Hollywood (50 min).

Canal Jimmy

20.00 Spin City. La chanson.
20.30 Friends (3^e saison). The One With the Ski Trip. The one with the hypnosis tape (v.o.).
21.15 Automobiles : VW Beetle.
22.05 Portrait. Magazine.
22.10 Des agents très spéciaux. L'affaire des récupérateurs.
23.00 Star Trek : la Nouvelle Génération. L'éclat d'un murmure (v.o.).
23.45 Vélo. Magazine.
0.15 L'Homme invisible. Photo finish (30 min).

Disney Channel

20.10 Croc-Blanc 2 Film de Ken Olin (1994, 115 min). 1605081
22.05 Honey West.
22.30 Richard Diamond.
22.55 Juste pour rire.
23.55 Sylvie et compagnie. La fiancée du marin.
Téva
20.30 et 22.30 Téva interview.
20.55 Le Grand Déballage. Téléfilm de Michael Schultz, avec Lynn Redgrave (95 min). 508783449
23.00 Clair de lune.
23.30 Femmes d'Alger. De Kamal Dehane.

Eurosport

15.00 et 23.00 Tennis. En direct. International de Grande-Bretagne : Quarts de finale dames (120 min). 335555
18.00 Basket-ball. En direct. Championnat d'Europe : 2^e tour (90 min). 991975
20.30 et 0.00 Basket-ball. En direct. Championnat d'Europe : 2^e tour (90 min). 153913
22.00 Football. Championnat du monde des moins de 20 ans (60 min).

Voyage

20.30 Suivez le guide.
22.30 Carnet de route.
23.00 Chez Marcel. Magazine.
0.00 Planète aventure : Exploration en Antarctique (50 min).
Muzzik
20.00 et 1.15 L'Invité. Gavin Bryars.
21.00 Symphonie n° 6 de Bruckner. Concert enregistré à la Philharmonie de Munich en 1992 (75 min). 506525913
22.15 Guitarras : Pepe Habichuela. Concert (25 min). 500694371
22.40 Musique en temps réel.
23.15 Sonates pour violon et piano, de Brahms. Concert (55 min). 502659246

Chaînes d'information

CNN
Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 21.00, 1.00 World News. 21.30 World Report. 22.00 World News Europe. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.15 American Edition.
Euronews
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 22.45. Economia. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45 Ecologia. 0.45 Artissimo. 1.45 Visa.
LCI
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Guillaume Durand. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

LES CODES DU CSA

○ Accord parental souhaitable.
△ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Les films sur les chaînes européennes

RTL 9
20.30 Le Fils d'Ali Baba. Film de Kurt Neumann (1952, 80 min). Avec Tony Curtis. Aventures.
21.50 La Contre-allée. Film d'Isabel Sebastian (1990, 85 min). Avec Jennifer Covillat. Comédie dramatique.
23.15 Le Trésor de Cantenac. Film de Sacha Guitry (1950, N., 100 min). Avec Sacha Guitry. Comédie.
TMC
20.35 La Loi de la montagne. Film de Lyman D. Dayton (1976, 100 min). Avec Clint Walker. Western.
TSR
20.20 Les Veuves joyeuses. Film de Bill Duke (1992, 110 min). Avec Ellen Burstyn, Olympia Dukakis, Diane Ladd. Comédie.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble et du satellite sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■■ Ne pas manquer.
■■■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Ridicule

par Pierre Georges

DÉRÈGLEMENT des sens, du sens commun ? Mike Tyson, Chéri Bibi façon pénitentiaire, a été pris d'une crise étrange de boulimie. En trois rounds de ce qui relevait plutôt de l'affrontement taurin que sport, le boxeur s'est offert les deux oreilles de son adversaire.

De la vieille facétie du titi, « Vas-y, mords-lui l'œil ! », il a donné ainsi une version moderne et roborative, plantant à deux reprises ses quenottes dans les appendices auriculaires d'Evander Holyfield. Un coup à droite, un coup à gauche. Et le combat cessa faute d'esgourdes !

Quel scandale ce fut à Las Vegas ! Les zélotes du ring, les thuriféraires de la boxe n'eurent point de mots pour qualifier l'inqualifiable. Ah çà ! Voleur, passe encore. Mais mordeur, il attige ! Il crache l'aimable Tyson, des morceaux d'oreilles, dans la soupe, cette bonne et belle soupe à multiples zéros. Il gâche le spectacle. Il injurie le sport. Il insulte le noble art. Il disqualifie et se disqualifie.

Il fut donc décidé par l'arbitre d'arrêter le combat et par les autorités de bloquer les fonds. Mike Tyson devait toucher trente millions de dollars, environ 170 millions de francs, pour solde de ses œuvres. Il ne touchera rien, ce qui met l'oreille et le goût qu'on peut en avoir hors de prix, 8,5 milliards de centimes chaque lobe.

Voilà bien un instant d'égarement et de fureur mordeuse qui coûte cher ! Et qui ne peut guère s'expliquer, car il faut bien trouver explication, que par la crise de folie furieuse d'un boxeur mal dans sa tête et mal entouré. Car, aussitôt le combat arrêté, ceux qui avaient pré-célébré le match avec les superlatifs de rigueur, assassinèrent Tyson, voyou des rings managé par des voyous des

rués, des « street punks ». Cela, on le savait avant. On s'en souvint après.

En fait, il se peut que Mike Tyson soit un personnage peu recommandable et une brute épaisse. Aussi épaisse que la bêtise, justement, au front du taureau. Mais, outre qu'il ne fut pas le premier à viser l'adversité aux oreilles – en rugby, par exemple, cela se fit et pas qu'une fois, sous la mêlée –, il n'en est pas le seul responsable.

Mike Tyson, en ce sens, est le pur produit d'un monde de la boxe professionnelle totalement pourri. Fric et jeux du cirque, combats du siècle et défis du trimestre, championnats du monde et boxing business font par trop bon ménage pour qu'on soit excessivement regardant sur la qualité des gladiateurs. L'or, aussi bien que le sang, doit couler dans les caniveaux. Et la boxe, cette boxe-là du moins, est aussi près du noble art et du sport qu'une machine à sous l'est de la morale de l'effort.

La boxe ne laisse pas indifférent. On est furieusement contre, furieusement pour. On appartient ici plutôt à la première catégorie, tant cet art qui consiste à démolir l'adversaire, pièce à pièce, morceau par morceau, à le casser et à le laisser souvent pour assommé dans le moindre des cas, pour impotent ou mort dans le pire, apparaît comme suspect, triomphe de la bêtise, du voyeurisme et d'une durable barbarie.

D'autres n'ont pas cette opinion. C'est leur droit. Mais, comment dire, leur extraordinaire concert de lamentations et d'indignations devant cette violence suprême – « il a mordu, il a mordu ! » nous laisse dans un ravissement sans nom. Puisque la boxe peut tuer, que son ridicule tue la boxe !

Ouverture en très légère baisse

LA BOURSE de Paris a ouvert en très légère baisse, lundi 30 juin. Lors des premiers échanges, l'indice CAC 40 cédait 0,06 %, à 2 889,33 points.

Quelques heures plus tôt, la Bourse de Tokyo avait terminé la séance du lundi 30 juin en légère hausse. L'indice Nikkei des valeurs vedettes s'était inscrit à 20 604,96 points en clôture, soit une progression de 0,40 %.

Sur le marché des changes, le dollar se montrait très ferme. Il s'échangeait à 1,7380 mark, 5,8605 francs et 114,25 yens. Le franc était stable face à la monnaie allemande, cotant 3,3720 francs pour un deutschemark.

Le marché obligataire français gagnait, pour sa part, un peu de terrain. Le contrat notional du Matif, qui mesure la performance

des emprunts d'Etat, s'inscrivait en hausse de dix centièmes, à 129,50 points.

La semaine sera marquée, sur les marchés financiers internationaux, par la réunion du comité de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine, mardi et mercredi, et par la publication, jeudi, des statistiques du chômage aux Etats-Unis pour le mois de juin.

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 10 h 15	30/06 Titres échangés	Capitalisation en F
Lyonnais Eau	274681	160675371
LVMH Moët Hen.	46875	74250334
Rhone Poulenc A	169989	40620289,40
Axa	99623	36807164,90
Alcatel Alsthom	46562	34463154
Saint-Gobain	26866	23059871
Total	38842	22767402
Christian Dior	21665	20749996
Danone	20625	20296123
Canal +	16241	18477188

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le lundi 30 juin, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES			
Tokyo Nikkei	20604,96	+0,40	+6,42
Hong Kong index	15196,79	+0,45	+12,98



MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVICES	cours BDF 27/06	% 26/06	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	337,4100	-0,02	326	350
Écu	6,6155
États-Unis (1 usd)	5,8429	+0,24	5,5300	6,1300
Belgique (100 F)	16,3520	-0,02	15,8200	16,9200
Pays-Bas (100 fl)	299,7900	-0,01
Italie (1000 lir.)	3,4485	-0,16	3,2000	3,7000
Danemark (100 kr)	88,5600	-0,02	84,2500	94,2500
Irlande (1 iep)	8,8180	+0,04	8,3800	9,2200
Gde-Bretagne (1 L)	9,7405	+0,26	9,2900	10,1400
Grèce (100 drach.)	2,1360	+0,05	1,9000	2,4000
Suède (100 krs)	75,9200	+0,30	71	81
Suisse (100 F)	405,3100	+0,05	391	415
Norvège (100 k)	80,2100	-0,16	77,5000	86,5000
Autriche (100 sch)	47,9520	-0,02	46,4500	49,5500
Espagne (100 pes.)	3,9890	-0,11	3,7000	4,3000
Portugal (100 esc.)	3,3350	-0,30	3	3,7000
Canada 1 dollar ca	4,2279	+1,23	3,9200	4,5200
Japon (100 yens)	5,1083	-0,42	4,8500	5,2000

PARITÉS DU DOLLAR 30/06

FRANCFORT : USD/DM	1,7388
TOKYO : USD/Yens	114,5500

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux	Taux
27/06	jour le jour 10 ans
France	3,12 5,57
Allemagne	2,95 5,67
Grande-Bretagne	6,56 7,09
Italie	7,06 6,82
Japon	0,56 2,70
États-Unis	5,50 6,49

MATIF

Échéances 27/06 volume dernier prix

NOTIONNEL 10 %		
Sept. 97	88117	129,38
Déc. 97	340	97,98
Mars 98	2	97,34

La chambre des comptes d'Ile-de-France critique la passation des marchés des HLM à Paris

Son rapport souligne les pratiques anticoncurrentielles mises au point par les grandes entreprises

JEAN TIBERI, en tant que maire de Paris et président de l'Office public d'aménagement et de construction (OPAC, ex-office d'HLM) de la capitale, devait rendre public, lundi 30 juin, un rapport de la chambre régionale des comptes (CRC) d'Ile-de-France sur la gestion de cet organisme durant ces dernières années.

Selon l'Hôtel de Ville, qui n'avait pas encore diffusé ce document aux administrateurs de l'OPAC lundi matin, les conclusions du rapport sont plutôt positives dans la mesure où les magistrats financiers ont pris acte de certaines mesures décidées par l'actuel directeur, Yves Laffoucrière, pour clarifier une gestion dont les zones d'ombre ont alimenté, notamment, l'enquête du juge Eric Halphen sur les fausses factures de la région parisienne.

Les administrateurs de l'OPAC avaient été informés, le 15 mai, date de la dernière réunion du conseil d'administration, de l'enquête diligentée par la chambre régionale des comptes, dont le rapport définitif était annoncé pour le

mois de septembre. Selon Bertrand Bret (PS), conseiller de Paris et adjoint au maire du 20^e arrondissement, qui siège au conseil d'administration, le document, tout en notant les efforts de gestion de l'OPAC, en critique le fonctionnement à plusieurs titres.

ASCENSEURS ET CHAUFFAGE

Il s'interroge, par exemple, sur la raison d'être d'une de ses filiales, la Sorenobel (Société de rénovation du bas Belleville), dont la vocation était d'assurer le relogement des habitants des immeubles voués à la démolition dans les opérations maîtrisées par l'OPAC... lequel aurait pu assurer lui-même cette mission, puisqu'il gère plus de 80 000 logements dans la capitale et 10 000 en banlieue. M. Laffoucrière, qui a succédé à Georges Pérol en 1993 à la direction de l'OPAC, a d'ailleurs mis fin aux activités de cette filiale, anticipant les recommandations de la chambre régionale des comptes.

L'essentiel des critiques porte sur des aspects qui sont au centre du dossier instruit par le juge de

Créteil, M. Halphen, sur les fausses factures de la région parisienne. La chambre des comptes, comme elle l'a fait dans son rapport sur les marchés publics du conseil régional d'Ile-de-France (*Le Monde* du 10 avril), dénonce l'utilisation de la procédure de marché d'entreprises de travaux publics (METP) pour l'entretien des ascenseurs des HLM parisiens. Sur appel d'offres lancé en 1992, deux entreprises, la Somatem (filiale de la Lyonnaise des eaux) et la CG2A (filiale de la Générale des eaux), se sont groupées pour emporter la maintenance des trois quarts du parc (3 600 ascenseurs), facturée 120 millions de francs par an de 1992 à 2007, soit un pactole de près de 2 milliards de francs. Une troisième entreprise, la CPR (Conception, Programmation, Réalisation) avait obtenu le reste du marché.

Les dirigeants des trois entreprises, qui avaient eu recours aux services de Jean-Claude Méry, intermédiaire patenté de la ville de Paris, pour approcher M. Pérol, ont été mis en examen fin 1994, quelques semaines après ces mêmes

Méry et Pérol. Le juge avait estimé que l'obtention de ces marchés avaient donné lieu à des commissions occultes dont la trace a été retrouvée sur des comptes à l'étranger.

Comme elle l'a fait pour les marchés des lycées d'Ile-de-France, la chambre des comptes estime que les mécanismes des METP favorisent les plus grosses entreprises et facilitent les ententes et les pratiques anticoncurrentielles. Au-delà de la condamnation du principe, le rapport se montre critique sur les conditions de passation des marchés d'entretien, des ascenseurs comme du chauffage.

En 1987, l'attribution à la Cofreth, devenue Elyo (filiale de la Lyonnaise des eaux), de la maintenance de 14 000 chauffages pour 80 millions de francs par an jusqu'en l'an 2003 a donné lieu à la mise en examen, en novembre 1994, de son PDG, soupçonné d'avoir eu recours, lui aussi, à l'entremise de l'incontournable M. Méry.

Pascale Sauvage

NATEXIS

UN NOUVEAU GROUPE BANCAIRE

CONCENTRÉ D'EXPERTISE POUR L'ENTREPRISE.

Nous nous sommes concentrés autour d'un unique et seul outil : la réussite des entreprises.

C'est à cet objectif que nous nous sommes voués : nos experts du Crédit National de l'IBF, les grands fonds spéculatifs.

Crédits, trésorerie, des outils de paiement, gestion de capital, financement, des solutions innovantes de marchés financiers conçues à la mesure de l'évolution de l'entreprise et accompagnées à l'international.

De la réponse quotidienne à vos besoins jusqu'à la mise au point des projets qui font naître le long terme, le groupe NATEXIS accompagne chaque jour l'entreprise dans son activité et en aide, en Europe, comme ailleurs, l'expansion sur les marchés du monde entier.

NATEXIS accompagne la croissance de vos entreprises.



Plus d'expertise pour l'entreprise.